



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS D'AIX

Date de Publication : 23/11/2021

N° : 2021/230

Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 30 septembre 2021

Mobilité - Entrées de ville et voiries communautaires

2021 CT2 329

Approbation de la révision du programme de travaux et de l'avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la Commune de Meyreuil pour la requalification de l'entrée de ville de Meyreuil " Les Bachassons"

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence facultative relative aux « entrées de ville », le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé à mettre en œuvre les aménagements visant à assurer la cohérence des entrées de villes et de villages sur son territoire.

Suite à la réalisation d'études de faisabilité menées conjointement avec la Commune de Meyreuil en 2015, il s'est avéré qu'une partie des travaux de l'entrée de ville de Meyreuil - RD7n les Bachassons relevait de la Communauté du Pays d'Aix (ci-après CPA) et une autre de la Commune. Un projet de convention de maîtrise d'ouvrage unique a donc été approuvé avec le programme de travaux, par délibération du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 26 novembre 2015.

Le programme des travaux relevant de la CPA prévoyait les aménagements propres à la RD7n et au carrefour et leurs abords.

Le programme des travaux incombant à la Commune prévoyait les aménagements des accès privés à la voie publique et leurs abords.

Le coût de l'opération était alors évalué à 2 475 000 €HT soit 2 970 000 €TTC.

Depuis, les projets immobiliers et commerciaux pressentis en desserte de cette entrée de ville ont été reportés à des échéances plus lointaines.

Le Département des Bouches-du-Rhône entreprend depuis 2020 et jusqu'en 2022 des travaux sur la RD7n. Afin de profiter de cette opportunité pour sécuriser le carrefour existant, de nouvelles études de faisabilité ont été menées en 2020-2021 afin d'aboutir à un nouveau programme de travaux.

Le programme des travaux modifié comprend :

- l'adaptation et la requalification des voies avec création d'un carrefour en tourne à gauche sécurisé,
- l'aménagement de cheminements piétons et cyclables sur l'ensemble du projet,
- le traitement des accès privés à la voie publique,

- le traitement du réseau pluvial de la voie intégrant une rétention liée à l'imperméabilisation supplémentaire,
- la requalification paysagère des espaces résiduels avec création d'un réseau d'arrosage,
- la création d'un réseau d'éclairage,
- la signalisation horizontale et verticale,
- la mise en discrétion des réseaux aériens.

L'estimation globale des études et travaux de cette opération s'élève à 406 000 €HT, soit 487 200 €TTC.

La Commune de Meyreuil demeure maître d'ouvrage de la mise en discrétion des réseaux aériens dont les travaux sont estimés à 10 000€ HT soit 12 000€ TTC. Le Territoire du Pays d'Aix demeure maître d'ouvrage des travaux d'aménagement d'entrée de ville dont les études et travaux sont estimés à 396 000 €HT soit 475 200 € TTC.

La modification du programme des travaux induit des modifications à la convention de maîtrise d'ouvrage unique liant le Territoire du Pays d'Aix à la Commune de Meyreuil, relatives à l'estimation globale de l'opération et à son financement.

C'est pourquoi, il est proposé de passer un avenant n°1 à la convention pour préciser le nouveau périmètre de l'opération, le programme de travaux et leur financement. Cet avenant n°1 porte donc sur :

- la révision à la baisse de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de 2 970 000 à 487 200 € TTC,
- la modification du programme de travaux relevant de la compétence Entrées de villes dont l'estimation s'élève à 475 200 €TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B591 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 approuvant le programme de l'entrée de ville de Meyreuil-RD7n – Bachassons et la signature d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la Commune de Meyreuil ;
- La délibération n°2015-A280 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre

2015 approuvant la révision de l'autorisation de programme 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76M€ ;

- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Mobilité et Infrastructures de transports du 20 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de valider la révision du programme de travaux de l'opération d'entrée de ville établi sur la base des nouvelles études de faisabilité réalisées en vue de sécuriser le carrefour existant concomitamment avec les travaux du Département sur la RD7n.
- Qu'il convient de modifier en conséquence la convention de maîtrise d'ouvrage unique conclue avec la Commune de Meyreuil pour la réalisation de cette opération et d'approuver l'avenant n°1 établi à cette fin.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de programme de l'opération d'entrée de ville de Meyreuil RD7n les Bachassons pour un coût global d'opération estimé à 396 000 € HT soit 475 200 € TTC.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique conclue avec la Commune de Meyreuil pour la réalisation des travaux d'aménagement de l'entrée de ville de Meyreuil RD7n les Bachassons, réduisant l'enveloppe financière de la convention à 487 200 € TTC.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que les différentes pièces afférentes à ces dossiers.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget d'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 458116250, Nature 4581, Fonction 518, Autorisation de Programme DI 50 AP 12.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 330

Approbation de l'acquisition des parcelles KL0102 et KL0290 auprès de la société MONIER pour le projet de contournement des Milles à Aix-en-Provence

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de voiries communautaires, le Territoire du Pays d'Aix souhaite réaliser une voirie de contournement ouest du village des Milles sur la Commune d'Aix-en-Provence.

Le projet de voie de contournement Ouest du secteur des Milles a été déclaré d'intérêt communautaire en date du 15 janvier 2014 par le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix (ci-après CPA) à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016. Cette future voie a pour objectif de supprimer le trafic de transit dans le village des Milles, d'offrir une liaison directe vers le pôle d'échanges du Plan d'Aillane d'une part et vers la zone d'activités des Milles d'autre part et de permettre la suppression du passage à niveau n°9 (projet SNCF), nécessaire à la réouverture de la ligne ferrée Aix-Etang de Berre, en offrant une circulation qualitative pour les modes doux et les transports en commun.

L'aménagement proposé consiste à créer un contournement qui prend son origine au niveau de la RD9 par l'intermédiaire du giratoire existant Georges Zornada, pour se raccorder au nord sur la RD18 (route de Loqui).

Le projet peut être divisé en deux sections distinctes :

- une section urbaine au Sud entre la RD9 et le chemin de la Badesse,
- une section plus rurale au Nord entre le chemin de la Badesse et le chemin de la Couronnade.

Le projet consiste à réaliser un aménagement bidirectionnel, sur un linéaire d'environ 1,2 km, intégrant un cheminement cyclable et piéton permettant d'assurer la fluidité du trafic d'échange et de transit, ainsi que de sécuriser les modes de déplacements actifs par des aménagements favorisant la circulation des modes doux. L'aménagement comportera des dispositifs visant à favoriser la circulation des transports collectifs.

Le coût global de l'opération est estimé à 31 M€ HT, hors foncier.

La maîtrise foncière sur le périmètre du projet n'est pas complète à ce jour. Un travail de négociation est actuellement mené par les services en vue d'aboutir à des acquisitions amiables.

Suite à ces démarches, la société MONIER (groupe BMI France) a donné son accord pour la cession de 2 parcelles actuellement en friche, ayant plusieurs fois fait l'objet d'occupations illicites, situées entre le chemin de la Badesse et la voie ferrée, à l'ouest de la rue Pizzala. Il s'agit des parcelles cadastrées suivantes :

- KL290 d'une superficie de 9 194 m²
- KL102 d'une superficie de 4 225 m².

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite acquérir ces deux parcelles d'une surface totale de 13 419 m² pour un montant total de 1 395 576 € HT, soit 104 €/m².

La Métropole a sollicité le 5 juillet 2021 une demande d'avis domanial auprès de la Direction de l'immobilier de l'Etat. Elle a reçu un avis en date du 17 septembre 2021 n° Réf 2021-13001-52016/DS N°4938117 indiquant une valeur vénale de 1 395 576 € HT.

Cette acquisition sera financée sur l'autorisation de programme concernant le contournement des Milles.

Les dispositions et frais relatifs à la signature de l'acte authentique seront pris en charge par la Métropole.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13001000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014-A045 du 15 janvier 2014 du Conseil communautaire de la CPA déclarant d'intérêt communautaire la voirie de contournement Ouest des Milles ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°MOB 009-9279/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 approuvant la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI5523AP Aix contournement Les Milles portant le montant total de l'opération à 41 000 000 euros TTC ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État n° 2021/13001-52016/DS n°4938117 en date du 17 septembre 2021 indiquant une valeur vénale de 1 395 576 € HT ;
- L'avis de la Commission de Territoire Mobilité et infrastructures de transports du 20 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition foncière des parcelles KL102 et KL290 pour la réalisation de la voirie de contournement Ouest des Milles à Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la parcelle cadastrée section KL n° 290 d'une superficie de 9 194 m² et de la parcelle cadastrée section KL n°102 d'une superficie de 4 225 m², toutes deux propriétés de la société MONIER (groupe BMI France) et sises sur la Commune d'Aix-en-Provence, pour un montant total de 1 395 576 € HT, hors frais notariés, telles que ces parcelles apparaissent sur le plan ci-annexé.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents relatifs à ces acquisitions et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget d'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581162552, Nature 4581, Fonction 844, Autorisation De Programme DI5523AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	48
Contre	4
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Claudie HUBERT - Philippe KLEIN - Marc PENA - Anne-laure PETEL

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à la majorité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 331

Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage entre la Métropole et la Commune de la Roque d'Anthéron pour l'entrée de ville "Avenue de la Durance"

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence facultative relative aux « entrées de ville », le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé à mettre en œuvre les aménagements visant à assurer la cohérence des entrées de villes et de villages sur son territoire.

Suite à la réalisation d'études de faisabilité menées conjointement avec la Commune de la Roque d'Anthéron, le programme des travaux de l'entrée de ville de l'avenue de la Durance, a été approuvé par délibération du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 24 septembre 2015. Cette délibération approuvait également un projet de convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la Commune de la Roque d'Anthéron

pour la réalisation des études et des travaux de cette opération.

Le programme du projet consiste en :

- création de trottoirs aux normes et de pistes cyclables ;
- traitement des accès privés à la voie publique ;
- traitement du réseau pluvial de la voie ;
- création de places de stationnement ;
- requalification paysagère des espaces résiduels ;
- adaptation de l'éclairage public et de la signalisation horizontale et verticale.

L'estimation globale de cette opération s'élève à 1.210.000 €HT, soit 1.452.000 €TTC dont 1.310.000 €TTC de travaux.

Aujourd'hui la Commune a réalisé la phase conception de l'opération et notifié les marchés de travaux.

Des problématiques liées au réseau d'adduction en eau potable sous compétence de la Direction de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial du Territoire du Pays d'Aix sont apparues au démarrage du chantier et nécessitent des travaux de dévoiement du réseau concerné.

En effet, il est nécessaire de dévier un tronçon de 160 ml de la canalisation d'alimentation en eau potable de diamètre 100 mm. Cette canalisation est implantée sous la future parcelle destinée à recevoir le projet de la gendarmerie et sous les aménagements de rétention et infiltration des eaux pluviales nécessaire à la compensation de l'imperméabilisation du projet d'entrée de ville. La canalisation sera déviée sous la voie de l'avenue de la Durance.

Afin de ne pas retarder les travaux d'aménagement de l'entrée de ville, et compte-tenu des délais qui seraient nécessaires à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement Pluvial pour commander les travaux supplémentaires nécessaires, il apparaît plus intéressant d'intégrer dans les marchés de travaux notifiés par la Commune ces prestations de dévoiement de réseau d'eau potable.

Le programme des travaux liés aux dévoiements de réseaux comprend :

- Les terrassements en tranchée
- La fourniture et pose d'une canalisation AEP de diamètre 100 mm sous l'avenue de Durance
- Les remblais en tranchée

Ces travaux liés au dévoiement de la conduite d'adduction en eau potable sont estimés à 65 000 € HT soit 78 000 €TTC.

Ces travaux seront financés par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le budget annexe de l'Eau.

Les montants des marchés de travaux et d'études sont inférieurs à ceux estimés lors de l'élaboration du programme, et plusieurs optimisations de chantier ont induit des économies financières, aussi le coût global de l'opération demeure inchangé.

Aujourd'hui, il est proposé de conclure un avenant n°1 à la convention signée avec la Commune de la

Roque d'Anthéron pour élargir le périmètre de l'opération afin d'intégrer les travaux de dévoiement des réseaux sous compétence du Territoire du Pays d'Aix et le financement des travaux. Cet avenant n°1 porte donc sur :

- L'intégration des travaux de dévoiement des réseaux portés par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement Pluvial estimés à 78 000 € TTC sans modification de l'enveloppe globale délibérée en septembre 2015 pour cette opération ;
- La révision du montage financier de cette opération, la passant à la charge du Territoire du Pays d'Aix pour ce qui relève de la compétence Entrées de Ville et de la compétence Eau Potable.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015_B417 du 24 septembre 2015 du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix portant approbation du programme de travaux et autorisation de signer une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ;
- La délibération n°HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 18 avril 2016 concernant l'intégration de la situation au 31 décembre 2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la métropole d'Aix-Marseille-Provence et validant le montant de l'AP globale d'entrée de ville à 76 000 000 €;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire de Mobilité et Infrastructures de transports du 20 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de procéder aux travaux de dévoiement du réseau d'adduction en eau potable pour la bonne

réalisation des travaux d'aménagement de l'entrée de ville.

- Qu'il convient de modifier en conséquence la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage conclue avec le Commune de La Roque d'Anthéron pour la réalisation de cette opération et d'approuver l'avenant n°1 établi à cette fin.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé la modification du programme de l'opération d'entrée de ville de La Roque d'Anthéron – avenue de la Durance, en élargissant le périmètre de compétence à la Compétence Eau Potable, sans incidence sur le coût global d'opérations qui demeure de 1 210 000 € HT soit 1 452 000 € TTC.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 de la convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Commune de La Roque d'Anthéron pour la réalisation des travaux d'aménagement de l'entrée de ville de La Roque d'Anthéron Avenue de la Durance, intégrant dans le financement de l'opération la prise en charge des travaux de dévoiement du réseau d'eau potable estimés à 78 000 € TTC.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à l'aménagement de l'entrée de ville sont inscrits sur le budget d'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire DI50AP12, Nature 4581, Fonction 518, Autorisation de Programme DI50AP12.

Les crédits nécessaires au financement des travaux de dévoiement du réseau d'eau potable sont inscrits au budget annexe de l'Eau en délégation – Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 2019290000, Nature 21531.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

[illegible]

- La délibération n°2021_CT2_094 du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 8 avril 2021 adoptant la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2021 ;
- La délibération n°FBPA 002-9818/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 adoptant la Décision Modificative n°2 de l'exercice 2021 du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2021_CT2_183 du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 27 mai 2021 adoptant la Décision Modificative n°2 de l'exercice 2021 ;
- La délibération n°FBPA 002-10097/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 adoptant la Décision Modificative n°3 de l'exercice 2021 du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission de Territoire Ressources et moyens du 16 septembre 2021.

Ouï le rapport ci-dessus.

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est adopté, par nature, le Budget Supplémentaire pour 2021 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 333

AVIS - Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix - Affectation des résultats de l'exercice 2020

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix-Marseille-Provence a été approuvé par le vote du Compte Administratif le 4 juin 2021.

Cet arrêté des comptes permet de déterminer :

- Le résultat de clôture de la section de fonctionnement (d'exploitation) constitué par le résultat comptable constaté à la clôture de l'exercice auquel s'ajoutent les résultats antérieurs de clôture ;
- Le solde d'exécution de la section d'investissement laissant apparaître un besoin ou un excédent de financement de la section ;
- Les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

Le besoin de financement de la section d'investissement doit être corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste, une fois le résultat de fonctionnement arrêté et constaté lors de l'approbation du compte administratif, à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être maintenu en section de fonctionnement.

Les propositions d'affectation des résultats de l'exercice 2020 sont détaillées dans le tableau suivant :

Dépense	Régime de droit de la loi		Régime de droit de la loi		Régime de droit de la loi		Régime de droit de la loi		Régime de droit de la loi	
	Section de fonctionnement	Section d'investissement	Section de fonctionnement	Section d'investissement	Section de fonctionnement	Section d'investissement	Section de fonctionnement	Section d'investissement	Section de fonctionnement	Section d'investissement
EXPLOITATION ASSAINISSEMENT	1 888 301,00	1 000 000,00	1 888 301,00	1 000 000,00	1 888 301,00	1 000 000,00	1 888 301,00	1 000 000,00	1 888 301,00	1 000 000,00
EXPLOITATION EAU	1 888 301,00	1 000 000,00	1 888 301,00	1 000 000,00	1 888 301,00	1 000 000,00	1 888 301,00	1 000 000,00	1 888 301,00	1 000 000,00
EXPLOITATION EAU POTABLE	1 888 301,00	1 000 000,00	1 888 301,00	1 000 000,00	1 888 301,00	1 000 000,00	1 888 301,00	1 000 000,00	1 888 301,00	1 000 000,00
EXPLOITATION EAU POTABLE	1 888 301,00	1 000 000,00	1 888 301,00	1 000 000,00	1 888 301,00	1 000 000,00	1 888 301,00	1 000 000,00	1 888 301,00	1 000 000,00
EAU EN DÉLÉGATION	1 888 301,00	1 000 000,00	1 888 301,00	1 000 000,00	1 888 301,00	1 000 000,00	1 888 301,00	1 000 000,00	1 888 301,00	1 000 000,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FBPA 006-10082/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 approuvant le Compte Administratif 2020 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Il est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement des Budgets Annexes « Assainissement en délégation » et « Eau en délégation » comme suit :

Budget Annexe « Assainissement en délégation » :

Le résultat de clôture 2020 de la section d'exploitation s'établit à 4 877 195,13 euros.
Le résultat cumulé 2020 de la section d'investissement, incluant les restes à réaliser en recettes, s'élève à - 2 288 623,91 euros.

Il est proposé d'affecter en section d'investissement un montant de 2 288 623,91 euros, prélevé sur l'excédent de la section d'exploitation, pour permettre la couverture du besoin de financement de la section. Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget Supplémentaire 2021 à l'émission d'un titre de recette au compte 1068, « Autres réserves ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui s'élève à 2 588 571,22 euros est maintenu en section d'exploitation et porté en recettes sur la ligne budgétaire codifiée 002 « Résultat d'exploitation reporté ».

Le résultat de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser qui s'établit à 2 288 623,91 euros sera inscrit sur la ligne budgétaire codifiée 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » du Budget Supplémentaire 2021 en dépenses.

Budget Annexe « Eau en délégation » :

Le résultat de clôture 2020 de la section d'exploitation s'établit à 2 566 339,99 euros.
Le résultat cumulé 2020 de la section d'investissement, incluant les restes à réaliser en recettes, s'élève à - 1 084 197,26 euros.

Il est proposé d'affecter, en section d'investissement, un montant de 1 084 197,26 euros prélevé sur l'excédent de la section d'exploitation, pour permettre la couverture du besoin de financement de la section. Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget Supplémentaire 2021 à l'émission d'un titre de recette au compte 1068, « Autres réserves ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui s'élève à 1 482 142,73 euros est maintenu en section d'exploitation et sera porté en recettes sur la ligne budgétaire codifiée 002 « Résultat d'exploitation reporté ».

Le résultat de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser qui s'établit à 1 084 197,26 euros sera inscrit sur la ligne budgétaire codifiée 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » du Budget Supplémentaire 2021 en dépenses.

Article 2 :

Est pris acte des inscriptions budgétaires suivantes :

Budget Annexe « Opération d'Aménagement » :

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture de 1 716 292,22 euros qui sera reporté en dépenses sur la ligne budgétaire codifiée 002 « Résultat d'exploitation reporté » du Budget Supplémentaire 2021.

La section d'investissement présente un résultat de clôture de 1 857 101,07 euros qui sera reporté en recettes sur la ligne budgétaire codifiée 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » du Budget Supplémentaire 2021.

Budget Annexe « Gestion des déchets » :

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture de 5 754 194,13 euros qui sera reporté en recettes sur la ligne budgétaire codifiée 002 « Résultat d'exploitation reporté » du Budget Supplémentaire 2021.

La section d'investissement présente un résultat de clôture de 16 833 520,55 euros qui sera reporté en recettes sur la ligne budgétaire codifiée 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » du Budget Supplémentaire 2021.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 334

AVIS - Budget Supplémentaire 2021 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions des instructions budgétaires et comptables M 57 et M 49, le Budget Supplémentaire a pour objet principal de reprendre les résultats et les restes à réaliser constatés au Compte Administratif de l'exercice précédent.

Il permet également de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions budgétaires.

• Budget annexe « Aménagement du territoire » :

L'équilibre du Budget Supplémentaire 2021 du budget annexe « Aménagement du territoire » s'établit comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
Section de Fonctionnement	9 046 418,43 €	9 046 418,43 €
Section d'Investissement	9 187 227,28 €	9 187 227,28 €

• Budget annexe « Assainissement en DSP » :

L'équilibre du Budget Supplémentaire 2021 du budget annexe « Assainissement en DSP » s'établit comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	4 142 909,47 €	4 142 909,47 €
Section d'Investissement	7 869 750,05 €	7 869 750,05 €

• Budget Annexe « Gestion des Déchets » :

L'équilibre du Budget Supplémentaire 2021 du budget annexe « Gestion des Déchets » s'établit comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	1 426 357,54 €	1 426 357,54 €
Section d'Investissement	9 557 136,01 €	9 557 136,01 €

• Budget Annexe « Eau en DSP » :

L'équilibre du Budget Supplémentaire 2021 du budget annexe « Eau en DSP » s'établit comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	793 274,89 €	793 274,89 €
Section d'Investissement	2 303 033,00 €	2 303 033,00 €

Un rapport de présentation et les maquettes budgétaires sont joints en annexe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
- La délibération n°020-9122/20/CM approuvant le Budget Primitif 2021 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 097-9616/21/CM approuvant la Décision Modificative n°1 pour 2021 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 005-9821/21/CM approuvant la Décision Modificative n°2 pour 2021 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 026-10102/21/CM approuvant la Décision Modificative n°3 pour 2021 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 30 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 3 :

Sont intégrés les restes à réaliser, ainsi que les reprises de résultats 2020 des budgets annexes « Aménagement du territoire », « Assainissement en DSP », « Gestion des Déchets » et « Eau en DSP » du Territoire du Pays d'Aix aux Budgets Supplémentaires 2021 de ces mêmes budgets.

Article 4 :

Sont adoptés les Budgets Supplémentaires 2021 des budgets annexes « Aménagement du territoire », « Assainissement en DSP », « Gestion des Déchets » et « Eau en DSP » du Territoire du Pays d'Aix tels que présentés ci-avant et annexés.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 335

AVIS - Budget Principal Métropole Aix-Marseille Provence - Adoption du Budget Supplémentaire de l'exercice 2021 et des Etats Spéciaux des Territoires

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire du Budget Principal de la Métropole est établi selon l'Instruction Budgétaire et Comptable M57. Il se caractérise principalement par la reprise des résultats de l'exercice précédent et par des ajustements de crédits.

Le résultat de ce projet de Budget Supplémentaire est présenté successivement en balance générale qui regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre. Il fait également l'objet d'une présentation par fonction.

En application des dispositions de l'article L.5218-8-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'état spécial de chaque territoire, adopté en équilibre réel par le Conseil de Territoire concerné, est soumis au vote du Conseil de la Métropole en même temps que le projet de Budget Supplémentaire de la Métropole.

Chaque territoire s'étant prononcé par l'adoption de son état spécial dans les conditions précisées à l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé que le Conseil de la Métropole arrête les états spéciaux de territoire comme suit :

	Fonctionnement	Investissement
Marseille Provence	4 239 211,00	18 480 361,28
Pays d'Aix	398 786,72	0,00
Pays Salons	- 30 000,00	487 295,00
Pays d'Aubagne et de l'Etolle	0,00	-80 100,00
Istres Ouest Provence	0,00	-7 062 125,24
Pays de Martigues	230 000,00	0,00

L'équilibre du Budget Supplémentaire 2021 du Budget Principal métropolitain s'établit comme suit :

Section de Fonctionnement 120 431 882,64 euros
 Section d'Investissement 169 183 311,52 euros

Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 015-9117/120/CM du 17 décembre 2020 approuvant le Budget Primitif 2021 du Budget Principal de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 001-9610/21/CM du 18 février 2021 approuvant la Décision Modificative n° 1 pour 2021 du Budget Principal de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 002-9818/21/CM du 15 avril 2021 approuvant la Décision Modificative n° 2 pour 2021 du Budget Principal de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 021-10097/21/CM du 4 juin 2021 approuvant la Décision Modificative n° 3 pour 2021 du Budget Principal de la Métropole ;
- L'adoption par les Territoires des modifications apportées aux Etats Spéciaux de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 5 :

Sont approuvées les modifications des dotations de gestion inscrites au Budget Supplémentaire 2021 comme suit :

	Fonctionnement	Investissement	Total
Marseille Provence	0,00	18 480 361,28	18 480 361,28
Pays d'Aix	28 141,72	0,00	28 141,72
Pays Salonais	-487 295,00	487 295,00	0,00
Pays d'Aubagne et de l'Etoile	0,00	-80 100,00	-80 100,00
Istres Ouest Provence	0,00	9 107 961,00	9 107 961,00
Pays de Martigues	0,00	0,00	0,00

Article 2 :

Les états spéciaux de territoire sont arrêtés aux chiffres suivants :

EST du territoire Marseille Provence :

Section de Fonctionnement 4 239 211,00 euros
Section d'Investissement 18 480 361,28 euros

EST du territoire du Pays d'Aix :

Section de Fonctionnement 398 786,72 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

EST du territoire du Pays Salonais :

Section de Fonctionnement - 30 000,00 euros
Section d'Investissement 487 295,00 euros

EST du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement -80 100,00 euros

EST du territoire Istres-Ouest Provence :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement -7 062 125,24 euros

EST du territoire du Pays de Martigues :

Section de Fonctionnement 230 000,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Article 3 :

Sont intégrés les restes à réaliser ainsi que la reprise des résultats 2020 du Budget Principal Métropolitain.

Article 4 :

Est adopté le Budget Supplémentaire 2021 du Budget Principal Métropolitain tel que présenté et annexé. Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 120 431 882,64 euros
Section d'Investissement 169 183 311,52 euros

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2021 CT2 336

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 17 logements sociaux dénommée Horizon Naturel située Avenue du Général de Gaulle à Ventabren

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 17 logements sociaux dénommée « Horizon Naturel » située Avenue du Général de Gaulle à Ventabren.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération, d'un montant total de 2 368 191 euros, est financée par un emprunt de 1 388 327 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 763 579,85 euros et de la commune de Ventabren, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 624 747,15 euros.

La SA HLM Unicil a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;

- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 121920 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 1 388 327 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 17 logements sociaux à Marseille.
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 6 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 388 327 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 121920.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 17

logements sociaux dénommée « Horizon Naturel » située Avenue du Général de Gaulle à Ventabren.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 337

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 50 logements sociaux dénommée Cocoon'Ages située Chemin du Budéou à Saint-Cannat

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 50 logements sociaux dénommée « Cocoon'Ages » située Chemin du Budéou à Saint-Cannat. Ce programme de type « résidence intergénérationnelle » a été conçu de façon à développer les relations humaines et exploiter ce concept intergénérationnel avec la présence sur site pendant deux ans d'un animateur. Celui-ci disposera d'un bureau et de locaux collectifs dénommés « Maison des projets » et sera chargé d'organiser des échanges et des activités entre les résidents.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 9 011 340 euros est financée par deux contrats de prêts proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 6 599 509 euros, se déclinant comme suit :

- Contrat PLUS-PLAI n°122050 de 5 120 954 euros,
- Contrat PLS n°121914 de 1 478 555 euros.

Les caractéristiques financières desdits prêts figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 3 629 729,95 euros et de la commune de Saint-Cannat, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 2 969 779,05 euros.

La SA HLM Unicil a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n°NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les contrats de prêt n° 122050 et n° 121914 en annexe signés entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté deux contrats de prêts d'un montant total de 6 599 509 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 50 logements sociaux à Saint-Cannat ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement desdits prêts ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM Unicil ;

- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement de deux prêts d'un montant total de 6 599 509 euros souscrits par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêts ci-après :

- Contrat PLUS-PLAI n°122050 constitué de six lignes, d'un montant de 5 120 954 euros,
- Contrat PLS n°121914 constitué de cinq lignes, d'un montant de 1 478 555 euros.

Ces prêts sont destinés à financer l'opération d'acquisition en VEFA de 50 logements sociaux dénommée « Cocoon'Ages », située Chemin du Budéou à Saint-Cannat.

Lesdits contrats sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale des contrats de prêt n°122050 et n°121914 (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour leur paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée des contrats de prêts n°122050 et n°121914 à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de six logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	1

Ne prend pas part au vote :

Jacky GERARD

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 338

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 11 logements sociaux dénommée Le Patio du Roy située Avenue de Nice à Gardanne

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 11 logements sociaux dénommée « Le Patio du Roy » située Avenue de Nice à Gardanne.

Portée par la SA HLM 3F Sud, cette opération d'un montant total de 1 689 931 euros est financée par un emprunt de 1 173 223 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 645 272,65 euros et de la commune de Gardanne, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 527 950,35 euros.

La SA HLM 3F Sud a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n°NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt n° 123096 en annexe signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM 3F Sud a contracté un prêt d'un montant total de 1 173 223 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 11 logements sociaux à Gardanne ;
- Que la SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM 3F Sud ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 173 223 euros souscrit par la SA HLM 3F Sud auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 123096.

Ce prêt, constitué de quatre lignes est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 11 logements sociaux dénommée « Le Patio du Roy » située Avenue de Nice à Gardanne.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 339

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération de construction de 10 logements sociaux dénommée Maison André située Avenue de la République à Coudoux

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de construction de 10 logements sociaux dénommée « Maison André » située Avenue de la République à Coudoux.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 1 575 234 euros est financée par un emprunt de 1 042 068 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 573 137,40 euros et de la commune de Coudoux, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 468 930,60 euros.

La SA HLM Famille et Provence a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n°NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 123981 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Famille et Provence a contracté un prêt d'un montant total de 1 042 068 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction de 10 logements sociaux à Coudoux ;
- Que la SA HLM Famille et Provence a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Famille et Provence.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 042 068 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 123981.

Ce prêt, constitué de cinq lignes est destiné à financer une opération de construction de 10 logements sociaux dénommée « Maison André » située Avenue de la République à Coudoux.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si

cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 340

AVIS -Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour le financement de l'opération de construction de 4 logements sociaux dénommée La Bégude 3 située 69 Chemin Saint François à Fuveau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 4 logements sociaux dénommée « La Bégude 3 » située 69 Chemin de Saint François à Fuveau.

Portée par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques, cette opération d'un montant total de 994 210 euros est financée par un emprunt de 822 211 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie. L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 452 216,05 euros et de la commune de Fuveau, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 369 994,95 euros.

La SA HLM Société Française des Habitations Economiques a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du

règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de Prêt N° 123779 en annexe signé entre la SA HLM Société Française des Habitations Economiques et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Société Française des Habitations Economiques a contracté un prêt d'un montant total de 822 211 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction de 4 logements sociaux à Marseille ;
- Que la SA HLM Société Française des Habitations Economiques a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM Société Française des Habitations Economiques ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Société Française des Habitations Economiques.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 822 211 euros souscrit par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 123779.

Ce prêt, constitué de huit lignes, est destiné à financer une opération de construction de 4 logements sociaux dénommée « La Bégude 3 » située 69 Chemin de Saint François à Fuveau.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Société Française des Habitations

Economiques dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logements réservés.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Société Française des Habitations Economiques.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 341

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 25 logements sociaux dénommée La Roque Alpilles située Avenue des Alpilles à La Roque-D'Anthéron

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 25 logements sociaux dénommée « La Roque Alpilles » située Avenue des Alpilles à La Roque-d'Anthéron. Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 4 035 657 euros est financée par un emprunt de 2 698 488 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 1 484 168,40 euros et de la commune de La Roque-d'Anthéron, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 1 214 319,60 euros.

La SA HLM Unicil a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt n°122833 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 2 698 488 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 25 logements sociaux à La Roque-d'Anthéron ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 698 488 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°122833.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 25 logements sociaux dénommée « La Roque Alpilles » située Avenue des Alpilles à La Roque-d'Anthéron. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 342

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux dénommée Rue Hoche PLS située 9 Rue Hoche à Gardanne - Complément à la délibération n° FBPA 018-8439/20/BM du 15 octobre 2020

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 15 octobre 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a accordé, à hauteur de 55 %, sa garantie d'emprunt dans le cadre de la réalisation par la SA HLM 3F Sud d'une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux « Rue Hoche » située 9 rue Hoche à Gardanne financée par cinq lignes de prêt dont une ligne de prêt « Haut de Bilan Bonifié -PHB2.0 » et une ligne de prêt « Booster ».

Cette garantie a été allouée sur la base de l'offre de prêt n°107559 émise par la Caisse des Dépôts et Consignations. La Caisse des Dépôts et Consignations a rencontré un incident technique lors du versement des fonds conduisant à la caducité des lignes de prêt « PHB2.0 » n°5353266 d'un montant de 216 000 euros et « Booster » n°5353268 d'un montant de 168 000 euros inclus dans ce contrat. Il est précisé que le contrat de prêt initial n°107559 est toujours valable pour les trois autres lignes (PLS, PLS foncier et CPLS).

Afin d'éviter des difficultés de trésorerie pour la SA HLM 3F Sud, la Caisse des Dépôts et Consignations a proposé le versement, dans un premier temps, des lignes de prêts PLS et ? dans un deuxième temps, l'émission d'un contrat complémentaire avec deux lignes de prêt « PHB2.0 » et « Booster » dans les mêmes conditions de montant et de taux que les lignes de prêt « PHB2.0 » et « Booster » du contrat initial.

Dans ce cadre, un second contrat de prêt n°123344 composé d'une ligne de prêt « PHB2.0 » n°5435382 et d'une ligne de prêt « Booster » n°5435383 a été signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations. Ainsi la Métropole est-elle appelée à accorder sa garantie d'emprunt sur la base de ce contrat de prêt complémentaire.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de l'avenant à la convention de garantie d'emprunt joint en annexe. Il est précisé que cet avenant est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 211 200 euros et de la commune de Gardanne, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 172 800 euros.

La SA HLM 3F Sud a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n°NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FBPA 018-8439/20/BM du 15 octobre 2020 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux dénommée Rue Hoche située 9 rue Hoche à Gardanne ;
- Le contrat de prêt n° 123344 en annexe signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM 3F Sud a contracté un prêt n° 123344 d'un montant de 384 000 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations complémentaire au financement de l'opération d'acquisition en

VEFA de 24 logements sociaux à Gardanne ;

- Que la SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM 3F Sud ;
- Qu'il convient dès lors de conclure avec la SA HLM 3F Sud un avenant à la convention de garantie d'emprunt initiale.

Délibère

Article 7 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 384 000 euros souscrit par la SA HLM 3F Sud auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°123344.

Ce prêt, constitué d'une ligne « PHB2.0 » et d'une ligne « Booster », est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux dénommée « Rue Hoche » située 9 rue Hoche à Gardanne.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt, et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant à la convention de garantie d'emprunt ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer cet avenant, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 343

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération de construction de 2 logements sociaux dénommée Centre Village située 6 Rue Neuve à Rognes

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de construction de 2 logements sociaux dénommée « Centre Village » située 6 Rue Neuve à Rognes.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 379 951 euros est financée par un emprunt de 217 387 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 119 562,85 euros et de la commune de Rognes, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 97 824,15 euros.

La SA HLM Famille et Provence a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n°NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt n°123640 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Famille et Provence a contracté un prêt d'un montant total de 217 387 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction de 2 logements sociaux à Rognes ;
- Que la SA HLM Famille et Provence a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Famille et Provence.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 217 387 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°123640.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération de construction de 2 logements sociaux dénommée « Centre Village » située 6 Rue Neuve à Rognes.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 344

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à l'Association Un Toit pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration de 2 logements sociaux dénommée "Etienne Boyer" située 11 Boulevard Etienne Boyer à Trets

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration de 2 logements sociaux dénommée « Etienne Boyer » située 11 Boulevard Etienne Boyer à Trets.

Portée par l'Association Un Toit, cette opération d'un montant total de 207 650 euros est financée par un emprunt de 64 800 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie. L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 35 640 euros, et de la commune de Trets, co-garante, à hauteur de 45 % soit 29 160 euros.

L'Association Un Toit a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n°NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt n°121634 en annexe signé entre l'Association Un Toit et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'Association Un Toit a contracté un prêt d'un montant total de 64 800 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition-amélioration de 2 logements locatifs sociaux à Trets ;
- Que l'Association Un Toit a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie

d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de l'Association Un Toit ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et l'Association Un Toit.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 64 800 euros souscrit par l'Association Un Toit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°121634.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration de 2 logements sociaux dénommée « Etienne Boyer » située 11 Boulevard Etienne Boyer à Trets.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Association Un Toit dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Association Un Toit pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association Un Toit.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 345

AVIS - Approbation du reversement aux Communes membres de la taxe d'aménagement des autorisations d'urbanisme 2018-2019

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.331-2 du Code de l'Urbanisme prévoit que la part intercommunale de la taxe d'aménagement est instituée de plein droit pour les Métropoles.

La Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie de la taxe d'aménagement sans conditions de délibération ou de transfert de la compétence « Plan local d'Urbanisme ». Ainsi cette taxe est versée à la Métropole au titre des autorisations d'urbanisme délivrées depuis sa création (permis de construire, déclaration préalable signés depuis le 1er janvier 2016). Pour les autorisations d'urbanisme délivrées avant le 1er janvier 2016, la Métropole perçoit uniquement le produit issu du territoire de Marseille Provence (ex CU-MPM qui percevait la TA). Pour les autres territoires, ce sont les communes qui continuent de percevoir la taxe d'aménagement afférente aux autorisations accordées avant la création de la Métropole.

L'article L331-24 du Code de l'Urbanisme dispose que les redevables de la taxe d'aménagement doivent payer la taxe en deux fois : la première un an après la délivrance de l'autorisation d'urbanisme et la seconde deux ans après cette délivrance. Lorsque le

montant de la taxe est inférieur à 1 500 euros ou lorsque le montant est majoré à la suite de la délivrance d'une modification du permis, la liquidation s'effectue en une fois, 12 mois après la délivrance de l'autorisation d'urbanisme. Par conséquent, les communes pourraient encore percevoir directement en 2021 des versements de taxes d'aménagement si des problèmes de liquidation ou de recouvrement sont survenus.

L'article L.331-2 du Code de l'Urbanisme dispose que : « [...] une délibération de l'organe délibérant prévoit les conditions de reversement de tout ou partie de la taxe perçue par l'établissement public de coopération intercommunale ou la métropole de Lyon à ses communes membres ou groupements de collectivités compte tenu de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences. ».

Ainsi, la Métropole peut reverser tout ou partie de la taxe d'aménagement à ses communes membres.

Le pacte de gouvernance financier et fiscal approuvé le 30 juin 2016 fixe le cadre suivant : « La taxe d'aménagement perçue en vue de financer les actions et opérations contribuant à la réalisation des objectifs définis à l'article L121-1 du Code de l'Urbanisme, c'est-à-dire contribuer au financement des équipements publics, est reversée a minima jusqu'au 1er janvier 2018 et au-delà jusqu'à échéance des sommes dues au titre des années précédentes, aux communes compétentes dès la réception de la notification du versement ». La délibération FAG 029-1032/16/CM du 17 octobre 2016 a ainsi mis en œuvre ces reversements pour les autorisations d'urbanisme délivrées entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2017.

La délibération FAG116-4933/18/CM du 13 décembre 2018 prévoit le reversement d'une quote-part de 60% de la taxe d'aménagement afférentes aux autorisations d'urbanisme délivrées en 2018 et 2019 aux communes qui bénéficiaient de la perception de la taxe d'aménagement avant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Or cette délibération a été annulée par un jugement n°1906310 du 4 juin 2021 du Tribunal Administratif de Marseille au motif que la délibération présentée au vote du Conseil Métropolitain n'était pas conforme aux dispositions de l'article L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant l'information des élus.

La présente délibération a ainsi pour objet de rétablir un reversement aux communes membres d'une quote-part du produit de la taxe d'aménagement issue des autorisations d'urbanisme délivrées en 2018 et 2019 conformément à la réglementation en vigueur.

Afin de garantir la sécurité juridique de cette délibération, celle-ci doit s'appuyer sur la répartition de la charge des équipements publics entre la Métropole et les communes membres. Il est par conséquent nécessaire de fixer le périmètre des

dépenses prises en compte et leurs modalités de calcul.

Depuis la création de la Métropole, les communes du Territoire de Marseille Provence ne bénéficient pas du reversement de la taxe d'aménagement du fait que :

- La compétence voirie est assumée par la Métropole sur le Territoire de Marseille Provence ;
- La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole percevait déjà la taxe d'aménagement avant la création de la Métropole et sans reversement aux communes membres ;
- Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, la taxe antérieure à la taxe d'aménagement (taxe locale d'équipement) a été prise en compte dans le calcul de l'attribution de compensation.

Compte-tenu de ces différents éléments, il est par conséquent proposé de maintenir l'exclusion des communes du Territoire de Marseille Provence du dispositif de reversement de la taxe d'aménagement.

Pour les cinq autres territoires, un taux de reversement aux communes doit être calculé. Pour ce faire, il est proposé de le réaliser en fonction des dépenses d'équipement nettes constatées aux comptes de gestion de la Métropole et des communes membres (soit les dépenses d'équipement desquelles sont soustraites les subventions d'investissement) sur le périmètre des cinq territoires.

Ainsi, il est proposé de calculer le taux de reversement aux communes en appliquant le rapport entre la moyenne des dépenses d'équipement nettes des communes des années 2018 et 2019 et la moyenne des dépenses d'équipement nettes des communes et de la Métropole des années 2018 et 2019. Les données nécessaires à ces calculs sont issues des agrégats comptables des collectivités et des établissements publics locaux mises à disposition en open data par les services de l'Etat (comptes de gestion), ainsi que les données issues du système d'information financier de la Métropole. La répartition calculée à partir d'une moyenne de plusieurs exercices permet d'estomper leur caractère erratique et de disposer ainsi d'un indicateur plus stable.

Les dépenses d'équipement nettes sont calculées à partir de la différence entre les :

- Dépenses directes aux natures afférentes aux chapitres 20, 21 et 23 (DI1) ;
- Et subventions et participations d'équipement reçues aux natures afférentes au chapitre 13 sauf 139 (RI2).

Enfin, des retraitements sont effectués pour supprimer les doubles-comptes au sein du budget

principal et ventiler des dépenses non territorialisées en fonction de la population.

Le calcul du taux de reversement pour les années 2018 et 2019 sur le périmètre des cinq territoires se situe respectivement à 43% et 51% avec comme moyenne 47%. Il est donc proposé, dans un double objectif de lisibilité et de simplicité du mode de répartition, de fixer la quote-part de reversement de la taxe d'aménagement à 50% pour les années 2018 et 2019.

Enfin, le montant total du produit de la taxe d'aménagement reversé aux communes membres pour les années 2018 et 2019 à la date du 29 mars 2021 s'élève à 8 047 844 euros. Le taux de reversement à 50% porte le produit de la taxe d'aménagement à reverser à 6 686 277 euros.

Toutefois, afin de ne pas impacter financièrement les communes membres concernées, il est proposé de ne pas demander le remboursement aux communes des sommes déjà mandatées à cette date au titre des autorisations d'urbanisme délivrées en 2018 et 2019.

Les services de la Métropole sont chargés d'effectuer les reversements de manière trimestrielle pour chaque commune concernée sur la base des relevés transmis par les services de l'Etat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L331-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 001-541/16/CM du 30 juin 2016 portant approbation du Pacte de gouvernance financier et fiscal approuvé le 30 juin 2016 ;
- La délibération FAG 029-1032/16/CM du 17 octobre 2016 portant approbation du reversement aux communes membres de la taxe d'aménagement ;
- Le jugement n°1906310 du 4 juin 2021 du Tribunal Administratif de Marseille.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Délibère**

Article 8 :

Est décidé de reverser aux communes, qui étaient compétentes en la matière avant le 1^{er} janvier 2016, une quote-part de 50% du produit de la taxe d'aménagement issue des autorisations d'urbanisme délivrées en 2018 et 2019.

Article 2 :

Les sommes déjà mandatées à la date du 29 mars 2021 au titre des autorisations d'urbanisme délivrées en 2018 et 2019 ne feront pas l'objet d'une régularisation par la Métropole.

Article 3 :

Le reversement de la taxe d'aménagement est opéré trimestriellement

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ressources - Commande publique

2021 CT2 346

AVIS - Approbation d'un protocole transactionnel avec l'entreprise EUROVIA titulaire d'un marché de travaux numéro Z16035S001, dans le cadre de l'opération de l'aménagement de l'accès Sud, de la Piscine Yves Blanc

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :
Dans le cadre l'opération d'aménagement de l'accès sud, de la Piscine Yves Blanc, la Métropole Aix-Marseille-Provence, venant aux droits de la Communauté du Pays d'Aix, a conclu un marché de travaux n°Z16035S001 avec l'entreprise EUROVIA pour l'exécution de travaux pour un montant de 74 582,80 € ht.

Le Maître d'ouvrage a eu besoin de prestations supplémentaires suite aux demandes de la mairie d'Aix-en-Provence et de la Métropole, vis-à-vis de l'enrobé sur le parvis sud, initialement prévu noir, changeant pour la couleur ocre.

Ce choix a été réalisé, tout d'abord, pour diminuer le gradient de chaleur de l'espace, étant donné que le lieu est extrêmement exposé aux fortes chaleurs.

De plus cela évite une forte réverbération de la chaleur contre la paroi de la façade sud de la piscine Yves Blanc.

La plus-value pour la couleur ocre de l'enrobé s'élève à la somme de 24 624 euros HT à laquelle il convient d'ajouter les travaux de sécurisation du parvis sud à hauteur de 67 745 euros HT des intrusions récurrentes décomposés comme suit :

- Démolition béton (+retrait des déchets chantier),
- Terrassement de la voirie existante pour reprofilage,
- Remblais d'emprun ou matériaux concassés,
- Régilage et compactage du fond de forme,
- Remise à la côte des regards, y compris remplacement par tampons.

Soit un total de 92 369 euros HT

Les prestations ayant été correctement réalisées c'est dans ce contexte que les parties, agissant dans un souci de mettre un terme amiable et rapide à la présente affaire, se sont rapprochées et ont convenu que l'indemnisation due à l'entreprise Eurovia se ferait sous la forme d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du Code Civil.

Il est donc proposé d'accorder à l'entreprise Eurovia une indemnité transactionnelle de 92 369 euros HT soit 110 842,80 euros TTC pour les prestations qui n'ont pu être réglées dans le cadre du marché n°Z16035S001 compte tenu de la fin dudit marché en avril 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la Commande Publique ;

- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 30 septembre 2021.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il convient de recourir à la procédure transactionnelle afin de permettre le règlement amiable des sommes dues à l'entreprise Eurovia

Délibère

Article 9 :

Est approuvé le protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'entreprise EUROVIA et portant engagement pour la Métropole Aix-Marseille Provence à régler à titre d'indemnité transactionnelle à l'entreprise Eurovia la somme de 92 369 euros HT soit 110 842,80 euros TTC au titre du marché n° n°Z16035S001.

Article 10 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 11 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162452, nature 4581, fonction 323, autorisation de programme DI452AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ressources - Technologies d'information et de communication

2021 CT2 347

AVIS - Organisation d'une mutualisation d'outils numériques avec les Communes membres dans le cadre de la dématérialisation des Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) - Approbation d'une convention type avec les Communes membres

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain.

Pour autant, l'article L. 213-2 du même code précise que « *toute aliénation visée à l'article L. 213-1 est subordonnée, à peine de nullité, à une déclaration préalable faite par le propriétaire à la mairie de la commune où se trouve situé le bien* ». Cette déclaration d'intention d'aliéner (DIA) doit donc, en application de la loi, être transmise à la mairie de la commune où se trouve situé le bien, quelle que soit l'autorité compétente pour statuer. Cela répond au principe du guichet unique en droit des sols, procédure simplificatrice pour le demandeur.

La Métropole instruit donc les déclarations d'intention d'aliéner (DIA), conformément à l'article R213-5 du Code de l'urbanisme, après transmission des dossiers déposés en commune qui restent guichet unique.

Cette répartition des compétences en termes d'urbanisme et de foncier nécessite de partager des données et des procédures de traitements entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres sous une forme collaborative.

Pour sécuriser les procédures de DIA, et respecter strictement des délais, la Métropole a mis en place un outil de gestion des DIA à l'échelon métropolitain en déployant sur l'ensemble du territoire l'application métier CART@DS. La Métropole a fait le choix d'un outil d'instruction des DIA sécurisé et interfacé au SIG (Système d'Information Géographique) permettant l'enregistrement et le traitement des DIA.

Cette base de donnée centralisée a également participé à la mise en place, à l'échelle Métropolitaine, d'un outil d'analyse des DIA (géo localisées) et contribue à la constitution de l'observatoire foncier.

Le dépôt dématérialisé des DIA entre dans le cadre de simplification et de modernisation des services publics, à l'heure où une grande majorité de services sont accessibles en ligne. Il s'inscrit pleinement dans la démarche Action publique 2022, qui vise à améliorer la qualité des services publics et à moderniser l'action publique, tout en maîtrisant les dépenses et en optimisant les moyens.

Le fondement juridique de la dématérialisation des échanges est l'ordonnance n°2015-1341 du 23 octobre 2015 relative aux dispositions législatives du code des relations entre le public et l'administration.

L'article L. 423-3 du Code de l'Urbanisme, issu de la loi ELAN dans son article 62, prévoit que « les communes dont le nombre total d'habitants est supérieur à 3500 disposent d'une téléprocédure spécifique leur permettant de recevoir et d'instruire sous forme dématérialisée les demandes d'autorisation d'urbanisme »

En l'absence de dispositions spéciales, comme c'est le cas pour les DIA, c'est exclusivement le Code des Relations entre le Public et l'Administration (CRPA) qui encadre la dématérialisation des échanges avec les administrés.

Ainsi l'article L 112 – 8 du Code des Relations entre le public et l'Administration dispose que « toute personne, dès lors qu'elle s'est identifiée préalablement auprès d'une administration, peut (...) adresser à celle-ci par voie électronique une demande de déclaration, un document ou une information.

Il résulte du décret saisine par voie électronique dit « SVE » que toutes les communes devront être en mesure de recevoir sous forme électronique les demandes d'autorisation d'urbanisme.

L'application de ce principe a été différé au 1^{er} janvier 2022 pour des motifs de bonne administration. Mais à compter de cette date, les DIA pourront être adressées aux communes par voie électronique.

Afin d'être en mesure de poursuivre leur mission de guichet unique et de les réceptionner de façon dématérialisée, les collectivités devront donc mettre en place, au plus tard à partir du 1^{er} janvier 2022, une procédure de téléservice de SVE (saisie par voie électronique).

Le Logiciel CART@DS utilisé par la Métropole intègre des solutions (saisie par voie électronique (SVE)) qui permettent une centralisation optimale garantissant l'exhaustivité de la communication des DIA et raccourcissant l'instruction de celles-ci.

Aussi, la Métropole, propose de mettre à disposition des communes son outil pour l'enregistrement dématérialisé des DIA. Ce mode opératoire permettra de canaliser et de centraliser tous les dossiers de DIA pour en simplifier la gestion et offrir un service homogénéisé à l'ensemble des notaires et des professionnels de l'immobilier.

Ce portail sera le guichet d'enregistrement dématérialisé de chaque commune et éditera automatiquement des accusés d'enregistrement. Il sera interfacé avec l'outil de gestion des DIA métropolitain CART@DS et permettra ainsi l'intégration automatique des nouveaux dépôts des DIA dans l'outil d'instruction, le suivi des demandes par chaque guichet communal et le transfert aux instructeurs métropolitains. Cet outil facilitera donc grandement la mise en œuvre des tâches dévolues aux communes.

Une convention type est proposée au vote du bureau dans le cadre de la mise à disposition du portail Guichet Unique lié au logiciel CART@DS par Aix Marseille Provence Métropole pour préciser les modalités de cette mise à disposition auprès des communes et encadrer les engagements des parties. Elle sera ensuite adressée et proposée aux communes pour signature.

Ainsi, les communes signataires acteront par cette convention leur volonté d'adhérer à cette téléprocédure qu'elles mettront en place dans leur commune pour la SVE (saisine par voie électronique) des DIA, cette téléprocédure excluant tout autre mode de SVE pour les DIA.

Les communes s'engageront également conformément à la réglementation, à informer par des moyens suffisants le public sur la mise en place du nouveau téléservice d'enregistrement des DIA.

Compte tenu des économies de coûts de service assurés par la concentration des DIA dans un même support numérique, la Métropole Aix-Marseille-Provence assurera quant à elle, à titre gracieux les services d'exploitation et de support.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles 211-1 et suivants
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2015-1341 du 23 octobre 2015 relative aux dispositions législatives du Code des Relations entre le Public et l'Administration ;

- L'information des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mettre à disposition des communes à titre gracieux un dispositif donnant lieu de « Guichet unique » interfacé avec l'outil CARTE@DS afin de canaliser et centraliser la réception des DIA sous forme dématérialisée
- Que la convention type ci annexée sera proposée aux communes membres et permettra de matérialiser les modalités d'organisation fonctionnelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres.

Délibère

Article 12 :

Est approuvée la convention-type ci-annexée de mise à disposition de l'outil informatique « Portail Guichet Unique » entre les communes et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 2

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer les conventions à venir avec l'ensemble des communes membres signataires.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2021 CT2 348

AVIS - Organisation de la mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec les Communes membres - Approbation de tranches complémentaires des coûts de la prestation de service, et des conditions d'intervention au profit des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale des Communes membres

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°FBPA 051-9153/20/CM du 17 décembre 2020, la Métropole a adopté un dispositif de mutualisation de la fonction de DPO avec ses communes membres volontaires, sur la base d'une convention de prestation de service conclue sur le fondement des dispositions conjointes du I de l'article L. 5217-7 et de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Après quelques premiers mois de déploiement, le présent rapport a pour objet de présenter les aménagements que le dispositif requiert :

- D'une part, la fixation des coûts pour les communes dont les strates démographiques se situent entre 30 000 et 50 000 habitants,
- D'autre part, l'élargissement des missions aux centres communaux ou intercommunaux d'action sociale, sur les mêmes bases légales de signature d'une convention de prestation de service.

1- La mutualisation de la fonction de DPO – Contrat de prestation de service entre la Métropole et les communes membres – Strates démographiques complémentaires

La délibération n° FBPA 051-9153/20/CM adoptée par le conseil de la Métropole le 17 décembre 2020 avait fixé les coûts de la prestation de service de mutualisation de la fonction de DPO avec les communes en fonction de 5 strates démographiques, de moins de 2 000 à 30 000 habitants, et n'avait pas fixé de coût au-delà de ces strates, réservant la fixation de ces coûts à un accord spécifique.

Pour assurer plus de visibilité et renforcer la transparence de la fixation des coûts pour les strates démographiques supérieures, il y a lieu de compléter le tableau des coûts fixé par la délibération du 17 décembre 2020.

La nouvelle fixation des tranches de coûts par strate démographique est donc la suivante :

Strate	Coût pour la première année	Coût pour les années suivantes
< 2 000 habitants	2 500 €	1 500 €
2 000 à 5 000 habitants	4 500 €	2 000 €
5 000 à 10 000 habitants	6 500 €	4 000 €
10 000 à 20 000 habitants	8 500 €	6 000 €
20 000 à 30 000 habitants	10 000 €	8 000 €
30 000 à 40 000 habitants	12 500 €	10 000 €
40 000 à 50 000 habitants	14 500 €	12 000 €

Toutes les autres conditions de la prestation de service prévues par la délibération n° FBPA 051-9153/20/CM adoptée par le conseil de la Métropole le 17 décembre 2020, et notamment le modèle de convention type, demeurent inchangées.

2- La mutualisation de la fonction de DPO – Contrat de prestation de service entre la Métropole et les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale de ses communes membres

Depuis le lancement du dispositif de mutualisation de la fonction de DPO de la Métropole, les communes adhérentes ont exprimé le souhait d'élargir la mutualisation de la fonction de DPO de la Métropole au bénéfice de leurs centres communaux ou intercommunaux d'action sociale.

En effet, ces établissements publics assurent des missions d'accompagnement social au profit de la population communale, sous la responsabilité de son président, maire de la commune concernée.

Ils doivent également désigner un DPO et, dans la mesure où la Métropole est déjà désignée comme DPO de la commune, sa désignation comme DPO du centre communal ou intercommunal d'action sociale de la commune apparaît comme une mesure logique et simplificatrice pour les établissements publics.

La Métropole propose donc, en réponse à ces demandes, l'élargissement de la mutualisation de la fonction de DPO avec les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale des communes membres adhérentes du dispositif, sur la base d'une convention de prestation de service dont le modèle est joint à la présente délibération.

La mutualisation de la fonction DPO comprend les missions réglementaires socles prévues à l'article 39 du RGPD :

- information et conseil du responsable de traitement sur les obligations en matière de protection des données ;
- contrôle du respect des dispositions du RGPD en matière de répartition des responsabilités sur les données personnelles avec les sous-traitants, de sensibilisation et d'information du personnel,
- conseil en matière d'analyse d'impact sur la protection des données,
- coopération avec l'autorité de contrôle (CNIL),
- point de contact avec l'autorité de contrôle (CNIL) y compris pour les consultations préalables.

Elle comprend également une mission d'accompagnement dans la démarche de mise en conformité pour chaque centre communal ou intercommunal d'action sociale.

La mutualisation de la fonction de DPO entraîne la mise en place d'outils informatisés de la Métropole dont les prérequis sont détaillés dans la convention. Le centre communal ou intercommunal d'action sociale devra s'assurer qu'il dispose d'un accès à Internet de qualité suffisante pour accéder à ces outils.

Par ailleurs, le DPO de la Métropole doit bénéficier du soutien du centre communal ou intercommunal d'action sociale (CCAS/CIAS) qui le désigne.

Le CCAS/CIAS devra en particulier :

- s'assurer de son implication dans toutes les questions relatives à la protection des données (par exemple : communication interne et externe sur sa désignation, association en amont des projets impliquant des données personnelles),
- lui fournir les ressources nécessaires à la réalisation de ses tâches. A ce titre, le CCAS/CIAS désigne obligatoirement en interne un ou plusieurs relais sur lesquels le DPO de la Métropole pourra s'appuyer, et fournira au DPO les accès nécessaires pour qu'il exerce ses missions et puisse accéder aux données à caractère personnel et aux opérations de traitement,
- lui permettre d'agir de manière indépendante : le DPO doit disposer d'une autonomie d'action reconnue par tous au sein du CCAS/CIAS qui le désigne. Il exerce sa mission directement et uniquement auprès du responsable de traitement (Président du CCAS/CIAS) ou toute autre personne que celui-ci aura habilitée. Cette personne sera nominativement désignée dans les conditions particulières.
- lui faciliter l'accès aux données et aux opérations de traitement, en veillant à l'associer d'une manière appropriée et en temps utiles à toutes les questions relatives à la protection des données à caractère personnel,
- veiller à l'absence de conflit d'intérêts.

La mutualisation de la fonction de DPO avec les CCAS/CIAS entraîne pour la Métropole des coûts de fonctionnement du service intégrant, outre des dépenses de personnel, des dépenses techniques spécifiques.

Pour répartir ces charges, le coût de la prestation de service par CCAS/CIAS repose sur plusieurs strates démographiques :

Strate	Coût pour la première année	Coût pour les années suivantes
< 2 000 habitants	625 €	375 €
2 000 à 5 000 habitants	1 125 €	500 €
5 000 à 10 000 habitants	1 625 €	1 000 €
10 000 à 20 000 habitants	2 125 €	1 500 €
20 000 à 30 000 habitants	2 500 €	2 000 €
30 000 à 40 000 habitants	3 125 €	2 500 €
40 000 à 50 000 habitants	3 625 €	3 000 €

La Métropole tiendra une comptabilité analytique des frais de fonctionnement de la mission intervenant pour l'exécution des prestations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données) ;
- La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Le décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 modifié pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- La délibération n°FBPA 051-9153/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 relative à la mutualisation de DPO avec les communes membres.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'accompagnement mutualisé de la démarche réglementaire de mise en conformité au RGPD entre la Métropole d'une part, et d'autre part les communes membres et leurs établissements publics d'action sociale, est de l'intérêt commun ;
- Qu'il y a lieu, pour des raisons de visibilité et de transparence, d'actualiser les coûts de fonctionnement de la prestation de service de mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données (DPO – Data Protection Officer) de la Métropole avec ses communes membres dont la population est située entre 30 000 et 50 000 habitants ;
- Que la mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données (DPO – Data Protection Officer) de la Métropole avec les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale des communes membres qui en font la

demande, dans les conditions prévues dans la convention-type de prestation de service, est de l'intérêt commun.

Délibère

Article 13 :

Sont approuvés les coûts de fonctionnement actualisés par strate démographique pour la prestation de service de mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données (DPO – Data Protection Officer) de la Métropole avec les communes membres.

Article 2 :

Est approuvée la mission de mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données (DPO – Data Protection Officer) de la Métropole avec les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale des communes membres.

Article 3 :

Est approuvée la convention-type de prestation de service de mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données (DPO – Data Protection Officer) de la Métropole avec les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale, ainsi que les coûts de fonctionnement par strate démographique.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer les conventions de prestation de service de mutualisation de la fonction de DPO avec les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale des communes membres ainsi que tout document y afférent.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2021 : Fonction 020 - Nature 611 et 6182

Les recettes seront constatées au budget 2021 : Fonction 020 - Natures 70875 et 70873.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Ressources – Bâtiments

2021 CT2 349

AVIS - Acquisition du bâtiment Quatuor B sis 40 route de Galice à Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des bâtiments Quatuor C et D, à usage de bureaux, sis 40 route de Galice à Aix-en-Provence et locataire de plus de la moitié du Quatuor B (815 m² sur 1532 m²), pour un montant total de loyers de 238 994,83 €/TTC par an.

Pour poursuivre le regroupement des agents sur un même site (Quartz/Quatuor) et réduire ses coûts de fonctionnement, le Territoire du Pays d'Aix s'est rapproché du propriétaire du Quatuor B en vue d'une acquisition.

Des négociations ont été engagées sur la base d'une proposition de vente de 3 830 000 €.

Après l'estimation de la valeur vénale du bien à 3 200 000 € HT par la Direction de l'Immobilier de l'État (ci-après DIE), la réalisation d'une étude et d'un diagnostic sur le bâtiment prenant en compte les travaux à réaliser en application de l'obligation réglementaire éco-énergie-tertiaire issue du décret tertiaire du 23 juillet 2019 imposant une réduction progressive de la consommation d'énergie dans les bâtiments à usage tertiaire, un accord a été trouvé avec le propriétaire pour l'acquisition du bâtiment et des 46 emplacements de parking en sous-sol, pour un montant de 3 500 000 € TTC.

Le montant d'acquisition de 3 500 000 € TTC est plus élevé de 9.375 % par rapport à l'évaluation de la DIE de 3 200 000 € HT. Cependant, la qualité du bâtiment et la facilité d'accès et de stationnement du site justifient ce dépassement, qui reste de plus en deçà des 10 % de dérogation habituellement admis.

Au-delà des 815 m² déjà occupés au Quatuor B par des agents du Territoire du Pays d'Aix, il restera 717 m² de superficie de planchers pour réaffecter du personnel des sites du Décisium et mettre un terme à certains baux en cours sur d'autres sites pour un montant évalué à 209 394,83 € TTC par an, soit à terme une économie totale de 448 389,66 € TTC par an sur la section de fonctionnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 30 septembre 2021 ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État n°2021-13001-13722 en date du 8 avril 2021 estimant la valeur vénale du bâtiment à 3 200 000 € HT ;
- Le numéro ASTECH/1300100601.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'opportunité que représente la mise en vente du bâtiment le Quatuor B au sein duquel la Métropole Aix-Marseille-Provence est locataire de bureaux dont le loyer annuel s'élève à 238 994,83 € TTC.

Délibère

Article 14 :

Est approuvée l'acquisition du bâtiment Quatuor B sis 40 route de Galice à Aix-en-Provence, d'une superficie de 1532 m² et 46 emplacements de parking, au prix de 3 500 000 € TTC, net vendeur, les droits et frais de notaire étant à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581162810, Nature 4581, Fonction 020, Autorisation de Programme DI810AP.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les actes relatifs à cette acquisition. Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

**Mobilité - Déplacements,
mobilité, transports et
infrastructures**

2021 CT2 350

**AVIS - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix -
Approbation de la révision et de l'affectation de
l'opération d'investissement TER Modernisation
Aix-Marseille**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La seconde phase de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence (MGA2) actuellement en travaux, doit conduire à une amélioration significative de l'offre en Transports en Commun et à sa fiabilité, à compter de 2022.

Pour rappel, l'offre sera augmentée de 3 à 4 TER/par heure/par sens (TER/h/s) en heure de pointe, avec un cadencement au quart-d'heure entre les principaux pôles : Aix-en-Provence, Gardanne, Simiane, Marseille (Saint Antoine, Saint Charles).

Afin de satisfaire aux exigences en matière d'amélioration de la qualité de l'air, sujet particulièrement sensible sur le Territoire métropolitain, répondre aux attentes de la population et aux préoccupations des acteurs locaux, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en tant qu'autorité organisatrice des transports ferroviaires, s'est engagée dans la recherche de solutions alternatives aux trains diesel et s'oriente vers l'électrification partielle de la ligne Marseille-Aix-en-Provence.

La solution retenue, de substituer les rames bi-modes diesel-électrique par des rames électriques-batterie, accompagnée d'une électrification partielle de la ligne, conduirait à une réduction significative de près de 94 % de nos impacts en émission carbone.

Les partenaires (État, Région, Métropole Aix-Marseille-Provence et Département des Bouches-du-Rhône) ont exprimé leur volonté de voir aboutir ce projet d'électrification frugale de la ligne Marseille-Aix-en-Provence et dans un délai permettant de bénéficier des fonds FEDER à hauteur de 10M d'euros.

Par décision n° 20/394/D de la Présidente de la Métropole du 29 mai 2020, la Métropole a acté sa participation financière aux études d'avant-projet et projet pour l'électrification frugale de la ligne, en approuvant l'avenant n°1 à la convention de financement des travaux de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence.

Il convient d'affecter dans l'opération DI662AP2, qui comprend déjà le financement des études et travaux de la 2ème phase de modernisation de la ligne ferrée Aix-Marseille cet avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° TRA 004-1926/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant la convention relative au financement des travaux de la 2ème phase de modernisation de Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence, signée le 29 août 2017 ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de la compétence du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° MOB 004-8331/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, portant Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement TER Modernisation Aix-Marseille sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° MOB 004-8940/20/BM du Bureau de la Métropole du 17 décembre 2020 portant approbation de la convention de financement d'une première phase de réalisation de travaux et de commandes de matières pour l'électrification frugale de la ligne Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence ;
- La décision n° 20/394/D de la Présidente de la Métropole du 29 mai 2020 approuvant l'avenant n°1 à la convention de financement des travaux de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence, pour la réalisation des études d'avant-projet et de projet en vue de l'électrification frugale de la ligne.

**Où il le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision d'un montant de 64 551 euros TTC de l'opération d'investissement DI662AP2TER Modernisation Aix-Marseille.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents

Délibère

Article 15 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI662AP2 TER Modernisation Aix-Marseille d'un montant de 64 551 euros TTC portant le montant total de l'opération à 32 200 551 euros TTC

Article 16 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

Montant initial de l'AP : 32 136 000 euros TTC
Révision de l'AP : + 64 551 euros TTC
Montant final de l'AP : 32 200 551 euros TTC
Déjà financé : 24 014 180.93 euros TTC
CP 2021 : 4 634 322.00 euros TTC
CP 2022 : 2 014 341.00 euros TTC
CP 2023 : 1 297 659.10 euros TTC
CP 2024 : 240 047.87 euros TTC

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 351

AVIS - Approbation d'une convention de financement entre l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur l'étude "schéma d'armature

ferroviaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence" - CPER 2015-2020

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre du CPER 2015-2020, un partenariat financier a été contracté entre l'Etat et la Région d'une part, la Métropole et le Département des Bouches du Rhône d'autre part, pour la mise en œuvre d'opérations ciblées. Ainsi la Priorité III du CPER « Dynamiser l'accessibilité multimodale », qui a été prolongée jusqu'en 2022 dans le cadre de l'avenant 7 au CPER, vise dans les opérations ferroviaires la réalisation d'une étude prospective portant sur la structuration du réseau ferroviaire de l'armature métropolitaine (intégrant le devenir de la Côte Bleue).

Cet engagement inscrit au CPER a pour objectif la réalisation des études définissant le réseau ferroviaire structurant de la Métropole Aix-Marseille-Provence en lien avec les autres modes de transport.

Cette étude a vocation à définir le service ferroviaire métropolitain aux horizons 2035-2050 sur le principe d'un RER, d'évaluer et hiérarchiser les investissements à réaliser sur les lignes du ressort territorial métropolitain.

La Métropole Aix-Marseille-Provence à travers son projet de Plan de Déplacements Urbains Métropolitains, arrêté le 19 décembre 2019, pose les bases de sa stratégie à moyen et long terme en vue de « lutter contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique en favorisant l'utilisation des modes de déplacement alternatifs à la voiture solo et les mobilités actives (vélo et marche à pied), pour contribuer à la préservation de la santé publique ».

La poursuite de cet objectif passe notamment par la mise en place d'une armature métropolitaine de transport durable : le « Réseau Express Métropolitain » (REM). Son objectif est de capter une part importante des trajets du quotidien entre les pôles urbains et économiques de la Métropole.

La partie ferroviaire de ce REM constitue un volet stratégique fondamental ; elle doit donc s'appuyer sur un schéma d'armature ferroviaire qui permettra de faire cohabiter les circulations Grandes Lignes et TER qui irriguent le territoire, dessinant ainsi le projet d'un « RER métropolitain ».

Ce dernier proposera un haut niveau de service (fréquence, fiabilité, cadencement), avec un matériel roulant adapté, pour desservir des haltes et des pôles d'échanges bien connectés aux transports urbains locaux.

Cette étude s'inscrit dans le contexte d'application de la récente Loi d'Orientation des Mobilités dite loi LOM (Décembre 2019) qui établit la volonté de favoriser la réalisation des projets RER métropolitains afin d'augmenter la part modale du transport ferroviaire dans les déplacements. Elle porte sur la définition et la planification de l'armature ferroviaire métropolitaine à l'horizon 2035- 2050, qui devra

d'une part développer, préciser et programmer les actions d'ores et déjà identifiées dans le PDU métropolitain, d'autre part statuer sur le devenir de certaines lignes ferroviaires existantes, notamment celles qui sont pas ou peu utilisées et proposer le cas échéant un usage alternatif pour ces voies (usage ferroviaire avec un matériel léger, tram-train, voie verte, site propre pour TC routiers, etc.)

Ainsi, ces résultats doivent permettre de disposer d'une analyse du système ferroviaire actuel à partir d'une analyse approfondie des données d'offre et de fréquentation, et établir aux horizons 2035 et 2050 une estimation de la mobilité métropolitaine. Il s'agit également de proposer un schéma d'infrastructures complet à moyen et long terme tant pour les voyageurs que pour le fret qui s'articule avec l'ensemble du système de transports publics métropolitains aux horizons considérés. L'étude s'attachera, enfin, à dimensionner l'offre de transport ferroviaire et proposer des modalités d'exploitation ; une hiérarchisation des points d'arrêts et une programmation technique et financière des actions à conduire dans les horizons indiqués.

Cette étude sera ainsi composée de 3 phases :

- Phase 1 : Diagnostic problématisé intégrant une analyse critique générale et identification des enjeux à travers les données existantes notamment une analyse objective et argumentée du système actuel des gares et haltes du réseau ferroviaire métropolitain, mise en évidence des principaux enjeux et une approche comparative sur d'autres territoires métropolitains ;
- Phase 2 : Scénarios permettant une approche stratégique et aide à la décision, à travers des objectifs à atteindre, et une évaluation multicritère des scénarios dont leur impact environnemental, et approfondissement du scénario retenu ;
- Phase 3 : finalisation et programmation du scénario retenu, intégrant des propositions de programmation technique, juridique et financière, ainsi qu'un budget pluriannuel d'investissement et d'exploitation aux horizons de l'étude (2035-2050).

Le lancement de cette étude intitulée « schéma d'armature ferroviaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence » est prévu à compter du 4^{ème} trimestre 2021 ; étant précisé que sa durée prévisionnelle est de 20 mois.

Le montant prévisionnel établi sur la base des estimations des consultations lancées par la Métropole, est évalué à 675 000€ HT (en valeur du mois de mai 2021).

La participation financière prévisionnelle de la Métropole pour cette étude s'élève à 253 125 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Partenaires Financiers	Clé de répartition en %	Montant en Euros
Etat	25	168 750 €
Région Provence Alpes Côte d'Azur	25	168 750 €
Département des Bouches du Rhône	12,5	84 375 €
Métropole Aix Marseille Provence	37,5	253 125€
TOTAL	100	675 000 €

Aussi, et dans le cadre du CPER 2015-2020, il est aujourd'hui proposé de conclure avec l'Etat, la Région PACA et le Département des Bouches-du-Rhône, une convention de financement de cette étude.

Outre les modalités de financement de l'étude, cette convention prévoit la constitution d'un comité de pilotage chargé de valider les principales phases de l'étude.

Ce COPIL est constitué :

- des partenaires financiers représentés par :
 - La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant
 - Le Préfet de Région ou son représentant
 - Le Président du Conseil Régional ou son représentant
 - La Présidente du Conseil Départemental ou son représentant
- et des gestionnaires des infrastructures ferroviaires représentés par :
 - Le Directeur Territorial SNCF Réseau ou son représentant
 - Le Directeur Général RDT13 ou son représentant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 005-1009/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation d'une convention spécifique d'application – Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 ;
- La délibération n°TRA 004-5728/19CM du 28 Mars 2019, la Métropole modifiant l'inscription budgétaire de l'opération d'investissement 2019002500 pour l'étude prospective ferroviaire dans le cadre du CPER 2015-2020 l'affectant au Budget Annexe Transport.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'étude de schéma d'armature ferroviaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence est nécessaire à l'obtention d'un outil d'aide à la décision permettant la définition et la planification de l'armature ferroviaire métropolitaine à l'horizon 2050 ;
- Qu'il y a lieu d'engager dès à présent le lancement de cette étude afin de garantir le calendrier prévisionnel et l'obtention d'un schéma d'armature en 2023 ;
- Qu'il y a lieu d'acter la participation financière prévisionnelle de la Métropole qui s'élève à 253 125 euros HT, tel que précisé dans la Convention de Financement en vue de la réalisation de l'étude de schéma armature ferroviaire.

Délibère

Article 17 :

Est approuvée la convention de financement, ci-annexée, entre l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur l'étude "schéma d'armature ferroviaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence".

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Transport Opération : 20190002500 Sous-Politique A420-Nature 2021.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2021 CT2 352

AVIS - Pôle d'échanges multimodal de Plan de Campagne aux Pennes-Mirabeau - Approbation de la composition du comité de pilotage

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la 2ème phase du projet de modernisation de la ligne ferrée Aix-Marseille, l'Etat, la Région et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de financer la réalisation d'une halte ferroviaire à proximité de la zone commerciale de Plan-de-Campagne à l'est de la A51 en bordure de la RD543 sur la commune des Pennes Mirabeau.

Cet engagement est inscrit au contrat de plan 2015-2020 signé entre l'Etat et la Région Provence Alpes Côte d'Azur, ainsi que dans sa convention d'application métropolitaine approuvée en Conseil de Métropole du 17 octobre 2016.

Le potentiel de clientèle de cette halte ferroviaire, évaluée à 7M€, est estimé entre 500 et 1350 montées/descentes par jour en fonction du type de desserte (omnibus ou semi-directe).

En parallèle, en décembre 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé l'Agenda de la Mobilité, agenda structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont le futur pôle d'échanges de Plan de Campagne.

En effet, en lien avec le projet de halte ferroviaire de Plan-de-Campagne, l'Agenda de la mobilité prévoit la création d'un pôle d'échanges multimodal, afin d'organiser le rabattement des usagers. Pour mémoire la Directive Territoriale d'Aménagement des Bouches-du-Rhône de 2007, ainsi que les Plans de Déplacement Urbains des anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole (la Communauté Urbaine de Marseille et le Pays d'Aix) identifiaient déjà la nécessité de réaliser cet équipement, par ailleurs intégré au document d'urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau. Pour évaluer la possibilité de réalisation de cette opération, la Métropole a réalisé une étude de faisabilité en 2016 qui a permis de préciser les conditions d'insertion urbaine et paysagère, ainsi que le fonctionnement de l'équipement.

Aussi, par délibération N°TRA 012-2336/17/CM du 13 juillet 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le programme des travaux de l'opération du Pôle d'Echanges Multimodal de transport de Plan de

Campagne aux Pennes Mirabeau, au droit de la future halte ferrée du même nom.

Enfin, l'engagement du Préfet de Région, du Président de Région, de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la Présidente du Département des Bouches-du-Rhône, du Maire de la commune des Pennes-Mirabeau du Directeur Régional de SNCF Réseau s'est traduit par l'élaboration et la signature en février 2021 d'un protocole d'intentions générales fixant un cadre global de l'opération ainsi qu'un calendrier.

Enfin, l'opération a fait l'objet :

- D'une autorisation de programme en date du 13 décembre 2018
- D'une modification de l'autorisation de programme en date du 24 octobre 2019 portant le montant total de l'opération à 13 050 000 € HT dont 5 700 000 € d'acquisitions foncières
- D'une approbation des modalités de concertation le 4 juin 2021

Les objectifs de cette opération sont notamment de réduire la part modale de la voiture sur le corridor nord de Marseille, dont le trafic est en constante augmentation.

Il s'agit d'encourager le rabattement des usagers sur le réseau ferroviaire structurant, mais aussi de constituer un système de transport connecté avec l'extension de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service Zenibus entre Marignane et les Pennes Mirabeau.

Le programme retenu a pour objectif la construction du pôle d'échanges multimodal de Plan de Campagne. Il sera constitué des éléments ci-dessous :

- Un parking relais de 100 places du sud de la voie ferrée
- Un parking relais de 300 places au nord de la voie ferrée
- 6 à 7 quais bus au sein de la gare routière et 3 arrêts le long de la RD 543 - Un ou plusieurs kiosques comprenant notamment une billetterie, des bureaux d'exploitation, un abri vélo sécurisé, un espace d'attente des voyageurs, un local pour conducteurs, des sanitaires.

Afin de progresser dans l'avancement des études du projet de création du pôle d'échanges multimodal de Plan de Campagne, il est rendu nécessaire d'approuver la composition du Comité de Pilotage (COPIL).

Le Comité de Pilotage représente la gouvernance stratégique du projet dont les missions consistent à :

- Fixer les orientations générales et stratégiques de l'opération,
- Arbitrer les propositions issues des études et/ou de la concertation,
- Valider chaque grande étape du projet.

Le COPIL se réunira aussi souvent que nécessaire avec l'ensemble des acteurs et permettra de renforcer la transversalité induite par la complexité et l'ampleur de ce projet d'infrastructure.

Le Comité de Pilotage est composé des collèges :

- D'élus,
- De techniciens,
- De personnalités compétentes associées
- De co-financeurs et membres désignés dans le protocole d'intentions générales
- De personnalités invitées à titre exceptionnel

Le travail du Comité de Pilotage sera préparé par des Comités Techniques (COTECH) rassemblant les techniciens des collectivités concernées, ainsi que les associations et/ou institutions ayant un intérêt particulier au projet.

En conséquence pour accompagner le projet de création du pôle d'échanges multimodal de Plan de Campagne, la composition proposée pour le Comité de Pilotage est la suivante :

Le collège des élus :

- La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son Vice-Président délégué aux Transports, à la Mobilité Durable,
- Le Président de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son Vice-Président délégué aux Transports, à l'intermodalité et aux déplacements,
- La Présidente du Conseil Départemental des Bouches du Rhône, ou son Vice-Président délégué aux Routes,
- Le Président du Territoire Marseille Provence, ou son Vice-Président délégué Mobilité et Infrastructures de transports,
- La Présidente du Territoire du Pays d'Aix, ou son Vice-Président délégué Mobilité et Infrastructures de transports,
- Les Maires de la commune des Pennes-Mirabeau, Bouc-Bel-Air, Cabriès et Septèmes-les-Vallons ou leurs adjoints délégués.

Le collège des techniciens :

- Le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son Directeur Général Adjoint délégué,
- Le Directeur Général des Services de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son Directeur délégué,
- Le Directeur Général des Services du Conseil Départemental des Bouches du Rhône, ou son Directeur délégué,
- Le Directeur Général des Services du Territoire Marseille Provence, ou son Directeur délégué,
- Le Directeur Général des Services du Territoire du Pays d'Aix, ou son Directeur délégué,
- Le Directeur Général des Services de la commune des Pennes-Mirabeau, ou son directeur délégué,

Le collège des personnalités compétentes associées :

- Les représentants à la Métropole de la Direction en charge du projet (Direction Infrastructures, Stationnement, Equipements de Mobilité,
- Les représentants à la Métropole de la Direction Etudes et stratégie et des Directions en charge de l'exploitation des services de transport,
- Le Maître d'œuvre désigné de l'opération,
- Un représentant de la zone commerciale de Plan de Campagne.

Le collège des co-financeurs et membres désignés dans le protocoles d'intentions générales (non cités précédemment) :

- L'ensemble des partenaires et/ou institutions cofinçant l'opération.
- Le sous-Préfet d'Aix-en-Provence ou son secrétaire général,
- Le Directeur Régional PACA de SNCF Réseau ou son représentant.

Le collège des personnalités invités à titre exceptionnel :

- L'ensemble des personnalités pouvant intervenir occasionnellement au Comité de Pilotage en fonction de l'ordre du jour (représentant du monde associatif, experts etc...).

Il convient par conséquent d'approuver la composition du Comité de Pilotage sur le projet de création du pôle d'échanges multimodal de Plan de Campagne, tel que défini ci-dessus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération N°TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'agenda de la mobilité métropolitaine ;
- La délibération N°TRA 012-2336/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 approuvant du programme des travaux de l'opération du Pôle d'Echanges Multimodal de transport de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'un Comité de Pilotage élargi au bénéfice du projet de création du pôle d'échanges multimodal de Plan de Campagne.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la composition du Comité de Pilotage de la création du pôle d'échange multimodal de Plan de Campagne constitué des membres tels que mentionnés ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 353

AVIS - Approbation du protocole de fin de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport public "Aix en Bus"

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'exploitation du réseau de transports urbains « Aix en Bus » avait été confiée le 29 juillet 2011 pour une période de huit ans (2012-2019) à la société Keolis Pays d'Aix, par convention de délégation de service public (DSP).

Le 3 novembre 2019, la convention de DSP a été résiliée à la demande de la Métropole pour motif d'intérêt général.

Le protocole de fin de contrat tire les conséquences de la fin anticipée de la DSP Aix en Bus et détermine le montant de la facture définitive du contrat de concession.

Le présent protocole, est organisé en trois chapitres :

- Chapitre 1 : évolution du contrat sur la période du 1^{er} avril 2019 au 03 novembre 2019
- Chapitre 2 : effets de la résiliation unilatérale du contrat de DSP au 03 novembre 2019
- Chapitre 3 : Incidences financières et facture définitive

I - Evolution du contrat sur la période sur la période du 1er avril 2019 au 03 novembre 2019

L'article 1 vise à ajuster l'offre de transport, sur les périodes :

- du 01 avril 2019 au 01 septembre 2019 suite à la fermeture du Cours Sextius par la Ville d'Aix en Provence
- du 02 septembre 2019 au 03 novembre 2019 suite à la mise en service de la ligne BHNS l'Aixpress

In fine, l'offre de transport ajustée dans le protocole de fin de contrat génère une plus-value pour l'autorité concédante de 48 729 € HT pour l'année 2019.

Cependant, l'avenant 12 à la DSP Aix en Bus avait anticipé la majorité des modifications d'offre concernant la mise en service du BHNS. Cet avenant avait généré pour l'autorité concédante une moins-value de 506 417 € HT pour l'année 2019.

Les modifications d'offre présentes dans l'avenant 12 et le protocole de fin de contrat génèrent au final une moins-value 457 688 € HT pour l'année 2019.

L'article 2 fait état des impacts de la mise en service du BHNS (hors adaptation de l'offre) décomposés de la façon suivante :

- Investissements informatiques réalisés par le délégataire dans le cadre de la mise en place d'un PCC (poste de commande centralisé) pour un coût de 8 739 € HT,
- Opérations de communication (impression de fiche horaire et de dépliants, SMS envoyés aux clients, présence d'agents d'information dans les bus et aux arrêts), pour un montant de 8 534 € HT,
- Gratuité du réseau pour la journée du 02 septembre 2019 date de la mise en service du BHNS (5000 € HT).

L'impact global en Contribution Forfaitaire de l'article 2 est donc de 22 273 € HT valeur avril 2011.

L'article 3 fait état des impacts du changement de système billettique dans le cadre de l'harmonisation des systèmes billettique métropolitains. Cette migration du système billettique a eu pour effet :

- L'ajout de ressources supplémentaires pour compenser les difficultés techniques directement liées au changement de système, avec la mise en place moyens humains et matériels (le délégataire a engagé en réel 1175 heures supplémentaires au titre de renforts, dont 300 heures sont financées dans le cadre de ses obligations contractuelles)

- Une perte de recettes directe pour le délégataire, générée par une baisse significative des validations liée à l'indisponibilité des équipements de ventes et des matériels embarqués.

Au global, le coût total de l'impact du changement billettique est de **19 143 € HT** et une perte de recettes de – 246 828 € HT, ce qui engendre une hausse de la Contribution Forfaitaire de **265 328 € HT** valeur avril 2011.

II - Effet de la résiliation unilatérale :

Conformément à l'article 46.1 de la Convention, la décision de la Métropole de prononcer la résiliation unilatérale de la convention de délégation de service public pour motif d'intérêt général, induit la mise en œuvre d'un dispositif décrit par la jurisprudence du Conseil d'Etat.

D'une part, ce dispositif protège les biens de retour appartenant à l'Autorité Concédante (y compris ceux mis à disposition par le délégataire, pour assurer la mutabilité et la continuité), et d'autre part garantit l'indemnisation du délégataire pour le préjudice direct, réel et certain subi par lui à raison de la fin anticipée de la convention.

Afin de respecter en tous points les prescriptions de la jurisprudence du Conseil d'Etat, un avenant 11 a été passé en amont de la résiliation de la convention, pour délimiter le périmètre physique des biens visés ci-dessus et évaluer provisoirement la valeur comptable non amortie à prendre en compte à la date de résiliation pour le calcul de l'indemnisation du délégataire.

L'avenant 11 consolidait également le dispositif à mettre en œuvre pour chaque catégorie de biens, afin que soit dressée dans les meilleures conditions la liste des biens concernés, en ce compris tous les matériels et équipements nécessaires au transport des usagers, et activités annexes acquis par le délégataire pour les besoins de la délégation avant la date effective de la résiliation. En ce compris également les biens qui n'étant pas acquis mais loués, continueraient d'être facturés au délégataire jusqu'à la date de fin normale de la délégation fixée au 31 décembre 2019.

La Métropole a confié le 1^{er} juillet 2019 au cabinet d'expertise comptable Ecosi une mission d'expertise et d'analyse contractuelle de la résiliation et en particulier de l'avenant 11. Cette mission a porté sur les points suivants :

- Etablissement d'un fichier des immobilisations et de calculs des amortissements au 04/11/2019,
- Sélection d'un échantillon pour inventaire physique et demande de copie de pièces justificatives (factures achat),
- Rapprochement factures avec le fichier en montant et dates,
- Mise en évidence des anomalies
- Validation du calcul de la valeur contractuelle du dépôt avec les annexes du RAD (rapport annuel

d'activités). Analyse de la problématique de l'indexation

-Obtention d'un état détaillé et exploitable des annexes de l'avenant 11

-Rapprochement des contrats de location avec le fichier détaillé des véhicules

-Identification des biens immobilisés et non retracés dans l'avenant 11

-Comparaison avec les VNC (Valeurs Nettes Comptable) estimées initialement et tests sur les calculs

A l'issue de cette expertise le protocole précise le rachat des biens à la VNC des biens de retour non amortis du fait de la résiliation

La somme globale de rachat des biens issue de cette résiliation est de 876 041 € HT Euros 2019.

La demande initiale du délégataire portait sur un montant de 1 200 000 €, la mission d'expertise et de négociation réalisée par la Métropole a permis de ramener ce montant à 876 041 €.

Il est également précisé que certains véhicules (14 minibus et bus) acquis dans le cadre de cette résiliation, ont été revendus en 2021 par la Métropole pour un montant de 109 870 €. A la fin de cette année, la Métropole doit procéder à une nouvelle vente de véhicules.

Concernant les biens restants, ils sont mis à disposition du délégataire dans le cadre du nouveau contrat de DSP et contribuent pour une partie à la « redevance de mise à disposition des biens » qui génère pour la Métropole une recette totale annuelle de 1,5 M€ par an.

III - Impacts financiers du protocole de fin de DSP (facture définitive) :

La facturation définitive tient compte des impacts sur la Contribution Forfaitaire des articles 1, 2 et 3 et de l'application de l'indexation 2019 à 11.923% sur le forfait de charges.

La somme obtenue est corrigée des acomptes versés sur 2019 par la Métropole.

La facture définitive intègre également les dispositions prévues par les avenants précédents :

- Les services spéciaux Diablines (Avenant 1)
- Les pertes de recettes pour les voyages écoles primaires (Avenant 2)
- La desserte de l'ARENA (Avenant 10)
- La modification des recettes liées aux titres scolaires et à leur distribution (Avenant 11)
- L'indemnisation des Journées de pollution à hauteur de 5 000 € HT par journée, soit 10 jours impactés du 27 juin au 8 juillet 2019

L'impact de la résiliation anticipée et du retour des biens à 876 041 € est intégré à la facture définitive mais n'est pas indexé.

Le versement de la facture définitive est conditionné à la restitution des biens immobiliers.

La facture définitive s'élève à 1 509 545 € HT valeur 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de la commission de délégation des services publics.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 18 :

Est approuvé le protocole de fin de Délégation de Service Public ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ce protocole de fin de DSP et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe Transport 2021 en section fonctionnement Chapitre 011 sous politique C210 nature 6110202

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 354

AVIS - Présentation du rapport d'activité du délégataire KEOLIS Pays d'Aix pour l'exploitation du réseau de transport de voyageurs Aix en bus pour l'année 2020

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération N° TRA007 5986/19/CM du Conseil Métropolitain en date du 16 mai 2019, a été approuvé le choix de confier à la société Kéolis Pays d'Aix, le Contrat de délégation de service, relatif à l'exploitation du réseau Aix en bus, pour une durée de 9 ans, à compter du 4 novembre 2019.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant.

L'examen du rapport d'activité 2020 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° TRA007 5986/19/CM du Conseil Métropolitain en date du 16 mai 2019, approuvant le choix de confier à Kéolis Pays d'Aix, le Contrat de délégation de service ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire, pour l'année 2020, a été remis par Kéolis Pays d'Aix.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2020, remis par Kéolis Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 355

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention confiée à la SPLA "Pays d'Aix Territoires" en vue de la construction d'un Dépôt Bus à motorisation GNV situé Quartier de L'Anjoly à Vitrolles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la SPLA "Pays d'Aix Territoires", par convention de maîtrise d'ouvrage déléguée notifiée le 06 juillet 2018, la construction d'un dépôt de bus à motorisation GNV situé dans le quartier de l'Anjoly sur la commune de Vitrolles.

Cette convention a été conclue pour un montant total de 7 434 000,00 € T.T.C. (y compris les honoraires de la SPLA) avec un engagement de livraison du dépôt à l'expiration d'un délai maximum de 3 ans à compter du versement effectif de la première avance prévue à l'article 6.1 de ladite convention.

Cette avance ayant été versée le 08 janvier 2019, la livraison du dépôt de bus est intervenue dans les

délai requis, le 14 juin 2021. Néanmoins, la réalisation de la station d'approvisionnement GNV qui doit avitailler ce dépôt en gaz GNV, et qui ne fait pas l'objet de cette convention, a pris du retard et ne sera livrée qu'en août 2022 et l'installation GNV du dépôt de bus ne pourra être valablement mise en service et utilisée qu'après cette date.

Pour bénéficier de la garantie contractuelle d'un an après mise en service et pour éviter que certains équipements spécifiques à l'installation GNV ne s'usent alors qu'ils ne sont pas en service, il a été décidé de phaser dans le temps les travaux du lot distribution GNV, en identifiant les deux phases suivantes :

- Phase 1 réalisée à la date de livraison du dépôt de bus (juin 2021) : Elle correspond à l'ensemble des travaux et prestations réalisés, hormis ceux décrits dans la phase 2.
- Phase 2 réalisée à la date de livraison de la station d'approvisionnement GNV (août 2022) : Les travaux de la phase 2 consistent en la fourniture et la pose des flexibles pour potence, des équipements de commandes et de sécurité (arrêt d'urgence, gyrophares, enrouleurs et électrovanne), du système de charge, de la station de charge rapide, de la station de récupération et de transfert de gaz et ainsi qu'en la mise en service globale de l'installation.

Les travaux de la phase 2 feront l'objet d'une réception spécifique, dans les conditions fixées par le CCAG Travaux ». Les garanties et le contrat de maintenance du lot distribution GNV commenceront à la réception de la phase 2.

Il convient donc de prolonger par voie d'avenant le délai de réalisation du dépôt de bus à motorisation GNV de Vitrolles jusqu'à la mise en service de la station GNV, prévue d'être livrée en août 2022 ; soit un délai global de réalisation de l'opération de 45 mois. Cet avenant n° 1 à la convention n'a pas d'incidence financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération TRA 014-3690/18/BM du 18 mai 2018 du Bureau métropolitain approuvant la convention de maîtrise

d'ouvrage déléguée à la SPLA "Pays d'Aix Territoires" en vue de la réalisation du dépôt de bus à motorisation GNV situé dans le quartier de l'Anjoly sur la commune de Vitrolles.

- La délibération N°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 19 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé.

Article 20 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toute disposition y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 356

AVIS - Approbation d'une convention définissant les rôles, obligations et responsabilités entre la Métropole l'autorité concédante de transport public, le concessionnaire exploitant le réseau "Aix en Bus" Kéolis Pays d'Aix et l'opérateur interne Régie Départementale des Bouches du Rhône pour l'exploitation de l'Aixpress

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Cette convention s'inscrit dans un contexte particulier lié à l'exploitation du réseau Aix-en-Bus par deux opérateurs :

- La RDT13 qui exploite « L'Aixpress », ligne structurante de type Bus à Haut Niveau de Service, en tant qu'opérateur interne de la Métropole Aix-Marseille Provence, par le biais d'un Contrat d'Obligations de Service Public depuis le 2 septembre 2019
- Keolis Pays d'Aix qui exploite toutes les autres lignes du réseau « Aix-en-Bus », en tant que concessionnaire de la Métropole Aix-Marseille Provence par le biais de la Délégation de Service Public conclue le 4 novembre 2019.

Cette co-exploitation nécessite la mise en place de procédures, clarifiant la répartition des activités et visant à une amélioration continue du service rendu aux voyageurs, sous l'autorité de la Métropole Aix-Marseille Provence. Ces procédures concernent plusieurs domaines dont la prise de service et l'exploitation, la maintenance des équipements, l'information voyageurs, la fraude et la sécurité et les plans de transports adaptés en cas de perturbations majeures.

Cette convention définit les missions de chacun ne fait pas l'objet de participations financières.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi N°2019-1428 du 24 décembre 2019 portant sur l'organisation des mobilités ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 007-5986/19/CM du 16 mai 2019 désignant la société KEOLIS SUD en qualité de délégataire de Service Public du réseau Aix en Bus.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la stricte application de cette convention d'exploitation tripartite permet de définir les rôles, obligations et responsabilités entre les parties prenantes pour l'exploitation du BHNS l'Aixpress et cela sans incidences financières, à compter du 1^{er} septembre 2021.

Délibère

Article 21 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence l'Autorité Concédante du réseau de transport public, Kéolis Pays d'Aix le concessionnaire de la délégation de service public « Aix en Bus » et la Régie Départementale des Bouches du Rhône l'Opérateur Interne du BHNS « l'Aixpress », ci-annexée

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Cette convention est sans incidence financière.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 357

AVIS - Approbation de l'abandon d'une action sur la subvention 2020 de l'association Atelier de l'environnement CPIE (Centre permanent d'initiatives pour l'environnement) du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives. Les questions de protection de l'atmosphère et de la qualité de l'air constituent un des enjeux de la compétence Mobilité, Déplacements et Accessibilité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser les actions en faveur des mobilités durables, par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, qui s'adresse aux associations oeuvrant à la mise en place d'outils de conseil et d'orientation favorisant le report modal par l'angle de la protection environnementale, permet à la Métropole de compléter son action de développement et promotion les mobilités durables.

L'association Atelier de l'Environnement – labellisée CPIE (Centre permanent d'initiatives pour l'environnement) du Pays d'Aix -, créée en 1997, a pour objectif d'initier et développer des projets contribuant à la préservation de l'environnement, à l'aménagement et au développement durable du territoire sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix qui l'entoure.

L'association assure entre autres :

- L'élaboration et coordination de programmes pédagogiques, ainsi que l'animation en milieu scolaire, para et extrascolaire ;
- Des opérations de sensibilisation et formation à l'environnement et aux écogestes ;
- La conception et réalisation d'outils pédagogiques et d'événements, ainsi que l'assistance à la réalisation de projets pédagogiques ;
- L'initiation et accompagnement de projets de développement durable, de communication environnementale, d'écomobilité, de biodiversité, d'aménagement du territoire...

Dans le cadre de la promotion des activités liées à la protection de l'environnement et du cadre de vie (axe Mobilité), une subvention spécifique à hauteur de 15 000 euros a été attribuée à l'association par délibération n° TRA 043-7360/19 du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 pour l'année 2020. Cette subvention a fait l'objet de la convention d'objectifs n° Z200306COV notifiée le 18 mai 2020.

En cohérence avec le montant effectivement attribué de 15 000 euros, l'Association a proposé d'adapter ses actions à la capacité de financement qu'elle a pu réunir, inférieure au budget prévisionnel initial.

Un premier avenant à la convention a été notifié, mettant en cohérence les budgets prévisionnels des

différentes actions contractualisées avec le montant de subvention attribuée :

- Action liée au déploiement de la « boîte à outils Mobilité Durable » Declic'Ecomobile : 6 000 €, soit 63 % du budget prévisionnel de l'action évalué à 9 488 euros.
- Action liée au déploiement des Plans de Déplacement d'Établissements Scolaires : 9 000 €, soit 38 % du budget prévisionnel de l'action évalué à 23 345 euros.

La situation sanitaire a depuis fortement impacté les activités de l'Association. Ainsi, si l'action liée au déploiement de Plans de Déplacements d'Établissements scolaires a pu se poursuivre dans les termes d'objectif initial, l'action liée au déploiement de la boîte à outils Mobilité Durable n'a par contre pas pu être conduite à son terme, l'association ayant fourni une attestation sur l'honneur faisant le lien avec la pandémie de Covid-19.

En conformité avec l'application de la circulaire ministérielle n°6166 du 6 mai 2020 relative aux mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des subventions publiques l'association ayant dument justifié des sommes engagées. Il convient de conclure un avenant à la convention d'objectifs, actant de l'abandon d'une action entamée en conséquence de la pandémie de Covid-19, et arrêtant le montant de la subvention pour cette action aux sommes déjà perçues, soient 4 800 € sur les 6 000 € octroyés.

Le montant total de la subvention spécifique attribué à l'association CPIE pour l'année 2020 est ainsi ramené à 13 800 €. Il est proposé la passation d'un avenant n° 2 à la convention d'objectifs établie avec le CPIE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

- La délibération n° TRA 043-7360/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 relative à l'attribution d'une subvention à l'association Atelier de l'environnement CPIE (Centre permanent d'initiatives pour l'environnement) du Pays d'Aix pour 2020 et approbation d'une convention ;
- La décision n° 20/397/D relative à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention d'objectifs liée à la subvention de l'association Atelier de l'environnement CPIE (Centre permanent d'initiatives pour l'environnement) du Pays d'Aix pour 2020 ;
- La circulaire ministérielle n°6166 du 6 mai 2020 relatives aux mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des subventions publiques.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants
- Les actions de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur de la mobilité inclusive et de l'insertion par l'emploi sur son territoire.
- L'impact de la pandémie de Covid-19 sur le programme d'action des associations devant faire face aux conséquences économiques, financières et sociales inhérentes à cette crise sanitaire.

Délibère

Article 22

Est approuvée l'abandon de l'action spécifique liée au déploiement de la « boîte à outils Mobilité Durable » Declic'Ecomobile.

Article 23 :

Est fixée à 4 800 euros la subvention octroyée au CPIE pour cette action, à titre de montant définitif afin de couvrir les frais engagés par l'association. Le montant total de la subvention spécifique attribué à l'association CPIE pour l'année 2020 est ainsi ramené à 13 800 euros.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant ci-annexé et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits à la section de fonctionnement du budget annexe transport 2021 de la Métropole Aix-Marseille Provence au chapitre 65 nature 6574 sous-politique A710.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 358

AVIS - Approbation d'une convention avec la Commune de Trets relative aux recettes issues de la vente des titres de transports par la Commune

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune de Trets ayant souhaité vendre des titres de transports au sein de ses locaux, a conclu un contrat de dépositaire le 15 janvier 2021 avec la société MOBILINK, mandataire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La société MOBILINK titulaire du marché public N° Z190069F00 est, en effet, mandaté par la Métropole Aix Marseille Provence pour percevoir et encaisser, au nom et pour son compte, les recettes de vente des titres de transport dans l'ensemble des points de vente métropolitains. La convention a pour objet de préciser les modalités de reversement de recettes issues de la vente des titres de transport effectuées par la commune de Trets. Les recettes perçues par chèques et cartes bancaires seront directement reversées à MOBILINK. Les recettes perçues en numéraire seront recouvrées via l'émission par la Métropole Aix Marseille Provence d'un titre de recettes à l'attention de la régie de la commune de Trets, selon une périodicité mensuelle.

Ces recettes en numéraire seront retranscrites dans les états des ventes mensuelles transmis à la société MOBILINK afin de pouvoir assurer le suivi des ventes de titres de transport, et le montant des recettes dû à la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports, notamment ses articles L.1231-1, L.1231-2, L.3111-1, L.3111-4, L.3111-7, L.3111-9.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 24 :

Est approuvée la convention ci-jointe entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Trets approuvant les modalités de reversement des recettes issues de la vente des titres de transport par la commune.

Article 25 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 26 :

Les recettes seront inscrites au budget annexe transport 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement, sous politique C210, C220, C260 chapitre 70 nature 7061.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2021 CT2 359

AVIS - Approbation d'une convention avec la Commune de Simiane-Collongue relative aux recettes issues de la vente des titres de transports par la Commune

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune de Simiane-Collongue ayant souhaité vendre des titres de transports au sein de ses locaux, a conclu un contrat de dépositaire le 10 mars 2020 avec la société MOBILINK, mandataire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La société MOBILINK titulaire du marché public N° Z190069F00 est, en effet, mandaté par la Métropole Aix Marseille Provence pour percevoir et encaisser,

au nom et pour son compte, les recettes de vente des titres de transport dans l'ensemble des points de vente métropolitains. La convention a pour objet de préciser les modalités de reversement de recettes issues de la vente des titres de transport effectuées par la commune de Simiane-Collongue. Les recettes perçues par chèques et cartes bancaires seront directement reversées à MOBILINK. Les recettes perçues en numéraire seront recouvrées via l'émission par la Métropole Aix Marseille Provence d'un titre de recettes à l'attention de la régie de la commune de Simiane-Collongue, selon une périodicité mensuelle.

Ces recettes en numéraire seront retranscrites dans les états des ventes mensuelles transmis à la société MOBILINK afin de pouvoir assurer le suivi des ventes de titres de transport, et le montant des recettes dû à la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports, notamment ses articles L.1231-1, L.1231-2, L.3111-1, L.3111-4, L.3111-7, L.3111-9 La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 27 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Simiane-Collongue approuvant les modalités de reversement des recettes issues de la vente des titres de transport par la commune.

Article 28 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 29 :

Les recettes seront inscrites au budget annexe transport 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement, sous politique C210, C220, C360 chapitre 70 nature 7061.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire – Habitat

2021 CT2 360

Attribution de subventions nominatives dans le cadre de l'accession à coût maîtrisé

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix. C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Territoire du Pays d'Aix.

Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- **Une aide directe à la personne**

D'un montant de 2 500 € dans le neuf ou 4 000 € dans l'ancien (logements de plus de 5 ans), cette aide est portée par le notaire de l'opération : l'aide doit être mentionnée dans l'acte notarié qui devra intégrer des clauses anti spéculatives et préciser que l'aide sera restituée en cas de vente du logement sans motif légitime dans les 5 ans ayant suivi son achat.

- **Un prêt « bonifié »**

Aujourd'hui, mis en œuvre par la CEPAC, partenaire bancaire du Pays d'Aix, ce prêt, d'une durée de 20 ans, s'élève à 28 000 € pour une acquisition dans le neuf et à 47 000 € pour une acquisition dans l'ancien. Ce prêt complète un (ou des) crédit(s) immobilier(s) principal(aux) : le prêt à l'accession sociale (si le ménage est éligible) ou un prêt classique dans le cadre d'une offre globale de financement.

Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis plus de deux ans ;
- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 Communes du Pays d'Aix ;
- Résider ou travailler sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être bénéficiaire du Prêt à Taux Zéro (PTZ) ;
- Être issu en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer 29 aides à la

personne, soit un montant total de 87 500 euros, réparties comme suit :

- Aides directes :
 - 18 aides dans le neuf, soit 45 000 euros
 - 8 aides dans l'ancien, soit 32 000 euros
- Prêts bonifiés CEPAC :
 - 1 achat dans le neuf soit un montant maximum de 2 500 euros
 - 2 achats dans l'ancien soit un montant maximum de 8 000 euros

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans les tableaux ci-annexés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la construction et de l'habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- La délibération n°2019_CT2_582 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 relative à la définition de nouvelles modalités et à l'approbation d'une convention avec la CEPAC ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 15 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire en matière de politique locale de l'Habitat.

Délibère,

Article 1 :

Est approuvé dans le cadre des aides à la personne, le versement de subventions d'un montant total de **41 000 euros** aux primo-accédants mentionnés dans le tableau ci-annexé par le biais de leurs notaires.

Article 2 :

Est approuvé, dans le cadre de la convention de partenariat avec la CEPAC, le versement d'une subvention maximale de 8 000 euros pour la mise en œuvre de 2 prêts bonifiés correspondant au projet d'acquisition des accédants cités dans le tableau ci-annexé.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581182735, Nature 4581, Fonction 553, Autorisation de Programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 361

Attribution d'une subvention d'équipement à la Commune de Lambesc dans le cadre des opérations façades

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de maintenir la population résidente et d'attirer de nouveaux résidents, une attention particulière doit être apportée aux centres anciens afin de les

préserver et les mettre en valeur notamment pour résorber la vacance et améliorer leur aspect architectural.

Depuis 2002, la Communauté du Pays d'Aix (ci-après CPA) a mis en place un fonds d'intervention venant en appui des "opérations façades" initiées par les Communes.

Aujourd'hui, le Pays d'Aix intervient en fonction des cofinancements obtenus par les Communes, notamment dans le cadre du programme de rénovation des façades du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, à hauteur soit de 15 %, soit de 25 % de la subvention totale versée par la Commune aux propriétaires.

La participation du Pays d'Aix est versée à la Commune sur présentation de justificatifs.

A ce titre, la participation du Pays d'Aix est sollicitée au titre des opérations façades de la Commune de Lambesc à hauteur de 1 108 €, au vu des justificatifs fournis.

Commune	Nombre de façades	Montant des travaux subventionnables	Montant total de la subvention versé par la commune	Montant de la subvention accordée par la commune	Montant de la subvention accordée par le Pays d'Aix
LAMBESC	5	32 457 €	7 388 €	6 280 €	1 108 €

TOTAL : 1 108 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010_A091 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative aux fonds de concours incitatifs ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n° 2021_CT2_116 du Conseil Territoire du Pays d'Aix du 8 avril 2021 approuvant l'ajustement de la participation financière du Pays d'Aix dans le cadre des opérations façades ;
- L'avis de la commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 15 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'aider les Communes à préserver leur centre ancien en venant en appui de leurs opérations façades.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée par le Territoire du Pays d'Aix une aide d'un montant de 1 108 euros à la Commune de Lambesc dans le cadre des opérations façades.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération budgétaire 4581182735, nature 4581, fonction 50, Autorisation de Programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 362

Modification de subventions nominatives dans le cadre des opérations façades de Pertuis

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les opérations façades de la Ville de Pertuis ont été transférées à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix au titre de sa compétence Politique de la Ville, par délibérations n°2003-A156 du Conseil communautaire du 25 juillet 2003 et n°2015-B518 du Bureau communautaire du 29 octobre 2015.

L'opération façades est pilotée par une Commission façades, composée d'élus et de techniciens de la Ville de Pertuis et du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et régie par une convention d'attribution des aides. Peuvent bénéficier de l'opération façades, les propriétaires d'immeubles situés à l'intérieur du cœur de ville, correspondant au périmètre de la concession d'aménagement de la ville de Pertuis. Les immeubles situés en vis-à-vis du périmètre de l'opération façades peuvent également bénéficier du dispositif.

L'ensemble des façades des bâtiments est subventionnable. Chaque façade doit être rénovée en totalité y compris les rez-de-chaussée. La réfection d'un seul élément de la façade (gouttière, menuiseries extérieures...) ne peut être subventionnée.

Le montant de la subvention par façade s'élève de 40 % à 53,33 % du montant des travaux plafonnés à 69 € le m² TTC de surface de façade retenue. Pour les travaux de ravalement avec enduit, la subvention maximale est de 3 049 €, pour les travaux de ravalement peinture, celle-ci est de 2 287 €.

La Commission se réserve le droit d'accorder exceptionnellement une aide supplémentaire pour surcoût architectural de 1 500€ à 2 000€ maximum, selon l'intérêt architectural du bâtiment et/ou l'utilisation de matériaux coûteux imposés par la réglementation de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager ou de tout dispositif réglementaire destiné à s'y substituer, afin de contribuer à l'amélioration du patrimoine de Ville.

Enfin, les propriétaires peuvent bénéficier d'une majoration de 10% :

- au titre de l'aide à la personne : selon le montant des ressources qui ne doivent pas excéder les plafonds du Prêt d'Accession Sociale (accordé pour financer la construction ou l'achat d'un logement, avec ou sans travaux d'amélioration) ;
- au titre de la lutte contre l'insalubrité : réhabilitation d'un immeuble dégradé à très dégradé.

Suite à la Commission façades du 1^{er} juillet 2021, il convient de modifier le montant de la participation du Pays d'Aix sur 3 dossiers approuvés antérieurement, par délibération n° 2020_CT2_054 du 23 juillet 2020 et 2020_CT2_350 du 10 décembre 2020 du Conseil

de Territoire du Pays d'Aix initialement pour un montant total de 6 410 euros, qu'il est proposé de porter à **7 655 euros**.

NOM DU PROPRIÉTAIRE	ADRESSE DE L'IMMEUBLE	SURFACE DE LA FACADE m²	MONTANT DES TRAVAUX (en euros TTC)	BASE SUBVENTIONNABLE (en euros)	SUBVENTION/MONTANT DES TRAVAUX	MAJORATION SURCOUT ARCHITECTURAL	MAI INSA PER
SCI IRCAVEC - CASOU Régis	N°42 rue Durance	48	18 351,32 €	3539	1325	91	
SCI IRCAVEC - CASOU Régis	46 Rue Durance	102	50 220	16 501	2508	2 000	
MARTIN Alain	40 Rue Bayon	73	3 692	2 847	1139	NON	
TOTAL				22 887			

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B518 du Conseil communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 concernant les opérations Façades de la Ville de Pertuis ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Les délibérations n°2020_CT2_054 du 23 juillet 2020 et 2020_CT2_350 du 10 décembre 2020 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix attribuant des subventions nominatives dans le cadre des opérations de façades de Pertuis ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement 15 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'aider les Communes à préserver leur centre ancien en venant en appui de leurs opérations façades.

Délibère

Article 1 :

Sont modifiées les subventions attribuées aux propriétaires concernés mentionnés ci-dessus, par délibérations n° 2020_CT2_054 du 23 juillet 2020 et 2020_CT2_350 du 10 décembre 2020 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix initialement pour un montant total de 6 410 euros, porté à **7 655 euros** par la présente délibération dans le cadre des opérations façades de la Ville de Pertuis.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : Opération budgétaire 4581182735, nature 4581, fonction 52, Autorisation de Programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire - Politique de la ville / Cohésion sociale

2021_CT2_363

Attribution d'une subvention dans le cadre de la programmation du Contrat de Ville 2021 à l'association la ManuFabrik - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi du 21 février 2014 reconnaît et valorise les habitants comme des partenaires essentiels de la

Politique de la Ville dans le cadre de la co-construction du Contrat de Ville et des projets s'y rapportant ainsi qu'aux démarches de suivi et d'évaluation.

Actuellement, huit conseils citoyens ont été mis en place sur l'ensemble des quartiers définis comme prioritaires que sont : Beisson, Corsy, Encagnane et le Jas de Bouffan pour la Commune d'Aix-en-Provence ; le logis Notre Dame pour la Commune de Gardanne ; le centre ancien pour la Commune de Pertuis et le secteur centre et la Frescoule pour la Commune de Vitrolles.

Au titre de sa compétence Politique de la Ville et dans le cadre du Contrat de Ville Territorial, le Territoire du Pays d'Aix a adopté, par délibération n°2015_B429 du Bureau Communautaire de la Communauté du Pays d'Aix (ci-après CPA) du 24 septembre 2015, le principe d'aides financières aux actions liées à l'accompagnement de conseils citoyens constitués.

Face au constat fait par les différentes équipes opérationnelles de l'apparition de difficultés dans le fonctionnement de certains conseils citoyens, il apparaît opportun de poursuivre l'accompagnement qui avait été financé par le Territoire depuis 2019.

Dans le cadre de l'appel à projets du Contrat de Ville lancé en septembre 2020, le Territoire du Pays d'Aix, au titre de sa compétence Politique de la Ville, a souhaité retenir, en lien avec les partenaires financeurs du Contrat de Ville, le même porteur qu'en 2020 pour la poursuite du projet permettant la remobilisation et l'accompagnement des conseils citoyens du Territoire du Pays d'Aix, pour un montant de crédits spécifiques de 37 500 €.

L'association la Manufabrik a obtenu, à nouveau, un avis favorable pour un soutien financier du Territoire pour la poursuite de son action, intitulée « Accompagnement des conseils citoyens », axée sur l'appui à la remobilisation des conseils citoyens en favorisant des temps d'aller vers et de rencontres avec les associations et acteurs-relais des territoires concernés et d'accompagnement pour ceux qui ont un nombre de membres suffisant leur permettant de fonctionner dans de bonnes conditions. Les conseils citoyens concernés par cet accompagnement sont ceux d'Aix-en-Provence, de Pertuis et de Vitrolles. Cet accompagnement va être complété cette année par une action spécifique sur le quartier prioritaire d'Encagnane permettant l'association des membres du conseil citoyen et, plus largement, des habitants du quartier à la démarche de projet urbain.

Cette action s'inscrit pleinement dans les orientations du Territoire dans le cadre de l'exercice de sa compétence Politique de la Ville. Il est ainsi proposé de la soutenir financièrement selon la répartition proposée ci-dessous :

Pilier Cadre de vie et renouvellement urbain							
N° GU	Association	Commune	Actions	Budget global de l'action	Subvention sollicitée au contrat de ville	Subvention TPA proposée	Convention d'objectifs
							OUI/NON
2021_01134	La Manufabrik	Aix-en-Provence - Gardanne - Pertuis - Vitrolles	Accompagnement des conseils citoyens du Territoire du Pays d'Aix	51 000 €	37 500 €	36 500 €	OUI

La participation du Territoire du Pays d'Aix au financement de ce projet déposé dans le cadre de la programmation du Contrat de Ville 2021, s'élève à 36 500 €. Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, pour les actions soumises à convention, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80%, après notification de la subvention, et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015_B429 du 24 septembre 2015 du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix adoptant le principe d'aides financières aux actions liées à la participation des habitants dans le cadre des projets de renouvellement urbain et à leur accompagnement dans le cadre du Contrat de Ville communautaire ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme, et aménagement du 15 septembre 2021.

Où il le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix propose, au titre de la programmation 2021 du Contrat de Ville Territorial du Pays d'Aix, le renouvellement du financement du projet, porté par l'association la Manufabrik, relatif à l'accompagnement des conseils citoyens et l'intégration dans ce projet d'une action spécifique en direction du conseil citoyen et des habitants du quartier d'Encagnane dans le cadre de la démarche de projet urbain.
- Que ce projet s'inscrit dans le cadre de la délibération n° 2015_B429 du Bureau communautaire de la CPA du 24 septembre 2015 permettant l'attribution d'aides financières aux actions liées à l'accompagnement des conseils citoyens.
- Que le montant total de la participation financière du Territoire du Pays d'Aix pour ce projet est attribué dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée au budget.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association la Manufabrik pour son action « Accompagnement des conseils citoyens du Territoire du Pays d'Aix » d'un montant de 36 500 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix – Marseille – Provence – Territoire du Pays d'Aix et l'association la Manufabrik.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 510.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 364

Attribution d'une subvention à l'association Solidarité Femmes 13 dans le cadre de la prévention de la délinquance - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le Territoire du Pays d'Aix, différentes associations développent des projets spécifiques dans le champ de la Prévention de la délinquance.

A ce titre, l'association Solidarité Femmes 13 sollicite la participation de la Métropole pour une aide financière destinée à soutenir son action de mobilisation des acteurs du Territoire autour de la prévention des violences conjugales et d'accompagnement des victimes, qui s'inscrit dans le cadre du Contrat de Ville de la Commune d'Aix-en-Provence et dans le dispositif de soutien à la programmation du Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, ou dans le cadre d'autres dispositifs non contractuels sur la Commune dont les actions auraient besoin d'être soutenues.

Cette proposition s'inscrit dans le prolongement des actions soutenues par le Pays d'Aix selon les 4 axes d'interventions suivants, conformément à la délibération n°2006_A20 du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix du 22 juin 2006 :

- Accès au droit et aide aux victimes ;
- Médiation ;
- Prévention des conduites à risque ;
- Information et communication.

Ce projet a été pensé et construit pour répondre à plusieurs enjeux dans la lutte contre les violences faites aux femmes sur le Territoire. Il a été conçu en trois actes :

- Un temps fort de communication et de mobilisation des partenaires et du public le 25 novembre 2021 dans le cadre de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes ;
- Un travail d'information et de mobilisation des centres sociaux et des habitants pour un meilleur repérage ;
- Animation d'un groupe de parole pour accompagner les femmes victimes.

Il est ainsi proposé de soutenir financièrement le projet suivant selon la répartition proposée ci-dessous :

N° GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	BUDGET ACTION	SUBVENTION SOLLICITEE	SUBVENTION PROPOSEE	CONV/ OUI/NON
2021_01155	SOLIDARITE FEMMES 13	Mobilisation des acteurs du Territoire d'Aix-en-Provence autour de la prévention des violences conjugales	10 400 €	7 600 €	7 600 €	OUI
TOTAL			10 400 €	7 600 €	7 600 €	

La participation du Territoire du Pays d'Aix au financement de ce projet déposé et retenu dans le cadre du champ d'intervention du Territoire en matière de prévention de la délinquance, s'élève à 7 600 €. Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, pour les actions soumises à convention et celles comprises entre 5 000 € et 23 000 €, le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80%, après notification de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2006_A20 du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix du 22 juin 2006 ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 adoptant le règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme, et aménagement du 15 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix propose le financement de ce projet au titre de sa compétence prévention de la délinquance telle que définie par la délibération cadre n°2006_A20 du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix du 22 juin 2006.
- Que le montant total de la participation financière pour ce projet est attribué dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée au budget.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées l'attribution d'une subvention pour un montant total de 7 600 € à l'association Solidarité Femmes 13 et la conclusion de la convention afférente.

Article 2 :

Madame le président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 420.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire - Prospective et aménagement de l'espace / SCOT

2021 CT2 365

AVIS - Extension du périmètre du droit de préemption urbain renforcé du centre-ville d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales.

L'article L.211-2 2ème alinéa du Code de l'urbanisme dispose que lorsqu'un Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Établissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain (DPU).

Sur le Territoire du Pays d'Aix, cette compétence est devenue effective au 1^{er} janvier 2018, jusqu'à cette date elle était exercée par la Commune.

La Commune d'Aix-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme par délibération n°2015-349 en date du 23 juillet 2015. Depuis cette date le document d'urbanisme a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolutions dont la plus récente, la modification n°6, date du 19 décembre 2019.

Le Conseil de la Métropole par délibération en date du 19 décembre 2019 a actualisé le droit de préemption urbain et le droit de préemption renforcé sur la Commune d'Aix-en-Provence et a notamment modifié le périmètre du droit de préemption urbain renforcé du centre-ville d'Aix-en-Provence afin de le faire coïncider avec le périmètre de la concession d'aménagement dite de réhabilitation urbaine de l'agglomération aixoise adoptée par la Commune par délibération n°2015-611 en date du 15 décembre 2015.

La ville a engagé depuis plusieurs années des réflexions sur le devenir du quartier du Faubourg qui a récemment été impacté par plusieurs arrêtés de péril.

Sur ce quartier, la Commune fixe comme objectif d'un futur aménagement :

- l'amélioration de l'articulation entre l'hyper centre historique et le quartier du Faubourg
- une requalification des espaces publics et un réaménagement des axes structurants
- l'amélioration de la circulation, la desserte du quartier
- le renforcement de la mixité fonctionnelle et le développement d'un habitat diversifié

- l'optimisation des équipements publics existants, pour une meilleure gestion
- la réduction des ilots de chaleur urbains, avec notamment des aménagements paysagers perméables des sols.

Afin de prolonger les réflexions, par délibération n°DL.2019-176, du 24 mai 2019, et par délibération n°DL.2021-591 du 07 mai 2021, la ville a confié à la SPLA "Pays d'Aix Territoires", la réalisation d'une étude sur un périmètre initial de 6 hectares étendu à 14 hectares suite à la deuxième délibération.

Ces études préalables, sur un périmètre compris entre la rue de la Molle, le boulevard de la République, la rue Lisse des Cordeliers et le Cours Sextius permettront de définir précisément la future opération d'aménagement du quartier du Faubourg. A ce jour, le quartier n'est cependant pas entièrement compris dans le périmètre de droit de préemption urbain renforcé (DPUR) du centre-ville.

Ainsi, de nombreux biens, situés autour de la rue Emile Tavan, sont exclus du droit de préemption urbain conformément à l'article L211-4 du Code de l'urbanisme.

Il s'agit de :

- l'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs locaux accessoires d'un tel local, le tout compris dans un bâtiment soumis au régime de la copropriété soit depuis plus de dix ans, soit à la suite du partage total ou partiel d'une société d'attribution ;

- la cession de parts ou d'actions de société constituée en vue de l'attribution d'immeubles aux associés par fractions divises ou de société coopérative de construction et donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires ;

- l'aliénation d'un immeuble bâti pendant une période de quatre ans à compter de son achèvement.

L'article précise que ces cessions peuvent être soumises au droit de préemption si le titulaire décide de l'appliquer par une délibération motivée. Il s'agit dans ce cas d'un droit de préemption urbain renforcé (DPUR).

Or, pour faciliter l'aboutissement des projets de réhabilitation, il importe que toutes les transactions intervenant dans ces périmètres complexes soient connues afin de permettre la mobilisation des biens nécessaires à la mise en œuvre de la politique de l'habitat, la sauvegarde ou la mise en valeur du patrimoine et la réalisation d'équipements collectifs nécessaires aux besoins de la population.

Cependant, les centres anciens sont caractérisés par une multiplicité de copropriétés anciennes. Des opérations consistant, en la rénovation d'immeubles puis leur vente par lot, commencent à se multiplier.

De ce fait, conformément à la demande de la Commune par courrier en date du 30 juin 2021, il convient d'élargir le périmètre du droit de préemption urbain renforcé du centre-ville jusqu'à la rue de la Molle et l'avenue De Lattre de Tassigny afin d'y inclure l'ensemble du secteur Tavan.

Les effets juridiques attachés à la délibération auront pour point de départ l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité prescrites à l'article R221-2 du Code de l'urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 2015-349 en date du 23 juillet 2015 de la commune d'Aix-en-Provence approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune ;
- La délibération n° 2015-350 du 23 juillet 2015 de la commune d'Aix-en-Provence, actualisant les droits de préemption urbain sur la Commune ;
- La délibération n°2015-611 en date du 15 décembre 2015 de la commune d'Aix-en-Provence adoptant le projet de concession d'aménagement dit de « Réhabilitation urbaine de l'agglomération aixoise » ;
- La délibération n°2016-428 du 23 septembre 2016 de la commune d'Aix-en-Provence modifiant le périmètre du droit de préemption urbain renforcé ;
- La délibération n°DL.2019-176 en date du 24 mai 2019 approuvant la convention entre la ville d'Aix-en-Provence et la SPLA, relative aux « études de programmation urbaine quartier Tavan à Aix-en-Provence » ;
- La délibération n°URB 003-7895/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant la modification n°6 du PLU d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°URB014-7385-19-BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 portant évolution des périmètres de droit de préemption urbain et de droit de préemption urbain renforcé sur la Commune d'Aix-en-Provence;

- La délibération n°DL.2021-591 en date du 07 mai 2021, approuvant la convention entre la ville d'Aix-en-Provence et la SPLA relative aux « études préalables complémentaires du quartier Faubourg à Aix-en-Provence »
- L'arrêté préfectoral du 27 juin 2012 portant approbation du Plan de sauvegarde et de mise en valeur d'Aix-en-Provence ;
- Le courrier de sollicitation de la Commune d'Aix-en-Provence en date du 30 juin 2021 demandant l'élargissement du droit de préemption urbain renforcé du centre-ville d'Aix-en-Provence afin d'y inclure le quartier Tavan.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente de plein droit en matière de droit de préemption urbain.
- Qu'il est nécessaire de disposer de moyens réglementaires pour favoriser l'aboutissement des projets sur l'intégralité du quartier du Faubourg.

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'extension du périmètre du droit de préemption urbain renforcé du centre-ville d'Aix-en-Provence jusqu'à la rue de la Molle et l'avenue De Lattre de Tassigny afin d'inclure le secteur Tavan dans son ensemble conformément au plan joint en annexe.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 366

AVIS - Bilan des acquisitions et des cessions opérées au 31 décembre 2020 par l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière de développement et d'aménagement économique et en matière de politique locale de l'habitat.

Néanmoins, la mise œuvre de ces compétences a nécessité de conclure un partenariat de niveau métropolitain avec l'EPF PACA afin de créer les conditions pour définir une stratégie foncière anticipatrice et transversale à même de traduire en actions foncières les objectifs de développement en matière d'habitat, en lien avec le programme local de l'habitat (PLH), en matière d'économie, en lien avec le dispositif de production de l'offre foncière et immobilière à vocation économique (DOFIE) mais, également, s'agissant de la valorisation foncière autour des pôles Gare.

La Métropole doit accompagner la dynamique des Territoires et des communes qui sont confrontés à une insuffisance de logements en quantité pour répondre à la demande et en qualité pour assurer les parcours résidentiels des ménages.

Ce partenariat fait l'objet de plusieurs conventions d'intervention foncière, en phase anticipation, impulsion ou impulsion-réalisation ainsi que du dispositif spécifique de la convention multi-sites habitat qui ont concouru en 2020 à la réalisation des projets urbains à vocation d'habitat, d'économie ou mixtes parmi lesquelles certaines donnent lieu à un stock foncier détenu par l'EPF PACA.

Territoire de Marseille Provence :

Commune de Marseille :

- La convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016. Cette convention a depuis fait l'objet de trois avenants approuvés respectivement les 19 octobre 2017, 18 mai 2018 et 22 octobre 2019.
- La convention d'intervention foncière sur le site Château-Gombert II, conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.
- La convention d'intervention foncière en développement économique sur la vallée de l'Huveaune n° 2 conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville

de Marseille et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 26 mars 2019.

- La convention d'intervention foncière sur le périmètre Grand Centre-Ville (OGCV) conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016. Cette convention a fait l'objet de deux avenants approuvés respectivement les 28 juin 2018 et 26 février 2019.
- La convention quadripartite d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension de l'OIN Euroméditerranée, conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM), la Ville de Marseille et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018. Cette convention a fait depuis l'objet d'un avenant approuvé le 19 décembre 2019.
- La convention d'intervention foncière sur le site Noailles (rue d'Aubagne) conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019.
- La convention d'intervention foncière sur le site Maison Blanche conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 28 février 2019.
- La convention d'intervention foncière sur le site Hoche-Versailles conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019.

Commune d'Allauch :

- La convention d'intervention foncière sur le site des Embucs conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune d'Allauch et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016. Cette convention a fait l'objet, d'un avenant approuvé par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Commune de La Ciotat :

- La convention d'intervention foncière sur le périmètre du Centre Ancien de La Ciotat conclue entre la CUMPM, la commune de La Ciotat et l'EPF PACA approuvée par délibération du Conseil de la CUMPM du 20 novembre 2015. Cette convention a fait l'objet d'un avenant approuvé par délibération du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017.

Commune de Septèmes-les-Vallons :

- La convention d'anticipation foncière sur le site friche industrielle-centre conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Septèmes-les-Vallons et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 17 décembre 2020. Cette CAF a pris le relais d'une CIF approuvée le 21 décembre 2015.

Commune de Plan-de-Cuques :

- La convention d'intervention foncière sur le site des Plaines Ouest conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Plan-de-Cuques et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017.

Pour le territoire de Marseille Provence, le montant du stock foncier détenu par l'EPF PACA en application des conventions susvisées s'élève à 52 567 689,54 €.

Territoire du Pays d'Aix :

Commune des Pennes Mirabeau :

- La convention d'intervention foncière sur le site des Pallières II conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune des Pennes Mirabeau et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.
- La convention d'intervention foncière sur le site Quartier de la Gare à Plan de Campagne conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune des Pennes Mirabeau et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017.

Commune de Simiane-Collongue :

- La convention d'intervention foncière sur le site Centre village conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Simiane-Collongue et l'EPF PACA.

Commune de Pertuis :

- La convention d'intervention foncière sur le site Entrée de ville – Route de Villelaure conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Pertuis et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.
- La convention d'anticipation foncière sur le site Jas de Beaumont Nord conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Pertuis et l'EPF PACA., approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.
- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site ZAC du Jas de Beaumont conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Pertuis et l'EPF PACA.

- La convention d'intervention foncière sur le secteur d'extension de la ZAE de Pertuis conclue entre la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la commune de Pertuis et l'EPF PACA. Cette convention a fait l'objet d'un avenant n° 1.

Commune de Bouc-Bel-Air :

- La convention d'intervention foncière sur le site Bel Ombre conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Bouc-Bel-Air et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.

Commune d'Eguilles :

- La convention d'intervention foncière sur le site des Jalassières conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune d'Eguilles et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.

-

Commune de Venelles :

- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site Font Trompette conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Venelles et l'EPF PACA
- La convention d'anticipation foncière sur le site les Logissons 2 conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Venelle et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.
- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site Venelles centre-ville conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Venelles et l'EPF PACA.
- La convention d'intervention foncière sur le site Venelles Sud conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Venelles et l'EPF PACA.

Commune de Vitrolles :

- La convention d'intervention foncière sur le site des Aymards-Couperigne-Estroublancs conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Vitrolles et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016. Cette convention a fait l'objet d'un avenant n° 4.

Commune de Peyrolles-en-Provence :

- La convention d'intervention foncière en développement économique sur le site de la ZAE du Val de Durance conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Peyrolles-en-Provence et l'EPF PACA.

Pour le territoire du Pays d'Aix, le montant du stock foncier détenu par l'EPF PACA en application des conventions susvisées s'élève à 57 307 328,80 €

(cinquante-sept-millions-trois-cent-sept-mille-trois-cent-vingt-huit euros quatre-vingt centimes).

approuvé par délibération du bureau de la métropole du 30 mars 2017.

Territoire du Pays Salonais :

Commune de Pelissanne :

- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site des Cassades et de l'Ensoleillée conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Pelissanne et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.
- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site les Viougues conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Pelissanne et l'EPF PACA.

Commune de Lançon-Provence :

- La convention d'anticipation foncière foncière sur le site des Sardenas conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Lançon-Provence et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017. Cette convention a fait l'objet d'un avenant qui a réduit le périmètre d'intervention.
- La convention d'intervention foncière en développement économique sur le site des Sardenas secteur Nord conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Lançon-Provence et l'EPF PACA,

La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site des Reïssous conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Lançon-Provence et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Commune d'Aurons :

- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur les sites Quartier Saint-Pierre, les Ferrages Sud, la Maison et la Chamade conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune d'Aurons et l'EPF PACA.

Commune de Sénas :

- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le secteur centre-ville les Saurins conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Sénas et l'EPF PACA

Pour le territoire du Pays Salonais le montant du stock foncier détenu par l'EPF PACA en application des conventions susvisées s'élève à 7 058 434,13 €.

Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

Commune d'Aubagne :

- La convention d'intervention foncière sur le site de la zone d'activités des Paluds dans le cadre de sa requalification conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune d'Aubagne et l'EPF PACA. Cette convention a fait l'objet d'un avenant

Pour le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le montant du stock foncier détenu par l'EPF PACA en application des conventions susvisées s'élève à 48 417,60€.

Territoire du Pays d'Istres Ouest Provence :

Commune de Miramas :

- La convention d'intervention foncière en développement économique sur le site les Molières conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Miramas et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018.
- La convention d'intervention foncière sur le site Pôle Gare et secteurs connexes d'aménagement conclue entre la Métropole AMP, la commune de Miramas et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017. Cette convention a fait l'objet d'un avenant approuvé par délibération du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018.

Commune d'Istres :

- La convention d'intervention foncière sur le secteur AREVA connexe au pôle gare de Miramas en développement économique conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune d'Istres et l'EPF PACA approuvée par délibération de Bureau de la Métropole du 30 mars 2017.

Pour le territoire du Pays d'Istres Ouest Provence, le montant du stock foncier détenu par l'EPF PACA en application des conventions susvisées s'élève à 12 902 419,84 € (douze-millions-neuf-cent-deux-mille-quatre-cent-dix-neuf-euros quatre-vingt-quatre centimes).

Convention multi-sites habitat :

- La convention Habitat à caractère multi-sites a été conclue entre MPM et l'EPF et approuvée et par délibération du Conseil de Communauté du 28 Juin 2013, en vue de l'adhésion au dispositif des communes, dans le cadre de la mise en œuvre du PLH et poursuivant un objectif de production de logements en mixité sociale sur des sites ciblés. Cette convention a été élargie à l'ensemble du territoire métropolitain par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, et a pris le relais des dispositifs conventionnels multi-sites habitat conclus antérieurement à l'échelle de certains territoires.

Pour le territoire métropolitain le montant du stock foncier détenu par l'EPF PACA en application de la convention susvisée s'élève à 39 276 487,51 €.

En application de l'article L 5211-37 du Code Général de Collectivités Territoriale et par souci de transparence et d'information aux élus, il y a lieu de

porter à connaissance le bilan 2020 de l'action de l'EPF PACA avec un récapitulatif du stock qu'il détient en application des conventions susvisées, afin de suivre périodiquement l'avancement des opérations qu'il réalise pour le compte de la Métropole.

Ainsi, le bilan porte à 169 160 777,30 € le montant du stock foncier détenu par l'EPF PACA au 31 décembre 2020 pour le compte de la Métropole.

Le montant des engagements financiers totaux pris par l'EPF PACA dans les conventions correspondantes signées avec la Métropole est de 494 000 000,50 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques ;
- La liste des biens en stock détenus par l'EPF PACA au 31 décembre 2020 ;
- L'état du montant des dépenses au 31 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le partenariat conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPF PACA fait l'objet de plusieurs conventions, en phase anticipation-impulsion ou impulsion-réalisation parmi lesquelles certaines donnent lieu à un stock foncier détenu par l'EPF PACA.
- Qu'il y a lieu de prendre connaissance du bilan au 31 décembre 2020 de l'action de l'EPF PACA, avec un récapitulatif du stock qu'il détient en application des conventions susvisées, et des montants correspondants afin de suivre périodiquement l'avancement des opérations qu'il réalise pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du bilan annuel, ci-annexé, au 31 décembre 2020 du stock foncier détenu par l'EPF PACA dans le cadre des conventions conclues avec la Métropole Aix-Marseille-Provence sur des secteurs à enjeux pour un montant de 169 160 777,30 euros.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2021 CT2 367

AVIS - Approbation du bilan du suivi de la mise en oeuvre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée le 1er janvier 2016, par fusion des 6 intercommunalités existantes : les Communautés d'agglomération du Pays d'Aix, d'AggloPôle Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, et du Pays de Martigues, le Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit la compétence en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), conformément à l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Il s'agit d'une compétence exclusive du Conseil de la Métropole AMP (article L.5218-7 du CGCT).

L'article 39 de la loi NOTRe impose à la Métropole d'engager l'élaboration d'un SCOT métropolitain avant le 31 décembre 2016. Celui-ci a été engagé le 16 décembre 2016, par délibération du Conseil Métropolitain N°URB 001-1405/16/CM.

A la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, son territoire était couvert par cinq SCOT exécutoires :

- Le SCOT de Marseille Provence Métropole, approuvé le 29 juin 2012 par l'ancienne Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM),
- Le SCOT de l'AggloPôle Provence, approuvé le 15 avril 2013 par l'ancienne Communauté d'agglomération AggloPôle Provence,
- Le SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et de la commune de Gréasque, approuvé le 18 décembre 2013 par l'ancien Syndicat mixte chargé des études, de l'élaboration et du suivi du SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et de la commune de Gréasque,
- Le SCOT Ouest Etang de Berre, approuvé le 22 octobre 2015 par l'ancien Syndicat mixte du SCOT de l'Ouest de l'Etang de Berre,
- Le SCOT du Pays d'Aix, approuvé le 17 décembre 2015 par l'ancienne

Communauté d'agglomération du Pays d'Aix.

Jusqu'à l'approbation du futur SCOT métropolitain, prévue fin 2024, ces cinq SCOT existants sont exécutoires.

Le Code de l'Urbanisme impose un bilan de la mise en œuvre du SCOT six ans après son approbation. Il s'agit d'une analyse des résultats de son application notamment en matière d'environnement, de transport et de déplacement, de maîtrise de la consommation de l'espace et d'implantation commerciales.

Il impose aussi que chaque SCOT, dans son rapport de présentation, définisse « les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de son application ». L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a intégré ce point dans son SCOT et a fait le choix de délibérer, le jour de l'approbation du SCOT, pour lister les indicateurs de suivi de sa mise en œuvre.

Dans ce contexte, par délibération N° 8314 du 18 octobre 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence a proposé de définir un dispositif commun harmonisé de suivi de la mise en œuvre de chacun des cinq Schémas de Cohérence Territoriale couvrant le territoire de la Métropole. L'objectif de ce dispositif commun est de permettre des évaluations comparables des cinq SCOT et d'alimenter les orientations du SCOT métropolitain en cours d'élaboration. Ce dispositif commun se compose d'une analyse quantitative des résultats, au regard des objectifs fixés dans chacun des SCOT. Elle traite à minima l'évolution des huit indicateurs communs. Il est complété par une analyse portant sur des secteurs de projet des SCOT.

Ainsi, chaque SCOT en vigueur doit faire l'objet d'une délibération sur le bilan de sa mise en œuvre. En 2021, le cinquième et dernier SCOT concerné par ce bilan est celui de l'ancienne communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, approuvé le 17 décembre 2015. C'est l'objet de la présente délibération.

Le SCOT du Pays d'Aix couvre le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Le bilan se compose de trois parties.

La première partie présente le niveau d'avancement du Territoire du Pays d'Aix dans l'élaboration de ses documents de planification et de programmation, lesquels doivent être compatibles avec le SCOT. Ils ont été élaborés par les communes compétentes, puis par la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2018, date du transfert de la compétence urbanisme.

Ainsi, plusieurs Plan Locaux d'Urbanisme ont été élaborés ou révisés depuis le 17 décembre 2015. Les procédures ont été adossées au SCOT du Pays d'Aix.

Aix-en-Provence : approbation de la modification n°6 du PLU par délibération du Conseil Métropolitain du 19/12/2019

Beaurecueil : approbation du PLU par délibération du Conseil Municipal du 12/07/2006

Bouc-Bel-Air : approbation de la modification n°4 par délibération du Conseil Métropolitain du 19/12/2019

Cabriès : approbation de la modification n°1 par délibération du Conseil Métropolitain du 19/12/2019

Châteauneuf-le-Rouge : approbation du PLU par délibération du Conseil Municipal du 24/10/2019

Coudoux : approbation du PLU par délibération du conseil municipal du 21/12/2017

Éguilles : approbation de la modification n°5 du POS par délibération du conseil municipal du 12/12/2016

Fuveau : approbation de la modification n°6 par délibération du Conseil Métropolitain du 17/12/2020

Gardanne : approbation de la modification n°2 par délibération du Conseil Municipal du 11/12/2017

Gréasque : approbation de la modification n°1 par délibération du Conseil Métropolitain du 18/10/2018

Jouques : approbation de la modification n°2 par délibération du Conseil Municipal du 23/05/2016

Lambesc : approbation de la modification n°1 par délibération du Conseil Métropolitain du 24/10/2019

Meyrargues : approbation de la modification n°1 par délibération du Conseil Métropolitain du 18/02/2021

Meyreuil : approbation de la modification n°10 par délibération du Conseil Métropolitain du 17/12/2020

Mimet : approbation de la modification simplifiée n°1 par délibération du Conseil Municipal du 13/12/2017

Les Pennes-Mirabeau : approbation de la modification n°5 par délibération du Conseil Municipal du 21/12/2017

Peynier : approbation de la modification n°1 par délibération du Conseil Métropolitain du 15/10/2020

Peyrolles-en-Provence : approbation de la modification n°1 par délibération du Conseil Métropolitain du 28/06/2018

Puylobier : approbation du PLU par délibération du conseil municipal du 07/03/2017

Le Puy-Sainte-Réparate : approbation de la modification simplifiée n°1 par délibération du Conseil Métropolitain 28/03/2019

Rognes : approbation de la révision allégée n°1 par délibération du Conseil Métropolitain du 19/12/2019

La Roque-d'Anthéron : approbation de la modification n°1 par délibération du Conseil Métropolitain du 28/06/2018

Rousset : approbation de la modification n°2 par délibération du Conseil Métropolitain du 24/10/2019

Saint-Antonin-sur-Bayon : approbation du PLU par délibération du conseil municipal du 20/03/2017

Saint-Cannat : approbation du PLU par délibération du Conseil Métropolitain du 13/12/2018

Saint-Estève-Janson : approbation du PLU par délibération du Conseil Municipal du 08/06/2016

Saint-Marc-Jaumegarde : approbation de la modification n°1 du PLU par délibération du Conseil Municipal du 11 octobre 2018.

Saint-Paul-lès-Durance : approbation du PLU par délibération du Conseil Métropolitain du 28/06/2018

Simiane-Collongue : approbation de la modification n°3 par délibération du Conseil Métropolitain du 4 juin 2021.

Le Tholonet : approbation de la modification n°2 par délibération du Conseil Métropolitain du 30/01/2017

Trets : approbation du PLU par délibération du conseil municipal du 12/12/2017

Vauvenargues : approbation de la révision du PLU par conseil municipal du 03/07/2017

Venelles : approbation de la modification n°3 par délibération du Conseil Métropolitain du 24/10/2019

Ventabren : approbation de la révision allégée n°2 par délibération du Conseil Métropolitain du 19/12/2019

Vitrolles : approbation de la modification n°3 par délibération du Conseil Municipal du 03/10/2017

Pertuis : approbation de la modification n°2 par délibération du Conseil Métropolitain du 17/12/2020

Par délibération du 18 mai 2018, le Conseil métropolitain a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire du Pays d'Aix. Dans l'attente de l'élaboration du SCoT Métropolitain, le PLUi du Territoire du Pays d'Aix s'appuiera sur le projet de territoire défini dans le SCoT du Pays d'Aix, approuvé le 17 décembre 2015.

Le Plan des Déplacements Urbains du Pays d'Aix a été approuvé le 17 décembre 2015, concomitamment au SCOT objet du présent bilan.

La seconde partie de ce bilan concerne le suivi quantitatif du SCOT, c'est-à-dire l'analyse des indicateurs chiffrés.

Ce suivi est réalisé à partir de huit indicateurs. Ils sont déclinés en plusieurs sous-indicateurs. Le bilan analyse des évolutions sur des dates antérieures à l'approbation du SCOT et les données disponibles après sa date d'approbation.

Certaines difficultés d'accès à des données adaptées et à des dates pertinentes montrent une partie des limites d'un bilan de SCOT effectué après seulement 6 ans d'application.

Sont exposées ci-après, les principales conclusions de l'analyse de l'ensemble des indicateurs organisées par thématique.

- La démographie :

La dynamique démographique constatée sur la période 2012-2017 (+0,48%) est nettement supérieure à celle de la période précédente (+0,04%) et proche de l'objectif fixé par le SCOT (+0,52%/an). Ce résultat est étroitement lié au solde migratoire qui redevient positif (+ 2 444 habitants). Comme à l'échelle métropolitaine, les pôles de proximité sont plus attractifs que la plupart des principaux pôles urbains. Il conviendra d'étudier cette tendance dans les années à venir, notamment au regard des impacts éco-sociétaux liés à la crise de la Covid-19, afin de voir si elle se confirme.

Les étudiants sont nombreux en Pays d'Aix et leur nombre tend à augmenter. Aix-en-Provence continue à capter l'essentiel des étudiants en Pays d'Aix, ce qui se justifie par la taille de son pôle universitaire et aux aménagements réalisés dans le cadre de l'Opération Campus. Bien qu'améliorée, l'offre de logements reste en deçà des besoins.

Dans l'ensemble, ces constats rejoignent les objectifs portés par le SCOT du Pays d'Aix. Cependant, la période utilisée pour l'analyse est en partie antérieure à son approbation (décembre 2015) et ces résultats ne peuvent être reliés à la mise en application du document. Le recul nécessaire pour

observer les effets du SCOT n'est donc actuellement pas suffisant.

Le SCOT métropolitain devra s'attacher à poursuivre la dynamique démographique du Territoire du Pays d'Aix et renforcer l'attractivité universitaire d'Aix-en-Provence.

- La consommation d'espace :

Bien que la plage de données disponibles (2009-2017) ne permette pas de mesurer les effets réels de la mise en œuvre du SCOT en matière de consommation d'espace et d'artificialisation des sols, les chiffres analysés révèlent une avancée de l'artificialisation (1 870 ha) essentiellement au bénéfice de l'habitat, même si les tendances récentes montrent l'amorce d'une dynamique d'urbanisation favorable à la compacité des formes urbaines, à travers les densités et la cohérence urbanisme transport (augmentation des logements autorisés à proximité des axes de transports en commun).

L'artificialisation constatée se traduit notamment par une consommation majoritaire des terres agricoles et un développement important des surfaces de bâti diffus. Sur ce deuxième point, la suppression des zones NB figurant dans les POS dans le contexte de mutation des Plans d'Occupation des Sols (POS) en Plan Locaux d'Urbanisme (PLU) et l'utilisation des droits à bâtir résiduels peut constituer une piste d'explication. Les documents de planification actuels doivent mettre en place des mesures adaptées en vue de la résorption du phénomène.

C'est pourquoi le SCOT CPA a fixé pour objectif une réduction de 40% de la consommation d'espace dans le but d'opérer un rééquilibrage entre espaces agricoles et naturels. Il a également défini des enveloppes maximales d'urbanisation visant, d'une part, à donner plus de lisibilité aux espaces destinés au développement et d'autre part, à mieux préserver de l'artificialisation les espaces agricoles localisés à l'extérieur de cette enveloppe.

Le futur SCOT Métropolitain devra s'attacher à limiter le développement du bâti diffus par une préservation renforcée des espaces naturels et agricoles et renforcer la cohérence urbanisme- transports, en poursuivant la densification à proximité des axes urbains, supports de transports en commun structurants.

- L'offre d'habitat et de logements :

La dynamique d'autorisation constatée sur la période 2016-2019 (+3 600 logements/an) est nettement supérieure aux objectifs affichés dans le SCOT (2 500 logements/an).

Les espaces de développement prioritaires concentrent en moyenne moins d'autorisations que les années précédant la mise en application du SCOT mais restent proches de l'objectif fixé par celui-ci (88%).

Bien que la production de logements soit en augmentation ces dernières années, le nombre de logements construits par habitant supplémentaire a nettement diminué sur la dernière période. Cela

s'explique en partie par une hausse du solde migratoire. A l'inverse du constat fait lors de l'élaboration du SCOT, la production de logements, sur la période 2012-2017, est supérieure au nombre d'emplois créés.

En ce qui concerne le logement social, sur la période 2016-2018, 1 420 logements sociaux ont été mis en location, soit 13% de la production neuve, en deçà de l'objectif inscrit dans le SCOT de dédier 40% de la production neuve au logement locatif social. L'offre de logement à destination des étudiants s'est étoffée, mais reste peu conséquente en comparaison au nombre d'étudiants.

Dans l'ensemble, et hormis le logement social, ces constats rejoignent donc les objectifs portés par le SCOT du Pays d'Aix. Cependant, la période utilisée pour l'analyse est en partie antérieure à son approbation (décembre 2015) et ces résultats peuvent difficilement être reliés à la mise en application du document. Le recul nécessaire pour analyser les effets du SCOT n'est donc actuellement pas suffisant pour observer si ces dynamiques vont s'inscrire dans le temps.

Le futur SCOT métropolitain devra s'attacher à maintenir une dynamique de production de logements élevée, en opérant un rééquilibrage en terme d'offre de logements sociaux, ainsi que la nécessaire diversification de l'offre permettant de répondre aux différents parcours résidentiels.

- L'emploi, l'activité économique et commerciale:

L'objectif inscrit dans le SCOT de la CPA de création de + 2 000 emplois/an est dépassé au regard du solde d'emplois salariés privés sur la période 2016-2019 (3 250 emplois/an en moyenne). Cela représente près de la moitié des emplois salariés privés créés sur le territoire métropolitain sur la dernière décennie. Cette dynamique est confortée par le fait que le Pays d'Aix dispose de plus d'emplois que d'actifs occupés qui y résident. Le Pays d'Aix confirme ainsi sa place de leader métropolitain dans ce domaine.

Au niveau des filières, l'économie productive du Pays d'Aix repose sur la présence d'un tissu industriel étoffé mais les pertes d'emplois dans ce secteur (- 500 emplois) interrogent sur le positionnement à choisir dans un contexte post-covid où le redéploiement industriel figure au titre des priorités nationales, régionales et métropolitaines. La forte création d'emplois dans les services (23 000 emplois) renforce la spécificité du Pays d'Aix dans ce secteur et conforte son rôle de moteur économique métropolitain. Le développement du télétravail questionne également sur la stratégie à adopter en termes de créations d'immeubles de bureaux (volume, localisation...).

Concernant le commerce, la baisse des autorisations de surfaces commerciales amorce un changement dans un territoire où l'appareil commercial est particulièrement étoffé. La concentration de ces surfaces dans les trois pôles commerciaux métropolitains (Plan-de-Campagne, Aix-la Pioline et

Grand Vitrolles), sur des espaces déjà constitués, participe à la réduction de la consommation d'espace. Au niveau de l'armature, les espaces de développement prioritaires jouent leur rôle en accueillant près de 90% des emplois créés sur la période récente, et également 93% des surfaces commerciales autorisées.

Le futur SCOT métropolitain devra s'attacher à consolider le foncier économique permettant de répondre aux incidences post-covid, poursuivre le développement de l'offre de bureau à proximité des centralités et des dessertes en transports en commun, dynamiser l'offre commerciale de centre-ville et de quartier, et accompagner la mutation des grandes zones commerciales.

- L'offre de transports :

Un des objectifs fixés par le SCOT est de favoriser les reports multimodaux sur le réseau de transports collectifs. Depuis la mise en œuvre du SCOT le nombre de voies de transports collectifs en site propre a plus que triplé. C'est aussi le cas pour le nombre de places de stationnement en parking relais. La répercussion des évolutions sur le réseau de transport collectif est actuellement difficilement évaluable par l'analyse de la fréquentation. Depuis la mise en place du SCOT de nombreux travaux ont perturbé l'utilisation des réseaux (modernisation de la ligne ferroviaire Aix-Marseille, fermeture de la gare SNCF à Pertuis, travaux du BNHS à Aix-en-Provence, travaux sur la RD7n). Des évolutions sont notables sur certaines lignes, par exemple l'Aixpress, ou la ligne 50 Aix-Marseille, où la qualité de l'offre a été améliorée (site propre, cadencement), mais de manière générale la fréquentation reste stable ou à la baisse. L'année 2020 est marquée par la crise sanitaire liée au COVID-19, et l'arrêt des transports collectifs et sa difficile reprise ont entraîné une forte baisse de la fréquentation.

Les voies cyclables ont augmenté depuis la mise en œuvre du SCOT mais sont plutôt à destination des déplacements urbains. Elles sont fragmentées et ne permettent pas de voir émerger un réseau intercommunal structurant qui permettrait un report modal.

Le futur SCOT métropolitain devra s'attacher à poursuivre le développement des solutions de report multimodal, favoriser une augmentation de la fréquentation des transports en commun, en gérant une bonne coordination entre le développement urbain et économique et celui des transports, et permettre le maintien des lignes ferroviaires.

- L'agriculture :

Depuis 2015, les documents d'urbanisme du Pays d'Aix tendent de plus en plus à protéger les espaces agricoles de l'artificialisation, des changements de destination et d'occupation du sol ou d'enrichissement. Pour cela, environ 1 200 hectares supplémentaires de terres agricoles ont été protégés par les zonages agricoles des PLU communaux lors des dernières révisions et élaborations de document. Ainsi, 86% des territoires agricoles sont actuellement protégés réglementairement par un zonage A dans les PLU

communaux en vigueur. De plus, afin de protéger leur foncier agricole, deux communes ont créé des Zones Agricoles Protégées (Pertuis et Vitrolles), et d'autres portent des projets de création (Châteauneuf-le Rouge, Meyreuil et Fuveau). Ces constats rejoignent l'objectif porté par le SCOT du Pays d'Aix qui s'engage à préserver un socle fort d'espaces agricoles.

Néanmoins, l'étude de la consommation d'espace a démontré que l'artificialisation constatée se traduit, notamment, par une consommation majoritaire des terres agricoles et un développement important des surfaces de bâti diffus. Malgré les mesures mises en place pour les protéger, les espaces agricoles s'en retrouvent fragilisés.

Le futur SCOT métropolitain devra s'attacher à limiter la consommation des espaces agricoles en favorisant le développement de l'habitat dans le tissu urbain existant, poursuivre la protection du foncier agricole tout en favorisant sa reconquête et son développement.

- La trame verte et bleue et les continuités écologiques :

Sans fixer d'objectifs quantitatifs, le SCOT traduit la préservation des ensembles naturels et paysagers à travers diverses orientations, telles que la protection des réservoirs de biodiversité et le maillage des grandes continuités écologiques ou la préservation de l'atout paysager que sont les espaces agricoles et naturels. L'artificialisation des sols s'est étendue sur 940 hectares au sein des réservoirs de biodiversité et des espaces de perméabilité entre 2009 et 2017 (soit la moitié de l'artificialisation totale des sols constatée). Ce chiffre élevé s'explique en partie par l'étendue des réservoirs de biodiversité du SCOT et leur imbrication avec les espaces urbains. Toutefois, la dynamique est à surveiller, d'autant plus que de leur côté, certains corridors se fragilisent également, en particulier ceux déjà fragmentés ou peu fonctionnels au moment de l'élaboration du SCOT.

Que ce soit pour les réservoirs de biodiversité et pour les corridors écologiques, l'artificialisation est en majorité antérieure à l'approbation du SCOT. La prise en compte de leur protection dans les documents communaux est visible. Depuis 2015, les PLU communaux protègent plus les espaces inscrits dans la trame verte et bleue à travers les zonages A et N. Cette avancée semble issue, d'une part, des changements de documents d'urbanisme, des POS aux PLU et donc de la suppression des zones NB, mais aussi de la forte réduction des zones à urbaniser. En outre, les surfaces pastorales dans les réservoirs de biodiversité forestiers ne cessent d'augmenter, ce qui montre une dynamique de cette pratique pouvant être favorable au milieu (à condition qu'elle soit encadrée) et à la prévention du risque incendie.

Le SCOT métropolitain en cours d'élaboration devra tendre vers un équilibre entre aménagement urbain et préservation environnementale, favoriser la restauration des continuités écologiques et des réservoirs de biodiversité, maintenir une vigilance sur

l'artificialisation des corridors écologiques déjà fragmentés.

- Les risques :

Le territoire du Pays d'Aix est largement soumis aux risques, avec près de 50% du territoire concerné par au moins un risque, soit 62 500 hectares. La couverture végétale du territoire (grands massifs forestiers, collines boisées...), conjuguée au développement de l'habitat dans des zones de plus en plus mitées, augmente la vulnérabilité des habitants et donc l'impact des risques sur la population, notamment le risque incendie.

Lors de la période récente (2016-2018), un logement construit sur quatre se situe dans une zone soumise à un risque, notamment le risque incendie. En l'absence d'un PPRif, la prise en compte du risque dans les PLU est encore partielle et n'est pas homogénéisée à l'échelle du Pays d'Aix, et la constructibilité est encore autorisée dans certaines communes.

L'élaboration du PLUi va améliorer la connaissance du risque et favoriser une homogénéisation de sa prise en compte. De plus, de nombreux Plan de Prévention des Risques ont été approuvés depuis l'approbation du SCOT, répondant ainsi à l'objectif de prévention des risques (PPR argiles sur les communes de Coudoux, Eguilles, Gardanne, Simiane-Collongue, Ventabren et Vitrolles, PPRif sur Trets et les Pennes-Mirabeau, PPR inondation sur Pertuis, du Grand Vallat et de l'Arc).

Le futur SCOT métropolitain devra s'attacher à réduire la vulnérabilité et l'exposition des populations à chacun des risques présents et participer à l'harmonisation de la prise en compte des aléas.

La dernière partie de ce bilan concerne le suivi qualitatif des secteurs de projets.

Sont concernés 5 sites stratégiques, qui regroupent de nombreux enjeux :

- Secteur de projets « Axe RD9 (Aix-Vitrolles) » ;
- Secteur de projets « Axe Nord-Sud (Aix-Marseille) » ;
- Secteur de projets « Axe Est-Ouest (Gardanne-Trets) » ;
- Secteur de projets « Axe RD7N (Aix-Lambesc) » ;
- Secteur de projets « Pays d'Aix nord (Pertuis-Meyrargues) ».

Secteur de projets « Axe RD9 (Aix-Vitrolles) » :

En matière d'accessibilité, le SCOT du Pays d'Aix identifie plusieurs axes en matière de transports collectifs, de pôles d'échanges, et de réalisations viaires. Ainsi, sur Aix-en-Provence, le BHNS Aixpress a été mis en service en septembre 2019, et la ligne Bus+, à Vitrolles, assure la liaison avec les Pennes-Mirabeau et son extension est en projet. Plusieurs pôles d'échanges permettent d'améliorer l'intermodalité (PEM Plan d'Aillane, P+R Lieutenant - Colonel Jean-Pierre). Enfin plusieurs projets d'infrastructures viaires ont entraîné l'amélioration du réseau routier : la première bretelle A51/A8, le

doublément de la RD9 au niveau du Réaltor, la requalification de l'avenue de Marseille à Vitrolles.

En matière de développement économique, plusieurs sites économiques de rayonnement métropolitain sont inscrits dans les orientations du SCOT. La quasi-totalité est réalisée à ce jour. La mutation de sites économiques est également prise en compte : le Pôle d'Activités à Aix-en-Provence est bien avancé, et l'achèvement de la mutation de la ZAC Cap Horizon à Vitrolles est prévue pour 2025. En matière d'Enseignement Supérieur et Recherche, l'objectif de regroupement des lieux de formations autour de pôles identifiés a été partiellement atteint avec « The Camp », et la construction en cours d'un campus numérique dans la ZAC de la Constance à Aix-en-Provence.

En matière de développement urbain, le SCOT s'attache à la fois à la création de nouveaux logements et à la réhabilitation du parc existant, public ou privé. Ainsi, le secteur de projet Axe RD9 atteint près de 38% de son objectif avec 8700 logements recensés sur les 23 330 prévus dans le SCOT. En ce qui concerne le renouvellement urbain, le Plan de Rénovation Urbaine d'Aix-en-Provence a vu la réhabilitation, la démolition et la reconstruction de nombreux logements, ainsi que le quartier des Pins à Vitrolles. Enfin, le Plan Campus a permis la réalisation de plusieurs résidences étudiantes.

Afin de répondre aux objectifs de la thématique « cadre de vie, environnement, patrimoine », les PLU en vigueur traduisent globalement les orientations du SCOT en matière de préservation des cœurs de production agricole ainsi que les réservoirs de biodiversité identifiés. De plus, la création d'une Zone Agricole Protégée (ZAP) à Vitrolles (93 hectares) assure la préservation d'un espace agricole sur un secteur soumis à une forte concurrence avec le développement urbain. Ces informations vont dans le sens de la protection des espaces naturels et agricoles voulue par le SCOT. Toutefois, la confrontation d'enjeux de protection des espaces agricoles et naturels et d'aménagement nécessite une vigilance particulière. C'est notamment le cas à proximité de la gare TGV d'Aix-en-Provence, où les capacités de développement inscrites au SCOT interfèrent avec les réservoirs de biodiversité.

Secteur de projets « Axe Nord-Sud (Aix-Marseille) » :

En termes d'accessibilité, le SCOT prévoit de proposer une offre performante entre Aix-en-Provence et Marseille, grâce à des transports en commun à haut niveau de service en sites propres et mixtes. La dynamique d'amélioration des conditions de mobilité est visible sur l'axe Aix-Marseille, plusieurs kilomètres de voies réservées aux cars ont déjà été aménagés, principalement sur l'A51, près de Plan-de-Campagne et sur l'A7 pour l'arrivée à la gare de Marseille- Saint-Charles. Une desserte ferroviaire plus performante sur la ligne Marseille-Aix-Gardanne confortera cette dynamique, lorsque la phase de modernisation sera achevée (2022). Ainsi, la dynamique en cours répond aux objectifs fixés par le SCOT visant l'amélioration des transports entre Aix-

en-Provence et Marseille. En revanche, les conditions de mobilité sur le site et à destination de Plan-de-Campagne méritent encore d'être améliorées. Les projets de création d'une halte ferrée et du prolongement du BHNS (le Zénibus) y contribueront.

Concernant le développement économique, le SCOT cible un site de développement économique de rayonnement métropolitain en extension. Il s'agit de « Petite Campagne » à Cabriès sur lequel un projet, intégrant une composante résidentielle, est à l'étude. La zone commerciale est identifiée comme un site économique présentant un potentiel de mutation et de requalification important, nécessitant une intervention prioritaire. De nombreuses réflexions sont en cours, notamment visant la requalification de parcelles en friche, et une étude d'ensemble est également en cours d'élaboration. Les objectifs du SCOT en termes d'extension sont atteints ou en cours de l'être. D'un autre côté, l'enjeu de requalification du site est soumis à des études en cours de réalisation, mais la dynamique actuelle tend à s'orienter vers les objectifs du SCOT.

Concernant le développement urbain, le SCOT prévoit la création de nouveaux logements et d'opérations d'amélioration et de réhabilitation du parc existant. De nombreux projets contribuant à renforcer le rayonnement du secteur ont déjà été réalisés pour l'essentiel les années précédentes et s'inscrivent dans les objectifs fixés par le SCOT. L'axe nord-sud atteint près de 12% de son objectif de construction.

Concernant la thématique « cadre de vie, environnement, patrimoine », à ce jour, les PLU en vigueur traduisent globalement les orientations du SCOT en matière de préservation des cœurs de production agricole, ainsi que les réservoirs de biodiversité identifiés.

Secteur de projets « Axe Est-Ouest (Gardanne-Trets) » :

En termes d'accessibilité, le SCOT prévoit d'optimiser la desserte ferroviaire, de compléter son tracé et de développer le réseau de Transports Collectifs. Avec la phase 2 de la modernisation de la ligne Marseille-Gardanne-Aix et la réalisation d'un parking-relais (352 places), la gare TER de Gardanne verra à l'échéance 2022 sa desserte améliorée. Elle constitue d'ores et déjà un pôle d'échange multimodal métropolitain, depuis la mise en service en 2020 d'un parc relais de 349 places. De nombreux projets demeurent mais l'accessibilité multimodale de la Haute Vallée de l'Arc reste actuellement limitée.

Concernant le développement économique, les objectifs sont forts sur ce secteur, avec pour enjeux de conforter les activités déjà en place, notamment la ZA de Gardanne et le pôle d'activités de Rousset/Peynier/Fuveau mais aussi de permettre la requalification du site de la centrale de Gardanne-Meyreuil. Le développement de projets d'aménagement d'activités démontre une nouvelle fois le dynamisme économique de l'axe Gardanne-Trets. La reconversion d'anciens sites miniers

(Carreau de la Mine à Meyreuil, Puits Morandat à Gardanne) est une spécificité du secteur, qui devra également faire face à l'arrêt de la centrale thermique à charbon, prévue pour 2022, en plus des questions entourant l'avenir de l'industrie de l'alumine, le tout sur la seule commune de Gardanne. Pour cette thématique, les actions menées à ce jour tendent à s'inscrire dans les objectifs fixés par le SCOT. Toutefois, il faudra attendre encore quelques années avant de voir émerger des mesures concrètes.

Concernant le développement urbain, toutes les communes mettent en place des projets de construction et réhabilitation avec comme cheffe de file la commune de Meyreuil qui remplit déjà à plus de moitié son objectif total, avec 700 logements sur les 1210 prévus. La multitude des projets d'habitat (dont certains d'éco-quartiers) démontre l'attractivité résidentielle du secteur. Ces nouveaux programmes se conjuguent avec une bonne offre d'équipements répondant à l'objectif du SCOT de maintenir localement une mixité des fonctions et de développer une offre en fonction des besoins des habitants.

Concernant la thématique "Cadre de vie, environnement et patrimoine" le SCOT fixe des objectifs de préservation et le maintien de l'espace agricole, la mise en place d'outils de protection du foncier agricole. Afin d'y répondre, deux projets de Zones Agricoles Protégées (ZAP) sont en réflexion, afin de préserver le foncier agricole, à Châteauneuf-le-Rouge à court terme et à Meyreuil dans le secteur de Valbrillant (environ 70ha). Les objectifs de protection des réservoirs de biodiversité et des cœurs de production agricoles sont quant à eux déclinés dans les PLU en vigueur. Enfin, bien que cela ne réponde à aucun objectif précis du SCOT mais plutôt à une orientation générale de préservation du cadre de vie, la réduction des émissions de particules de l'usine ALTEO constitue une priorité pour l'amélioration de la qualité de vie.

Secteur de projets « Axe RD7N (Aix-Lambesc) » :

En termes d'accessibilité, le SCOT prévoit d'améliorer et compléter le réseau routier. La mise en service de la déviation de la Calade en 2017, la suppression du passage à niveau et la réorganisation des voies à proximité, a permis une fluidification du trafic et une meilleure sécurisation des axes pour les utilisateurs. Enfin, deux projets sont principalement portés par le SCOT en termes de transports en commun, il s'agit de la création d'un nouveau réseau de transports collectifs routiers mieux adapté à la demande (Aix-en-Provence/Lambesc) et de la réalisation d'un transport à haut niveau de service le long de la RD7n. Ces projets sont prévus à l'horizon 2025-2030.

Concernant le développement économique du secteur une étude est en cours pour la création d'une ZAC sur le secteur de La Calade, site identifié dans le SCOT comme présentant un potentiel de mutation et de requalification important. Les extensions des zones d'activités de rayonnement local (Lambesc et Saint-Cannat) sont inscrites dans les PLU, la zone de Lambesc (extension Bertoire) est en cours de

commercialisation, celle de Saint-Cannat (extensions La Pile) est en projet

Concernant le développement urbain, les résultats de production et de réhabilitation des logements sont inférieurs aux objectifs fixés par le SCOT. Ainsi, l'axe RD7n n'atteint que 12% de son objectif de construction. Pour répondre aux besoins en équipement et aux objectifs du SCOT, des études sont en cours afin de savoir si Lambesc accueillera le nouveau lycée du Pays d'Aix afin de pallier la saturation scolaire des établissements d'Aix-en-Provence.

Concernant la thématique « cadre de vie, environnement, patrimoine », à ce jour, les PLU en vigueur traduisent globalement les orientations du SCOT en matière de préservation des cœurs de production agricole ainsi que les réservoirs de biodiversité identifiés.

Secteur de projets « Pays d'Aix nord (Pertuis-Meyrargues) » :

En matière d'accessibilité, la dynamique d'amélioration des conditions de mobilité du Val de Durance est lancée, malgré le retard pris par certains projets, en particulier la modernisation de la ligne ferrée des Alpes. D'autre part, le renforcement des gares de Pertuis et Meyrargues en tant que pôles d'échanges est en cours, avec la création d'un parking relais à Pertuis et des travaux d'aménagement à Meyrargues. Enfin, trois projets de contournement routier sont à l'étude à Pertuis. Globalement, les actions en cours s'inscrivent dans les objectifs du SCOT, toutefois il faudra encore quelques années avant de voir émerger l'aboutissement de ces travaux.

Concernant le développement économique, le secteur se retrouve renforcé par les projets engagés sur Pertuis, Meyrargues mais aussi Peyrolles, avec des projets d'extension du Val de Durance (9 ha), et du Pôle d'activités (80 ha), et de requalification à Coudourousse. Ces projets répondent aux orientations du SCOT de création de site économique de rayonnement métropolitain avec de premiers résultats en cours sur la ZA de Pertuis dont l'aménagement est prévu pour 2025.

Concernant le développement urbain, ce secteur atteint près de 16% de son objectif, en grande partie grâce à Meyrargues, qui réalise près de 40% de l'objectif inscrit dans le SCOT. Ce développement est conjugué avec la création ou la rénovation d'équipements (piscine, médiathèque...).

Concernant la thématique "cadre de vie, environnement et patrimoine", les PLU en vigueur traduisent globalement les orientations du SCOT en matière de préservation des cœurs de production agricole ainsi que les réservoirs de biodiversité identifiés. En outre, la préservation de l'espace agricole du Val de Durance a été renforcée par la création d'une Zone Agricole Protégée (ZAP) créée en 2016 à Pertuis, répondant à la suggestion du SCOT de mettre en place des outils de protection et

de restructuration foncière. Celle-ci a précisément pour objet la protection des coteaux du Luberon.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU) ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La délibération du 8 décembre 2005 du Conseil communautaire du Pays d'Aix portant sur la demande au Préfet des Bouches du Rhône et au Préfet du Vaucluse de créer un périmètre de Schéma de Cohérence Territoriale sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix ;
- L'arrêté inter-préfectoral du 12 août 2005 portant délimitation du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence ;
- Le courrier de l'ancienne Communauté d'Agglomération du pays d'Aix du 3 février 2014 demandant au Préfet des Bouches du Rhône la détermination d'un nouveau périmètre à la suite de l'intégration des communes de Gardanne et de Gréasque dans le périmètre de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix ;
- L'arrêté préfectoral du 9 mai 2014 portant publication du nouveau périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale du SCOT du Pays d'Aix ;
- La délibération du 3 juillet 2014 du Conseil communautaire du Pays d'Aix relançant la procédure à la suite de l'intégration des communes de Gardanne et de Gréasque dans le périmètre de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix ;
- La délibération 2015/A034 du Conseil communautaire du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 d'approbation du SCOT du Pays d'Aix ;
- La délibération n° HN 010-143/16/CM) du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole proposant la délimitation du périmètre du

Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Métropole d'Aix Marseille-Provence ;

- L'arrêté préfectoral du 13 octobre 2016, pris conjointement par le préfet des Bouches-du-Rhône, le préfet du Var et le préfet du Vaucluse, portant délimitation du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 001-1405/16/CM) du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole prescrivant le lancement de la procédure d'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre (n° URB 001-4619/18/CM) du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole définissant un dispositif harmonisé de suivi de la mise en œuvre des cinq Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) exécutoires sur le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) sur l'ensemble de son périmètre.
- Que le SCOT du Pays d'Aix approuvé est exécutoire sur le Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- Que dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays d'Aix et en application des dispositions du Code de l'Urbanisme, il est nécessaire de délibérer dans les 6 années suivant l'approbation.

Délibère

Article 30 :

Est approuvé le bilan ci-annexé du suivi de la mise en œuvre du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays d'Aix 6 ans après son approbation.

Article 2 :

A partir de ce bilan, la Métropole Aix-Marseille-Provence décide de ne pas engager l'évolution du SCOT du Pays d'Aix. Ce bilan alimente le SCOT métropolitain engagé le 15 décembre 2016.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire - PLU, PLUi et urbanisme

2021 CT2 368

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pertuis – Révision Allégée n°1 – Reprise de la concertation et définition des modalités complémentaires de concertation en vue de l'arrêt du projet

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération cadre n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020, le Conseil de la Métropole a défini la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Par délibération n°17.DU.388 du 05 décembre 2017, le Conseil municipal de la Commune de Pertuis a engagé une révision allégée de son Plan Local d'Urbanisme, en a prescrit les objectifs et a défini les modalités de concertation. Dans cette même délibération, la Commune de Pertuis a demandé la poursuite de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par délibération n°URB 010-3568/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a confirmé la poursuite de la procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Pertuis.

La révision allégée est justifiée par la nécessité de travailler sur les contours d'un espace boisé classé (ci-après EBC) et d'une zone naturelle afin de tenir compte des modifications apportées à un projet communal, dénommé « Les Lilas », comportant près de 400 logements et s'appuyant sur la maîtrise foncière de l'Etablissement Public Foncier PACA. La phase opérationnelle du projet, en particulier la désignation de l'opérateur en charge de cette opération, a pris du retard suite à la crise sanitaire.

La procédure de révision allégée a donc été suspendue dans l'attente de l'avancement de l'opération.

La phase opérationnelle est entrée dans une phase active et le schéma d'aménagement du projet devrait être finalisé au cours de l'automne 2021 permettant de définir les nouveaux contours des EBC et des zones naturelles concernées.

Dès lors, afin de ne pas compromettre cette réalisation, il y a lieu de réactiver la révision allégée n°1 du PLU de la Commune de Pertuis. Il est dès lors opportun de reprendre la concertation sur les évolutions du PLU induites par cette révision allégée.

Pour rappel, les modalités de la concertation avec le public initialement définies par délibération n°17.DU.388 du 05 décembre 2017 du Conseil municipal de la Commune de Pertuis étaient les suivantes :

- Publication d'un avis d'ouverture de la concertation sur le site internet de la Commune et dans un journal local
- Mise à disposition du public du dossier au fur et à mesure de la réalisation des études et ce jusqu'à ce que le Conseil municipal tire le bilan de la concertation
- Mise à disposition d'un registre d'observation
- Mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public
- Organisation d'une réunion publique.

Il s'agit par cette présente délibération, de définir des modalités de concertation complémentaires à savoir:

- Publication d'un avis annonçant la reprise de la concertation sur les évolutions à apporter au projet de révision allégée n°1 dans un journal diffusé dans les départements des Bouches du Rhône et de Vaucluse ;
- Publication d'un avis annonçant la reprise de la concertation sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.paysdaix.fr>), sur le site internet de la Commune (<https://ville-pertuis.fr>) et sur le registre numérique dédié (<https://registre-numerique.fr/pertuis-plu-ra1-concertation>),
- Affichage d'un avis annonçant la date de reprise de la concertation au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix sis Hôtel de Boadès – 8 Place Jeanne d'Arc – AIX-EN-PROVENCE et au service urbanisme de la Commune de Pertuis – 195 Impasse Jules Seguin 84120 PERTUIS,
- Mise à disposition du public d'un registre dématérialisé de concertation : <https://registre-numerique.fr/pertuis-plu-ra1-concertation>
- Mise à disposition d'une nouvelle adresse électronique dédiée à recueillir les observations du public : pertuis-plu-ra1-concertation@mail.registre-numerique.fr à compter de la date de reprise de concertation.
- Mise à disposition de l'évolution du projet de révision allégée au service urbanisme de la Commune de Pertuis, sur le registre numérique (<https://registre-numerique.fr/pertuis-plu-ra1-concertation>) et sur le site internet de la Commune de Pertuis (<https://ville-pertuis.fr>).

Concernant l'organisation de la réunion publique, si la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 et les restrictions et interdictions de rassemblement venaient à être à nouveau en vigueur à l'avenir, cette dernière pourra être organisée, si nécessaire, de manière dématérialisée, notamment par une solution de type visioconférence.

La concertation sera d'une durée d'un mois minimum.

La date de fin de la période de concertation sera annoncée quatorze jours avant la date de fin de concertation par la publication d'un avis dans un journal diffusé dans les départements des Bouches du Rhône et de Vaucluse, sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.paysdaix.fr>) sur le registre numérique dédié (<https://registre-numerique.fr/pertuis-plu-ra1-concertation>).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- Le Code de l'environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°202-290 du 23 mars 2020 d'urgence prolongeant l'état d'urgence sanitaire ;
- La loi n°2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, définissant la répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°URB 010-3658/18/CM du Conseil de Métropole du 15 février 2018 confirmant la poursuite de la procédure de révision allégée n°1 de la Commune de Pertuis par la Métropole ;
- La délibération cadre n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020, définissant la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°17.DU.388 du Conseil municipal de la Commune de Pertuis du 5 décembre 2017 prescrivant la révision allégée n°1 du PLU de la Commune de Pertuis, définissant les modalités de la concertation et demandant la poursuite de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pertuis et ses évolutions successives en vigueur.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la relance de la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la Commune de Pertuis nécessite de réactiver la concertation avec la population en vue de l'arrêt du projet.
- Qu'en complément des modalités de concertation définies par la Commune, il est nécessaire de proposer des modalités de concertation complémentaires telles que définies ci-dessus.

Délibère

Article 31 :

Sont approuvées la reprise de la concertation dans le cadre de la révision allégée n°1 du PLU de la Commune de Pertuis ainsi que les modalités de la concertation décrites ci-dessus en complément de celles adoptées par délibération n°17.DU.388 du Conseil municipal de Pertuis du 5 décembre 2017.

Article 32 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de Pertuis.
- De plus, mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans les départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code général des collectivités territoriales.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 369

AVIS - Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de la Commune de Pertuis – Reprise de la concertation et définition des modalités complémentaires de concertation en vue d'un nouvel arrêt du projet

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Aggloprovence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 006-3564/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) et à la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération cadre n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020, le Conseil de la Métropole a défini la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Par délibération n°13.URBA.099 du 22 mai 2013, le Conseil municipal de la Commune de Pertuis a engagé la transformation de sa ZPPAUP en AVAP et a défini les modalités de la concertation avec la population.

Par délibération n°13.URBA.290 du 18 décembre 2013, le Conseil municipal de la Commune de Pertuis a complété la délibération du 22 mai 2013 en définissant les objectifs poursuivis par cette transformation.

Par délibération n°16.URBA.386 du 13 décembre 2016, le Conseil municipal de la Commune de Pertuis a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine.

Conformément au Code du patrimoine, le projet arrêté d'AVAP a été transmis à l'Etat qui a souhaité que des compléments d'études soient réalisés avant

de présenter ce dossier à la Commission Régionale du Patrimoine et de l'Architecture.

Par délibération n°17.DU.390 du 5 décembre 2017, le Conseil Municipal de la commune de Pertuis a décidé de la poursuite des études préalables à la finalisation de l'AVAP, la réalisation d'une concertation complémentaire et a demandé la poursuite de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par délibération n°014-3572/18 /CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a confirmé la poursuite de la procédure d'AVAP de la Commune de Pertuis.

Cette procédure d'élaboration est toujours en cours à ce jour et les études techniques complémentaires demandées par les services de l'Etat donneront lieu à un travail partenarial au cours de l'automne 2021 puis à un nouvel arrêt du projet.

Il y a donc lieu de relancer la concertation avec la population.

Pour rappel, les modalités de la concertation avec le public initialement définies par délibération n°13.URBA.390 du 22 décembre 2017 du Conseil municipal de la Commune de Pertuis étaient les suivantes :

- « *Nouvelle campagne d'information au travers des outils de communication numériques de la commune* »,
- « *Mise à disposition d'un registre d'observation au sein de la direction de l'urbanisme* »,
- « *Organisation d'une réunion publique* »,
- « *Réception des remarques en format numérique à l'adresse mail service.urbanisme@mairie-pertuis.fr* ».

Il s'agit par cette présente délibération, de définir des modalités de concertation complémentaires à savoir:

- Publication d'un avis annonçant la reprise de la concertation sur les évolutions à apporter au projet d'AVAP dans un journal diffusé dans les départements des Bouches du Rhône et de Vaucluse ;
- Publication d'un avis annonçant la reprise de la concertation sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.paysdaix.fr>), sur le site internet de la Commune (<https://ville-pertuis.fr>) et sur le registre numérique dédié (<https://registre-numerique.fr/pertuis-avap-concertation>),
- Affichage d'un avis annonçant la date de reprise de la concertation au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix sis Hôtel de Boadès – 8 Place Jeanne d'Arc – AIX-EN-PROVENCE et au service urbanisme de la Commune de Pertuis – 195 Impasse Jules Seguin 84120 PERTUIS,
- Mise à disposition du public d'un registre dématérialisé de concertation : <https://registre-numerique.fr/pertuis-avap-concertation>

- Mise à disposition d'une adresse électronique dédiée à recueillir les observations du public :

pertuis-avap-concertation@mail.registre-numerique.fr à compter de la date de reprise de concertation.

- Mise à disposition du dossier d'AVAP au service urbanisme de la Commune de Pertuis, sur le registre numérique (<https://registre-numerique.fr/pertuis-avap-concertation>) et sur le site internet de la Commune de Pertuis (<https://ville-pertuis.fr>).

Concernant l'organisation de la réunion publique, si la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 et les restrictions et interdictions de rassemblement venaient à être à nouveau en vigueur à l'avenir, cette dernière pourra être organisée, si nécessaire, de manière dématérialisée, notamment par une solution de type visioconférence.

La concertation sera d'une durée d'un mois minimum.

La date de fin de la période de concertation sera annoncée quatorze jours avant la date de fin de concertation par la publication d'un avis dans un journal diffusé dans les départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse, sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.paysdaix.fr>) sur le registre numérique dédié (<https://registre-numerique.fr/pertuis-avap-concertation>).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- Le Code de l'environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid 19 ;

- La loi n°2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire ;
- La délibération cadre n°URB 006-3564/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, définissant la répartition des compétences relatives à la création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) et à la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°014-3572/18 /CM du Conseil de Métropole du 15 février 2018 confirmant la poursuite de la procédure d'AVAP de la Commune de Pertuis par la Métropole ;
- La délibération cadre n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020, définissant la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°13.URBA.99 du Conseil municipal de la Commune de Pertuis du 22 mai 2013 engageant la transformation de la ZPPAUP en AVAP et définissant les modalités de la concertation ;
- La délibération n° 13. URBA.299 du Conseil municipal de la Commune de Pertuis du 18 décembre 2013 complétant la délibération précédente en définissant les objectifs de la transformation ;
- La délibération n°16.URBA.386 du Conseil municipal de la Commune de Pertuis du 13 décembre 2016 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet d'AVAP de la Commune de Pertuis ;
- La délibération n°17.DU.390 du Conseil municipal de la Commune de Pertuis du 5 décembre 2017 prescrivant la poursuite des études préalable à la finalisation du dossier d'AVAP, la réalisation d'une concertation complémentaire et demandant la poursuite de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la relance de la procédure de transformation de la ZPPAUP en AVAP de la Commune de Pertuis nécessite de relancer la concertation avec la population en vue d'un nouvel arrêt.
- Qu'en complément des modalités de concertation délibérées par le Conseil municipal de la Commune de Pertuis, il est nécessaire de proposer des modalités de

concertation complémentaires telles que définies ci-dessus.

Délibère

Article 33 :

Sont approuvées la reprise de la concertation dans le cadre de la transformation de la ZPPAUP en AVAP de la Commune de Pertuis ainsi que les modalités de la concertation décrites ci-dessus en complément de celles adoptées par délibération n°17.DU.390 du Conseil municipal de la Commune de Pertuis le 5 décembre 2017.

Article 34 :

Conformément à l'article D.642-1 du Code du patrimoine :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de Pertuis.
- De plus, mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans les départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code général des collectivités territoriales.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi - Zones d'activités

2021 CT2 370

AVIS - Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de Pallières II aux Pennes-Mirabeau passée avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin d'anticiper une demande croissante de logements, la commune des Pennes Mirabeau a décidé d'étendre l'urbanisation du secteur des Pallières en réalisant une opération d'aménagement d'ensemble mixant habitat (environ 1000 logements) commerces de proximité, activités et équipements publics. Ce projet d'extension est situé entre la partie Est du village déjà urbanisée, la ZAC Pallières I à l'Ouest et la zone commerciale et d'activités au Nord. La superficie totale de la ZAC Pallières II est d'environ 33 hectares.

La Zone d'Aménagement Concerté Pallières II a été créée par délibération du conseil Municipal des Pennes-Mirabeau du 26 février 2015 et son dossier de réalisation approuvé le 21 décembre 2017.

Par délibération du conseil de Métropole n° URB 023-2781/17/CM du 19 octobre 2017, cette opération a été déclarée d'intérêt métropolitain. Le Conseil de Métropole du 28 juin 2018 a approuvé par délibération n° URB 029-4188/18/CM le transfert effectif de l'opération à la Métropole actant son périmètre ainsi que la date du transfert de maîtrise d'ouvrage.

Un avenant n°2 à la concession d'aménagement a été signé pour adapter le traité de concession en conséquence, et acter que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit devenue le concédant de cette opération.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- Acquérir le foncier nécessaire à la réalisation du programme de construction ; sachant que dans cette opération l'EPF PACA est chargé de la maîtrise foncière du terrain d'assiette de l'opération.
- Procéder à toutes études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet ;
- Démolir les bâtiments existants le cas échéant nécessaire pour la réalisation de l'opération d'aménagement ;
- Réaliser tous les équipements concourant à l'opération globale d'aménagement, intégrés au programme de l'opération en conformité avec le bilan prévisionnel de l'opération ;
- Commercialiser le foncier aménagé ;

- Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération.

La SPLA du Pays d'Aix assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

- Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
- Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
- Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
- Une note de conjonction sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
- Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
- Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

La SPLA du Pays d'Aix a ainsi transmis à la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'année 2020.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2020

Les principaux événements de l'année 2020 :

- Concernant la maîtrise foncière :
 - Les négociations foncières portées par l'EPF PACA en 2019 se sont poursuivies, un terrain a pu être acquis dans la tranche 1 de l'opération.
 - L'EPF PACA a cédé à la SPLA Pays d'Aix Territoires l'ensemble des terrains nécessaires à la

réalisation de la tranche 1 de l'opération ainsi que le foncier de la future crèche municipale. Le coût de cession de ces parcelles s'élève à 1 355 967,42€ HT.

- Concernant les procédures :
 - Le Cahier des Charges de Cession de Terrains (CCCT) et ses annexes architecturales, paysagères, environnementales et techniques a été approuvé en décembre 2020 par la Métropole.
 - Afin de pouvoir acquérir le foncier nécessaire à la tranche 1, la SPLA Pays d'Aix a sollicité un emprunt d'un montant de 1 387 697 € qui a été garanti à hauteur de 80% par la Métropole par délibération du conseil de Métropole du 15 octobre 2020.
 - Une modification du dossier de réalisation a été approuvée en Conseil métropolitain pour acter le souhait de la ville de réaliser une crèche municipale sur un terrain de la ZAC initialement dédié à la réalisation d'un parking public.
 - Le comité de pilotage a décidé de lancer la déclaration d'utilité publique. Cette procédure permettra de maîtriser, par voie d'expropriation, le foncier nécessaire à l'aménagement du reste de la ZAC qui ne serait pas acquis dans le cadre d'une négociation foncière amiable. Il a également été décidé que 100% du programme de construction de l'opération sera commercialisé par l'aménageur, supprimant de fait la part des 25% qui pouvait jusqu'alors être réalisée dans le cadre du régime des participations de ZAC (cf/ article L311-4 du code de l'urbanisme).
- Concernant les études
 - Les études techniques engagées en 2019 se sont poursuivies, la maîtrise d'œuvre a présenté le dossier technique.
- Concernant la commercialisation :
 - Le comité de pilotage a validé la cession d'un macro lot de 3 660m² de la tranche 1 à un opérateur au prix de 1 100 000€ HT. Cet opérateur s'engage à réaliser le programme de construction et la voie de desserte, celle-ci sera ultérieurement rétrocédée à l'aménageur. Le dossier de réalisation sera modifié en ce sens en 2021.

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

• En dépenses :

Le montant total des dépenses est arrêté à 44 064 110 € HT, en augmentation de 570 983 € HT par rapport au dernier bilan.

Cette augmentation s'explique principalement par la suppression de la possibilité de réaliser 25% de la constructibilité du programme de la ZAC dans le cadre du régime des participations financières exigibles au titre de l'article L311-4 du code de l'urbanisme. Dans ces conditions 100% du foncier nécessaire à la réalisation du programme d'aménagement doit être acquis.

Le poste « rémunération du concessionnaire » demeure inchangé par rapport au CRAC précédent.

• En Recettes :

Le montant total des recettes est arrêté à 44 064 110 € HT, soit une augmentation de 10 179 € HT par rapport à l'exercice précédent.

L'opération est équilibrée et le résultat d'exploitation est à zéro en diminution de 560 804 € par rapport au dernier bilan. Il n'est pas attendue de participation d'équilibre de la Métropole pour cette opération.

Perspectives 2021

En 2021, les principaux objectifs sont :

- L'EPF déposera le dossier de DUP pour instructions par les services de l'Etat.
- L'acte de cession à la Ville des Pennes Mirabeau du foncier de la crèche municipale sera signé 1er trimestre 2021.
- La promesse de vente concernant la cession d'un macro lot de la tranche 1 sera conclue avec HECTARE.
- Le PRO de la première tranche a été réalisé par la maîtrise d'œuvre ; celui-ci est en cours de validation auprès des différents services (ville, métropole, concessionnaires).
- Après validation du PRO, le DCE pourra être établi permettant un démarrage des travaux de la 1ere tranche dernier trimestre 2021.
- A partir de 2021, les besoins de trésorerie de l'opération nécessiteront la mise en place d'un financement adapté pour assurer un équilibre financier annuel (emprunt, participation, avance...). Les propositions seront présentées en comité de pilotage pour validation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°URB 029-4188/18/CM du 28 juin 2018 actant le transfert de l'opération « ZAC des Pallières 2 » aux Pennes Mirabeau ;
- La délibération du Bureau de Métropole n°URB 031-4377/18/BM du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°2 avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concertée Pallières 2 aux Pennes Mirabeau ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de l'opération « ZAC Pallières 2 » transmis par la SPLA du Pays d'Aix ci-joint.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité établi au 31 décembre 2020 de la concession d'aménagement passée avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de Pallières II aux Pennes-Mirabeau.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 371

AVIS - Zone d'Aménagement Concerté Pallières II aux Pennes-Mirabeau - Modification n°2 du dossier de réalisation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin d'anticiper une demande croissante de logements, la commune des Pennes Mirabeau a décidé d'étendre l'urbanisation du secteur des Pallières en réalisant une opération d'aménagement d'ensemble mixant habitat, commerces de proximité, activités et équipements publics.

Ce projet, d'une superficie totale d'environ 33 ha et d'environ 1000 logements, est situé en continuité d'espaces bâtis, en bordure de la Route Départementale n°113.

Le dossier de création de la ZAC des Pallières II a été approuvé le 1er juin 2015, par délibération du conseil municipal des Pennes Mirabeau et l'opération concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires qui intervient en qualité d'aménageur.

Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par délibération du conseil municipal du 21 Décembre 2017 comprenant notamment :

- Le programme des équipements publics à réaliser dans la zone ;

- Le programme global des constructions à réaliser dans la zone ;
- Les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps ;
- Les compléments de l'étude d'impact.

La délibération du Conseil Métropolitain n° URB 023-2781/17/CM du 19 octobre 2017 a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement et a reconnu d'intérêt métropolitain en accord avec la commune des Pennes Mirabeau, la ZAC des Pallières II.

Par délibération du Conseil de Métropole n° URB 029-4188/18/CM du 28 juin 2018, le transfert effectif de l'opération à la Métropole en qualité de maître d'ouvrage concédant a été approuvé.

Par délibération du conseil de métropole en date du 15 octobre 2020 un modificatif n°1 au dossier de réalisation de ZAC a été approuvé. Ce modificatif avait pour objet de prendre en compte une adaptation du programme des équipements publics permettant la réalisation d'une crèche municipale sur la parcelle Co 542 en bordure de la RD 113 en lieu et place d'un espace public de stationnement qui a été repositionné différemment dans le périmètre de la ZAC.

Il est de nouveau nécessaire de procéder à une modification du dossier de réalisation :

Modification du programme des équipements publics et du bilan de l'opération : retrait d'un tronçon de voie bidirectionnelle de la tranche 1

La tranche 1 de l'opération est constituée de lots à bâtir destinés à la construction de maisons individuelles.

Un opérateur, en prolongement d'un terrain qu'il maîtrise a souhaité acquérir un macro lot de 3 660 m2 pour réaliser lui-même le programme de construction prévu par la ZAC.

Le comité de pilotage réuni le 24 septembre 2020 a acté le principe de la vente de ce macro-lot, par l'aménageur, SPLA Pays d'Aix-Territoire, à cet opérateur.

La voie desservant cette opération privée initialement prévu dans le programme des équipements publics sera finalement réalisé par l'opérateur. Il s'agit d'une voirie pavillonnaire bidirectionnelle connecté à l'avenue Dutilleux.

Après sa réalisation, l'opérateur rétrocèdera à la collectivité compétente, l'emprise de cette voirie secondaire.

Donc il convient de mettre à jour le programme des équipements publics pour en sortir la réalisation de cette voie et actualiser les dépenses du bilan de l'opération.

Modification du programme des équipements publics : Complément d'information sur les réseaux secs et humides

D'autre part, il s'agit de détailler le programme des équipements publics, dans lequel ne figurent que l'emprise et le détail des voiries. L'état projeté des réseaux humide et secs desservant le périmètre de ZAC sera donc précisé. Et ainsi préciser que l'ensemble des viabilisations publiques, dont l'assainissement en eaux usées sera réalisé, dans le périmètre de la ZAC, par l'aménageur et financé par le bilan de l'opération. Les futurs opérateurs ne seront pas assujettis à la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif.

Modification du bilan : Augmentation de la part de logements sociaux dans la réalisation de l'habitat collectif ou de l'habitat groupé de 25 à 35%

La ZAC des Pallières II étant une opération d'aménagement d'ensemble sous maîtrise publique, la répartition des logements sociaux se fera à l'échelle de la ZAC et non à l'échelle de l'ilot. Afin de répondre aux objectifs de production de logement social, le comité de pilotage a validé l'augmentation de la part de logement social dans l'opération, portant ainsi le taux à 35%.

Il est précisé que le reste des logements à réaliser soit 65% des logements collectifs ou des logements en habitat groupé ainsi que les maisons individuelles seront en accession libre.

Afin de prendre en compte ces changements, il y lieu de modifier le programme des équipements publics et le bilan financier du dossier de réalisation pour:

- Retirer la voirie et les réseaux réalisés par l'opérateur sur la tranche 1 de l'opération
- Compléter les informations sur l'état projeté des réseaux
- Adapter le bilan avec une proportion de logements sociaux à 35%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°URB 029-4188/18/CM du 28 juin 2018 actant le transfert de l'opération « ZAC des Pallières 2 » aux Pennes Mirabeau ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°URB 029-4188/18/CM du 28 juin 2018

actant le transfert de l'opération « ZAC des Pallières 2 » aux Pennes Mirabeau.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la modification du dossier de réalisation suite aux décisions prises en COPIL : la modification du programme des équipements publics et l'actualisation du bilan de la ZAC Pallières II aux Pennes-Mirabeau.

Délibère

Article 35 :

Est approuvée la modification n°2 du dossier de réalisation de la ZAC Pallières II aux Pennes-Mirabeau.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, en particulier les mesures de publicité et d'information édictées par l'article R.311-5 du Code de l'Urbanisme.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire - Opérations d'aménagement

2021 CT2 372

AVIS - Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté pour l'EcoQuartier des Lauves à Saint-Paul-lez-Durance – Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le secteur des Lauves se situe en entrée Est du village de Saint-Paul-lez-Durance, au sud du canal EDF et en bordure de la RD 952. Ce site, qui possède un caractère environnemental très fort, boisé et inoccupé, constitue toutefois un des seuls secteurs de développement de la Commune.

C'est pourquoi, dès 2010, cet espace a fait l'objet d'études de capacité et d'orientations d'aménagement, qui ont conduit la Communauté du Pays d'Aix à déclarer l'opération d'intérêt communautaire. Le projet a ensuite évolué, notamment lors de l'élaboration de l'OAP du PLU communal, mais l'intérêt métropolitain de l'opération a été confirmé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 19 octobre 2017. Les objectifs poursuivis sont restés identiques, puisqu'il s'agit de développer une offre diversifiée de logements (une centaine) et d'assurer l'insertion du projet dans son environnement et dans le village.

Depuis fin 2018, ce secteur a été choisi par le Ministère de l'Intérieur pour y implanter deux nouvelles casernes de gendarmerie : un groupement PSIG et un groupement PSPG (unité d'intervention spécifique à la sécurité du CEA). L'arrivée de deux casernes de gendarmerie, y compris 70 logements pour les familles, conduisent les collectivités à réinterroger le périmètre et la programmation du projet.

En effet, l'objectif est d'accueillir les gendarmes et leurs familles au sein d'un nouveau quartier cohérent, lui-même composé d'une offre de logements diversifiée et d'espaces publics communs de qualité.

Au vu des enjeux et des ambitions de la Commune et de la Métropole, le projet porte aujourd'hui sur un espace d'environ 10ha dont la maîtrise publique foncière est assurée en partie par la Commune (environ 8 ha). Afin de permettre d'accueillir les deux casernes de gendarmerie dans les délais souhaités par le Ministère, l'opération sera réalisée en deux phases avec une première phase opérationnelle pour les bâtiments de la gendarmerie et les logements des familles.

La conception et l'aménagement du nouveau quartier doit intégrer les enjeux et les principes de la ville durable et doit être conçu comme une greffe au centre urbain du village. C'est pourquoi, la Métropole et la Commune de Saint-Paul-lez-Durance souhaitent inscrire cette opération dans une démarche EcoQuartier.

Une étude de programmation est en cours. Elle doit permettre de quantifier le nombre et la typologie de logements réalisables sur le secteur en plus des logements des gendarmes. Une étude de faisabilité technique pour la réalisation d'une passerelle destinée aux modes doux, et permettant de raccrocher l'EcoQuartier au centre du village, a également été engagée.

Sur la base de ces éléments, il est donc proposé d'engager une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ci-après ZAC) et de définir les objectifs et les modalités de la concertation.

I – Les objectifs de la ZAC

Cette opération poursuit un certain nombre d'objectifs en matière d'aménagement et de développement urbain :

- Développer une offre de logements plus variée, avec du logement locatif social, de l'accession à coût maîtrisé et de l'accession libre, afin de répondre aux besoins de la population ;
- Diversifier la typologie des logements en proposant du collectif ainsi que du logement individuel ;
- Intégrer les deux casernes de Gendarmerie et les logements associés dans le fonctionnement du quartier ;
- Proposer des espaces publics de qualité ;
- Développer l'accessibilité du secteur notamment pour les modes doux ;
- Garantir l'insertion paysagère et environnementale du projet ;
- S'engager dans une démarche Ecoquartier pour prendre en compte les principes de développement durable.

La présente délibération acte le lancement de la procédure de ZAC dont le périmètre sera précisément défini dans le cadre du dossier de création.

II – Les modalités de la concertation

L'article L103-2 du code de l'urbanisme prévoit la mise en œuvre d'une concertation préalablement à l'arrêt du projet. Il convient donc de définir les objectifs poursuivis et les modalités de cette concertation qui doivent être fixés par l'organe délibérant de la collectivité.

La concertation doit permettre tout au long de l'élaboration du projet d'associer les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Pour ce faire, les modalités suivantes sont proposées :

- La mise en place d'une exposition permanente en mairie de Saint-Paul-lez-Durance et au siège du Territoire du Pays d'Aix, aux jours et heures d'ouvertures habituels pendant toute la durée d'élaboration du projet. Un dossier de concertation sera consultable, il sera composé des éléments suivants :

- la présente délibération,
- un plan de situation,
- un plan prévisionnel du périmètre de l'opération,
- une notice explicative des objectifs et enjeux du projet,
- un registre destiné à recueillir les observations et propositions du public.

Ce même dossier pourra également être consulté sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix à l'adresse suivante : www.agglo-paysdaix.fr ou sur le site officiel de la Commune à l'adresse suivante : www.stpaul.fr

- La publication d'articles dans le bulletin municipal de la Commune pour informer la population de l'état d'avancement du projet ;
- La publication d'articles sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix et de la Commune ;
- La présentation à la population des objectifs et du contenu du projet lors de deux réunions publiques et si nécessaire, au regard de l'évolution du contexte sanitaire, par voie dématérialisée, notamment par une solution de type visioconférence.

L'information de la population précisant toutes les dates, les lieux et heures de réception du public se fera par voie de presse et/ou d'affichage. Le bilan de la concertation sera présenté en Conseil de Métropole et, par la suite, mis à disposition du public ; la délibération d'approbation du dossier de création qui en découlera sera l'acte créateur de la ZAC.

Le projet de ZAC peut être assujéti à la réalisation d'une étude d'impact qui vise à évaluer les impacts que le projet peut avoir sur l'environnement dans ses différentes composantes et à proposer des solutions pour remédier aux éventuels effets néfastes (mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation). Celle-ci fera alors l'objet d'un avis de l'autorité environnementale de l'État, puis d'une participation du public par voie électronique. Les modalités de participation du public seront définies ultérieurement dans la délibération

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'environnement ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L103-2 à L103-6 et L300-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°URB 023-2781/17/CM du 17 octobre 2017 reconnaissant l'opération du Quartier des Lauves à Saint-Paul-lez-Durance d'intérêt métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de diversifier l'offre de logements de la Commune, et d'accueillir 2 casernes de gendarmerie sur ce secteur.
- La nécessité d'engager une procédure de ZAC pour la mise en œuvre de cette opération.

Délibère

Article 36 :

Sont approuvés les objectifs de l'opération d'aménagement des Lauves, tels que définis dans l'exposé, ainsi que le principe de lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté.

Article 37 :

Sont adoptées les modalités de la concertation telles que décrites ci-dessus.

Article 38 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à procéder à toutes les formalités à venir dans le cadre de la procédure de ZAC ainsi que dans le cadre de la concertation.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi - Zones d'activités

2021 CT2 373

AVIS - Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relative à l'opération d'aménagement Cap Horizon à Vitrolles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement « Vitrolles Cap Horizon », d'un périmètre total de 80 ha dont 52 ha en ZAC, est destinée à créer une offre de locaux d'activités, d'industrie et de bureaux, au sein d'un véritable nouveau quartier de ville. Par le traitement des espaces publics, le développement des transports en commun et des modes de déplacement doux, cet espace central actuellement sous-utilisé sera dynamique et attractif à une échelle métropolitaine.

La mise en œuvre du projet, qui a été déclaré d'intérêt communautaire en juillet 2013, a été divisée en deux secteurs :

- Les secteurs sud de Couperigne, la Cuesta, la gare VAMP et le secteur Nord des Estroublans, nécessitant d'importants travaux d'aménagement et de réalisation d'équipements publics, dans le cadre d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) qui a été approuvée le 17 décembre 2015 et dont la mise en œuvre a été concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires en juin 2015.
- Le secteur de Couperigne, hors ZAC, pour lequel les aménagements ont été également confiés à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Dans le cadre du traité de concession de la ZAC Vitrolles Cap Horizon, le concessionnaire est chargé de :

- Constituer le dossier de réalisation de ZAC.
- Acquérir à l'amiable auprès de l'EPF PACA les terrains nécessaires à la réalisation de l'opération selon les termes de la convention tripartite CPA /EPF/Commune de Vitrolles.
- Assurer la gestion et l'entretien des biens.
- Mettre en œuvre toutes les formalités administratives, légales et réglementaires et produire les compléments techniques concourant à la réalisation de l'opération.
- Assurer la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération.
- Assurer la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements concourant à la réalisation de l'opération.
- Assurer la commercialisation et la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.
- Mettre en place et animer les instances de suivi de la concession.
- Mettre en œuvre une démarche de qualité environnementale sur l'opération.

- Proposer, préparer et assurer la mise en oeuvre de tous contrats et conventions avec des tiers publics ou privés nécessaires à la réalisation de l'opération
- D'une façon générale, assurer la réalisation des études et de toutes missions nécessaires à l'exécution de ces obligations, dont la gestion et la coordination sont indispensables pour assurer la bonne fin de l'opération.
- Solliciter les subventions auxquelles l'opération peut être éligible, et fournir les pièces justificatives nécessaires au versement des subventions.

La SPLA Pays d'Aix Territoires assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni deux fois durant l'exercice 2020 écoulé (juillet et septembre) et du comité de pilotage qui s'est également réuni une fois au mois de décembre.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte rendu annuel conforme à l'article L300-5 du Code de l'urbanisme.

Ainsi l'article 32 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, qui ont vocation à être transmis au concédant au fur et à mesure de l'avancement de l'opération et dans les dispositions prévues aux articles précédents, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant notamment :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé, conformément au protocole passé entre l'EPF PACA, le Pays d'Aix et la Ville de Vitrolles,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir, relatant l'état d'avancement des différentes missions confiées au concessionnaire et leurs conditions de mise en oeuvre, les procédures nécessaires à l'opération engagée et leur état d'avancement, les incidents éventuels,
- un rapport spécifique sur la mise en oeuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- le cas échéant, le bilan de la mise en oeuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,

- un planning d'opération actualisé, distinguant la partie mobilité et la partie économique.

Synthèse du compte rendu annuel à la collectivité

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 25 Mars 2021 a présenté le CRAC 2020, en voici les faits marquants :

Foncier :

La maîtrise foncière des terrains nécessaires à l'opération est une compétence dévolue à l'EPF PACA depuis la signature d'une convention d'intervention foncière en 2013 : 33,3 hectares ont depuis été achetés à l'amiable, pour un montant de 25,48 M€, soit 70% des terrains nécessaires à l'opération.

Pour mémoire, la SPLA a déjà acquis auprès de l'EPF PACA un total de 143 298 m² pour un montant de 13 367 412 € HT (hors frais notariés).

La mission foncière de l'EPF PACA va se poursuivre avec l'acquisition des parcelles identifiées comme nécessaires au projet et l'obtention de l'arrêté de DUP édicté le 21/02/2019.

Aucune acquisition foncière n'a été réalisée par la SPLA auprès de l'EPF en 2020. Pour mémoire, en décembre 2019, la Ville de Vitrolles avait cédé à la SPLA 4 parcelles pour une superficie totale de 23 353 m², à l'euro symbolique, sous forme d'apport de la Commune à l'opération. Cette valorisation a été intégrée aux acquisitions de l'année 2020.

Aucune cession n'a été réalisée par la SPLA en 2020.

Mise en oeuvre de la ZAC :

Après acquisition des terrains par la SPLA en 2019, les travaux de démolition et dépollution ont démarré en 2020. Des matériaux pollués non repérés au préalable ayant été découverts en fin de chantier, une nouvelle phase de travaux de dépollution du site sera menée en 2021 afin d'y réaliser les aménagements prévus.

Le bureau d'études techniques VRD OPSIA a été agréé le 24 février 2020, en remplacement d'Egis, afin d'assurer les missions techniques d'études PRO et de travaux, jusqu'à la phase de réception des travaux.

L'année 2020 a ainsi vu la mise en oeuvre et la réalisation du nouvel AVP modifié sur le secteur Estroublans/Cuesta qui a été définitivement approuvé en Comité de pilotage du 11 décembre 2020.

Le choix retenu pour la liaison mécanique initialement prévue en escalator mécanique n'est pas encore arrêté. Une étude d'analyse comparative des scénarii techniques de la liaison mécanique a été décidée.

Suite à sa demande de permis de construire déposée le 14 octobre 2019, l'enseigne LIDL a reçu un avis défavorable de la CDAC le 18 juin 2020. Un nouveau dépôt de permis est envisagé au 1^{er} semestre 2021 par le promoteur, sur la base d'un dossier à

l'argumentaire renforcé (concernant l'amélioration architecturale et de la desserte viaire en particulier).

Plusieurs réunions de travail avec la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) se sont tenues en 2020 par rapport au plafond de hauteur maximale des constructions issu de servitudes aéronautiques afin de parvenir à la mise en oeuvre des simulations altimétriques applicables aux futures constructions sur les Estroublans.

En 2020, un nouveau marché a été attribué pour la période 2020-2024 pour poursuivre la mission d'accompagnement environnemental.

Enfin, il est à noter que le déroulement de l'opération a été perturbé en 2020 par la crise sanitaire liée au COVID-19, même si la mobilisation des équipes opérationnelles a néanmoins permis de faire avancer le projet.

Commercialisation :

24 800 m² de surface de plancher ont été livrés dans le cadre la commercialisation de Cap Horizon, concentrés sur le secteur de Couperigne (NEXITY, GICRAM et AKERA).

Aucune commercialisation de terrains n'a été engagée par la SPLA en 2020.

Évolution du bilan :

Le bilan est à l'équilibre.

Le bilan global de l'opération CAP Horizon est resté relativement stable entre 2019 et 2020, avec une légère augmentation des dépenses / recettes à 77 644 000 € HT, soit +144 086 €. Ces nouvelles dépenses sont liées aux charges financières d'un nouvel emprunt programmé en 2023 et qui sera remboursé en fin d'opération, elles sont équilibrées par les recettes des produits financiers à venir.

Les dépenses réalisées en 2020, qui s'élèvent à 1,441 M€, sont inférieures aux prévisions évaluées à 3,214 M€. Cette minoration est essentiellement due aux aléas et imprévus durant le déroulement des travaux de démolition du site COLAS et le report des acquisitions foncières initialement prévues.

Les recettes sont également inférieures aux prévisions avec un réalisé de 3,694 M€ pour une prévision de 4,085 M€, en raison du décalage du 2^{ème} versement de la subvention FEDER prévu en 2021.

Le total général des participations (hors apport en nature de la Ville de Vitrolles), y compris la subvention FEDER, s'établit à 38 823 063 €, montant qui correspond à l'addition dans l'ancien bilan des postes « participations » et « régularisation TVA/participation », soit + 418 650 €.

Perspectives 2021 :

Les travaux prévus en 2021 concernent la poursuite de la dépollution du terrain COLAS, et le démarrage des diagnostics dépollutions du terrain des « Bus de l'Etang de Berre », dont la démolition des bâtiments

devrait intervenir après libération du site au 2^{ème} semestre 2021.

Les études de Projet de la première phase de travaux vont être engagées en février 2021, avec ensuite la préparation et le lancement des appels d'offres travaux de la phase 1 de l'aménagement des Estroublans (gare routière et esplanade), pour un démarrage de chantier envisagé au 1^{er} semestre 2022.

Les équipements publics spécifiques que sont le P+R et la liaison mécanique en franchissement de la Cuesta verront le lancement de leurs études en 2021, avant de passer à la maîtrise d'œuvre.

Les acquisitions foncières se poursuivront suivant l'aboutissement de négociations et des procédures engagées par l'EPF, suivant une prise de possession des biens qui pourrait intervenir en 2021-2022 suite à la signature de l'arrêté de cessibilité attendu en 2021. Cela concerne les parcelles situées sous l'assise du lot n°8, des terrains de la voie d'accès de la Cuesta et des parcelles liées aux lots 6 et 7, ainsi que les derniers terrains situés à proximité de la RD20.

Les acquisitions foncières par la SPLA sont estimées à 1,9 M€ HT pour 2021. Ce montant est prévisionnel et serait amené à évoluer suite aux nouvelles estimations foncières d'acquisitions menées par l'EPF PACA, en charge du foncier de l'opération.

Le lancement de la commercialisation des lots en périphérie du pôle d'échanges multimodal pourra également être anticipé sur le secteur des Estroublans.

En fonction de ces éléments, seule la participation du budget annexe des transports sera appelée pour 2021 à hauteur de 2 000 000 €.

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2020, le prévisionnel pour les années à venir et le nouveau bilan actualisé de l'opération sont joints en annexe.

Ce CRAC intervient durant la crise sanitaire liée au COVID-19. Dès lors, les perspectives qui sont présentées doivent être prises avec précaution, les éventuels impacts de la crise sanitaire actuelle étant encore à ce stade difficilement appréciables dans ces prévisions.

Bilan extra-comptable de l'opération

Le bilan présenté par l'aménageur ne tient pas compte des aides financières perçues directement par la Métropole au titre de cette opération d'aménagement, et qui viendront en déduction de sa participation.

En plus de la subvention FEDER obtenue et encaissée directement par la SPLA, la Métropole a également mobilisé des subventions complémentaires sur cette opération d'aménagement, pour un montant prévisionnel total de 12,63 M€.

Au regard des éléments présentés, il est donc proposé d'adopter le présent compte rendu à la collectivité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2012_A024 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 déclarant d'intérêt communautaire le périmètre opérationnel à enjeux des secteurs des Aymards/Couperigne/Estroublans à Vitrolles
- La délibération n°2013_A114 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 approuvant les conditions de mise en œuvre du projet ;
- La délibération n°2015_A076 du Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 approuvant le dossier de création de la ZAC ;
- La délibération n°2015_A318 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n°2015_B235 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant le contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015_A321 du Conseil communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015_B590 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'avenant n°2 au contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2020 de l'opération Vitrolles Cap Horizon ci-joint.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le procès-verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 25 Mars 2021 présentant le compte rendu annuel à la Collectivité 2020 de l'opération «Vitrolles Cap Horizon».

Délibère

Article 39 :

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement Vitrolles Cap Horizon pour l'année 2020.

Article 40 :

Le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la mobilité pour l'année 2021 s'élève à 2 000 000 € ; elle sera versée après l'approbation du CRAC 2020.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe des transports de la Métropole Aix Marseille Provence, en section d'Investissement : opération budgétaire n°2017269300, nature 238, autorisation de programme 172080TP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 374

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Burlière à Trets

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération en date du 5 décembre 2013, la Communauté du Pays d'Aix a décidé en application des dispositions des articles L300-4 et suivants du Code de l'urbanisme, de confier à la SPLA Pays d'Aix Territoires, dans le cadre d'une concession d'aménagement, la réalisation de l'ensemble de l'opération de la ZAC de la Burlière à Trets.

Il s'agit de la création d'une zone d'activités économiques en prolongement de la zone commerciale existante. L'opération s'étend sur 23 ha et permet la commercialisation de 12,5 ha de terrains. Sa vocation est en partie commerciale, en renforcement de l'offre déjà existante, et en partie industrielle et artisanale. Ces terrains offrent également une solution aux entreprises locales implantées en centre-ville et qui souhaitent déplacer leur activité sur un site plus adapté.

Pour permettre à la SPLA Pays d'Aix Territoires de poursuivre sa mission et de faire face aux dépenses de l'opération dans l'attente des recettes définitives de la vente des terrains, la Métropole a consenti par convention, après délibération du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017, une avance de trésorerie de 2 000 000 € devant être entièrement remboursée avant le 31 décembre 2021.

Toutefois, malgré un rythme de commercialisation soutenu, l'opération a été confrontée à divers aléas qui ont retardé la signature effective de certains actes de ventes et donc le versement des recettes attendues associées devant permettre le remboursement de l'avance de trésorerie.

Par ailleurs, la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID 19 a également impacté certaines entreprises qui ont retardé de quelques mois leur projet d'implantation et donc l'acquisition des lots concernés.

Aussi, pour faire face à ces difficultés et au contexte sanitaire exceptionnel rencontré, la SPLA Pays d'Aix Territoires a sollicité la Métropole afin de décaler ce remboursement de deux années, soit au 31 décembre 2023, et de modifier par voie de conséquence l'article 2 de la convention d'avance de trésorerie.

Le montant de l'avance de trésorerie reste inchangé. Le projet d'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie entre la Métropole et la SPLA Pays d'Aix Territoires est joint en annexe à ce rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004_A180 du Conseil communautaire de la CPA du 25 juin 2004 déclarant d'intérêt communautaire la ZAC de la Burlière à Trets ;
- La délibération n°2009_A106 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2009 créant la ZAC
- La délibération n°2010_B432 du Bureau communautaire de la CPA du 29 septembre 2010 décidant de confier la réalisation de la tranche 1 de la ZAC de la Burlière à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2013_A265 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n°2013_B532 du Bureau communautaire de la CPA du 5 décembre 2013 approuvant l'avenant n°1 permettant d'étendre le périmètre de concession à la totalité de la ZAC ;
- La délibération n°URB007-250617BM du Bureau de Métropole du 19 octobre 2017 approuvant une convention d'avance de trésorerie avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le projet d'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie ci-joint.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de prolonger de deux années la durée de la convention d'avance de trésorerie avec la SPLA pour la concession d'aménagement de la ZAC de la Burlière à Trets, afin de faire face aux différents aléas rencontrés lors de la commercialisation.

Délibère

Article 41 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention d'avance de trésorerie avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Burlière à Trets.

Article 42 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tout document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 375

AVIS - Approbation de l'avenant n°4 à la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la Zone d'Aménagement Concerté des Vergeras à Saint-Estève-Janson

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC des Vergeras créée en 2005 a été concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires en septembre 2013 par la Communauté du Pays d'Aix. Cette zone d'activités économiques s'étend sur 6 hectares et permet la commercialisation de 19 lots, de 1 400 à 4 000 m². Les travaux de viabilisation sont

aujourd'hui terminés ; plusieurs lots ont été vendus et les chantiers de constructions des entreprises ont commencé.

Suite à des études complémentaires sur la capacité actuelle du réseau d'eau potable de la Commune à desservir la défense incendie de la ZAE, il convient de renforcer le dispositif DECI interne à la ZAC avec l'installation de deux citernes de 120 m³ chacune. Ces travaux vont générer une augmentation de la participation d'équilibre du concédant. De plus, durant le laps de temps de réalisation des études et travaux de renforcement du réseau DECI, la commercialisation des lots a été suspendue.

Ainsi, il est nécessaire aujourd'hui d'adapter le traité de concession entre la Métropole et la SPLA Pays d'Aix Territoires pour tenir compte des évolutions de l'opération.

L'objet du présent avenant est de modifier les articles 7 et 27.3 du traité de concession.

- La modification de l'article 7 sur la durée de la concession :

Suite à la suspension de la commercialisation des lots durant les études et travaux pour le renforcement du réseau DECI, il est nécessaire de prolonger la durée de la concession de trois ans, en portant celle-ci de 10 à 13 ans.

Ainsi, le dernier alinéa de l'article 7.1 est modifié par le présent avenant de la façon suivante :

« La durée de la convention est fixée à 13 ans à compter du jour de sa notification au concessionnaire à savoir à compter du 20/11/2013. Elle pourra prendre fin avant ce terme en cas d'épuisement de son objet. »

- La modification de l'article 27.3 sur la participation du concédant au coût de l'opération :

La réalisation des études et des travaux pour le renforcement du réseau DECI de la ZAC, mais aussi la volonté de maintenir les prix de cession actuels, nécessitent une augmentation de la participation en numéraire évaluée à 100 000 € sur toute la durée de la concession. Depuis 2013, 240 000 € de participation ont été versés.

Ainsi, l'article 27.3 du traité de concession est modifié par l'avenant ci-joint de la manière suivante :

« En application de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, le montant de la participation du concédant est constitué par :

-l'apport en nature par le concédant des terrains dont il est propriétaire, d'une superficie totale de 61 604 m², figurant au cadastre de la Commune sous les numéros AD 18, AD 19, AD 20, AD 21, AD 22, AD 24, AD 25, AD 26 et AD 27, pour le montant total de leur acquisition, soit 412 054 €.

-un apport en numéraire de 460 000€ versé de la façon suivante :

- déjà versé au 31/12/2020 : 240 000€
- année 2021 : 140 000 € à la notification de l'avenant n°4
- années 2022 et 2023 : 80 000 € versés à part égale soit 40 000 € / an

Le montant global de cette participation pourra être révisé par avenant à la concession d'aménagement approuvé par délibération de l'instance compétente du concédant.

La modification de la participation financière du concédant ne pourra être envisagée qu'en cas de modification du programme ou d'autres conditions de réalisation de l'opération par le concédant ou de stricts cas d'imprévision. »

Les autres articles restent inchangés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2005-A073 du Conseil communautaire de la CPA du 25 mars 2005 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2013_B406 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 confiant l'aménagement de la ZAC des Vergeras à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015_A210 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 approuvant le programme des équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC ;
- La délibération n°2015_B354 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 ;
- La délibération n°ECO 008-935/16/BM du Bureau de la Métropole du 17 octobre 2016 approuvant l'avenant n°2 ;
- La délibération n°ECO 007-1191/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°3 ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°URBA037-10173/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 approuvant la révision et l'affectation de l'opération d'investissement « Zone d'Aménagement Concerté des Vergeras à Saint-Estève-Janson » ;
- La délibération n°2021_CT2_309 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 juillet 2021 approuvant de Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2020 ;
- Le projet d'avenant n°4 au traité de concession ci-joint.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de prolonger de trois années la durée de la concession et d'augmenter la participation d'équilibre du concédant compte tenu de la nécessité de renforcer le réseau DECI de la zone d'activités.

Délibère

Article 43 :

Est approuvé l'avenant n°4, ci-annexé, au traité de concession de la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson.

Article 44 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tout document y afférent.

Article 45 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162320, nature 4581, Fonction 515, autorisation de programme DI3203AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 376

AVIS - Approbation de l'avenant n°2 à la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la Zone d'Aménagement Concerté du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a concédé à la SPLA Pays d'Aix Territoires par délibération du 25 février 2010, la réalisation de la ZAC du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence pour une durée de 10 ans hors délai de validation.

Le traité de concession a fait l'objet d'un avenant n°1, notifié le 12 mars 2020, ayant pour objet de modifier le délai d'exécution (2 ans supplémentaires) afin d'intégrer des travaux d'aménagement d'un espace de rencontre paysager et le délai d'année de parfait achèvement qui en découle.

Dans le cadre de cette concession, la SPLA a réalisé l'aménagement des tranches 1 et 2 ainsi que les ouvrages de desserte de l'opération. Elle commercialise également les lots conformément aux décisions prises par le comité d'agrément de la ZAC. Aujourd'hui, les deux tranches de travaux ont été rétrocédées à la Métropole et aux différents gestionnaires.

Néanmoins, la Métropole souhaite lancer des études en vue de réaliser des aménagements complémentaires afin d'optimiser le fonctionnement de la ZAC et de répondre aux problématiques nouvelles apparues depuis sa mise en fonctionnement lors de l'implantation effective des sociétés agréées, à savoir :

- La réalisation d'une voie douce au Nord-Ouest de la ZAC : l'objectif est de réaliser une voie sécurisée et dédiée aux déplacements doux reliant la rue Berton à la route de Lenfant ;
- La requalification de la route de Lenfant : elle correspond à une voie d'accès importante au Pôle des Milles et plus particulièrement depuis la mise en service de la ZAC de Lenfant ;
- La requalification du ruisseau Robert au centre de la ZAC : l'objectif est de revaloriser le ruisseau Robert qui parcourt l'opération d'Est en Ouest, en mettant en sécurité son lit, en renforçant les continuités écologiques préexistantes et en aménageant un lieu d'agrément destiné aux employés de la ZAC ;

- La réalisation d'un espace vert d'agrément et de rencontre complémentaire au droit du secteur des « Carrés de Lenfant ».

Pour ce faire, la Métropole-Territoire du Pays d'Aix souhaite confier à la SPLA Pays d'Aix Territoires dans le cadre de la concession d'aménagement une étude afin de vérifier la faisabilité de ces objectifs et de les intégrer au programme des équipements publics qui devra être mis en compatibilité avec ces nouveaux aménagements.

Aussi, afin de prendre en compte le temps des études et la mise en œuvre de l'ensemble de ces travaux, il est donc nécessaire de prolonger de cinq ans la durée de la convention.

La rémunération de la SPLA proposée pour piloter ces nouveaux aménagements est estimée à 397 000 € HT, permettant l'accomplissement de toutes les missions restant à réaliser (y compris gestion de Garantie de Parfait Achèvement et clôture des comptes). Cette rémunération est prélevée annuellement sur les comptes de la ZAC.

Le présent avenant a donc pour objet de modifier l'objet de la concession pour y introduire les nouveaux éléments de programme, d'ajuster la durée de la concession en la prorogeant de 5 années supplémentaires et enfin de modifier par voie de conséquence la rémunération de la SPLA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations du Conseil communautaire de la CPA n°2001-A046 du 20 juillet 2001 déclarant d'intérêt communautaire l'aménagement du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence et n°2006-A167 du 22 juin 2006 décidant le lancement de la procédure de ZAC ;
- La délibération n°2009_A221 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2009 créant la ZAC de Lenfant ;
- La délibération n°2010_B026 du Bureau communautaire de la CPA du 4 février 2010 concédant la réalisation de la ZAC du Quartier de Lenfant à la SPLA ;
- La délibération n°2010_A012 du Conseil communautaire de la CPA du 25 février 2010 approuvant le dossier de réalisation

de la ZAC et son programme des équipements publics ;

- La délibération URB034-7405/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant l'avenant n°1 prolongeant de deux ans la durée de la concession d'aménagement ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avenant n°2 au traité de concession ci-joint.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de prolonger de cinq années la durée de la concession afin de permettre la réalisation des travaux supplémentaires nécessaires à la finalisation de la ZAC de Lenfant à Aix-en-Provence.

Délibère

Article 46 :

Est approuvé l'avenant n°2, ci-annexé, au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence.

Article 47 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tout document y afférent ;

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 377

AVIS - Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté sur le site de La Calade à Aix-en-Provence – Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le secteur de la Calade se situe au nord-ouest d'Aix-en-Provence sur la RD7n et constitue une entrée de ville majeure, composée d'un tissu urbain peu dense et mixte avec la présence d'habitat diffus et d'entreprises. Le site est traversé par la ligne ferroviaire des Alpes reliant Marseille à Briançon et la ligne TER devant à terme augmenter sa capacité et le cadencement de la circulation des trains. L'ancienne halte ferrée désaffectée pourrait ainsi à terme être remise en service.

Le PLU de la Commune a défini dans une OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation) les principes d'aménagement autour du futur pôle d'échanges, avec un secteur à dominante d'activités économiques, dont le périmètre d'environ 38 hectares est classé en zone 2AU, c'est-à-dire une zone insuffisamment équipée, fermée à l'urbanisation.

Le secteur de la Calade se situe dans les périmètres des zones d'activités transférées à la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2018.

La configuration du site a été considérablement modifiée avec la suppression du passage à niveau et la réalisation de la déviation de la RD7n. Ainsi, de nouveaux enjeux se dessinent : traiter et aménager l'ancienne RD7n dont les deux voies se retrouvent en impasse, créer de nouvelles zones de développement économique en intégrant les activités présentes sur le site ainsi que la réalisation d'une déchèterie ressourcerie, assurer un traitement paysager adapté à l'urbanisation projetée, tout en préservant la faisabilité à moyen/long terme de créer une centralité autour du pôle d'échanges.

En 2017, la Communauté du Pays d'Aix a confié à la SPLA Pays d'Aix Territoires la réalisation d'une étude de faisabilité sur le secteur qui avait pour objectif de produire un diagnostic, notamment sur les aspects fonciers et proposer un schéma d'aménagement, un montage opérationnel et établir un bilan financier. Sur la base de cette étude préalable et des analyses foncières, il ressort qu'environ 13 ha sont aménageables et 4 hectares seraient potentiellement mutables. Par ailleurs, le positionnement économique de cet espace serait prioritairement orienté vers l'accueil de PME du secteur de l'éco construction. Cette filière est en cohérence avec les entreprises déjà installées sur le site et l'accueil à court terme d'une déchèterie-ressourcerie.

Sur la base de ces éléments, le Territoire du Pays d'Aix souhaite définir un projet sur le secteur de La Calade, sous la forme d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté.

Dans cette optique, et au titre de sa compétence « en matière de création, aménagement et gestion des zones d'activités économiques », le Territoire du Pays d'Aix a confié en mars 2019 à la SPLA par le biais d'une convention de mandat d'études, la réalisation de l'ensemble des études préalables nécessaires à la formalisation du dossier de création de la ZAC. Une équipe pluridisciplinaire a d'ores et déjà été retenue pour réaliser cette mission.

Il est donc proposé d'engager une procédure de ZAC et de définir les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation.

I – Les objectifs de la ZAC

Cette opération d'aménagement poursuit un certain nombre d'objectifs en matière de développement économique et urbain :

- Proposer un schéma d'aménagement permettant de dégager environ 15 hectares de terrains cessibles notamment pour des activités orientées vers le secteur de l'éco construction,
- Recomposer le schéma viaire à partir des deux impasses de la RD7n qui desservent le secteur,
- Préserver la possibilité à terme de réaliser un pôle d'échanges autour de l'ancienne halte ferrée, avec un parc relais,
- Intégrer le projet de déchèterie ressourcerie sur une parcelle communale d'environ 1 ha,
- Prendre en compte le caractère résidentiel du site, notamment au sud de la RD7n et la problématique du risque inondation lié à la Touloubre.

La présente délibération acte le lancement de la procédure de ZAC dont le périmètre sera précisément défini dans le cadre du dossier de création.

II – Les modalités de la concertation

L'article L.103-2 du Code de l'urbanisme prévoit la mise en œuvre d'une concertation préalablement à l'arrêt du projet. Il convient donc de définir les objectifs poursuivis et les modalités de cette concertation qui doivent être fixés par l'organe délibérant de la collectivité.

La concertation doit permettre tout au long de l'élaboration du projet d'associer les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Pour ce faire, les modalités suivantes sont proposées :

- La mise en place d'une exposition permanente en mairie d'Aix-en-Provence et au siège du Territoire du Pays d'Aix, aux jours et heures d'ouverture habituels

pendant toute la durée d'élaboration du projet. Un dossier de concertation sera consultable, il sera composé des éléments suivants :

- la présente délibération,
- un plan de situation,
- un plan prévisionnel du périmètre de l'opération,
- une notice explicative des objectifs et enjeux du projet,
- un registre destiné à recueillir les observations et propositions du public.

Ce même dossier pourra également être consulté sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix à l'adresse suivante : www.paysdaix.fr ou sur le site officiel de la Commune à l'adresse suivante : www.aixenprovence.fr

- La publication d'articles dans le magazine « Aix en Provence, le mag » pour informer la population de l'état d'avancement du projet ;
- La publication d'articles sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix et de la Commune ;
- La présentation à la population des objectifs et du contenu du projet lors d'une réunion publique et si nécessaire, au regard de l'évolution du contexte sanitaire, par voie dématérialisée, notamment par une solution de type visioconférence.

L'information de la population précisant toutes les dates, les lieux et heures de réception du public se fera par voie de presse et/ou d'affichage. Le bilan de la concertation sera présenté au Conseil de la Métropole et, par la suite, mis à disposition du public ; la délibération d'approbation du dossier de création qui en découlera sera l'acte créateur de la ZAC.

Le projet de ZAC est assujéti à la réalisation d'une étude d'impact qui vise à évaluer les impacts que le projet peut avoir sur l'environnement dans ses différentes composantes et à proposer des solutions pour remédier aux éventuels effets néfastes du projet (mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation). Celle-ci est en cours et fera l'objet d'un avis de l'autorité environnementale de l'État.

Dans le cadre de la participation du public à l'élaboration de projets susceptibles d'avoir un effet sur l'environnement, prévue aux articles L.123-2 et L.123-19 du Code de l'environnement, le projet de ZAC fera l'objet d'une participation du public par voie électronique, visant à mettre à disposition l'étude d'impact et toutes les études préalables, l'avis de l'Autorité environnementale sur cette étude et le bilan de la concertation durant une période minimale de 30 jours.

Les modalités de participation du public par voie électronique seront définies ultérieurement dans la délibération qui tirera le bilan de la concertation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L103-2 et suivants et L300-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 124-4941/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Aix-en-Provence Calade » du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°URB 010-5605/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 approuvant la convention de mandat d'études avec la SPLA Pays d'Aix Territoires en vue de réaliser les études préalables au dossier de création de ZAC et à l'élaboration du dossier de création.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de restructurer le secteur de la Calade à Aix-en-Provence suite à la réalisation de la déviation de la RD7n et des besoins en foncier d'activités du Territoire.

Délibère

Article 48 :

Sont approuvés les objectifs de l'opération d'aménagement de la Calade à Aix-en-Provence, tels que définis dans le rapport, ainsi que le principe de lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté.

Article 49 :

Sont approuvées les modalités de la concertation telles que décrites ci-dessus.

Article 50 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à procéder à toutes les formalités à venir dans le cadre de la procédure de ZAC ainsi que dans le cadre de la concertation.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52

Abstentions	4
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Claudie HUBERT - Philippe KLEIN - Marc PENA - Anne-laure PETEL

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 378

Opération d'Aménagement Cap Horizon à Vitrolles – Acquisition d'emprises foncières auprès de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA)

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix, la Commune de Vitrolles et l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) ont signé le 6 juin 2013 une convention d'intervention foncière (ci-après CIF) sur le secteur « Aymards/Couperigne/Estroublans » afin que l'opérateur engage une démarche de veille et de maîtrise foncière. Cette convention, d'un montant global de cinquante millions d'euros et courant jusqu'en décembre 2024, a depuis fait l'objet de cinq avenants pour répondre aux évolutions et aux enjeux du projet Cap Horizon.

Au titre de cette convention, l'Etablissement Public Foncier PACA avait ainsi acquis la pleine propriété d'un ensemble de terrains pour mener à bien l'aménagement du secteur de Couperigne à Vitrolles, à savoir :

- Les parcelles cadastrées sous les numéros CK n°147, 144, 141, 138, 135, 133 et 129, d'une superficie cadastrale de 3 804 m² et situées impasse Descarte, faisaient partie d'un ensemble de terrains d'environ 5,3 hectares qui avait été acquis en septembre 2013 auprès de la SARL Immobilis pour un montant de 161 226 € HT.
- La parcelle CK n°178 d'une superficie cadastrale de 1 222 m², située sur l'impasse Pythagore, avait été acquise par l'EPF en juin 2006 auprès de la SCI Domaine de

Couperigne parmi un ensemble de terrains d'environ 3 hectares pour un montant de 4 900 000 € HT.

Après les cessions réalisées par l'EPF auprès de différents opérateurs, il reste des reliquats fonciers qui sont désormais des voiries publiques ouvertes à la circulation. L'EPF n'a donc pas les compétences pour en assurer la gestion et la Métropole doit racheter ces parcelles.

Compte tenu de l'échéance de la convention d'intervention foncière en décembre 2024 et du caractère public de ces voiries, il est proposé d'acquérir les huit parcelles décrites ci-dessus, d'une superficie cadastrée totale de 5 026 m², conformément aux dispositions de la convention d'intervention foncière et de ses avenants en découlant.

Le prix de rachat a été fixé à 125 650,00 euros HT, soit 25 €/m², auquel il convient d'ajouter 25 130,00 euros au titre de la TVA, soit un montant total TTC de 150 780,00 €. L'ensemble des frais notariés liés à la présente acquisition est à la charge de la Métropole, ils sont évalués à environ 4 000,00 €.

La valeur vénale du bien étant estimée à moins de 180 000 €, cette acquisition n'est pas soumise à l'obligation d'évaluation par la Direction de l'Immobilier de l'État. En effet les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale ne sont tenus de solliciter l'avis de l'autorité compétente de l'État qu'avant toute acquisition amiable ou par adjudication ou par exercice du droit de préemption (hors ZAD) dès lors que la valeur vénale du bien est supérieure ou égale à 180 000 €.

Une demande d'avis a néanmoins été formée par la Métropole auprès de la Direction de l'immobilier de l'Etat en date du 26 juillet 2021, restée sans réponse.

Cette acquisition sera financée sur l'Autorisation de Programme n°DI364AP.

Les frais relatifs à la signature de l'acte authentique seront pris en charge par la Métropole.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13117000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°2012_A024 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 déclarant d'intérêt communautaire le périmètre opérationnel à enjeux des secteurs des Aymards/Couperigne/Estroublans à Vitrolles ;
- La délibération n°2013_A021 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 approuvant la convention d'intervention foncière entre la Communauté du Pays d'Aix, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles ;
- La délibération n°2013_A114 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 approuvant les conditions de mise en œuvre du projet ;
- La délibération n°2015_A028 du Conseil communautaire de la CPA du 12 mars 2015 approuvant l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière entre la Communauté du Pays d'Aix, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles ;
- La délibération n°2015_A076 du Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 approuvant le dossier de création de la ZAC Vitrolles Cap Horizon ;
- La délibération n°2015_A133 du Conseil communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°2 à la convention d'intervention foncière entre la Communauté du Pays d'Aix, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles ;
- La délibération n°2015_A318 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n°URB 024-1428/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, approuvant l'avenant n°3 à la convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille Provence, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles ;
- La délibération n°URB 017-4772/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant l'avenant n°4 à la convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille Provence, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°URB 020-9998/21/BM du Bureau de la Métropole du 4 juin 2021 approuvant l'avenant n°5 à la convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille Provence, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles ;

- La demande d'avis de la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la Direction de l'Immobilier de l'État en date du 26 juillet 2021 restée sans réponse à l'expiration du délai réglementaire ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 14 septembre 2021 ;
- Le plan de localisation des parcelles ci-joint.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les terrains concernés sont aujourd'hui des voiries publiques dont la gestion relève des compétences de la Métropole au sein de la zone d'activités Cap Horizon.
- Qu'il convient de procéder au rachat des emprises foncières résiduelles qui sont intervenues dans le cadre des missions confiées à l'EPF Paca sur l'opération d'aménagement Cap Horizon à Vitrolles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition auprès de l'Etablissement Public Foncier de la Région PACA des parcelles CK n°178, 147, 144, 141, 138, 135, 133 et 129 constituant les voiries de l'impasse Descartes et pour partie de l'impasse Pythagore à Vitrolles, d'une contenance totale de 5 026 m², pour un montant de 150 780,00 euros TTC, comprenant 25 130,00 euros au titre de la TVA.

Article 2 :

Madame Le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer l'acte authentique et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Article 3 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement, Opération Budgétaire 4581162364, Nature 4581, Fonction 515, Autorisation de Programme DI364AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 379

Zone d'Aménagement Concerté de La Roque-d'Anthéron 2 – Modification du Cahier des Charges de Cession de Terrains

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté (ci-après ZAC) de la Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation se sont achevés en juillet 2019 s'étend sur 13 hectares et a permis de créer 100 000 m² de surfaces cessibles. L'objectif de cette opération est d'apporter une réponse aux besoins fonciers pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales en continuité de la zone d'activités existante de la Roque d'Anthéron. Elle est réalisée en régie par la Métropole qui en assure directement la commercialisation. La ZAC est située en zone UEa au PLUI approuvé le 20 octobre 2016.

Le Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 a approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) type qui définit dans le cadre de la commercialisation les modalités de cession des terrains. Le CCCT permet également de compléter les règles d'urbanisme fixées par le PLU sur la zone et d'imposer aux acquéreurs certaines prescriptions en matière d'aménagement plus contraignantes afin d'assurer la cohérence architecturale, paysagère et urbaine de l'opération et la pérennité des ouvrages créés.

Ce document est composé par trois titres :

- Le titre 1 vise à déterminer les prescriptions réglementaires imposées aux acquéreurs des terrains en précisant l'objet de la cession ou de la location (surface de plancher et destination) et les conditions dans lesquelles elle est consentie, résolue ou résiliée en cas d'inexécution de ces prescriptions.

- Le titre 2 définit les droits et obligations du vendeur et de l'acquéreur pendant la durée des travaux et de construction des bâtiments. Il informe sur les limites

des prestations techniques réalisées par l'aménageur et fixe les prescriptions techniques imposées aux constructeurs pour le raccordement aux réseaux.

- Le titre 3 fixe les règles et servitudes de droit privé imposées aux acquéreurs ou locataires. Elles s'imposent à tous les propriétaires anciens et nouveaux et plus généralement à tous utilisateurs et constructeurs.

Le Cahier des Charges de Cession de Terrain et ses annexes, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot est annexé à l'acte de vente. Ses dispositions sont rendues opposables aux acquéreurs des lots, ainsi qu'à l'administration lors de l'instruction et de la délivrance des permis de construire.

L'opération d'aménagement s'étant bien développée depuis l'approbation du document initial, certaines modifications sont nécessaires afin de préciser le document et de tenir compte des besoins apparus lors de la commercialisation et l'achèvement des premiers projets, à savoir :

- Prescriptions liées à la collecte des ordures ménagères (cf. article 15 – e) : l'évolution des règles de collecte nécessite d'adapter les dispositifs recommandés concernant notamment la forme et le positionnement des locaux destinés à cet effet sur les lots commercialisés.
- Prescriptions liées aux hauteurs des bâtiments (cf. article 15 – f) : le CCCT actuel prévoyait deux sous-zonages fixant des limitations de hauteur différentes pour les bâtiments d'activités, plus restrictives que celles imposées par le règlement du PLU, afin notamment de préserver l'unité paysagère du site (limitation à 160 NGF pour les terrains en partie haute de la ZAC côté RD 561 et 155 NGF pour les lots plus au Nord). Toutefois, afin d'adapter ces prescriptions à la réalité du site et des besoins de regroupement de plusieurs lots exprimés par les entreprises, il convient de déroger à la cote de 155 NGF pour les projets sis sur des emprises foncières supérieures à 5000 m² s'ils présentent une cohérence architecturale et paysagère leur permettant de parfaitement s'intégrer sur le site. L'architecte conseil de la ZAC appréciera les projets concernés au regard de l'ensemble des enjeux paysagers.

Par conséquent, il est proposé d'apporter les modifications au CCCT et au Cahier des Prescriptions Architecturales, Urbaines, Paysagères et Environnementales, telles que précisées ci-avant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014-A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n°ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°URB 014-3288/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain de la ZAC ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La demande du comité de pilotage de l'opération réuni le 13 juillet 2021 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 14 septembre 2021 ;
- Le projet modifié de Cahier des Charges de Cession de Terrain et son annexe, ci-joint.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que compte tenu de l'évolution de la réglementation et des besoins apparus lors de la commercialisation des terrains de la ZAC, il est nécessaire de modifier le Cahier des Charges de Cession de Terrain et son annexe (CPAUPE).

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la modification du Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) ainsi que de son annexe, et la modification du Cahier des Prescriptions Architecturales, Urbaines, Paysagères et Environnementales (CPAUPE), portant sur la ZAC de la Roque d'Anthéron 2.

Article 2 :

Est autorisée la publicité du Cahier des Charges de Cession de Terrains et du Cahier des Prescriptions Architecturales, Urbaines, Paysagères et Environnementales de la ZAC en mettant en œuvre les mesures prévues à l'article D.311-11-1 du Code de l'urbanisme.

Article 3 :

Madame Le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 380

Zone d'Aménagement Concerté de la Roque d'Anthéron 2 - Cession du lot A

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté (ci-après ZAC) de la Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation se sont achevés en juillet 2019 s'étend sur 13 hectares et a permis de créer 100 000 m² de surfaces cessibles. L'objectif de cette opération est d'apporter une réponse aux besoins fonciers pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales en continuité de la zone d'activités existante de la Roque d'Anthéron. Elle est réalisée

en régie par la Métropole Aix-Marseille-Provence qui en assure directement la commercialisation.

Plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'installer sur la zone d'activités dont l'entreprise « SOUFFLE DU MONDE ». Il s'agit d'une entreprise spécialisée dans les aménagements intérieurs de logements hôteliers et de résidences de tourisme connaissant un fort développement. Elle souhaite y implanter un bâtiment d'environ 4000 m² comprenant des bureaux, des ateliers, un show-room et des espaces de stockage.

Cette société répondant aux critères de commercialisation de la ZAC, le comité d'agrément du 13 juillet 2021 a donné un avis favorable à son implantation sur le lot A de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 d'une surface avant bornage de 10 246 m² au prix de 60 € HT/m² soit 614 760 €HT, conformément à la grille de commercialisation de la ZAC.

Ce prix de cession a été annoncé aux entreprises dès le début de la commercialisation. Cependant, la Direction de l'Immobilier de l'État a minoré dans son avis du 6 août 2021 cette tarification au regard de cessions récentes de surfaces équivalentes constatées à proximité à des prix légèrement moins élevés, faisant apparaître pour le lot A une différence de prix de 5% environ. Néanmoins, il a été proposé de conserver les prix annoncés aux entreprises et de maintenir la grille de commercialisation, les recettes issues de cette tarification permettant de couvrir la totalité des dépenses engagées.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014-A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n° ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017

approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 ;

- La délibération n°URB 014-3288/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain Type ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État numéro 2021- 13084 – 57514 du 6 août 2021 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 14 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de la société « SOUFFLE DU MONDE » entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'agrément du Comité du 13 juillet 2021.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession du lot A d'une superficie totale avant bornage de 10 246 m² situé sur la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 pour un montant de 614 760 € HT, soit 737 712 € TTC, à la société « SOUFFLE DU MONDE », ou toute société dédiée qu'elle constitue à cette fin ou tout organisme crédit-bailleur désigné par celle-ci.

Article 2 :

Madame Le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession, et tous documents nécessaires à cette vente.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Annexe de l'Aménagement du Territoire du Pays d'Aix (0122), en section de fonctionnement : Chapitre 70, Nature 7015, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 381

Zone d'Aménagement Concerté de la Roque d'Anthéron 2 - Cession du lot 10

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté (ci-après ZAC) de la Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation se sont achevés en juillet 2019 s'étend sur 13 hectares et a permis de créer 100 000 m² de surfaces cessibles. L'objectif de cette opération est d'apporter une réponse aux besoins fonciers pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales en continuité de la zone d'activités existante de la Roque d'Anthéron. Elle est réalisée en régie par la Métropole Aix-Marseille-Provence qui en assure directement la commercialisation.

Plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'installer sur la zone d'activités dont l'entreprise « PROVENCE ENVIRONNEMENT ». Il s'agit d'une entreprise locale spécialisée dans les travaux d'entretien des espaces naturels et forestiers (débroussaillage, élagage/abattage, travaux paysagers...). Elle souhaite y implanter un bâtiment de 300 m² comprenant un ensemble de bureaux, ateliers et espaces de stockage.

Cette société répondant aux critères de commercialisation de la ZAC, le comité d'agrément du 13 juillet 2021 a donné un avis favorable à son implantation sur le lot 10 de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 d'une surface avant bornage de 2 380 m² au prix de 60 € HT/m² soit 142 800 €HT, conformément à la grille de commercialisation de la ZAC.

Ce prix de cession a été annoncé aux entreprises dès le début de la commercialisation. Cependant, la Direction de l'Immobilier de l'État a majoré dans son avis du 04 août 2021 cette tarification au regard de cessions récentes constatées à proximité à des prix plus élevés, faisant apparaître pour le lot 10 une différence de prix de + 16% environ. Néanmoins, il a été proposé de conserver les prix annoncés aux entreprises et de maintenir la grille de commercialisation, les recettes issues de cette tarification permettant de couvrir la totalité des dépenses engagées.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014-A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n°ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°URB 014-3288/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain Type ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État numéro 2021-13084-59281 du 4 août 2021 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 14 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de la société « PROVENCE ENVIRONNEMENT » entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'agrément du Comité d'agrément du 13 juillet 2021.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession du lot 10 d'une superficie totale avant bornage de 2 380 m² situé sur la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 pour un montant de 142 800 € HT, soit 171 360€ TTC, à la société « PROVENCE ENVIRONNEMENT », ou toute société dédiée qu'elle constitue à cette fin ou tout organisme crédit-bailleur désigné par celle-ci.

Article 2 :

Madame Le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession, et tous documents nécessaires à cette vente.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Annexe de l'Aménagement du Territoire du Pays d'Aix (0122), en section de fonctionnement : Chapitre 70, Nature 7015, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 382

Agréments d'acquéreurs dans le cadre de la commercialisation de la Zone d'Aménagement Concerté de la Bertoire 2 à Lambesc

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la première tranche de la Zone d'Aménagement Concerté (ci-après ZAC) de la Bertoire 2 située sur la Commune de Lambesc et conformément au traité de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite le Conseil de Territoire du Pays d'Aix pour donner un agrément en vue de céder deux lots à deux acquéreurs potentiels.

La SPLA est chargée de la commercialisation des terrains en concertation avec le concédant, notamment dans le cadre des instances de suivi de la concession : comité technique et comité de pilotage. De plus, conformément à l'article 25 du traité de concession, « toutes les cessions, concessions d'usage, locations...seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ». Préalablement à cet agrément, le comité de pilotage de la ZAC examine et donne un avis sur chaque demande d'entreprise. La première tranche de la ZAC est actuellement commercialisée à 90 % et les études pour le lancement de la seconde tranche sont en cours.

Le comité de pilotage du 16 juillet 2021 a examiné et donné un avis favorable à l'implantation des sociétés suivantes :

- ETUDES CONCEPTS REALISATIONS spécialisée dans le domaine de la fermeture industrielle sur mesure, la fabrication et la pose de rideau métallique, portails etc...) qui souhaite implanter bureaux, ateliers et stockage. Cette société s'est positionnée sur le lot 19 d'une surface de 1 201m² au prix de 70€HT/m².

- LES JARDINS DE CABRIERES déjà installée sur le lot 14bis de la ZAC, qui a besoin de foncier supplémentaire afin d'assurer son développement notamment pour son activité « clôture ». Cette société s'est positionnée sur le lot 19 bis d'une surface de 1 664m² au prix de 55€HT/m². Les prix de cession de ces lots sont conformes à la grille de commercialisation de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005-A320 du 8 décembre 2005 du Conseil communautaire de la CPA déclarant d'intérêt communautaire l'extension de la ZAC du plateau de la Bertoire à Lambesc ;
- La délibération n°2006-A296 du 20 octobre 2006 du Conseil communautaire de la CPA créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2008-A077 du 26 juin 2008 du Conseil communautaire de la CPA approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n° 2011-B010 du 21 janvier 2011 du Bureau communautaire de la CPA concédant l'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à la SPLA ;
- La délibération n°2013_B466 du 7 novembre 2013 du Bureau communautaire de la CPA approuvant l'avenant n°1 au traité de concession ;
- La délibération n°ECO 006-1512/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°URB 027-3989/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant l'avenant n°3 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 14 septembre 2021.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les demandes d'acquisition de terrains exprimées par plusieurs entreprises sur la ZAC de la Bertoire 2.
- Que le Comité de Pilotage du 16 juillet 2021 a donné un avis favorable à ces projets d'implantation conformément aux critères de sélection de la ZAC.

Délibère

Article 1 :

Sont agréées les sociétés :

- ETUDES CONCEPTS REALISATIONS, ou toute société dédiée qu'elle constitue à cette fin ou tout organisme crédit-bailleur désigné par celle-ci est agréée sur le lot 19 sur la ZAC de la Bertoire 2 à Lambesc au prix de 70€HT/m².

- LES JARDINS DE CABRIERES ou toute société dédiée qu'elle constitue à cette fin ou tout organisme crédit-bailleur désigné par celle-ci est agréée sur le lot 19 bis sur la ZAC de la Bertoire 2 à Lambesc au prix de 55€HT/m².

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous les documents afférents à ces affaires et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à ces ventes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 383

Zone d'activités Saint-Martin à Pertuis - Approbation du programme de travaux et d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole et la Commune de Pertuis pour la réhabilitation du chemin de Malespine

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action

publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière de « création, aménagement et gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires et aéroportuaires », à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1er janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Ce transfert de compétence s'est accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage.

En 2020, la Commune de Pertuis a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour intervenir sur la voie communale 11 – Chemin de Malespine située dans la zone d'activités Saint-Martin à Pertuis.

Cette voie, dessert sur un linéaire de 700m des entreprises et permet la liaison entre la zone d'activités et l'Est de la ville.

L'usure de la voirie, l'absence de trottoir et d'itinéraire cycle, les accotements non revêtus, sensibles aux intempéries et servant de zone de stationnement désorganisée, et un système de gestion des eaux pluviales présentant des dysfonctionnements rendent nécessaires son réaménagement.

Suite à l'étude de faisabilité réalisée en 2021, le programme de travaux proposé est le suivant :

Programme des travaux :

- Voirie :
 - Calibrage de la chaussée en route bidirectionnelle présentant un profil en travers de faible largeur (5.75m) afin de limiter la vitesse.
 - Création d'un trottoir.
 - Création d'une piste cyclable bidirectionnelle.
- Réseaux :
 - Réfection totale de l'éclairage public.

- Réfection du réseau de gestion des eaux pluviales.
- Séparation du réseau des arrosants et du réseau pluvial avec notamment busage du réseau des arrosants existant.

Le coût prévisionnel des études s'élève à 150 000 €HT, soit 180 000 €TTC.

Le coût prévisionnel des travaux s'élève à 1 100 000 €HT soit 1 320 000 € TTC.

La réalisation du projet nécessite de procéder à l'acquisition des parcelles BI 221 et BB 08, pour une surface globale d'environ 1200 m² et un coût d'acquisition estimé à 60 000 € TTC.

Le coût prévisionnel de l'opération pour la Métropole, comprenant les études, les travaux et les acquisitions foncières nécessaires, s'élève à 1 560 000 € TTC.

La Commune de Pertuis se propose, par courrier en date du 24 novembre 2020, de réaliser cet aménagement par délégation de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

A cette fin, il est nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée au bénéfice de la Commune de Pertuis, pour un montant de 1 250 000 €HT, soit 1 500 000 €TTC, correspondant au coût prévisionnel des études et des travaux à réaliser.

Les missions confiées à la Commune pour la réalisation de cette opération sont les suivantes :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté ;
- Préparation du choix du maître d'œuvre, signature du contrat de maîtrise d'œuvre, après approbation du choix du maître d'œuvre par le maître de l'ouvrage, et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre ;
- Approbation des avant-projets et accords sur le projet ;
- Préparation du choix de l'entrepreneur, signature du contrat de travaux, après approbation du choix de l'entrepreneur par le maître de l'ouvrage, et gestion du contrat de travaux ;
- Validation des décomptes mensuels, validation du service fait et paiement de la rémunération des titulaires des marchés concourant à la réalisation de l'opération ;
- Réception de l'ouvrage et l'accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus ;
- Accompagnement de la Métropole dans la mise en œuvre des procédures de levée de réserve et dans la garantie de parfait achèvement.

Par ailleurs, la Commune mettra en œuvre les diligences préalables aux acquisitions des parcelles BI 221 et BB 08 nécessaires à la réalisation du projet. La Métropole acquerra toutefois en propre ces biens et en règlera le prix.

La réalisation par la Commune des missions et tâches qui lui sont ainsi confiées ne donnera lieu à aucune rémunération.

Cependant, la Métropole prendra en charge les dépenses exposées par la Commune pour l'exercice de ces missions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la commande publique (deuxième partie – livre IV)
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 100_9202/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 validant l'avenant n°3 à la convention de gestion N°17/1115 avec la Commune de Pertuis.
- La délibération n°ECOR 002-10123/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 validant le montant de l'autorisation de programme de l'opération d'investissement n°2021 2 004 00 « Réhabilitation des zones d'activités » à 11 M€ ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 14 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de procéder à la réhabilitation de la VC 11 – Chemin de Malespine sur la Commune de Pertuis et d'en approuver le programme de travaux.
- Que la Commune de Pertuis propose d'assurer la maîtrise d'ouvrage de cette opération.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de travaux de réhabilitation de la zone d'activités Saint-Martin – Chemin de Malespine sur la Commune de Pertuis pour un coût global de 1 560 000 € TTC, études, travaux et acquisitions foncières inclus.

Article 2 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, à conclure avec la Commune de Pertuis relative à la réhabilitation de la zone d'activités Saint-Martin – Chemin de Malespine pour un montant de 1 500 000 € TTC.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget d'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581212004, Nature 4581, Fonction 61, Autorisation de Programme 2021200400.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 384

Réhabilitation de la zone d'activités de l'Anjoly sur la Commune de Vitrolles – Validation du programme de l'opération de réhabilitation du parking Poids Lourds

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Au titre de sa compétence transport, la Métropole s'est engagée en 2019 dans la réalisation d'un dépôt de bus sur le secteur de l'Anjoly à Vitrolles. Ce dépôt de bus avait pour objectif d'intégrer également une station d'avitaillement en GNV des bus du délégataire. Lors de la programmation de ces équipements s'est posée la question de l'opportunité de créer une station GNV accessible aux Poids Lourds ainsi que la réfection du parking PL attendant qui permettrait d'accueillir cette station.

Ainsi, le 29 juillet 2020, la Métropole signait avec la SPLA Pays d'Aix Territoires, une convention de mandat afin de lui confier la réalisation d'une opération globale sur le secteur de l'Anjoly qui comprend :

- 1- Tranche Ferme : Réalisation de la station GNV permettant d'avitaillement, dès septembre 2022, les 70 bus GNV du délégataire chargé de l'exploitation du réseau de transport.
- 2- Tranche optionnelle 1 : augmentation de capacité de la station GNV et réalisation d'une station GNV ouverte au public en charge rapide.
- 3- Tranche optionnelle 2 : réfection du parking poids lourds.

Le dossier est intégralement suivi par la Direction des Infrastructures, Stationnement et Equipements de Mobilité, toutefois il s'avère que la réfection du parking PL relève davantage de la compétence « création aménagement et gestion des Zones d'Activités » que de celle des transports. Aussi un travail technique a été engagé entre la Direction des Infrastructures, Stationnement et Equipements de Mobilité et la direction de la voirie du Territoire du Pays d'Aix, en charge des Zones d'Activités Economiques (ci-après ZAE).

Il est ainsi convenu que :

- La Direction des Infrastructures, Stationnement et Equipements de Mobilité assurera la maîtrise d'ouvrage de la totalité de l'opération (suivi administratif et financier),
- La direction de la Voirie viendra en appui technique pour le suivi des études et des travaux du parking Poids Lourds,
- La Direction des Infrastructures, Stationnement et Equipements de Mobilité se chargera du paiement des appels de fonds auprès de la SPLA et de la récupération de la TVA,
- La direction de la Voirie réalisera un abondement financier de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix vers le budget annexe des transports du montant HT de l'opération, déduction faite des subventions perçues ou à venir.

Le programme prévisionnel des travaux du parking Poids Lourds a fait l'objet d'une approbation par délibération du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021.

Le programme des travaux qui est pris en charge au titre des ZAE consiste en la rénovation de l'intégralité de la voirie, pour une surface estimée à 12 000m². Les travaux comprennent :

- les travaux préparatoires (terrassement, fond de forme)
- la reprise de la structure de chaussée de la voirie et des places de stationnement en chaussée lourde
- le remplacement des bordures

- la mise en place de la signalisation horizontale et verticale
- la reprise de l'éclairage public
- la réservation de fourreaux pour de la vidéosurveillance.

Le cout des travaux est estimé à 1 400 000 €HT.

Il est aujourd'hui proposé d'approuver l'engagement financier du Territoire du Pays d'Aix sur ce programme au titre de la compétence création, aménagement, gestion et entretien de voirie des ZAE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la commande publique (deuxième partie – livre IV) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°MOB 009-9849/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 validant le programme global de l'opération de réalisation d'une station d'avitaillement de Gaz Naturel intégrant la réhabilitation du parking poids lourds en tranche optionnelle ;
- La délibération n°ECOR 002-10123/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 approuvant la modification et l'affectation de l'opération d'investissement « Réhabilitation des zones d'activité » (2021 0 004 00) pour un montant de 11 000 000€ ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 14 septembre 2021.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de réhabiliter le parking poids lourds de la zone industrielle de l'Anjoly à Vitrolles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de réhabilitation du parking Poids Lourds sur la ZA de l'Anjoly à Vitrolles pour un montant global de 1 400 000 €HT.

Article 2 :

Est approuvée la participation du budget d'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, pour un montant maximum de 1 400 000 €, au budget annexe des transports de la Métropole qui pilote l'opération globale via une convention avec la SPLA.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget d'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581212004 Nature 4581, Fonction 61, Autorisation de Programme 2021200400.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 385

Zone d'activités de Lignane sur la Commune d'Aix-en-Provence – Approbation du programme de travaux pour les aménagements paysagers du carrefour giratoire entre la RD7n et la RD543

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, le Territoire du Pays d'Aix souhaite réaliser les aménagements paysagers du carrefour giratoire en entrée Ouest de la Zone d'activités de Lignane sur la Commune d'Aix-en-Provence.

Le projet est situé au Nord-Ouest de la Commune d'Aix-en-Provence à l'entrée Nord de la zone d'activités de Lignane dans le quartier du même nom. Il s'inscrit dans les emprises du carrefour giratoire situé au croisement de la Route d'Avignon RD7n avec la RD543 (route de Rognes). De taille importante, le giratoire développe une surface actuellement enherbée de 1250 m² environ.

Cette opération de requalification de la zone d'activités répond à plusieurs enjeux.

Il s'agit d'abord de mettre en valeur cet espace actuellement à dominante routière en proposant des aménagements paysagers qui permettront d'apporter une vitrine qualitative à l'accès ouest de la zone d'activités de Lignane.

L'aménagement doit aussi permettre d'accompagner la mutation de ce secteur de la Commune d'Aix-en-Provence.

Il s'agit, enfin, d'améliorer le cadre de vie de ce quartier résidentiel où l'habitat pavillonnaire est en proximité directe de la zone d'activités et où le carrefour giratoire constitue un point d'accès essentiel. Ce dernier enjeu est en effet un sujet récurrent identifié dans les échanges avec le comité d'intérêt de quartier.

Le programme des travaux comprend :

- La réalisation des terrassements, modelés de terrain et la préparation du sol y compris amendements ;
- La fourniture et la plantation d'une palette végétale variée constituée d'essences adaptées, notamment de vivaces, de graminées et de petits arbustes ;
- La fourniture et la plantation d'oliviers ;
- La mise en œuvre d'un paillage ;
- La création d'un réseau d'arrosage automatique y compris les raccordements éventuels au réseau d'adduction ;
- Les travaux de parachèvement et d'entretien pendant un an.

Le coût global de l'opération est estimé à 42 000 € HT soit 50 400 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°ECOR 002-10123/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 approuvant le montant de l'autorisation de programme de l'opération d'investissement n°2021200400 « Réhabilitation des zones d'activités » à 11 M€ ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 14 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de réaliser les aménagements paysagers du carrefour giratoire Ouest dans le cadre de la requalification de la Zone d'activités de Lignane.
- Qu'il convient de valider le programme des travaux afin de permettre le lancement des études.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme des aménagements paysagers du giratoire Nord de la zone d'activités Lignane entre la RD7n et la RD543 sur la Commune d'Aix-en-Provence pour un coût global d'opération estimé à 42 000 €HT soit 50 400 € TTC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération et à signer les différentes pièces afférentes à ces dossiers.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581212004, Nature 4581, Fonction 61, Autorisation de Programme N°2021200400.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi - Emploi et formation

2021 CT2 386

Attribution d'une participation financière au fonctionnement des Bureaux Municipaux de l'Emploi du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'engagement du Conseil de Territoire du Pays d'Aix dans la lutte contre les exclusions, à travers le PLIE, nécessite l'implication et la collaboration des acteurs locaux afin que les personnes ciblées par son action puissent en bénéficier.

Le travail de repérage des participants, effectué à l'occasion de l'accueil et/ou de l'orientation du public est essentiel. La qualité de la prescription est une condition à la réalisation des objectifs poursuivis dans le cadre du PLIE.

Cela nécessite de donner des moyens de fonctionnement appropriés aux structures volontaires qui sont en capacité d'assurer cette fonction. Les 24 bureaux municipaux de l'emploi (ci-après BME) du Territoire du Pays d'Aix représentent une opportunité pour agir au plus près des populations et remplir efficacement ce rôle de prescripteur du PLIE.

Ce partenariat se formalise au travers d'une participation financière octroyée aux Communes volontaires dont les BME assurent la mission de prescripteurs, et acceptent le principe :

- de mettre en œuvre sur leur territoire l'ensemble des moyens relatifs à l'accueil des participants du PLIE du Pays d'Aix, par la mise à disposition, notamment, des moyens matériels (locaux, accès Internet, ...) à l'attention des accompagnateurs à l'emploi du territoire,

- de favoriser une participation active des agents aux réunions territoriales du dispositif,
- de favoriser le travail en binôme avec les accompagnateurs à l'emploi de leur territoire pour diagnostiquer les difficultés des publics, l'opportunité d'une orientation,

- de mettre à la disposition des demandeurs d'emploi tous les outils favorisant le travail sur le projet professionnel, le transfert de compétences et les techniques de recherche d'emploi, notamment via des logiciels spécifiques « PASS'AVENIR » (logiciel de travail sur le projet professionnel) et « TRANSFERENCE » (logiciel sur l'analyse et le transfert de compétences) ;

- de mettre en place et/ou de participer à des actions en faveur des demandeurs d'emploi pour favoriser et développer une offre de travail et assurer un rôle stratégique (accès au site de Pôle Emploi, organisation de forums et événements...).

Chaque BME peut prétendre à une aide forfaitaire de 2.000 € qui peut être revue à la hausse en fonction des actions conduites sur les Territoires et au bénéfice des participants (organisation de forum, Job Dating, petits déjeuners, rencontres entreprises...).

Afin de permettre le versement des subventions, il est précisé qu'il sera préalablement demandé à chaque Commune de délibérer, afin d'autoriser la signature et la mise en œuvre d'une convention de partenariat avec le Territoire du Pays d'Aix dans le cadre du PLIE, décrivant les missions conduites sur les territoires. Une convention cadre est annexée au présent rapport.

Dans le cadre de leur rôle d'accueil et de prescription des publics vers le dispositif PLIE et compte tenu des moyens mobilisés, le Territoire du Pays d'Aix propose d'apporter un soutien financier au fonctionnement des Bureaux Municipaux de l'Emploi des Communes volontaires.

A ce titre, 6 Bureaux Municipaux de l'Emploi ont sollicité la participation du Territoire du Pays d'Aix pour des aides financières destinées à conforter les missions d'accueil, d'information et d'orientation du public des demandeurs d'emploi.

Il est proposé d'attribuer ces subventions pour un montant total de 16 500 € au titre de l'année 2021.

Bénéficiaire ^α	Participation financière de fonctionnement proposée ^α
Commune de Fuveau - BME ^α	2.000 €
Commune du Puy Sainte Réparate - BME ^α	2.000 €
Commune de Meyrargues - BME ^α	2.000 €
Commune de Rognes - BME ^α	3.500 €
Commune de Saint Cannat - BME ^α	3.000 €
Commune de Trets - BME ^α	4.000 €
Total^α	16.500 €

Pour rappel, par délibération 2021_CT2_323, le Conseil de Territoire réuni en date du 8 juillet 2021 a attribué un montant de subvention de 94.300 € au titre de l'année 2021 pour le fonctionnement des 15 Bureaux Municipaux de l'Emploi ci-dessous :

Bénéficiaire ^α	Participation financière attribuée ^α
Commune de Bouc-Bel-Air - BME ^α	2.700 €
Commune de Coudoux - BME ^α	3.000 €
Commune de Gardanne - BME ^α	3.000 €
Commune de Jouques - BME ^α	3.000 €
Commune de La Roque d'Anthéron - BME ^α	3.000 €
Commune de Lambesc - BME ^α	5.100 €
Commune de Le Tholonet - BME ^α	2.000 €
Commune de Les Pennes-Mirabeau - BME ^α	7.800 €
Commune de Meyreuil - BME ^α	2.400 €
Commune de Pertuis - BME ^α	20.000 €
Commune de Peyrolles-en-Provence - BME ^α	4.700 €
Commune de Rousset - BME ^α	5.200 €
Commune de Venelles - BME ^α	2.400 €
Commune de Ventabren - BME ^α	2.000 €
Commune de Vitrolles - BME ^α	28.000 €
Total^α	94.300 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 14 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le rôle d'accueil et de prescription des publics vers le dispositif PLIE assuré par les 6 Bureaux Municipaux de l'Emploi (BME) des Communes volontaires.
- L'intérêt de soutenir financièrement leur fonctionnement pour conforter ces missions.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une participation financière aux 6 Communes volontaires suivantes du Territoire du Pays d'Aix pour le fonctionnement de leurs 6 Bureaux Municipaux de l'Emploi (BME) pour un montant total de 16.500 € :

– Bureau Municipal de l'Emploi de la Commune de Fuveau

– Bureau Municipal de l'Emploi de la Commune du Puy Sainte Réparate

– Bureau Municipal de l'Emploi de la Commune de Meyrargues

– Bureau Municipal de l'Emploi de la Commune de Rognes

– Bureau Municipal de l'Emploi de la Commune de Saint Cannat

– Bureau Municipal de l'Emploi de la Commune de Trets

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tous documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 3:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 657341, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

compte de la réalité du marché local du travail.

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

En 2020, l'activité du PLIE a été très fortement impactée par la crise sanitaire et les accompagnateurs à l'emploi ont dû « inventer » de nouvelles modalités d'accompagnement à distance afin de répondre aux demandes des participants.

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Lors du Comité de Pilotage, réuni le 30 avril 2021, le bilan d'activité du PLIE a conforté un contexte économique connu de tous. En effet, si les diverses mesures de soutien aux entreprises prises par l'Etat ont limité l'impact de la pandémie sur l'économie, les difficultés de recrutement des entreprises sont un réel frein à la reprise économique.

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

L'ensemble des acteurs de l'emploi partagent ce constat et conviennent de l'inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 387

Attribution d'une subvention à l'association Big Bloom dans le cadre de la Programmation 2021 du PLIE du Pays d'Aix

En conséquence, les membres du Comité de Pilotage ont souhaité qu'une réflexion entre les partenaires de l'emploi soit conduite afin d'apporter une réponse optimale aux besoins de recrutement des employeurs du Territoire.

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le Territoire du Pays d'Aix, la politique soutenue dans le domaine de l'emploi et de l'insertion s'inscrit dans le cadre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (ci-après PLIE) et repose sur un protocole d'accord dont les objectifs communs sont définis avec les services de l'État, de la Région et le Département des Bouches-du-Rhône, sur les objectifs spécifiques de l'intervention du Fonds Social Européen (F.S.E.).

Dans le cadre de sa mission d'ingénierie, le PLIE du Pays d'Aix propose de mettre en place un « Hackathon d'intérêt général » sur la thématique Emploi et Recrutement afin de tenter d'apporter une ou plusieurs réponses opérationnelles à la problématique de recrutement.

Ce Plan a pour objet la mise en cohérence des interventions publiques au niveau local pour le public ciblé, afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté. Cette démarche partenariale est destinée à coordonner, dynamiser et renforcer, sur le Territoire du Pays d'Aix, la mobilisation des moyens de chacun des signataires, afin de permettre l'accès à l'emploi des femmes et des hommes confrontés à une exclusion durable du marché du travail.

L'association Big Bloom, association loi 1901, conduit la mise en œuvre d'«Hackathons», alternative solidaire aux formations et séminaires traditionnels.

Le PLIE assure une ingénierie technique et financière des actions et des dispositifs locaux contribuant à l'emploi des bénéficiaires puis au maintien de ceux-ci dans l'emploi pendant plus de 6 mois.

L'objectif d'un Hackathon est de réunir une variété représentative des partenaires sur une thématique spécifique afin d'impulser une dynamique collaborative pour inciter les acteurs à s'engager sur des objectifs et relever des défis communs.

Le PLIE du Pays d'Aix en tant que « plate-forme de coordination », permettant la mobilisation des moyens de chaque partenaire, intervient selon 3 axes structurés autour :

Au travers de cette dynamique territoriale, l'ambition poursuivie est de fédérer les acteurs, les faire se connaître pour construire des nouveaux outils de travail plus efficaces au bénéfice de l'entreprise.

- du renforcement des structures qui accueillent, orientent et suivent les publics susceptibles d'intégrer les actions du PLIE ;
- des structures d'insertion par l'activité économique, afin d'améliorer la qualification des participants et de favoriser leur retour à l'emploi ;
- des partenariats avec des entreprises et des organisations socioprofessionnelles de façon à ce que les participants puissent engager leur parcours d'insertion, en tenant

Actuellement la multiplicité des intervenants et des mesures existant sur le champ de l'Emploi apporte plus de confusion que de lisibilité aux différentes politiques publiques conduites.

Au regard de ce contexte, un Hackathon par sa dimension collective (associations, fonctionnaires, citoyens, étudiants, bénéficiaires, ...) constituera une démarche concertée et permettra de faire émerger et d'accélérer plusieurs innovations sociales sur la thématique Emploi et Insertion.

L'objectif visé, au travers de la mise en place de cet Hackathon est de pouvoir proposer des orientations stratégiques en matière d'emploi mieux adaptées au contexte économique et social actuel.

L'enjeu est triple :

- Favoriser l'émergence de pratiques innovantes pour apporter des réponses concrètes à la problématique rencontrée par les entreprises sur le volet recrutement,
- Rendre plus efficaces les missions d'insertion et d'emploi conduites pour un meilleur taux de retour à l'emploi des personnes accompagnées.
- Améliorer le service rendu aux entreprises en matière de gestion prévisionnelle des compétences en rapprochant l'adéquation entre offre et demande d'emploi.

Tous les axes de travail pourront être étudiés et notamment :

- Multiplicité des intervenants – qui fait quoi ?
- Lisibilité des mesures conduites par chaque type d'intervenant – quelle synergie entre ces mesures ?
- Comment informer les employeurs – quelle fréquence et quelles attentes des entreprises?
- Méthodologie dans l'approche des employeurs – coordination à construire

Le défi : coordonner l'action de tous les acteurs du Territoire impliqués sur le champ de l'insertion et de l'emploi (Communes, Missions Locales, Pôle Emploi, Département, ...) afin de mieux répondre aux attentes des employeurs notamment sur le volet recrutement.

L'Hackathon se déroule sur trois jours (4 demi-journées). La Direction de l'Insertion et de l'Emploi sera associée à l'ensemble des étapes nécessaires à la mise en place et à la réalisation de cet événement et participera activement à la définition du défi et à la composition des groupes de travail : constitution de 5 équipes (40 participants), choix des témoins (5 participants) et choix du jury (élus, entrepreneurs, acteurs du Territoire - 10 personnes).

Chaque équipe sera encadrée par un facilitateur interne choisi par la Direction, par un coach et un designer pour produire une réponse finalisée et adaptée.

Les réponses proposées par les différents groupes pourront servir de base à la définition des nouvelles politiques publiques et la réorientation du dispositif du PLIE sur la période 2022-2026.

Compte tenu de l'intérêt que présente la démarche d'un « Hackathon » d'intérêt général sur la thématique Emploi et Recrutement, il est proposé d'attribuer une subvention de 17 600 euros à l'association Big Bloom pour l'organisation de cet événement.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux

temps – un acompte de 80 %, après notification d'attribution de la subvention ou notification de la convention attributive et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Proposition de subvention dans le cadre de la programmation 2021

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBV N°	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV SOLICITEE	SUBV PROPOSEE	CONV OUI NON
00000061	BIG-BLOOM	Hackathon	Nouvelle action	25.600 €	17.600 €	17.600 €	NON
TOTAL					17.600 €	17.600 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 14 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'établir une programmation au titre du PLIE en complémentarité avec les actions conduites par nos partenaires.
- L'intérêt pour le Territoire du Pays d'Aix de proposer des nouvelles modalités d'intervention de partenariat avec les acteurs du monde économique et de l'entreprise.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une subvention à l'association Big Bloom, au titre de la programmation 2021 du PLIE du Pays d'Aix, d'un montant de 17 600 €, pour l'organisation d'un « Hackathon » d'intérêt général sur la thématique Emploi et Recrutement.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 388

Approbation de la convention de partenariat Pôle Emploi et le PLIE du Pays d'Aix et de la convention d'application

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°EMP 009-3936/18/BM du 28 juin 2018, le Bureau de la Métropole a approuvé le nouveau protocole du PLIE 2018-2022.

Ce protocole définit les fonctions et missions du PLIE du Pays d'Aix et lui confère, pour le compte des signataires du protocole 2018-2022, une fonction d'ingénierie technique et financière des actions et des dispositifs locaux contribuant à la mise à l'emploi de ses participants.

Dans ce cadre, le PLIE du Pays d'Aix et Pôle Emploi ont manifesté la volonté de travailler avec l'ensemble des acteurs de l'emploi et de l'insertion du Territoire.

Une convention régionale de partenariat a été signée le 23 juin 2020, entre l'Union Régionale des PLIE et Pôle Emploi. Cette convention définit les principaux axes d'intervention.

Les partenaires conviennent dans le cadre de cette convention de :

- Partager leurs diagnostics locaux ;
- Rechercher une convergence de leurs objectifs et de leurs stratégies respectives pour ce qui concerne l'accès à l'emploi des publics cibles du PLIE ;

Dans cette perspective, Pôle emploi et les PLIE se concerteront régulièrement sur leurs plans d'action dans l'instance technique et de pilotage de chaque PLIE ;

- Contribuer à la réalisation des objectifs et à la mise en œuvre des stratégies de leur partenaire ceci dans la mesure de leurs moyens et dans la limite de leurs champs d'intervention respectifs - les PLIE n'intervenant qu'au bénéfice des publics les moins autonomes.

Le PLIE du Pays d'Aix et Pôle Emploi s'appuient sur cet accord régional afin de formaliser et renforcer le partenariat territorial engagé au titre de la concrétisation du protocole d'accord pluriannuel 2018-2022 du PLIE du Pays d'Aix. Le partenariat ainsi établi reposera sur la complémentarité des compétences, pour favoriser l'accès à l'emploi des personnes en difficulté et pour garantir la mise en synergie des interventions de chacun des acteurs dans le cadre de la territorialisation des politiques de l'emploi.

La convention locale, dans son objet, rappelle les principes fondamentaux fixés dans l'accord régional et précise les modalités concrètes de mise en œuvre du partenariat entre les six agences Pôle emploi et le PLIE du Pays d'Aix. Les objectifs fixés avec Pôle Emploi sont indicatifs et reflètent la complémentarité des dispositifs d'accompagnement existants. En effet, le PLIE accompagne les personnes les plus éloignées de l'emploi dans le cadre d'un parcours individualisé et sur une période de 18 mois.

Cette convention porte notamment sur les éléments suivants :

- Les publics éligibles,
- L'organisation du suivi,
- Les procédures de mobilisation des mesures, formations, aides et prestations de Pôle emploi,
- Le partage des informations sur les parcours,
- L'accès aux offres d'emploi,
- Les actions conjointes en direction des publics et des employeurs.

Un objectif commun d'accompagnement individualisé dans la mise en œuvre des parcours d'insertion a été défini :

- Pôle emploi s'engage sur un objectif de 500 prescriptions par an réparties sur les six agences concernées ;
- Le PLIE s'engage sur un objectif annuel de sorties positives de 150 bénéficiaires à minima.

A ce stade, il convient de préciser que si Pôle Emploi est un des prescripteurs du PLIE, le Département reste le prescripteur principal de ce dispositif avec 1000 prescriptions par an.

Pour chaque personne prescrite, un diagnostic socio professionnel sera réalisé par un accompagnateur à l'emploi du PLIE avant validation de son intégration dans le dispositif. De façon générale, le taux d'intégration dans le dispositif des personnes prescrites est de l'ordre de 65%. Certaines personnes refusent d'être accompagnées, d'autres peuvent être ré orientées vers des dispositifs santé ou social en fonction des problématiques repérées.

La mise en œuvre de cette convention sera de nature à faciliter la transmission d'informations (notamment au regard des obligations dans le cadre de la RGPD) mais également d'assurer un suivi plus qualitatif des personnes prescrites par Pôle Emploi.

La convention assure également l'accès aux offres d'emploi. Pôle Emploi met à la disposition des référents du PLIE du Pays d'Aix, un outil informatique dénommé « OPUS ». Afin de respecter les nouvelles règles en matière de RGPD, une convention d'application doit être formalisée. Cette convention est jointe à la convention locale de partenariat.

En conséquence, il convient d'approuver les termes de la convention de partenariat et de la convention d'application, documents qui formalisent la coopération avec les six agences Pôle Emploi du Territoire du Pays d'Aix et précisent les règles de partage des données.
Cette convention est sans incidence financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 14 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté commune du PLIE et de Pôle Emploi d'agir en faveur de l'insertion pérenne de personnes considérées comme éloignées de l'emploi.
- Que Pôle Emploi est un des prescripteurs du dispositif PLIE.
- La complémentarité des dispositifs d'accompagnement proposés par le PLIE et Pôle Emploi.
- La nécessité de renforcer le partenariat et l'échange d'informations entre les partenaires de l'emploi afin de répondre au mieux aux attentes des demandeurs d'emploi.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la convention de partenariat entre Pôle Emploi et le PLIE du Pays d'Aix et la convention d'application relatives aux modalités de coopération dans la mise en œuvre des parcours d'insertion des demandeurs d'emploi.

Article 2 :

Madame le Président du Conseil de Territoire est autorisé à signer ces conventions et à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 389

AVIS - Approbation de l'avenant n°4 à la convention d'aménagement conclue avec la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires pour la construction du Centre de Formation des Apprentis du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a confié à la SPLA « Pays d'Aix Territoires », par Convention notifiée le 3 juillet 2015, une opération d'aménagement comprenant la construction d'un Centre de Formation des Apprentis (CFA), développant 6 700 m² de surface de plancher ; ce nouvel établissement devant accueillir l'actuel CFA existant dans le quartier du Jas de Bouffan, à Aix-en-Provence.

Un premier avenant avait approuvé par délibération du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 la modification de l'article 9.4 relatif à la fréquence des demandes d'acomptes.

Un deuxième avenant approuvé par la délibération du Bureau de la Métropole du 30 juin 2016 a permis, à la demande du Trésor Public, d'ajuster les modalités des avances semestrielles, au vu des décomptes et de l'échéancier prévisionnel des dépenses, ajustées à chaque semestre.

Un troisième avenant avait approuvé par délibération du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 la modification de l'article 3 relatif au délai d'exécution et l'article 9.1 relatif au coût de l'opération.

Le présent avenant porte sur la prise en compte d'une prolongation de délai, une augmentation du coût de l'opération et une augmentation de la rémunération pour l'exécution de la convention.

En effet, suite à la première année d'exploitation du bâtiment par les utilisateurs, des besoins non prévus au programme initial des travaux sont apparus et nécessitent des travaux complémentaires pour parfaire cet établissement, à savoir :

- climatisation de 2 locaux supplémentaires
- ajout de prises de courant 400V dans les ateliers de carrosserie
- ajout de prises de courant supplémentaires dans les baies informatiques
- rallongement du réseau argon dans les ateliers de carrosserie
- ajout d'un arrêt d'urgence dans les cuisines
- ajout d'un lecteur de badges sur le portail livraison

L'article 3 « délai d'exécution » de la convention doit être modifié afin de réaliser les travaux supplémentaires objet de l'avenant n°4 dans un délai de 8 mois à compter de la signature de ce dernier.

L'article 9.1 « coût de l'opération » doit être modifié pour porter le montant de l'opération à 26 210 000 € TTC, compatible avec l'autorisation de programme votée ; soit une augmentation de 240 000 € TTC

L'article 9.2 « rémunération pour l'exécution de la convention » doit être modifié pour porter le montant de la rémunération de la SPLA Pays d'Aix Territoires à 1 211 400 € TTC, soit une augmentation de 9 500 € HT.

C'est l'objet du présent avenant n° 4 qu'il est proposé d'approuver.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°2009_A153 du Conseil communautaire de la CPAdu 23 octobre 2009, approuvant la création de la Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) dénommé « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°2015_A309 du Conseil Ccommunautaire de la CPA du 21 mai 2015 approuvant le Programme Général de construction du CFA sur le site de Plan d'Aillane à Aix-en-Provence et décidant du principe de confier l'opération à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°2015_B250 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant les termes de la convention, avec la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix territoires » afin de réaliser l'opération d'implantation et de construction du CFA (Centre de Formation des Apprentis) sur le site de Plan d'Aillane à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°2015_B_630 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015, approuvant l'avenant n°1 à la convention d'aménagement conclue avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;.
- La délibération n° EMP_005_367_16_BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016, approuvant l'avenant n°2 à la convention.
- La délibération n° EMP 001-6061/19/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 juin 2019, approuvant l'avenant n°3 à la convention.
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole,
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 30 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de réaliser des travaux complémentaires afin de parfaire le Centre de Formation des Apprentis du Pays d'Aix au regard des besoins apparus à l'issue de la première année d'exploitation.

Délibère

Article 51 :

Est approuvé l'avenant 3 ci-annexé à la convention d'aménagement conclue avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour la réalisation de l'opération de construction du CFA sur le site de Plan d'Aillane à Aix-en-Provence.

Article 52 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022. Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Budget Est 06, Opération DI4161 AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi - Agriculture

2021 CT2 390

Acquisition des parcelles HL 4 et 63 sur la Commune d'Aix-en-Provence dans le cadre de la création d'une couveuse-pépinière de producteurs agricoles aux Milles

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de développement économique et agricole, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans le projet de création, sur la Commune d'Aix en Provence, d'un dispositif innovant en agriculture associant un espace test dédié et une pépinière agricole.

Ce projet devrait être implanté, pour la partie couveuse agricole sur la parcelle HL n°60, propriété de la Métropole, accolée à la RD59, sise entre le giratoire de l'Aréna du Pays d'Aix et le giratoire de la maison d'arrêt des Milles. Il permettra d'accueillir, sur cette parcelle, plusieurs entrepreneurs à l'essai non immatriculés. Un bâtiment d'exploitation agricole sera construit sur la parcelle HL n°70 adjacente appartenant également à la Métropole.

Par ailleurs, le Bureau de la Métropole a approuvé, le 24 octobre 2019, l'acquisition d'une parcelle non bâtie, cadastrée HL n°64 sur la Commune d'Aix-en-Provence, quartier de l'Enfant Est, d'une superficie de 36 340 m², propriété de Messieurs DUBERN Frédéric et Nicolas au prix de 109 020 euros HT.

L'acquisition de cette parcelle limitrophe de la parcelle HL n°60 a permis d'élargir le périmètre (jonction avec la parcelle HL n°70) et d'associer à l'espace couveuse agricole, une pépinière agricole accueillant des agriculteurs confirmés pouvant apporter conseils et expérience aux porteurs de projets de la couveuse.

Deux autres parcelles, propriétés de Messieurs DUBERN Frédéric et Nicolas, s'avèrent également intéressantes pour la réalisation du projet et l'articulation entre d'un côté, la couveuse agricole accueillant des agriculteurs non immatriculés en test agricole et, de l'autre, la pépinière accueillant des agriculteurs immatriculés.

Ainsi, il est proposé à la Métropole de se porter acquéreur des parcelles non bâties, cadastrées HL n°04 et 63, sises quartier de l'Enfant Est, d'une superficie respective de 23 650 m² et 318 m², soit une superficie totale de 23 968 m².

Les propriétaires ont fait connaître leur accord pour une cession au prix de 3€/m² soit un prix total de 71 904€. En conséquence, l'avis de l'autorité

compétente de l'État n'est pas requis dans cette affaire.

En effet, les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale ne sont tenus de solliciter l'avis de l'autorité compétente de l'État qu'avant toute acquisition amiable, ou par adjudication, ou par exercice du droit de préemption (hors ZAD), dès lors que la valeur vénale du bien est supérieure ou égale à 180 000 €.



Cette acquisition sera financée sur l'AP n°DI345AP dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine.

Les dispositions et frais relatifs à la signature de l'acte authentique seront prises en charge par la Métropole.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13001022T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code rural pris en ses articles L.141-1 et suivants, L.142-1 et suivants, L.143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) de la Métropole avec la SAFER ;
- La délibération n°ENV 004-5212/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le principe de la création d'un espace test agricole situé sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Commune d'Aix-en-Provence, Lieu-dit « L'Enfant Est », secteur de Luyne;

- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 14 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La mise en œuvre du projet de couveuse - pépinière agricole sur la Commune d'Aix-en-Provence et l'opportunité d'élargir le périmètre et la capacité du futur dispositif.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence des parcelles non bâties, cadastrées HL n°04 et 63, sises Commune d'Aix-en-Provence, quartier de l'Enfant Est, d'une superficie totale de 23 968 m², propriétés de Messieurs DUBERN Frédéric et Nicolas au prix de 71 904 € HT.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette acquisition et prendre toutes les dispositions y concourant.

Article 3 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique de l'acquisition sont pris en charge par la Métropole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581162345, Nature 2111, Fonction 6312, Autorisation de Programme DI345AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 391

Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière métropolitaine – Intervention sur les Communes de Fuveau, Jouques, Peynier et Simiane-Collongue

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur la base de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER, votée le 22 mars 2018 par le Bureau de la Métropole et prenant effet au 1er janvier 2019, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel

Cette convention prévoit une information quotidienne des Communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux Communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière du Territoire mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (500 € HT), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'opérations de préemption concernant 4 ventes de parcelles avec révision de prix sur les Communes de Fuveau, Jouques, Peynier et Simiane-Collongue.

- **Fuveau**

- Parcelle(s) : Section CL N°117-118-119-120-121-122-123-124-125 ; Surface : 12 hectares 99 ares 59 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 1 200 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en

révision de prix pour un montant de 580 000,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État (ci-après DIE), que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- **Jouques**

- Parcelle(s) : Section G N°402 et 403 ; Surface : 44 ares 69 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 90 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 29 045,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la DIE, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- **Peynier**

- Parcelle(s) : Section AE N°203-204 ; Surface : 1 hectare 00 ares 90 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 320 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 6 450,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la DIE, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- **Simiane-Collongue**

- Parcelle(s) : Section AL N°34 ; Surface : 19 ares 29 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 50 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 12 350,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la DIE, que la SAFER demande à la

Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code rural pris en ses articles L.141-1 et suivants, L.142-1 et suivants, L.143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière conclue avec la SAFER ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 14 septembre 2021.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour les 4 ventes de parcelles sur les Communes de Fuveau, Jouques, Peynier et Simiane-Collongue.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des 4 préemptions en révision de prix sur les Communes de Fuveau, Jouques, Peynier et Simiane-Collongue, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER.

Article 2 :

Sera versée la somme de 500 € HT à la SAFER, pour chacune de ces préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, en cas de notification par la SAFER du retrait de la vente du ou des biens par leur propriétaire respectif.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : Chapitre 011, Nature 611, Fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 392

Attribution de subventions aux Associations Syndicales Autorisées des Arrosants du Val de Durance

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux Associations Syndicales Autorisées des arrosants (ci-après ASA) qui assurent l'entretien et la gestion du réseau d'irrigation et d'assèchement essentiel à l'équilibre hydrologique sur le Territoire du Pays d'Aix.

Au-delà de l'irrigation agricole, leur rôle est capital en matière de rechargement des nappes phréatiques et de maintien des zones humides.

A ce titre, il est proposé de poursuivre le soutien aux trois ASA du Val de Durance.

Les Associations Syndicales Autorisées des arrosants du Val de Durance sollicitent chacune une aide financière pour l'entretien du réseau d'irrigation dont elles ont la gestion. Il s'agit plus particulièrement de l'ASA du Canal de Peyrolles et des 2 ASA de la Roque d'Anthéron : l'ASA des Arrosants de Craponne et l'ASA du Canal du Moulin.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de 42 400,00 €, représentant de 13,36 à 19,81 % de leurs dépenses de travaux annuels.

- Ces ASA assurent l'irrigation de la Vallée de la Durance par un réseau dense de canaux à ciel ouvert.

- Elles jouent un rôle prépondérant dans la préservation des paysages et du patrimoine hydraulique. L'irrigation gravitaire, qui est une pratique caractéristique de ce secteur du territoire, participe de manière importante à la réalimentation de la nappe phréatique et rend ainsi possible l'utilisation de l'eau souterraine à des fins d'eau potable ou industrielle. Le lac de baignade d'été du Plantain est, d'ailleurs, en partie alimenté grâce à ce réseau.

- Enfin, les réseaux hydrauliques contribuent au maintien des zones humides du Val de Durance, reconnues dans le cadre de Natura 2000. Les eaux rejetées au niveau des exutoires des réseaux, non absorbées par la végétation viennent, en fin de parcours, recharger le débit d'été de la Durance et soutenir sa faune aquatique. Les canaux facilitent également l'écoulement des eaux pluviales, même si le transport d'eaux pluviales ne fait pas partie des objets statutaires des ASA, qui assurent malgré tout ce service à la collectivité.

Les trois structures, précédemment citées, entretiennent un réseau principal et secondaire. Ce dernier, communément appelé « chevelu » du fait de sa densité, est composé de 31,3 km de canal maître, 94 km de filioles, 15 km de roubine pour le canal de Peyrolles et environ 30 km de canaux pour les ASA de la Roque.

Or, ces filioles nécessitent un entretien récurrent. Elles doivent en effet être curées et faucardées de manière mécanique ou manuelle.

Leur entretien pose aujourd'hui plusieurs types de problèmes :

- le non-respect d'une servitude de passage par des constructions ou des clôtures en bordures de filioles ;
- la présence de débris aux abords des zones urbanisées, des cas de vandalisme ou d'ouverture et fermeture inopinée des prises d'eau ;
- le mauvais entretien du réseau de distribution à la charge des propriétaires, dû au délaissement de certaines terres agricoles en friche, conduit à des ruptures de la continuité du réseau d'irrigation ;
- le renforcement des règles de sécurité pour l'entretien des filioles en bord de route qui accroît la responsabilité civile des ASA ;
- l'entretien des ouvrages d'art vieillissant dont il faut également assurer la sécurité.

Parallèlement, les ASA doivent faire face à l'augmentation de leurs charges et sont amenées à

limiter les travaux d'entretien des filioles. C'est pourquoi les ASA sollicitent le Conseil de Territoire pour la prise en charge d'une partie des frais liés à ces dépenses.

Une convention détaillant les modalités de mise en œuvre de ces actions liera chacune de ces ASA avec le Conseil de Territoire.

La répartition de la participation financière annuelle 2021 du Conseil de Territoire est prévue comme suit :

N° GU	Maître d'ouvrage	Nature des travaux	Budget global (€)	Participation du Territoire	
				€	%
2021_00503	ASA du Canal de Peyrolles	Frais d'entretien	255 922,00	34 200,00	13,36%
2021_01149	ASA des arrosants de Craponne	Frais d'entretien	26 254,00	5 200,00	19,81%
2021_01150	ASA du Canal du Moulin	Frais d'entretien	15 254,00	3 000,00	19,67%
	TOTAL			42 400,00	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 14 septembre 2021.

Où il rapporte ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les demandes de subventions des Associations Syndicales Autorisées des Arrosants du Val de Durance.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution de subventions aux ASA suivantes pour un total de 42 400,00 € :

- Canal de Peyrolles, une subvention de 34 200,00 € ;
- Canal de Craponne, une subvention de 5 200,00 € ;
- Canal du Moulin, une subvention de 3 000,00 €.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 657382, Fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Enseignement supérieur et recherche

2021 CT2 393

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention avec l'Etat concernant le financement de la restructuration du site Jules Isaac à Aix-en-Provence - opération CPER 2015-2020

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la participation au CPER 2015-2020 – volet ESR, la Métropole a acté sa participation à l'opération de restructuration du site Jules Isaac situé à Aix-en-Provence sous forme d'un fonds de concours versé à l'Etat qui en assure la maîtrise d'ouvrage, assisté du Rectorat.

Le site Jules Isaac est un point d'ancrage fort pour Aix-Marseille Université au centre de la ville d'Aix-en-Provence. La densification de ce site de grande qualité et le regroupement de filières présentant des thématiques d'enseignement convergentes offrent ainsi aux enseignants chercheurs et aux étudiants de véritables opportunités de mutualisation, d'échanges et d'ouverture.

Cette opération, estimée à 4.9M€, vise à restructurer le site, en rapprochant les départements de l'IUT Carrières Sociales et Métiers du Livre, qui sont implantés dans des sites éloignés et dans des espaces contraints, des formations déjà présentes sur le site Jules Isaac, notamment, l'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation (ESPE) et l'École de Journalisme et de Communication (EJCAM).

La participation de la Métropole à ce projet est de 3.9M€ dont 3.7M€ ont été versés.

Il s'agit par cet avenant de décaler le versement du solde de la subvention de 0,2M€ en 2022.

En effet, l'opération a connu des aléas techniques non prévisibles découverts en phase de maîtrise d'œuvre et a subi les aléas de la crise sanitaire, ce qui a retardé sa livraison prévue à l'été 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073-20-CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 015-9117/20-CM du 17 décembre 2020 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Primitif de l'exercice 2021 et des Etats Spéciaux de Territoire ;
- La délibération n°FAG 005-1009/16-CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation d'une convention

spécifique d'application – Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 ;

- La délibération n° ECO 014-2133/17/BM du 13 juillet 2017 relative à l'approbation d'une convention avec l'Etat concernant le financement de la restauration du site Jules Isaac à Aix-en-Provence dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de modifier le calendrier de paiement afin de l'ajuster à l'avancée de l'opération.

Délibère

Article 53 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'Etat représenté par Monsieur le Préfet de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, assisté de Monsieur le Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille, portant sur l'opération de restauration du site Jules Isaac à Aix-en-Provence dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 et relatif à la modification de l'échéancier prévu à l'article 5 de la convention initiale.

Article 54 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix 2020 et suivants en section d'investissement, opération d'investissement CPER 2015/2020 - AP DI7992AP - nature 4581 - fonction 63, clé imputation TDI14487.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 394

AVIS - Attribution d'une subvention à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence pour l'organisation du colloque "Quelle sécurité internationale dans un monde post Covid encore plus incertain ?" - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre du soutien à l'enseignement supérieur et à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence (Sciences Po Aix), la Métropole souhaite soutenir les événements qui renforcent l'attractivité du territoire et valorisent le travail de ses équipes universitaires et de recherche.

L'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence (Sciences Po Aix) organise un colloque international qui se tiendra les 3 et 4 décembre 2021 à Aix-en-Provence dont la thématique abordée sera la suivante : « Quelle sécurité internationale dans un monde post Covid encore plus incertain ? ». Les tensions existantes aux frontières sud de l'Europe se sont en effet accrues ces deux dernières années et particulièrement pendant la période de crise sanitaire Covid 19.

L'objectif de ce colloque, qui a reçu le parrainage de Jean-Yves Le Drian, Ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères et dont la participation est attendue, est de réunir, sur cette thématique, les différentes parties prenantes, enseignants-chercheurs de l'Institut, des acteurs politique ou diplomatique de premier plan des Etats riverains (notamment de la rive Sud et Est), ainsi que des représentants des organisations internationales, de grands chefs d'entreprises françaises et étrangères et des experts reconnus de la géopolitique de la Méditerranée.

Plus de 300 participants sont attendus et parmi eux les personnalités suivantes qui échangeront lors de tables rondes :

- Arancha Gonzalez Laya, Ministre des Affaires étrangères d'Espagne
- Othman Jerandi, Ministre des Affaires étrangères de Tunisie
- Federica Maria Mogherini, Recteur du Collège d'Europe
- Régis Debray, Ecrivain et philosophe français
- Vice-Amiral d'Escadre Laurent Isnard, Préfet maritime de la Méditerranée
- Pierre Bousquet de Florian, Directeur de cabinet du ministre français de l'Intérieur

- Camille Grand, Secrétaire général adjoint aux investissements de défense, OTAN
- Cem Gürdeniz, Contre-Amiral et écrivain turc
- Sameh Shoukry, Ministre des Affaires étrangères d'Égypte
- Gilles Kepel, Politologue, titulaire de la Chaire Moyen-Orient Méditerranée à l'ENS et professeur à l'Université de Paris Sciences et Lettres
- Josep Borell, Vice-président de la Commission européenne
- Olivier Darrason, Ancien membre du Parlement français,
- Rodolphe Saadé, Président CMA CGM

Les thèmes abordés lors de ces tables rondes sont les suivants :

- Souveraineté, frontières et humanité : quelles évolutions après le Covid ?
- La Méditerranée orientale, un espace en forte tension ?
- Instabilités sur la frontière sud de l'Europe : questions de sécurité dans la région Sahel-Maghreb ?
- Quelle gouvernance pour la Méditerranée ?

Sciences Po Aix veut donner un rayonnement international à cette manifestation et en faire à la fois un rendez-vous incontournable de la réflexion diplomatique sur la sécurité du sud de l'Europe, ainsi qu'un lieu propice à des échanges efficaces au sein de la communauté diplomatique qui y assistera.

Ce colloque contribuera à valoriser les experts universitaires sur les questions méditerranéennes, à étendre le rayonnement du site d'Aix Marseille et renforcera ainsi la reconnaissance de la centralité de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le débat méditerranéen (notamment pour animer le dialogue avec la rive sud de la Méditerranée).

L'engagement international de Sciences Po Aix a également un impact fort sur son évolution et sa modernisation : actualisation permanente du contenu des enseignements, innovations pédagogiques, développement des cours en langue étrangère et intégration de l'objectif d'ouverture internationale à tous les niveaux de la vie de l'établissement.

Le plan de financement de cette action se présente de la façon suivante :

Organisateur	Action et Evénement	Date	Subvention N-1	Subvention demandée	Budget prévisionnel Co financeurs	Montant proposé
L'Institut d'Etudes Politiques N° Guichet Unique : 2021_01154	Quelle sécurité internationale dans un monde post Covid encore plus incertain ?	3 et 4 décembre 2021	N-1 : 0€	10 000 €	90 000 € Co-financeurs OTAN : 5 000€ Région : 15 000€ Maire d'Aix en Provence : 10 000€ Aides privées : 10 000€	10 000 € Soit 20% du budget prévisionnel

Après instruction, il est proposé d'attribuer à l'Institut d'Etudes Politiques, une subvention d'un montant de 10 000 € imputée au Budget 2021 sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, chapitre 65 – Nature 657382 – Fonction 23.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073-20-CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 015-9117/20/CM du 17 décembre 2020 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Primitif de l'exercice 2021 et des Etats Spéciaux de Territoire.
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Le caractère international de ce colloque
- La qualité des personnalités et intervenants attendus.
- L'intérêt pour la Métropole de soutenir Sciences Po Aix qui souhaite faire de cet événement un rendez-vous incontournable de la réflexion diplomatique sur la sécurité du sud de l'Europe.
- L'actualité de la thématique abordée « l'ère après covid ».
- La contribution d'un tel événement au rayonnement de notre territoire.

Délibère

Article 55 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement spécifique au profit de l'Institut des Etudes Politiques pour le colloque international « Quelle sécurité internationale dans un monde post Covid encore plus incertain ? » pour un montant total de 10 000 euros au titre de l'exercice 2021.

Article 56 :

Est approuvée la convention d'objectif, ci-annexée conclue avec Aix-Marseille Université.

Article 57 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 58 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2021 sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, chapitre 65 – Nature 657382 – Fonction 23.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau – Environnement

2021 CT2 395

Approbation du protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Centre Permanent d'initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix dans le cadre de l'ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par marchés n° 2017 PA1D02U et 3170020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) du Pays d'Aix un programme pédagogique sur le développement durable destiné aux écoles du Territoire du Pays d'Aix.

Le CPIE du Pays d'Aix, association loi 1901, accompagne les acteurs du Territoire dans leurs projets de développement durable. Depuis sa création il y a plus d'une vingtaine d'années, l'Atelier de l'Environnement, labellisé CPIE du Pays d'Aix, a su acquérir une expérience et des savoir-faire en matière d'éducation à l'environnement et au développement durable.

L'impact de la crise sanitaire, liée à la pandémie de Covid-19, a eu des conséquences sur l'année scolaire 2019/2020 mais également sur celle de 2020/2021 pour ces associations qui interviennent dans ce programme. Des emplois et des compétences risqueraient de disparaître à très court terme. Pour exemple, sur l'année scolaire 2019/2020, la perte de revenus sur ce marché est estimée à environ 107.400 € soit à peu près 1/3 du montant annuel du marché en temps normal. Pour rappel, cette structure est à but non lucratif. Les solutions de trésorerie sont faibles, voire inexistantes. L'essentiel des revenus de ces associations est affecté à l'emploi (perte de revenu = perte d'emploi).

En raison de cette crise sanitaire et conformément aux mesures gouvernementales de confinement instaurées le 16 mars 2020, les associations ont dû suspendre le suivi en présentiel des animations et sorties pour les classes sélectionnées dans le cadre de ce marché. Malgré la réouverture progressive des écoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de ne pas poursuivre les interventions en classe jusqu'à la fin de l'année scolaire 2020/2021 compte tenu des dispositions sanitaires.

Néanmoins, le CPIE a assuré le maintien d'un travail à distance (concertations avec les enseignants et les éducateurs référents, réajustements, coordination, création d'outils en ligne...), afin de permettre aux enseignants qui le souhaitent, d'assurer une continuité pédagogique de leur projet.

La Métropole, consciente de l'impact de cette crise sanitaire sans précédent sur le tissu économique et social, a été particulièrement attentive et totalement mobilisée pour accompagner au mieux ses partenaires, dans le respect des contraintes budgétaires et juridiques qui sont les siennes.

C'est pourquoi, les deux réunions de travail qui ont eu lieu en présence du CPIE du Pays d'Aix, les 2 décembre 2020 et 17 mars 2021 ont permis d'évaluer précisément l'impact de la crise sanitaire sur l'exécution des marchés 2017 PA1D02U et 3170020.

La Métropole a retenu la théorie de l'imprévision pour fonder le principe d'une aide financière destinée à compenser des difficultés temporaires de ses partenaires et propose de prendre à sa charge la moitié de la perte estimée de 40.915 €, soit 20.457 €, conformément à la doctrine qui a été suivie pour l'ensemble des dossiers d'indemnisation traités à ce jour.

Par conséquent, dans ce cadre, il convient de régler par protocole transactionnel le versement d'une indemnisation à hauteur de 20.457 € TTC, (l'association n'est pas assujettie à la TVA) de façon à réduire l'impact de la crise sanitaire sur l'équilibre économique du marché.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il convient d'indemniser le CPIE à hauteur de 20.457 € TTC montant net.

Délibère

Article 59 :

Est approuvé le protocole transactionnel, ci annexé, avec le CPIE du Pays d'Aix.

Article 60 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 61 :

Le montant de l'indemnité transactionnelle à verser au CPIE du Pays d'Aix s'élève à 20.457 euros, montant net.

Article 62 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2020 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, chapitre 011, nature 611, fonction 74.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 396

Attribution d'une subvention à l'Association AVEPPA pour le développement de l'énergie photovoltaïque en Pays d'Aix - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'AVEPPA, Association Villageoise d'Energie Photovoltaïque en Pays d'Aix, a pour objet de sensibiliser et impliquer tout citoyen dans des actions concrètes relatives à la transition énergétique. L'association développe des centrales photovoltaïques sur des équipements communaux, en permettant aux habitants de la Commune de prendre part aux projets par une participation à la société de projet créée. Elle accompagne ses réalisations d'une action pédagogique en relation avec le programme « Apprendre pour agir ».

L'association propose au Territoire du Pays d'Aix de disséminer son modèle de développement sur les communes en animant et communiquant sur le dispositif (Numéro de Guichet Unique : 2021 – 00789).

L'association s'appuie sur l'installation d'une centrale photovoltaïque sur les toitures de l'école primaire des Cabassols à Venelles, pour sensibiliser les enfants, futurs citoyens, aux énergies renouvelables et communiquer vers les élus et les citoyens des communes du Pays d'Aix une réalisation emblématique de transition énergétique locale. Sur la base de cette installation, l'association anime des interventions dans les écoles et dans l'espace public et participe à des forums. Elle envisage de couvrir la plupart des communes du Pays d'Aix.

Le budget de l'action est le suivant :

Dépenses		Recettes	
Animation dans les écoles	4.500 euros	Territoire Pays d'Aix	7.000 euros
Animation grand public	4.500 euros		
		Fonds propres	2.000 euros
Total	9.000 euros	Total	9.000 euros

L'association sollicite le Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 7.000 euros.

Les travaux de l'école des Cabassols ayant démarré en août 2021, des réunions démonstratives se sont déroulées et ont réuni plusieurs élus des communes du Pays d'Aix, c'est pourquoi, il convient de déroger à l'article 57 du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole « Commencement d'exécution ».

Le calendrier de réalisation s'étale sur l'année 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV 001-6815/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019 approuvant le Projet de Plan Climat-Air-Énergie métropolitain ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 15 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la proposition de l'association AVEPPA correspond aux objectifs du Projet de Plan Climat métropolitain.
- Que l'action pédagogique développée par l'association correspond à la politique du Pays d'Aix en faveur du développement des énergies renouvelables.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une subvention à l'association AVEPPA de 7.000 euros au titre de son action en faveur du développement des énergies renouvelables dans le Pays d'Aix.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, Chapitre 65 - Nature 65748 – Fonction 552.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 397

AVIS - Approbation du règlement de service du réseau de chaleur de Coudoux

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

En application de l'article L.5217-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains. Au regard de l'échelonnement du transfert de compétence prévu par la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit cette compétence depuis le 1^{er} janvier 2018.

Pour rappel, antérieurement à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les communes d'Aix-en-Provence, Coudoux, Martigues et Salon-de-Provence ainsi que la communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile exerçaient effectivement cette compétence. A ce jour, la Métropole porte 5 réseaux de chaleur publique à Aubagne, Coudoux, Aix-en-Provence, Martigues et Salon-de-Provence, aujourd'hui gérés en régie (pour les deux premiers) ou en DSP, sous forme de concession (pour les trois suivants).

Le service public de distribution de chaud et de froid urbain est un service public à caractère industriel et commercial. Il fait l'objet d'un budget annexe métropolitain.

Le réseau de chaleur de Coudoux a été réalisé et mis en service par la commune de Coudoux en octobre 2014 dans le cadre de l'aménagement d'un ensemble immobilier appelé le «Grand Coudoux». Jusqu'au transfert de compétence au 1^{er} janvier 2018, la commune a assuré en régie, l'exploitation, la facturation aux abonnés, le suivi technique et financier du réseau.

Le règlement de service initial de ce réseau indique la composition du tarif comprenant une partie variable (R1) et une partie fixe (R2) pour les abonnés (articles V-1 et V-2).

Dans le but de répondre à la demande des abonnés et ainsi rééquilibrer leurs charges entre la partie fixe et la partie variable de la facturation, le service énergie a proposé que la fourniture de chaleur soit déléguée à l'exploitant. Leur prise en charge permet également une meilleure exploitation et conduite de l'installation.

La consultation a permis d'obtenir une offre compétitive sur le prix de la chaleur. La Métropole Aix-Marseille Provence va donc dès le 1^{er} août 2021

acheter de la chaleur à l'exploitant en lieu et place de l'achat de bois et de gaz jusqu'à présent.

En ce sens et pour refléter la réalité des achats auprès des abonnés, il est nécessaire de modifier le Règlement de Service au sens de l'Article V-1 – Tarifs applicables. La modification porte sur l'Article V-2 « indexation des prix » et l'annexe « modalités de révision ».

C'est pourquoi, il est proposé que le règlement de service soit modifié comme-ci :

« Article V-2: Indexation des prix. Part variable (R1). La part variable correspond au prix réel facturé de la chaleur par l'exploitant dans les conditions fixées au contrat d'exploitation ; comprenant la fourniture de bois et la fourniture de gaz, selon une mixité contractuelle entre la Métropole et l'exploitant de 80% pour le bois et 20% pour le gaz. Le prix du bois correspond au prix réel facturé par le distributeur de bois dans les conditions fixées au marché de fourniture. Le prix du gaz correspond à la valeur du contrat en cours moyenné sur 12 mois glissants et révisés trimestriellement (à chaque facture de chaleur).

La révision du prix de la chaleur s'effectuera en appliquant des indices de révisions suivants :

$$Pch = Pch_0 \times \left(Tx_{boiseng} \times \frac{CEEB - PFC1}{CEEB - PFC1_0} + Tx_{gazeng} \times \frac{IPPgaz}{IPPgaz_0} \right)$$

Formule dans laquelle :

- Pch : est le nouveau prix de la chaleur révisé.
- Pch_0 : est le prix de la chaleur initiale au BPU.
- $Tx_{boiseng}$: est le taux de mixité bois sur lequel le TITULAIRE s'est engagé.
- Tx_{gazeng} : est le taux de mixité gaz sur lequel le TITULAIRE s'est engagé.
- $CEEB-PFC1$: est la valeur connue à la date de la facturation, de l'indice du Centre d'Etudes de l'Economie du Bois, plaquettes forestières mélange C1 « petite granulométrie, humidité entre 15 et 30 % » - Prix et indices nationaux Sciages et bois énergie – édité par trimestre
- $CEEB-PFC10$: est la valeur de l'indice du Centre d'Etudes de l'Economie du Bois, plaquettes forestières mélange C1 « petite granulométrie, humidité entre 15 et 30 % » connue à la date de remise des prix du marché.
- $IPPgaz$: est la valeur connue à la date de la facturation de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français (Prix de marché) - Commerce du gaz aux entreprises consommatrices finales édité par le comité national routier (CNR) – base 2015
- $IPPgaz_0$: est la valeur de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français (Prix de marché) - Commerce du gaz aux entreprises consommatrices finales édité par le comité national routier (CNR) connue à la date de remise des prix du marché – base 2015

Indices connus au 12/05/2021 :

CEEB-PFC ₁₀	102,9
IPPgaz ₀	84,2

Le prix unitaire de la chaleur délivrée au réseau est révisé trimestriellement. »

La modification porte également sur la fiche « modalités de révision » en annexe.

Cette modification substantielle du règlement de service constitue également une opportunité de procéder à des ajustements mineurs sans incidence pour les abonnés, dans l'objectif de le mettre à jour. Les éléments ainsi modifiés sont : Correction à l'article V-1 : « prix et redevances » : « conseil métropolitain » remplace le « conseil municipal » (p19 en fin de page).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération 001-8706/20/CM du 15 octobre 2020 portant sur l'approbation du règlement de service modifié du réseau de chaleur de la commune de Coudoux.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer l'équilibre financier du budget annexe des réseaux de chaleur.
- Que le renouvellement du contrat d'exploitation apporte une modification de la formule du prix de la chaleur et permet de rééquilibrer les charges des abonnés entre les parties fixe et variable.
- Que ce cadre doit être formalisé dans le règlement de service du réseau.

Délibère

Article 63 :

Est approuvé le règlement de service du réseau de chaleur de Coudoux ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce règlement.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 398

AVIS - Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz 2020

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Au 1^{er} janvier 2018, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a pris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de Concession de la distribution publique de gaz sur l'ensemble de son territoire, conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Ce transfert de compétence a largement reconfiguré l'organisation de la distribution de gaz sur le territoire :

- La Métropole continue d'exercer cette compétence pour les concessions de Marseille, Marignane et Ensuès depuis 2015.

- 9 communes géraient cette compétence en direct et l'ont transférée à la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2018 (Pertuis, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Éguilles, Vitrolles, Istres, Rognes, Les Pennes-Mirabeau, Martigues, Port-de-Bouc).

- Le SMED13 gérait la compétence pour 60 communes du périmètre métropolitain et percevait, à ce titre, les redevances associées. Cette compétence est totalement transférée à la Métropole par la loi depuis le 1^{er} janvier 2018.

- Parmi ces 60 communes, il est à noter que, pour 14 communes du CT1, la compétence AOD gaz avait déjà été transférée par la loi à la Communauté urbaine MPM en 2015 (Allauch, Carnoux-en-

Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons). Cependant, une convention entre le SMED13 et la Métropole, couvrant les années 2016 et 2017, permettait au syndicat de continuer à gérer cette compétence et à percevoir la redevance associée.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

La Métropole étant seule autorité concédante sur son territoire depuis 2018, il est proposé de réunir l'ensemble des comptes rendus d'activité des multiples concessions du territoire afin de les soumettre au Conseil de la Métropole de manière groupée pour faciliter la lecture à l'échelle du territoire métropolitain.

Les comptes rendus d'Activité des Concessions de distribution publique du gaz sur le territoire métropolitain pour 2020 ont été transmis dans les délais par le concessionnaire GRDF. Les CRAC 2020 ont fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont le rapport est joint en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Energie ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération N° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les comptes rendus d'Activité de Concession de distribution publique de gaz naturel sur le périmètre métropolitain pour

2020 ont été remis dans les délais par GRDF, titulaire des traités de Concession de distribution publique de gaz naturel correspondants.

Délibère

Article unique :

Est pris acte des comptes rendus d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz naturel pour 2020 sur le périmètre métropolitain, remis dans les délais prévus par la loi par le concessionnaire GRDF en charge de la distribution publique de gaz naturel.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2021 CT2 399

AVIS - Présentation du Compte Rendu d'Activité 2020 de la Concession de gestion des réseaux de chauffage urbain d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune d'Aix-en-Provence dispose depuis 1967 de 3 réseaux de chauffage urbain – ou réseaux de chaleur – desservant les quartiers d'Encagnane, les Fenouillères et les Hauts de Provence. Ces équipements ont été réalisés pour répondre aux besoins consécutifs à l'urbanisation rapide de ces quartiers.

Les réseaux de chaleur ont utilisé au fil des années différents combustibles, le fioul lourd à ses débuts, le fioul domestique, le gaz, en 1997 l'installation de moteur gaz de cogénération et en 2014 la mise en service d'une chaufferie bois.

En 2012 les réseaux d'Encagnane et des Fenouillères ont été interconnectés. En 2017 l'interconnexion avec le réseau des Hauts de Provence est actée.

La concession actuelle a débuté le 1^{er} juillet 2011. GDF SUEZ devenu ENGIE-COFELY a été retenue pour son exploitation et la société dédiée APEE (Aix-en-Provence Energie Environnement) a été créée fin 2011.

Au 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains, en lieu et place des communes membres, conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Les réseaux de chauffage urbain lui ont alors été transférés par la Commune d'Aix-en-Provence.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la société Aix-en-Provence Energie Environnement, a remis à la Métropole le compte rendu d'exploitation dans les délais contractuels pour l'exercice 2020.

Ce rapport écrit retrace l'exécution qualitative et financière du service durant l'exercice écoulé. Il a fait l'objet d'une analyse par les services, dont le rapport et joint en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Energie ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération N° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 2011-649 du Conseil Municipal de la ville d'Aix-en-Provence en date du 27 juin 2011 portant approbation de l'attribution du contrat de délégation de service public pour la gestion des réseaux de chauffage de la ville à la société GDF SUEZ ENERGIE SERVICES (COFELY) ;
- La délibération n° 2011-1300 du Conseil municipal de la ville d'Aix-en-Provence en date du 12 décembre 2011 portant approbation de l'avenant n° 1 à la délégation de service public relative à la gestion des réseaux de chauffage de la ville portant approbation du transfert de la concession à la société dédiée « APEE » ;
- Les rapports du délégataire transmis par la Société "APEE" ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Compte Rendu d'Activité de la Concession de gestion des réseaux de chaleur d'Aix-en-Provence pour l'exercice 2020 a été remis par la Société "APEE", titulaire dudit contrat de concession.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du compte rendu d'activité de la Délégation de Service Public de gestion des réseaux de chaleur d'Aix-en-Provence pour l'exercice 2020, remis par « APEE ».

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau - Forêt

2021 CT2 400

Réalisation d'un chantier forestier d'insertion professionnelle par l'activité protection et valorisation des espaces forestiers sur la Commune de Rognes

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 17 décembre 2001, la Communauté du Pays d'Aix avait décidé de participer à la mise en œuvre de chantiers d'insertion par l'activité économique pour l'entretien et la protection des espaces forestiers communaux sur le Territoire du Pays d'Aix. La Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix a décidé de poursuivre cette action en faveur des demandeurs d'emploi en difficulté sociale et économique.

Depuis 2003, 28 Communes du Pays d'Aix ont bénéficié d'un ou plusieurs chantiers forestiers d'insertion. Chaque année, ce sont trois équipes de huit personnes qui interviennent sur les espaces naturels communaux dans le cadre de travaux forestiers.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix est sollicitée pour la mise en œuvre d'un chantier d'insertion sur la Commune de Rognes afin de protéger la forêt contre l'incendie et de valoriser le patrimoine dans les zones sensibles aux départs de feux et/ou fréquentées par le public.

Il est rappelé que ces chantiers sont confiés à l'IE 13, association orientée vers l'Insertion par l'Économie, dans le cadre d'une convention, pour la mise en œuvre de chantiers d'insertion sur le Territoire du Pays d'Aix. Il convient également de rappeler que l'IE 13 bénéficie d'une subvention annuelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix pour la mise en œuvre de ces chantiers d'insertion et la couverture d'une partie des frais correspondants à l'exécution des opérations. Le financement de ces chantiers sera pris sur cette subvention annuelle.

L'IE 13 a en charge la réalisation des travaux (débranchement, abattage et façonnage des arbres morts et chablis, élagage des branches basses, broyage des résidus...), les frais de transports des salariés, la réparation et l'entretien du matériel et les salaires des ouvriers.

La Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix contribuera à l'atteinte de l'objectif d'insertion des personnes en difficulté en permettant aux participants des chantiers de bénéficier d'un terrain de production et de travail entrant dans le cadre de leur programme de formation.

La Commune de Rognes apportera une aide logistique aux travaux comprenant l'accueil des équipes et l'évacuation des déchets qui pourraient être trouvés sur le chantier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2020_CT2_400 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 10 décembre 2020 attribuant une subvention à l'association IE 13 au titre de l'année 2021, pour la mise en œuvre de chantiers forestiers d'insertion sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention pour la réalisation d'un chantier d'insertion par l'activité en forêt entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix, l'IE 13 et la Commune de Rognes.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 401

AVIS - Attribution d'une subvention à l'association Fibois Sud Provence Alpes Côte d'Azur pour une étude d'opportunité de développement d'un pôle d'excellence forêt-bois sur le territoire de Gardanne/Meyreuil - Approbation d'une subvention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix Marseille Provence exerce la compétence « Milieux Forestiers ». La gestion de cette compétence lui permet de développer des actions permettant de préserver ses forêts et de mettre en place une politique incitative à la

valorisation de ces espaces. Cette décision résulte d'une part de l'existence d'espaces forestiers important puisqu'ils occupent une superficie de 175 000 hectares (dont près de 250 ha appartenant au patrimoine métropolitain) répartis sur 19 massifs forestiers, soit plus de 50 % de la superficie métropolitaine, et d'autre part, de sa volonté de décliner localement, à l'échelle de la Métropole, et de manière efficace les volontés nationales et internationales relatives à la protection de l'environnement, à la transition énergétique, à la lutte contre le réchauffement climatique et à l'augmentation de la mobilisation des bois. La récente étude « Gisement Bois » lancée par la Métropole sur l'ensemble de ses massifs forestiers fait apparaître :

- Un capital forestier de 6,6 millions de m3 de bois sur pied (5,1 millions de m3 de Pin d'Alep) dont 143 000 m3 sont exploitables en tenant compte des contraintes topographiques, environnementales, d'accessibilité et administratives (24 % pouvant être valorisé en bois d'œuvre) ; malheureusement ce potentiel est aujourd'hui sous exploité, seulement 73 000 m3 fait actuellement l'objet d'une exploitation forestière laissant une ressource de 70 000 m3 de bois à exploiter.
- Une régénération naturelle permettant un accroissement annuel de ce capital de 190 000 m3 de bois pouvant être considéré comme le capital produit annuellement par la forêt, soit bien au delà de la quantité exploitable (pour mémoire : 143 00 m3).

Dès lors, de nombreuses actions sont apparues comme une nécessité afin de valoriser le gisement existant, réduire la quantité de bois présente et donc diminuer le risque incendie. A cela s'ajoutent d'autres motivations liées au caractère périurbain et au changement climatique. L'une de ces actions est de développer la filière bois d'œuvre, plus particulièrement depuis que le pin d'Alep, essence de bois qui peuple majoritairement nos forêts, a obtenu une norme le 14 avril 2018 lui permettant d'être utilisé dans la construction.

Ces objectifs sont liés aux trois fonctions de la forêt et au développement durable :

- environnementaux : dans un contexte de changement climatique, le matériau bois et ses usages permettent le stockage de carbone et la substitution d'énergie fossile par un matériau renouvelable ;
- économiques : la balance commerciale extérieure nationale de la filière est déficitaire. Il est donc nécessaire de relocaliser la valeur ajoutée par l'utilisation et la transformation d'une ressource régionale par les entreprises locales (charpentiers, menuisiers, scieurs, architectes...) ;
- sociaux par la création d'emplois non délocalisables dans les territoires notamment ruraux.

Compte tenu de la politique d'actions en matière de gestion des milieux forestiers qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Par ailleurs, suite aux engagements pris par le Président de la République, le Gouvernement a décidé d'engager la fermeture, d'ici 2022, des quatre dernières centrales électriques fonctionnant au charbon encore présentes sur le sol national (Gardanne-Meyreuil, Cordemais, Le Havre, et Saint-Avold). Cette décision de fermer les centrales à charbon a des répercussions économiques et sociales importantes au niveau local, en Provence comme pour chacun des trois autres sites : conséquences directes pour les salariés de la tranche 5 à charbon de la Centrale thermique de Provence Gardanne-Meyreuil, exploitée désormais par la société Gazel Energie, mais aussi pour les entreprises sous-traitantes. La fermeture de la tranche 5 aura également des répercussions indirectes significatives, notamment sur le bassin de vie de Gardanne-Meyreuil, enfin des conséquences environnementales sur l'arrêt des rejets (GES).

Pour accompagner les salariés des entreprises impactées, et faire en sorte que cette transition soit aussi l'opportunité pour le territoire d'un nouvel essor économique, social et écologique, l'Etat a proposé pour chacun des sites des réflexions partenariales pouvant se concrétiser dans des « pactes de territoire », afin de créer rapidement de nouvelles dynamiques économiques, sociales et écologiques. L'Etat jouera aussi un rôle facilitateur en agissant de façon transversale entre les investisseurs et ses différentes administrations afin d'aider au montage et à la réalisation des projets dans les meilleurs délais. Le pacte de territoire pour le site de Gardanne-Meyreuil a été signé en fin d'année 2020.

Afin d'évaluer l'évolution du site de Gardanne, l'association FIBOIS SUD a décidé de mener une étude d'opportunité permettant d'estimer les orientations possibles concernant les acteurs de la filière bois. En tant que maître d'ouvrage, FIBOIS SUD sollicite ainsi l'appui des institutions concernées par l'évolution du site de Gardanne.

Présentation de l'activité de l'association :

FIBOIS SUD PROVENCE ALPES COTE D'AZUR regroupe l'ensemble des acteurs et professionnels de la filière régionale forêt-bois et contribue au développement économique régional. C'est un lieu d'échange, de dialogue, de réflexion, qui regroupe et fédère l'ensemble des acteurs et professionnels de la filière régionale forêt-bois. Les missions de l'interprofession sont de :

- Représenter la filière forêt-bois régionale et répondre de façon collective à ses enjeux,
- Contribuer au développement de l'ensemble des usages du bois,

- Favoriser la coordination des actions de la filière au niveau régional,
- Permettre la diffusion, le développement et la communication des connaissances, améliorer la compétitivité et favoriser l'innovation,
- Organiser, animer, promouvoir la filière et impulser une dynamique entre les acteurs dans une perspective de développement durable.

Les réflexions des acteurs de la filière Forêt-Bois, structurés au sein de l'Interprofession régionale FIBOIS SUD, consistent à rechercher des synergies avec les potentialités du site et développer des activités industrielles et des outils de formation et de recherche liés au bois pour dynamiser la filière : transformation matière, énergie, chimie...

L'étude pour laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée consiste à préciser les possibilités d'implanter sur le territoire un véritable pôle forêt-bois centré sur :

- La valorisation des essences locales pour dynamiser la gestion forestière et les entreprises d'exploitation sur l'ensemble du territoire régional,
- La première transformation des bois dans une optique de valorisation optimale : bois d'œuvre, bois énergie, bois d'industrie, chimie du bois,
- L'installation d'activités en lien avec la construction bois (menuiserie, habitat, isolation par l'extérieur et bardage, mobilier intérieur, mobilier urbain, ...) pour lesquels il existe une forte demande,
- L'implantation d'un centre de formation professionnelle initiale et continue autour des métiers du bois,
- L'implantation d'un centre de recherche et d'innovation autour du bois (chimie du bois notamment).

Les résultats de l'étude devront permettre de répondre aux principales interrogations suivantes :

- Quels sont les besoins de la filière en matière d'outils industriels structurants, de formation et de recherche pour assurer son développement au regard de l'évolution des marchés et des ambitions des schémas régionaux,
- Quels sont les atouts et contraintes du site de Gardanne pour accueillir les outils permettant ce développement,
- Quels impacts pour les territoires concernés (Métropole Aix Marseille) en termes économique, d'emplois, de formation, d'attractivité,
- Quels impacts pour la filière régionale dans son ensemble ? Comment intégrer ces outils en respectant un équilibre sur l'ensemble du territoire ?
- Quelles possibilités d'aménagement concret de ce pôle forêt bois pour quels types d'investisseurs potentiels ?

Les objectifs poursuivis par l'interprofession FIBOIS SUD sont de contribuer à une meilleure structuration de la filière forêt-bois et aux développements du territoire en termes économiques, environnementaux et sociaux.

Cette étude s'inscrit dans le cadre de politiques publiques telles que le Programme Régional Forêt Bois, le Schéma Régional Biomasse, les chartes forestières de territoire et de nombreux Plans Climat Air Energie Territoriaux.

FIBOIS SUD Provence Alpes Côte d'Azur sollicite aujourd'hui la Métropole Aix-Marseille-Provence pour contribuer au financement de cette étude dont le coût est évalué à 150 000 euros. La participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée à hauteur de 30 000 euros, soit 20 % du montant de l'opération, en complément des financements de la Région Sud (45 000 €) et de l'Etat (75 000 €).

L'association souhaite réaliser son action et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021, dossier Astre N° 128389 (n° extranet : 34720).

Après instruction, il est proposé d'attribuer à l'association FIBOIS SUD Provence Alpes Côte d'Azur une subvention d'un montant de 30 000 €. Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, les modalités de versement de la subvention se feront comme suit :

- un acompte de 80 %). La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste l'utiliser conformément à son affectation.
- le solde de 20 % sera versé sur production, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, du compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée, des comptes annuels de l'association, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, du rapport d'activité et du procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera le contrôle par la Métropole de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par la Métropole avec l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de la subvention.

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de la Métropole.

L'objectif prévisionnel du rendu de l'étude est fixé au 31 décembre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECOR 001-9260/20/CM du 17 décembre 2020 portant approbation du pacte pour la transition écologique et industrielle du territoire de Gardanne-Meyreuil ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'autoriser la signature de la convention ci-annexée ;
- Qu'il convient d'autoriser le versement de la subvention pour la réalisation de cette opération.

Délibère

Article 64 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement spécifique d'un montant de 30 000 euros au titre de l'exercice 2021.

Article 65 :

Est approuvée la convention ci-annexée.

Article 66 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 67 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2021 de la Métropole Aix-Marseille-Provence (BPM), gestionnaire FORET4, Section de Fonctionnement, sous politique G810, Nature 65748, Fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 402

AVIS - Candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour continuer l'animation du site "Plateau de l'Arbois" sur la période 2022-2024 dans le cadre de l'appel à projet Natura 2000 du FEADER

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le site FR9312009 « Plateau de l'Arbois » est une Zone de Protection Spéciale (ZPS) au titre de la directive européenne 79-409/CEE du 2 avril 1979 dite directive Oiseaux, faisant partie du réseau européen Natura 2000.

La ZPS s'inscrit sur le territoire des communes d'Aix-en-Provence, Cabriès, Rognac, Velaux, Ventabren et Vitrolles pour une superficie d'un peu plus de 4.300 ha. Elle abrite 12 espèces nicheuses et 5 espèces hivernantes de l'annexe 1 de la directive Oiseaux.

Le cortège d'espèces d'oiseaux est globalement typique des collines sèches dites méditerranéennes composées de garrigues, pineraies à Pin d'Alep et zones rocheuses de faible taille. Les ripisylves, plans d'eau et roselières de l'Arc et du bassin du Réaltor viennent diversifier le cortège d'espèces.

La ZPS est localisée au cœur du pôle économique et urbain de Marseille-Aix-Étang de Berre. L'enjeu est de préserver cette coupure verte constituée de

milieux et d'espèces remarquables en limitant les menaces liées à un développement récent et important des activités de pleine nature, à la modification des activités rurales traditionnelles (élevage, agriculture, chasse...), à l'urbanisation en bordure et au centre, et au développement des axes de circulation.

Désigné ZPS par arrêté ministériel du 27 août 2003, le site a fait l'objet d'une consultation pour l'élaboration du document d'objectif (DOCOB) attribué à l'Office National des Forêts (ONF) en 2008 pour sa rédaction. Le DOCOB du site Natura 2000 « Plateau de l'Arbois » a identifié 5 objectifs de préservation : adapter la gestion du Réaltor aux enjeux ornithologiques du site, assurer une meilleure prise en compte des enjeux ornithologiques dans les activités humaines, maintenir les différents stades de la mosaïque des milieux ouverts et fermés, améliorer les capacités d'accueil du site pour l'avifaune patrimoniale et assurer un suivi scientifique.

Afin de mettre en œuvre les objectifs du DOCOB, le Syndicat Intercommunal du Massif de l'Arbois (SIMA), créé en 1992 pour réaliser les travaux de protection de la forêt contre le risque incendie sur le massif de l'Arbois, s'est positionné pour animer les actions.

Le SIMA a ainsi été la structure animatrice du site de 2009 à 2015. En 2016, le syndicat a été dissous lors de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui a ainsi repris l'animation du site au travers du Territoire du Pays d'Aix.

Aussi, afin de poursuivre l'animation et le suivi en cours de la ZPS « Plateau de l'Arbois », la Métropole Aix-Marseille-Provence, à travers le Territoire du Pays d'Aix, se propose d'être candidate en tant que structure animatrice de ce site pour les trois années à venir couvrant la période 2022 à 2024 (1er janvier 2022 au 31 décembre 2024).

Il est précisé qu'une convention relative à l'attribution des aides pour l'animation liée au DOCOB du site Natura 2000 ZPS FR9312009 « Plateau de l'Arbois » sera conclue entre l'Union Européenne, l'État et la Métropole Aix-Marseille-Provence précisant les modalités techniques et financières des missions confiées à la Métropole en tant que structure animatrice du site.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite en outre proposer la candidature de sa Présidente, ou de son représentant, membre du COPIL, à la présidence du COPIL de ce site Natura 2000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'environnement ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les directives européennes 2009/147/CEE dite « Oiseaux » et 92/43/CEE dite « Habitats Faune Flore », transposées en droit français par l'ordonnance du 11 avril 2001 et les décrets et circulaires correspondants, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de poursuivre l'animation et le suivi du site Natura 2000 ZPS FR9312009 « Plateau de l'Arbois ».

Délibère

Article 68 :

Est proposée la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant que structure animatrice du site Natura 2000 ZPS FR9312009 « Plateau de l'Arbois » pour la période 2022- 2024.

Article 69 :

Est proposée la candidature de la Présidente de la Métropole ou de son représentant à la Présidence du Comité de Pilotage du site Natura 2000 ZPS FR9310069 « Plateau de l'Arbois ».

Article 70 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tout document afférent à ces candidatures.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau - Collecte et traitement des déchets

2021 CT2 403

AVIS - Budget Annexe Service Public d'Elimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour l'acquisition des locaux d'exploitation de la collecte situés sur la Commune de Rousset

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées.

Depuis de nombreuses années, le Pôle d'exploitation de proximité du secteur Sud-Est est situé dans des locaux à Rousset dont la Métropole est locataire. Pour rappel, le Pôle assure les prestations de collecte de proximité en régie ainsi que le suivi des prestations déléguées pour les habitants des 10 Communes du secteur concerné.

L'aménagement des différents bâtiments et espaces est parfaitement adapté à l'activité d'exploitation de la collecte des déchets. En effet, les locaux, sur une surface de terrain de 5 000 m² clôturé, sont constitués :

- d'un bâtiment indépendant de 840 m² composé d'un atelier avec des portes d'accès pour des véhicules de collecte, d'un magasin de pièces détachées, de vestiaires et de douches et sanitaires ainsi que de bureaux cloisonnés et climatisés,
- et de deux hangars, chacun de 1000 m², communicants et aménagés avec un quai de déchargement, comprenant des sanitaires, une douche et un petit bureau.

Les contrats de location arrivant à échéance en mai et septembre 2022, le propriétaire, la SCI 53R, a décidé de vendre ces biens. Une réflexion a alors été menée par le Pôle Service à la Population du Territoire du Pays d'Aix afin de mesurer l'opportunité d'acquérir ces biens.

Compte tenu de l'agencement du site, de son emplacement et des équipements fonctionnels

existants, il est proposé de procéder à l'achat de l'ensemble de ces biens, c'est-à-dire du bâtiment et des deux hangars afin de maintenir l'activité de service public.

Il convient aujourd'hui de créer une nouvelle opération d'investissement pour l'acquisition « des locaux d'exploitation sur Rousset » et pour les frais de notaire associés pour un montant de 2 500 000 € TTC.

La nouvelle opération d'investissement « Acquisition des locaux d'exploitation sur Rousset » pour un montant de 2 500 000 € TTC sera inscrite au Budget Service Public d'Elimination des Déchets 24 enregistrée dans l'autorisation de programme du programme 16 de la Métropole.

Ce montant est financé par le Territoire dans le cadre du BS 2021, présenté également en séance du Conseil de la Métropole du 7 octobre 2021, en affectant une part de l'excédent en investissement constaté suite à l'approbation du Compte Administratif de 2020 du Budget Annexe du SPED (24).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2014_A242 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à l'ouverture d'AP/CP sur le Budget Annexe du SPED ;
- La délibération n° FAG 122-4939/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à l'ouverture et à la modification d'autorisation de programme du Budget Annexes SPED du Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 30 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 2 500 000 euros TTC de l'opération afin de permettre sa réalisation.

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 71 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une nouvelle opération d'investissement n°2021200600 « Acquisition des locaux d'exploitation sur Rousset » pour un montant total de 2 500 000 € TTC, rattachée au programme 16 code AP 212160CO.

Article 72 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 24 Service Publics d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Nature 213, Fonction 7212, Autorisation de Programme 16.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2021 inscrit après BS 2021 : 2 500 000 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 404

AVIS - Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement « COCOM Aix-en-Provence » et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées.

Il convient aujourd'hui de réviser le montant de l'opération d'investissement « Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères du secteur centre du Territoire du Pays d'Aix » crée par délibération n° DEA 007-5227/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 et « l'ajustement du projet de reconstruction du centre opérationnel de collecte des ordures ménagères du secteur centre du Territoire du Pays d'Aix » voté par délibération n° DEA 048-8032/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 existante compte tenu des évolutions contextuelles du projet de construction du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères (ci-après COCOM) Barida.

Le détail du programme de travaux est repris dans le rapport relatif à « l'approbation du programme de travaux pour la construction du Pôle Logistique des Services à la Population sur la Commune d'Aix-en-Provence » présenté également en séance du Conseil de la Métropole du 7 octobre 2021. Le montant de travaux ainsi détaillé dans le rapport est conforme au montant total de l'opération c'est à dire de 20 000 000 € TTC.

Au-delà du programme de travaux détaillé, ce rapport indique également que l'acquisition foncière du terrain de 21.382m2 n'est pas comprise dans le montant actuel de l'opération. L'estimation relative à l'achat de terrain est de 3 000 000 € TTC.

C'est dans ce contexte qu'il convient aujourd'hui de réviser le montant de l'opération d'investissement existante en vue de l'achat du terrain.

L'opération d'investissement « COCOM Aix-en-Provence », d'un montant de 20 000 000 € au 1^{er} janvier 2019 (délibération n° DEA 007-5227/18/CM), inscrite au Budget Service Public d'Élimination des Déchets 24 enregistrée dans l'autorisation de programme 201723000 (ex AP453 sur Astre) du programme 16 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 3 000 000 € TTC.

Ce montant est financé par le Territoire du Pays d'Aix dans le cadre du BS 2021, présenté également en séance du Conseil de la Métropole du 7 octobre 2021, en affectant une part de l'excédent en investissement constaté suite à l'approbation du Compte Administratif de 2020 du Budget Annexe du SPED (24).

Cette révision porte le montant de l'opération 201723000 d'un montant de 20 000 000 € TTC avant révision à un montant révisé de 23 000 000 € TTC. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_A242 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à l'ouverture d'AP/CP sur le Budget Annexe du SPED ;
- La délibération n° FAG 122-4939/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à l'ouverture et à la modification d'autorisation de programme du Budget Annexe SPED du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° DEA 007-5227/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à l'ajustement du projet de reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères du secteur centre du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° DEA 048-8032/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 relative à l'ajustement du projet de reconstruction du centre opérationnel de collecte des ordures ménagères du secteur centre du Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision de l'opération d'investissement n°201723000 pour un montant de 3 000 000 € TTC, afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 73 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 201723000 (ex AP453 sur Astre) « COCOM Aix-en-Provence » pour un montant de 3 000 000 € TTC portant le montant de l'opération à 23 000 000 € TTC.

Article 74 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Service Publics d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 201723000, nature 2128, fonction 7213, autorisation de programme 201723000 (ex AP453 sur Astre).

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

201723000 (ex AP453 sur Astre) :

Mandats déjà émis au 1^{er} janvier 2021 : 15 936,93 € TTC

CP 2021 inscrit avant BS 2021 : 2 000 000 € T.T.C

CP 2021 inscrit après BS 2021 : 5 000 000 € T.T.C

CP 2022 : 3 000 000 € T.T.C

CP 2023 : 500 000 € T.T.C

CP 2024 : 6 000 000 € T.T.C

CP 2025 : 6 000 000 € T.T.C

CP 2026 : 2 484 063.07 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	50
Contre	2
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Philippe KLEIN - Anne-laure PETEL

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à la majorité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 405

AVIS - Approbation des conventions pluriannuelles avec les lauréats des volets 1 et 2 de l'appel à projets Prévention des déchets réemploi, réparation et réutilisation sur le Pays d'Aix - Attribution des subventions pour l'année 2021

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 19 décembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a validé son plan de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025 avec pour objectif de réduire de 10% le ratio de déchets ménagers et assimilés d'ici 2025. L'axe 4 de ce plan propose d'assurer un maillage du territoire en solutions de proximité pour les habitants pour réparer, réemployer ou réutiliser leurs objets afin de leur donner une seconde vie.

Début 2020, la loi n°2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire définit

les objectifs nationaux en matière de réemploi/réutilisation (atteindre l'équivalent de 5% du tonnage de déchets ménagers en 2030) et précise que les déchèteries doivent être utilisées comme lieux de récupération d'objets en bon état ou réparables.

Fin 2020 la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé l'appel à projets « Prévention des déchets réemploi, réparation et réutilisation 2021-2024 » sur 3 Territoires avec pour objectif d'identifier et soutenir les projets qui s'inscrivent dans l'axe 4 du plan de prévention métropolitain selon 2 volets :

- Volet 1 : animation et gestion des espaces de réemploi sur les 23 déchèteries équipées d'espace dédié ;
- Volet 2 : développement d'installation et/ou de projets innovants permettant de réemployer / réparer / réutiliser les déchets ménagers.

A la clôture de cet appel à projets, le 25 janvier 2021, vingt dossiers de candidatures ont été reçus avec une démarche collective très forte des acteurs du réemploi à l'échelle de la Métropole.

Pour le Territoire du Pays d'Aix au total 10 dossiers ont été déposés, 2 ont été écartés car ces projets ne répondaient pas à l'objet de l'appel à projets puis l'association Brigade Anti-gaspi a souhaité retirer sa candidature, son projet n'étant pas assez abouti.

5 projets proposés concernent le volet 1 « animation et gestion des espaces réemploi » sur 11 déchèteries dont 4 déjà desservies (Aix-en-Provence, Venelles, Peyrolles-en-Provence, Pertuis) et 6 nouveaux sites grâce à l'appel à projets (La Roque d'Anthéron, Vitrolles, Les Pennes-Mirabeau, Gardanne, Meyrargues, Saint Paul-lez-Durance).

La ressourcerie Valtri, Histoire Sans Fin ayant déjà déposé un dossier de demande de subvention de 32 000 € au titre de l'année 2021, aucune subvention ne sera versée en 2021 dans le cadre de l'appel à projets.

La ressourcerie Grenier des Trouvailles n'ayant pas trouvé de local sur la Commune de Vitrolles pour le moment retire sa demande de subvention pour 2021 en attente de nouvelles propositions de l'association.

2 projets proposés concernent le volet 2 : les associations ADAVA et Incassable. Cette dernière ayant déposé un dossier de demande de subvention hors appel à projets pour l'année 2021 (subvention de 5 000€), son dossier a donc été retiré.

Les projets ont été appréciés au regard des solutions techniques proposées, de la capacité du porteur de projet à pouvoir porter techniquement et financièrement le projet ainsi que du gain pour la collectivité, à la fois en termes de réduction des déchets et de reproductibilité du projet. Chaque candidature a été analysée sur la base des six critères suivants :

1. Cohérence et pertinence du projet avec les objectifs du Plan de Prévention des Déchets Métropolitain ;
2. Impact du projet sur la prévention des déchets ;
3. Impacts économique et social du projet / intégration du projet dans la stratégie économique du porteur de projet ;
4. Caractère exemplaire et novateur du projet ;
5. Développement d'une économie circulaire ;
6. Impact de l'intervention publique : effet levier de la subvention, caractère incitatif de l'aide demandée, impact de l'accompagnement, ...

Dans le cadre de cet appel à projets, une convention pluriannuelle d'objectifs est établie entre chaque association et le Territoire du Pays d'Aix pour la période de **novembre 2021 jusqu'à décembre 2024**. Ces conventions cadre sont annexées au présent rapport.

Volet 1 :

Elan Jouques, budget prévisionnel de l'action de 2021 à 2024 :

Le coût total de l'opération pour l'association sur la période novembre 2021 à décembre 2024 est estimé à 1 197 500 € :

Sur la période 2021 à 2024, les montants des contributions financières consenties par la Métropole-Territoire du Pays d'Aix seront notifiés chaque année à la structure, après examen du budget prévisionnel de l'année de l'action, ajusté par l'association, et du vote par l'assemblée délibérante. Elles seront ensuite notifiées par voie d'avenant à la convention cadre, annexée au présent rapport.

Le montant de la subvention demandée pour novembre et décembre 2021 est de 1 250 €

Montant prévisionnel de subvention demandée pour 2022 : 7 500 €

Montant prévisionnel de subvention demandée pour 2023 : 7 500 €

Montant prévisionnel de subvention demandée pour 2024 : 7 500 €

Pour la période de novembre à décembre 2021

L'association Elan Jouques sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour l'obtention d'une subvention de fonctionnement d'un montant total de 1 250 € pour l'année 2021, soit 3% du coût total prévisionnel de l'opération sur 2021.

Budget prévisionnel novembre décembre 2021 de l'action prévue par l'association :

Depenses	Montants	Recettes	Montants
Achats :	2 142€	Vente de produits :	5 635€
Services extérieurs :	639€	Subventions :	29 302€
Locations, assurances, ... :		Autres :	1 250€
		Métropole AMP :	
		Territoire Pays d'Aix :	
Charges de personnel :	37 054€	Autres recettes :	5 007€
Dotations aux amortissements et provisions, engagements à réaliser sur ressources affectées :	1 637€	Autofinancement :	
Total général des charges :	41 472€	Total Recettes :	41 472€

Les crédits seront pris sur les lignes budgétaires de la Métropole-Territoire du Pays d'Aix présentant les

disponibilités nécessaires. Cette subvention sera créditée au compte de la structure selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par la structure de ses obligations légales et contractuelles.

Pour rappel dans le cadre d'une demande de subvention faite en septembre 2020 (hors appel à projets) le Territoire du Pays d'Aix a attribué de novembre 2020 à octobre 2021, une subvention à l'association Elan Jouques approuvée par la délibération 2021_CT2_163 du Conseil de Territoire du 8 avril 2021 d'un montant de 7 500 €.

De Fil en Aiguille, budget prévisionnel de l'action de 2021 à 2024 :

Le coût total de l'opération pour l'association sur la période novembre 2021 à décembre 2024 est estimé à 117 998 € :

Sur la période 2021 à 2024, les montants des contributions financières consenties par la Métropole-Territoire du Pays d'Aix seront notifiés chaque année à la structure, après examen du budget prévisionnel de l'année de l'action, ajusté par l'association, et du vote par l'assemblée délibérante. Elles seront ensuite notifiées par voie d'avenant à la convention cadre, annexée au présent rapport.

Le montant de la subvention demandée pour novembre et décembre 2021 est de 3 700 €.

Montant prévisionnel de subvention demandée pour 2022 : 22 200 €

Montant prévisionnel de subvention demandée pour 2023 : 31 648 €

Montant prévisionnel de subvention demandée pour 2024 : 29 460 €

Pour la période de novembre à décembre 2021

L'association de Fil en Aiguille sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour l'obtention d'une subvention de fonctionnement d'un montant total 3 700 € pour l'année 2021, soit 52 % du coût total prévisionnel de l'opération sur 2021.

Budget prévisionnel novembre décembre 2021 de l'action prévue par l'association :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	0	Vente de produits	0
Services extérieurs (location, assurances...)	1 000	Subventions Métropole-AMP Territoire Pays d'Aix	3 700
Charges de personnel	4 950	Autres recettes	0
Charges fixes de fonctionnement	1 050	Autofinancements	1 426
Total général des charges	7 000	Total Recettes	7 000

Les crédits seront pris sur les lignes budgétaires de la Métropole -Territoire du Pays d'Aix présentant les disponibilités nécessaires. Cette subvention sera créditée au compte de la structure selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par la structure de ses obligations légales et contractuelles.

Pour rappel dans le cadre d'une demande de subvention faite en septembre 2020 (hors appel à projets) le Territoire du Pays d'Aix par délibération du Conseil de Territoire du 30 septembre 2021, attribué une subvention à l'association de Fil en Aiguille d'un

montant de 10 000 € de novembre 2020 à octobre 2021.

Atelier des 1001 vies, budget prévisionnel de l'action de 2021 à 2024 :

Le budget prévisionnel pris en compte est le budget hors contributions volontaires.

Le coût total de l'opération pour l'association sur la période novembre 2021 à décembre 2024 est estimé à 103 830 € :

Sur la période 2021 à 2024, les montants des contributions financières consenties par la Métropole-Territoire du Pays d'Aix seront notifiés chaque année à la structure, après examen du budget prévisionnel de l'année de l'action, ajusté par l'association, et du vote par l'assemblée délibérante. Elles seront ensuite notifiées par voie d'avenant à la convention cadre, annexée au présent rapport.

Le montant de la subvention demandée pour novembre et décembre 2021 est de 3 080 €.

Montant prévisionnel de subvention demandée pour 2022 : 18 500 €.

Montant prévisionnel de subvention demandée pour 2023 : 26 400 €.

Montant prévisionnel de subvention demandée pour 2024 : 38 400 €.

Pour la période de novembre à décembre 2021

L'association Atelier des 1001 vies sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour l'obtention d'une subvention de fonctionnement d'un montant total de 3 080 € pour l'année 2021, soit 78 % du coût total prévisionnel de l'opération sur 2021 hors contributions volontaires.

Budget prévisionnel novembre décembre 2021 de l'action prévue par l'association :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	250	Vente de produits	870
Services extérieurs (location, assurances...)	0	Subventions Métropole-AMP Territoire Pays d'Aix	3 080
Charges de personnel	3 700	Autres recettes	0
Charges fixes de fonctionnement	0	Autofinancements	0
Total des charges	3 950	Total des produits	3 950
Emploi des contributions volontaires en nature	5 530	Emploi des contributions volontaires en nature	5 530
Total général des charges	9 480	Total Recettes	9 480

Les crédits seront pris sur les lignes budgétaires de la Métropole - Territoire du Pays d'Aix présentant les disponibilités nécessaires. Cette subvention sera créditée au compte de la structure selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par la structure de ses obligations légales et contractuelles.

VALTRI Histoire sans fin, budget prévisionnel de l'action de 2022 à 2024 :

Le coût total de l'opération pour l'association sur la période 2022 à 2024 est estimé à 1 014 707 € :

Pour la période 2022 à 2024, les montants des contributions financières consenties par la Métropole-Territoire du Pays d'Aix seront notifiés chaque année à la structure, après examen du budget prévisionnel de l'année de l'action, ajusté par l'association, et du vote par l'assemblée délibérante. Elles seront ensuite notifiées par voie d'avenant à la

convention cadre, établie dans le cadre de l'attribution 2022.

Montant prévisionnel de subvention demandée pour 2022 : 40 000 €,
Montant prévisionnel de subvention demandée pour 2023 : 55 638 €,
Montant prévisionnel de subvention demandée pour 2024 : 55 393 €.

Les crédits seront pris sur les lignes budgétaires de la Métropole-Territoire du Pays d'Aix présentant les disponibilités nécessaires.

Cette subvention sera créditée au compte de la structure selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par la structure de ses obligations légales et contractuelles.

Pour rappel dans le cadre d'une demande de subvention faite en septembre 2020 (hors appel à projets) le Territoire du Pays d'Aix par délibération du Conseil de Territoire du 8 avril 2021, a attribué de janvier 2021 à décembre 2021 une subvention à l'association Valtri d'un montant de 32 000 €. Aucune subvention ne sera donc versée en 2021 dans le cadre de l'appel à projets.

Volet 2 :

ADAVA, budget prévisionnel de l'action de 2021 à 2024 :

Le budget prévisionnel pris en compte est le budget hors contributions volontaires.

Récupération de vélos provenant des déchèteries, réparation et revente, atelier existant sur Aix-en-Provence et projet d'ouvrir un atelier sur la Commune de Pertuis.

Le coût total de l'opération pour l'association sur la période novembre 2021 à décembre 2024 est estimé à 175 600 €:

Sur la période 2021 à 2024, les montants des contributions financières consenties par la Métropole-Territoire du Pays d'Aix seront notifiés chaque année à la structure, après examen du budget prévisionnel de l'année de l'action, ajusté par l'association, et du vote par l'assemblée délibérante. Elles seront ensuite notifiées par voie d'avenant à la convention cadre, annexée au présent rapport.

Le montant de la subvention demandée pour novembre et décembre 2021 est de 1 700 €

Montant prévisionnel de subvention demandée pour 2022 : 10 000 €

Montant prévisionnel de subvention demandée pour 2023 : 28 000 €

Montant prévisionnel de subvention demandée pour 2024 : 30 000 €

Pour la période de novembre à décembre 2021

L'association ADAVA sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour l'obtention d'une subvention en fonctionnement d'un montant total de 1 700 € pour l'année 2021, soit 23 % du coût total prévisionnel de l'opération sur 2021 hors contributions volontaires.

Budget prévisionnel novembre-décembre 2021 de l'action prévue par l'association :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	2 700€	Vente de produits	500€
Services extérieurs (locations, assurances...)	3 000€	Subventions	1 700€
		Autres	500€
		Métropole-AAP	1 700€
		Territoire Pays d'Aix	1 700€
Charges de personnel	1 700€	Autres recettes	200€
Charges fixes de fonctionnement	0	Autofinancement	4 500€
Total des charges	7 400€	Total des produits	7 400€
Emploi des contributeurs volontaires en nature	700€	Contribution volontaire en nature	700€
Total général des charges	8 100€	Total Recettes	8 100€

Les crédits seront pris sur les lignes budgétaires de la Métropole-Territoire du Pays d'Aix présentant les disponibilités nécessaires.

Cette subvention sera créditée au compte de la structure selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par la structure de ses obligations légales et contractuelles.

Par l'ensemble de ces actions, les 5 associations citées ci-dessus participent à l'objectif de la Métropole et du Territoire du Pays d'Aix de réemploi et de sensibilisation à la réduction des déchets des habitants et professionnels. Il est proposé de répondre favorablement à ces demandes de subvention pour 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025 ;
- La délibération n°TCM 015-8720/20/CM du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020 approuvant la démarche de réduction des déchets par le lancement d'un appel à projets prévention des déchets - réemploi / réparation / réutilisation 2020- 2024 sur la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020

approuvant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;

- La décision n°16 771 de mise en œuvre de la démarche de prévention des déchets dans le cadre de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Approbation de l'appel à projets « réemploi – réparation – réutilisation 2020-2024 » et de la procédure de lancement associée ;
- L'avis de la Commission de Territoire environnement déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 30 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la réduction des déchets ménagers et assimilés est un enjeu important pour la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix notamment dans le contexte de saturation des exutoires de traitement des déchets et d'augmentation des coûts.
- Qu'il convient d'approuver les conventions pluriannuelles de partenariat avec les lauréats de l'appel à projets.

Délibère

Article 75 :

Sont approuvées les conventions pluriannuelles de partenariat, ci-annexées, à conclure avec les quatre.4 structures lauréates de l'appel à projets « Prévention des déchets réemploi, réparation et réutilisation 2021-2024 » : Elan Jouques, Fil en Aiguille, l'Atelier des 1001 Vies et l'ADAVA.

Article 76 :

Sont attribuées les subventions ci-dessous pour l'année 2021 (novembre et décembre) :

- **1 250 €** en fonctionnement à **Elan Jouques** pour les espaces réemploi des déchèteries de Peyrolles-en-Provence, Saint-Paul-lez-Durance et Meyrargues pour les mois de novembre et décembre.
- **3 700 €** en fonctionnement à de **Fil en Aiguille** pour l'espace réemploi de la déchèterie de Pertuis pour les mois de novembre et décembre.
- **3 080 €** en fonctionnement à **l'Atelier des 1001 Vies** pour l'espace réemploi de la déchèterie de la Roque d'Anthéron pour les mois de novembre et décembre.
- **1 700 €** en fonctionnement à **l'ADAVA** pour la récupération de vélos provenant des déchèteries par l'intermédiaire des ressourceries et ouverture d'un atelier à Pertuis.

Article 77 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions ainsi que tout document nécessaire à leur application.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe Service Public d'Elimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement Chapitre 65, Fonction 7211, Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 406

AVIS - Rapport Annuel 2020 sur le Prix et la Qualité du Service Prévention et Gestion des Déchets Métropolitains

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

1 – Rappel du contexte

Depuis le 1er janvier 2016, par décret 2015-1085 du 28 août 2015, l'ex Communauté Urbaine de Marseille et les quatre ex Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, du Pays Salonais, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues et l'ex SAN Ouest Provence ont été regroupées pour créer la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Compétence en matière de déchets :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de prévention et gestion des déchets. Dans le prolongement de la délibération n°HN 088-219/16/CM, le Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020, a ainsi délégué aux Conseils de Territoire l'exercice de la compétence gestion des

déchets ménagers et assimilés. Le schéma de prévention et de gestion des déchets de la Métropole reste une compétence de la Métropole. Dans ce cadre, chaque Conseil de Territoire a élaboré un rapport d'activité pour l'année 2020.

Le présent document reprend en synthèse le contenu des rapports des six Territoires, joints en annexe, afin de retranscrire l'activité déchets à l'échelle de la Métropole.

Evolution sur le contenu réglementaire du rapport annuel :

La loi du 17 août 2015, relative à la transition énergétique pour la croissance verte, a instauré de nouvelles dispositions en matière de prévention et de gestion des déchets. Le décret N°2015-1827 du 30 décembre 2015 s'inscrit dans cette loi en précisant les indicateurs techniques et financiers devant figurer dans les Rapports annuels sur le Prix et la Qualité du Service public de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés (RPQSPGDMA).

Le présent rapport présente des indicateurs techniques et financiers tenant compte de cette évolution réglementaire en matière de performances techniques et économiques du service public.

Cela se traduit par un ensemble d'indicateurs techniques et par l'expression des coûts dans la matrice de référence utilisée par l'ADEME. Tous les indicateurs sont basés sur des populations INSEE en vigueur au 1er janvier 2020.

Conformément aux dispositions notamment de l'article L.2224-5 du Code général des collectivités territoriales, il appartient au Président de l'EPCI de présenter ce rapport d'activité à son assemblée délibérante. Ainsi, le rapport annuel d'activité déchets 2020 métropolitain est présenté en Conseil de la Métropole.

2 – Contenu du rapport annuel 2020

Le rapport contient des informations techniques et financières relatives à la compétence de la Métropole en matière de déchets ménagers notamment :

- la présentation des Territoires constituant la Métropole, leur population, les actions en matière de prévention et gestion des déchets, l'organisation des services et les agents,
- les actions de prévention des déchets dans le cadre du Programme Local de Prévention des Déchets,
- les services, les équipements et les indicateurs techniques de la collecte des déchets ménagers résiduels, de la collecte sélective, des déchèteries, des collectes spécifiques et du traitement en ISDnD et par incinération des déchets résiduels,
- les mesures prises en compte pour atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à l'environnement des opérations de gestion des déchets,
- les indicateurs financiers de l'activité de la gestion des déchets à l'échelle de la Métropole.

3 – Les chiffres et indicateurs d'activité 2020

3.1 – Indicateurs de moyens : territoire desservi, moyens humains, matériels et installations

La Métropole Aix-Marseille-Provence regroupe 92 communes et compte plus de 1,8 millions d'habitants soit 93 % de la population des Bouches-du-Rhône.

Pour assurer les services de proximité à la population, ce sont environ 2 500 agents en régie et plus de 900 véhicules et matériels techniques qui sont déployés sur tout le Territoire.

Le parc de contenants de pré-collecte comprend environ 494 000 bacs, 7 325 dispositifs aériens pour collecter les recyclables et les ordures ménagères, 1 930 dispositifs enterrés et 1 200 bacs gros volumes implantés sur l'ensemble du Territoire.

Sur l'ensemble de la Métropole, 58 déchèteries offrent un service de proximité basé sur l'apport volontaire des habitants, 19 centres de transfert répartis sur tout le Territoire métropolitain permettent de limiter les transports et ainsi d'agir en faveur de l'environnement mais également d'optimiser les coûts de transport des déchets.

Les centres de tri utilisés pour trier les recyclables issus des différentes collectes sélectives des six Territoires sont au nombre de 3, situés sur le périmètre de la Métropole et aux alentours.

Les centres de traitement utilisés pour les déchets résiduels (enfouissement et/ou incinération) sont au nombre de 8 situés sur le périmètre métropolitain et aux alentours.

3.2 – Indicateurs de tonnages pris en charge

Au total, sur le Territoire de la Métropole, ce sont plus de 1 172 789 tonnes de déchets ménagers et assimilés qui sont prises en charge par les différents services des Territoires, soit 624,5 kg/habitant/an.

Le tableau suivant présente le bilan des déchets ménagers et assimilés gérés sur le Territoire métropolitain :

	Bilan des déchets ménagers et assimilés (TNA)				
	Tonnage déchets	Tonnage valorisé matière	Tonnage valorisé énergétique	Tonnage enfouissement	Tonnage incinération
Ordures ménagères résiduelles	642 206	0 297	33 493	306 000	301 179
Collectes sélectives	75 236	63 300	0	0 000	0 000
Collectes spécifiques	0 000	0 000	0 000	0	0
Dechèteries	343 546	206 200	78 110	17 040	39 944
Incinération coléctive	30 000	0 000	0	0	0 000
Apports directs sur sites de traitement	0 000	0 000	0 000	0 000	0 000
Métropole Aix-Marseille-Provence	1 079 789	269 597	111 603	323 040	375 549

Sur l'ensemble de ces tonnages :

- 36 % partent en valorisation matière et organique,
- 30 % partent en valorisation énergétique,
- 34 % partent en enfouissement.

3.3 – Répartition des tonnages pris en charge

La répartition des tonnages pris en charge par la Métropole est la suivante :

- 59 % sont constitués d'ordures ménagères soit 368,6 kg/hab/an,
- 6,5 % sont issus de la collecte sélective et séparative soit 40,4 kg/hab/an,
- 29 % sont issus des collectes en déchèteries soit 181,6 kg/hab/an,
- 5,5 % sont constitués des collectes des encombrants au porte à porte et d'autres apports divers et/ou issus des services techniques acheminés directement ou indirectement (hors tonnages des professionnels) vers les différentes installations et unités de gestion des déchets, soit 33,8 kg/hab/an.

3.4 – Indicateurs financiers

La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, et le décret de décembre 2015 ont instauré une obligation de transparence des coûts en demandant de préciser des indicateurs financiers dans le rapport annuel. Le décret impose l'expression des coûts par flux dans une matrice de référence similaire à celle de l'ADEME.

La matrice, fondée sur une méthode de comptabilité analytique, permet de restituer les coûts sous forme de ratios en euro par tonne et en euro par habitant pour chacun des différents flux pris en charge par le service public des déchets.

Le coût complet global de la compétence sur le Territoire de la Métropole est de 194 € TTC/habitant/an ou de 306 € TTC/tonne.

Le coût aidé est un coût qui laisse apparaître le « reste à financer » du service par l'impôt (TEOM), la redevance spéciale (RS), l'emprunt ou le budget général.

Sur l'ensemble de la Métropole, le coût aidé de la compétence est de 181 € TTC/habitant/an ou de 285 € TTC/tonne/an.

Le montant global des dépenses de l'activité déchets est de 364 M€ pour 2020.

Les dépenses d'investissement cumulées de l'activité sur les 6 Territoires est de 33,3 M€.

4 – Les actions fortes de 2020

Que ce soit au niveau européen ou français, la prévention des déchets est une action prioritaire dans les modes de gestion des déchets.

Au niveau métropolitain, cette priorité est reprise dans le schéma de gestion des déchets, délibéré par le Conseil de la Métropole le 19 octobre 2017, et dans le plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés (PMPDMA), approuvé lors du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019. Ce

plan, réalisé au terme d'une démarche coordonnée entre les Territoires, et en accord avec le décret n°2015-662 du 10 juin 2015 relatif aux programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés, a pour finalité de :

- 1- Réduire les déchets produits et collectés sur le Territoire et ainsi apporter une réponse à la saturation des exutoires de traitement et à l'augmentation programmée des coûts de traitement ;
- 2- Harmoniser les pratiques de prévention des déchets sur la Métropole afin d'offrir aux habitants des solutions homogènes et permettre d'engager un changement de comportements ;
- 3- Participer à l'ouverture de la gestion des déchets vers une économie circulaire en stimulant une nouvelle logique où les déchets ne sont plus considérés comme des déchets mais bien comme des ressources.

Il constitue la première étape de l'objectif 2035 d'une Métropole zéro déchet zéro gaspillage.

L'ambition de la Métropole est d'engager un changement de comportement de tous les acteurs du Territoire dans une logique d'économie circulaire afin de limiter au maximum la part de déchets enfouis ou incinérés.

Le plan de prévention métropolitain fixe, en accord avec le plan régional de prévention et gestion des déchets, l'objectif de réduction de 10 % du ratio de déchets ménagers et assimilés à l'horizon 2025 par rapport à 2015. Cet objectif est décliné au sein des 6 Territoires.

Au-delà des axes définis par la prévention des déchets un certain nombre d'actions significatives, qui ont bien évidemment été marquées par la crise sanitaire liée à la COVID 19, ont été menées en 2020 et plus précisément, par Territoire :

> Sur le Territoire Marseille Provence :

L'année a été marquée par les projets d'amélioration de l'accueil et de modernisation des déchèteries (installation de la Lecture Automatique des Plaques d'Immatriculation de 4 déchèteries, extension et réhabilitation de la déchèterie de Château Gombert à Marseille), le renouvellement de l'ensemble des caissons ferroviaires, la poursuite de l'acquisition de véhicules électriques, les actions en termes de pré collecte (extension des conteneurs enterrés, pose d'ascenseurs à bacs, optimisation de l'implantation des bacs gros volumes pour le tri sélectif), le renouvellement de marchés, le déploiement d'outils de gestion informatique et numérique pour le suivi qualité des missions d'exploitation et la mise en œuvre de la future redevance spéciale.

> Sur le Territoire du Pays d'Aix

L'année a été marquée par la mise en œuvre effective de l'arrêt de la collecte des déchets d'activité économique sur les Zones d'Activités Economiques (ZAE) et la préparation de l'arrêt de la collecte des gros producteurs en zone INTERmédiaire, les

actions menées en termes de prévention des déchets avec la poursuite des actions de réduction des biodéchets, d'aides pour les structures de réemploi et de ressourceries, d'amélioration de la performance du tri, de mise en place et/ou de réhabilitation des dispositifs enterrés. Les travaux de modernisation du centre de transfert de La Parade à Aix-en-Provence se sont achevés en février 2020. Un nouveau service de collecte de l'amiante a été mis en place sur 4 déchèteries. Sur le site de l'Arbois, l'éco plateforme de valorisation des matériaux réalisée en collaboration avec la société Durance Granulats permet la fourniture de l'ensemble des matériaux nécessaires à l'exploitation et aux différents aménagements structurels du site par son efficacité et valide la mise en œuvre du concept d'économie circulaire sur le site. En 2020, les lixiviats produits sont traités sur le site. Ce traitement autorisé par l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2018, est basé sur le principe de concentration de la pollution.

> Sur le Territoire du Pays Salonais :

L'année a été marquée par les travaux de construction des nouveaux locaux administratifs et sanitaires du centre de transfert « Le Milanis » à Salon-de-Provence, la construction d'une plateforme de dépôt au sol pour la prise en charge des végétaux dans le prolongement de la déchèterie de Salon-de-Provence, équipement de 3 déchèteries de bennes dédiées aux déchets d'ameublement. Des actions de sensibilisation ont également été réalisées au travers d'animations ciblées compostage, lombricompostage, lutte contre le gaspillage alimentaire, réduction à la source, réutilisation ou recyclage ainsi qu'une intervention en déchèterie pour sensibiliser les usagers à la valorisation des déchets verts.

> Sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

L'année a été marquée par la mise en action des moyens administratifs et humains nécessaires au service pour la mise à disposition des habitants des composteurs individuels et la formation aux habitants lors de leur distribution, la réflexion sur plusieurs communes pour l'optimisation des différents modes de collecte, le renouvellement du parc de véhicules, la prise en charge d'une recrudescence des appels au niveau du service Allo Déchets, la poursuite de la densification du parc de conteneurs enterrés et la mise en œuvre des extensions des consignes de tri des plastiques début 2021. Pour la prévention, la poursuite de l'exploitation de la Ressourcerie « Le Dirigeable » en partenariat avec EVOLIO et la poursuite des actions de compostage individuel et collectif ainsi que celles contre le gaspillage alimentaire en restauration scolaire primaire.

> Sur le Territoire Istres Ouest Provence :

Les principales actions menées concernent les premières livraisons de composteurs qui ont été réceptionnées fin 2020 avec une distribution aux administrés en 2021, l'achèvement de la phase 1 de l'étude de faisabilité et de programmation d'une

nouvelle déchèterie/ressourcerie à Istres (La suite de l'étude dépend des avancées concernant l'acquisition du terrain) et dans le cadre du projet LIFE, la réfection des caissons de réemploi mis en place sur les déchèteries (peinture, signalétique) afin d'inciter toujours plus de personnes à les utiliser. Par ailleurs, un nouveau caisson réemploi a été installé sur la déchèterie d'Entressen en lieu et place d'une veille armoire inadaptée.

> Sur le Territoire du Pays de Martigues :

Les principales actions menées concernent la poursuite des actions en termes de prévention avec la distribution de composteurs, la finalisation de l'étude pour la mise en place, dans le quartier de Saint-Roch à Martigues, de colonnes semi-enterrées pour les ordures ménagères et les recyclables, le maintien de la certification ISO 14001 pour le centre de traitement des déchets du Vallon du Fou et les déchèteries de la Couronne et de Croix-Sainte à Martigues et le lancement des extensions des consignes de tri (ECT) pour une mise en place en janvier 2021 en collaboration avec le service communication du Territoire. Les travaux réalisés en 2020 concernent la modernisation du centre de transfert des déchets pour la sécurisation du convoyeur, le dégazage de l'alvéole n°2 pour le captage du biogaz, l'installation du système de prétraitement des lixiviats avant traitement en STEP et du biogaz sur la torchère de l'ISDnD et la pose de géotextiles sur l'alvéole n°3 ainsi que sa mise en service.

A l'échelle de la Métropole, de nombreuses mesures sont prises pour atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à l'environnement des opérations de gestion des déchets. Ces actions, présentes sur tous les Territoires, regroupent des actions de lutte contre le réchauffement climatique, de prévention de la biodiversité, de plan d'actions réduisant les accidents du travail et améliorant les conditions de travail des agents, des démarches de certification ISO pour certaines installations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets ;

- La délibération n° HN 088-219/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences pour la gestion des déchets ménagers et assimilés du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoires ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 4 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés doit faire l'objet d'un rapport annuel relatif au prix et à la qualité de ce service.
- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de la Métropole et mis à la disposition du public.

Délibère

Article unique :

Sont approuvés le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses six annexes, ci-joint pour l'exercice 2020.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2021 CT2 407

AVIS - Approbation du rapport d'activité 2020 du concessionnaire pour la conception, la construction et l'exploitation d'une installation de valorisation électrique de Biogaz de décharge de l'ISDnD de l'Arbois située sur la Commune d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a concédé en 2008 à la société Arbois BioÉnergie (groupement d'entreprises COFELY et FAIRTEC) l'exploitation du « gisement » de biogaz de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois via une concession d'ouvrage public dont les fondements ont été établis sur la base d'une délégation de service public.

L'objet du présent rapport est de présenter le rapport d'activité 2020 de l'installation de valorisation des biogaz, exploitée sur la base d'une délégation de service public conclue en 2008 avec la société Arbois BioÉnergie.

L'énergie produite est réinjectée sur le réseau ERDF, l'exploitant se rémunère sur la vente d'énergie électrique en contrepartie de la cession du gisement

de biogaz. Le Territoire du Pays d'Aix perçoit une redevance proportionnelle à l'énergie produite.

Les évolutions contractuelles ont été marquées par la signature d'un avenant cadrant une adaptation de la solution de cogénération et par la délivrance, par la Préfecture des Bouches-du-Rhône, d'une attestation ouvrant droit à l'achat du biométhane injecté directement au réseau de gaz naturel, afin de bénéficier des tarifs avantageux d'achat de ce biométhane lorsque cette technologie sera effective sur le site.

a) Bilan environnemental

Le bilan environnemental de l'unité répond aux exigences de l'arrêté préfectoral d'exploitation sauf pour ce qui concerne les concentrations en SO₂ des rejets atmosphériques des torchères et des groupes électrogènes suite à l'évolution réglementaire relative aux installations de combustion et également sur la concentration en Hafnium sur l'une des deux torchères.

Une consultation est en cours auprès du concessionnaire pour mettre en place un équipement destiné à purifier les biogaz et répondre aux exigences réglementaires.

b) Bilan financier 2020

L'année 2020 a été la dixième année pleine en terme de fonctionnement industriel de l'installation et a permis de valoriser 12.835 Nm³ de biogaz, de produire une énergie totale de 22.37 GWh électrique et d'éviter le rejet à l'atmosphère de l'équivalent de 4.000 tonnes de CO₂. Le taux de disponibilité moyenne de valorisation a été de 93 % pour un engagement minimum contractuel de 85%.

D'un point de vue financier, ces opérations ont généré une recette nette pour le Territoire du Pays d'Aix de 762.423 Euros HT.

L'unité de cogénération a assuré une recette de 12.628 Euros HT.

La performance énergétique des installations a notamment permis au Territoire du Pays d'Aix de bénéficier du taux préférentiel pour la Taxe Générale sur les Activités Polluantes sur le Centre de Stockage à savoir 25€/tonne au lieu de 42€/tonne. Cela a représenté effectivement en 2020 une économie de TGAP d'environ 2.720.000 Euros HT pour le Pays d'Aix.

En 2020, le contrat de valorisation des biogaz a permis de dégager un total de ressources financières supplémentaires pour le Pays d'Aix d'environ 3.5 M Euros HT.

Une consultation est en cours afin de contractualiser et fixer les tarifs de l'installation de purification des biogaz.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2007_A492 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 14 décembre 2007 relative à l'approbation du contrat de concession ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du

Conseil au Bureau de la Métropole ;

- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 4 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de prendre acte du rapport d'activité 2020 du concessionnaire pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation de valorisation des biogaz de l'ISDnD de l'Arbois.

Délibère

Article 78 :

Est pris acte du rapport d'activité 2020 du concessionnaire relatif à la conception, la construction et l'exploitation de l'installation de valorisation des biogaz de l'ISDnD de l'Arbois, ci-annexé.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2021 CT2 408

Approbation du programme de travaux pour la construction du Pôle Logistique des Services à la Population d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les locaux utilisés par le service de collecte des déchets du secteur centre d'Aix-en-Provence, dits de la Parade, sont problématiques au regard des exigences en termes de conformité au Code du travail pour les locaux du personnel, mais également en termes de fonctionnalité et de sécurité eu égard aux nombreuses co-activités existantes sur ce site, avec les locaux de certains services municipaux

imbriqués. Les divers aménagements réalisés avec notamment la mise en place de bâtiments préfabriqués, la rénovation intérieure des vestiaires/sanitaires et autres interventions toujours limitées par manque de surfaces n'ont pas suffi à rendre conformes les locaux du personnel et à améliorer sensiblement les conditions d'accueil et de sécurité des agents.

Au regard de ce constat, la Communauté du Pays d'Aix a mené, de 2006 à 2010, un travail important avec les services de la ville d'Aix-en-Provence dans le cadre d'un projet d'aménagement global des locaux sur le site de la Parade, sans que cette démarche n'aboutisse à une solution satisfaisante pour répondre tant aux besoins du Territoire qu'à ceux de la ville d'Aix-en-Provence en maintenant une répartition des espaces et une affectation des bâtiments proche de l'état actuel.

Fort de ce constat, il a été décidé lors du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 par délibération n°DEA 048-0832/19/CM de valider son implantation dans la future Zone d'Aménagement Concerté (ci-après ZAC) Barida.

Le projet consiste à regrouper les agents de la régie des collectes d'Aix-en-Provence sur un seul et même site. Il prévoira des places de stationnement tant pour les véhicules des agents que des bennes à ordures ménagères et intégrera le stockage de conteneurs nécessaires à l'exercice du service.

Le parking sera mutualisé avec les services des eaux (REPA et pluvial) dont les locaux jouxtent la future implantation. En effet 170 places de stationnement avec accès différencié leur seront réservées.

L'opération de construction du Pôle Logistique des Services à la Population répondra aux exigences et besoins suivants :

- Construction du bâtiment accueillant les vestiaires, la zone administrative et les locaux du personnel,
- Construction d'un parking silo abritant :
 - Au RDC : les bennes, aires de réparation et de maintenance des véhicules.
 - Au R+1 : 130 places de stationnement pour les véhicules de la REPA et 40 pour le service pluvial – il conviendra d'étudier le cheminement depuis le parking vers les bâtiments de ces services situés à proximité.
 - Au R+2 : 100 places de stationnement pour le personnel + 20 places pour les véhicules utilitaires de service.
- Construction d'une zone de stockage de 2.000 m², dont au moins 1.400 m² couverts, facilement accessible aux PL.
- Possibilité de circulation et accessibilité des installations :
 - Accès depuis la RD9 et/ou depuis la voie interne dans la ZAC à créer,

- Circulation sur la parcelle avec distinction des flux VL/PL,
- Parking 2 roues à proximité du bâtiment.
- Réalisation d'un écran végétal entre les locaux du COCOM et la noue paysagère en limite Est de la parcelle.

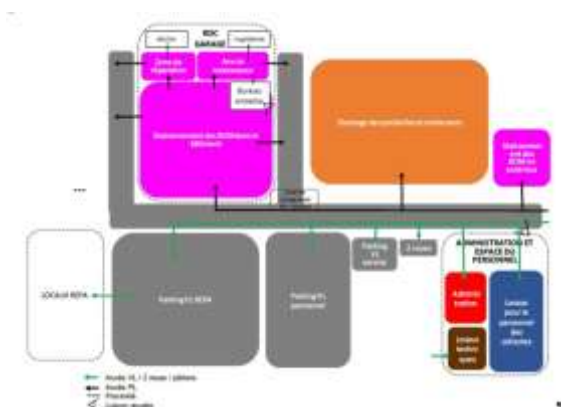
Afin de répondre aux exigences et besoins du service en termes de locaux, le futur pôle logistique devra au minimum prévoir les surfaces suivantes :

BATIMENT	SU en m²	SOP en m²
ADMINISTRATION	200	354
ESPACE DU PERSONNEL	942	1 027
LOCAUX TECHNIQUES DU BATIMENT	79	91
TOTAL SURFACE BATIMENT en m²	1211	1 472

ESPACES DE STATIONNEMENT	Surface en m²
Stationnement 100 VL personnel et 20 VL service	2 000
Garage « L2 »	4 430
Stationnement de 100 VL REPA et jauge	4 250
TOTAL STATIONNEMENT en m²	11 682

ESPACES EXTERIEURS	Surface en m²
Stadion	2 100
Stationnement 8 BOM	300
Stationnement 2 roues	30
Champs extérieurs (jardin de rétention, espace vert, etc.) pour maîtrise	
TOTAL ESPACES EXTERIEURS en m²	9 500m²

Le schéma de fonctionnement entre les différents espaces sera le suivant :



En application des dispositions de l'article 17 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2019 relative aux marchés publics, il est proposé de confier la maîtrise d'ouvrage de la construction du bâtiment à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Les estimations relatives à la réalisation des travaux de construction - hors acquisition foncière - s'élèvent à :

- 16.653.000 €HT pour la construction du pôle logistique, y compris études, honoraires et travaux, soit 19.983.600 €TTC ;
- dont 793.000 €HT pour la rémunération de la SPLA, soit 951.600 €TTC.

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Démarrage de la mission fin 2021
- Acquisition des terrains : 2022
- La réalisation des travaux étant estimée à 4 ans comprenant les délais d'études, de

consultation et de travaux, la réception prévisionnelle des ouvrages est fixée à 2026.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANT HT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	20 %	3'338 000 euros
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	10 %	1'545 300 euros
Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur	10 %	1'545 300 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille Provence	60 %	9'991 000 euros
TOTAL	100 %	16'653 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEA 048-0832/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant sur l'ajustement du projet de reconstruction du centre opérationnel de collecte des ordures ménagères du secteur centre du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°DEA 007-5227/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant l'ajustement du projet de reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères du secteur Centre du Territoire du Pays d'Aix ainsi que le montant de l'Autorisation de Programme budgétaire associée (DI4532AP) ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la construction du Pôle Logistique Déchets sur la Commune d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de construction du Pôle Logistique Déchets sur la Commune d'Aix-en-Provence, dont le montant total prévisionnel s'élève à 19.983.600 €TTC y compris la rémunération de la SPLA « Pays d'Aix Territoires » à laquelle sera confié un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cette opération.

• Article 2 :

Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône, de la Région Sud et de l'Agence de l'Eau RMC ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

• Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Service Prévention Élimination des Déchets - Territoire du Pays d'Aix Autorisation de programme (AP) 201723000 – Fonction 7213 – Nature : 2031, 2128, 2138.

Les recettes d'investissement correspondantes seront constatées sur Budget Annexe du Service Public d'Élimination des Déchets Territoire du Pays d'Aix – Fonction : 7212 - Nature : 1313.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	50
Contre	2
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Philippe KLEIN - Anne-laure PETEL

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à la majorité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 409

AVIS - Approbation de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la construction du Pôle des Services à la Population d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les locaux utilisés pour le service des collectes de déchets du secteur centre d'Aix-en-Provence, dits de la Parade, sont problématiques au regard des exigences en termes de conformité au Code du travail pour les locaux du personnel, mais également en termes de fonctionnalité et de sécurité eu égard aux nombreuses co-activités existantes sur ce site, avec les locaux de certains services municipaux imbriqués. Les divers aménagements réalisés avec notamment la mise en place de bâtiments préfabriqués, la rénovation intérieure des vestiaires/sanitaires et autres interventions toujours limitées par manque de surfaces n'ont pas suffi à rendre conformes les locaux du personnel et à améliorer sensiblement les conditions d'accueil et de sécurité des agents.

Au regard de ce constat, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a mené, de 2006 à 2010, un travail important avec les services de la ville d'Aix-en-Provence dans le cadre d'un projet d'aménagement global des locaux sur le site de la Parade, sans que cette démarche n'aboutisse à une solution satisfaisante pour répondre tant aux besoins du Territoire qu'à ceux de la ville d'Aix-en-Provence en maintenant une répartition des espaces et une affectation des bâtiments proche de l'état actuel.

Fort de ce constat, il a été décidé lors de la séance du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019, par délibération n°DEA 048-8032/19/CM, de valider son implantation dans la future Zone d'aménagement Concerté (ci-après ZAC) Barida.

Le projet consiste à regrouper les agents de la régie de collecte d'Aix-en-Provence sur un seul et même site. Il prévoira des places de stationnement tant pour les véhicules des agents que des bennes à ordures ménagères et intégrera le stockage de conteneurs nécessaires à l'exercice du service.

Le parking sera mutualisé avec les services des eaux - REPA et le service pluvial - dont les locaux jouxtent la future implantation. En effet 170 places de stationnement avec accès différencié leur seront réservées.

L'opération de construction du Pôle Logistique des Services à la Population répondra aux exigences et besoins suivants :

- Construction du bâtiment accueillant les vestiaires, la zone administrative et les locaux du personnel,
- Construction d'un parking silo abritant :
 - o Au RDC : les bennes, aires de réparation et de maintenance des véhicules.

- Au R+1 : 130 places de stationnement pour les véhicules de la REPA et 40 pour le service pluvial – il conviendra d'étudier le cheminement depuis le parking vers les bâtiments de ces services situés à proximité.
- Au R+2 : 100 places de stationnement pour le personnel + 20 places pour les véhicules utilitaires de service
- Construction d'une zone de stockage de 2.000 m², dont au moins 1.400 m² couverts, facilement accessible aux PL
- Possibilité de circulation et accessibilité des installations :
 - Accès depuis la RD9 et/ou depuis la voie interne dans la ZAC à créer
 - Circulation sur la parcelle avec distinction des flux VL/PL
 - Parking 2 roues à proximité du bâtiment
- Réalisation d'un écran végétal entre les locaux du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères (ci-après COCOM) et la noue paysagère en limite Est de la parcelle.

En application des articles L.2422-5 à L.2422-11 du Code de la commande publique, il est proposé de confier la maîtrise d'ouvrage de la construction du bâtiment à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Les estimations relatives à la réalisation des travaux de construction, hors acquisition foncière, s'élèvent à :

- 16 653 000 €HT pour la construction du pôle logistique (y compris, études, honoraires et travaux) soit 19 983 600 €TTC ;
- dont 793 000 €HT pour la rémunération de la SPLA, soit 951 600 €TTC ;

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Démarrage de la mission fin 2021
- Acquisition des terrains : 2022
- La réalisation des travaux étant estimée à 4 ans comprenant les délais d'études, de consultation et de travaux, la réception prévisionnelle des ouvrages est fixée à 2026.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la commande publique et notamment les articles L.2422-5 à L.2422-11 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEA 048-8032/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant ajustement du projet de reconstruction du COCOM du secteur centre du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 30 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La décision d'implanter le Pôle des Services à la population d'Aix-en-Provence dans la future Zone d'aménagement Concerté Barida.
- La possibilité de confier à la SPLA Pays d'Aix Territoires la maîtrise d'ouvrage de l'opération de construction du Pôle des Services à la Population.

Délibère

Article 79 :

Est approuvé le programme de la construction du Pôle Logistique des Services à la Population sur la Commune d'Aix-en-Provence pour un montant estimé de 19 983 600 €TTC y compris la rémunération de la SPLA Pays d'Aix Territoires, hors acquisition foncière.

Article 80 :

Est approuvée la convention fixant les modalités du mandat de maîtrise d'ouvrage confié à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation de cette opération.

Article 81 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et les pièces relatives au mandat de maîtrise d'ouvrage.

Article 82 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Service Prévention Élimination des Déchets - Territoire du Pays d'Aix Autorisation de Programme (AP) 201723000 – Fonction 7213 – Nature : 2031, 2128, 2138.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	50
Contre	2
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Philippe KLEIN - Anne-laure PETEL

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à la majorité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 410

Rapport annuel 2020 du Territoire du Pays d'Aix sur le prix et la qualité du service public de prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

1 – Le contexte réglementaire

Depuis le 1er janvier 2016, date de sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de prévention et de gestion des déchets.

Par délibération n° FBPA 054-9156/20/CM du 17 décembre 2020, le Conseil de la Métropole a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aix l'exercice de la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés. C'est dans ce cadre que le Territoire du Pays d'Aix élabore le rapport relatif à cette activité.

Ce document appelé « rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés » est tenu à la disposition du public au siège et dans les Mairies de chacune des Communes membres du Territoire.

- La loi du 17 août 2015, relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) et la loi du 10 février 2020 dite anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC), ont instauré de nouvelles dispositions en matière de prévention et de gestion des déchets. Le décret n°2015-1287 du 30 décembre 2015 précise les indicateurs techniques et financiers qui doivent figurer dans les rapports annuels

sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés.

Conformément aux dispositions de l'article L.2224,5 du Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT), il appartient au Président de l'EPCI de présenter ce rapport d'activité à son assemblée délibérante. Ainsi, le rapport annuel Déchets 2020 de la Métropole sera présenté au Conseil de la Métropole. Ce document global et métropolitain présentera les éléments émanant des six rapports d'activité des six Territoires.

Le présent rapport relatif aux actions du Territoire du Pays d'Aix sera annexé au rapport annuel Déchets métropolitain 2020.

2- Les indicateurs techniques et financiers du rapport annuel Déchets 2020 du Territoire du Pays d'Aix

Ce rapport contient des informations techniques et financières relatives à l'exercice de la compétence sur le Territoire du Pays d'Aix en matière de déchets ménagers et notamment celles qui concernent :

- Le Territoire et les communes concernées, la population et son évolution, les compétences en matière de prévention et gestion des déchets, l'organisation des services et les effectifs,
- Les actions en terme de sécurité dans le cadre de la démarche engagée au sein du Pôle Services à la Population,
- Les actions en terme de prévention des déchets dans le cadre du programme local de prévention des déchets,
- Les services, les équipements et les indicateurs techniques de la collecte des déchets ménagers résiduels, de la collecte sélective, des déchèteries, des collectes spécifiques ainsi que du traitement en ISDnD (Installation de Stockage des Déchets non Dangereux) des déchets résiduels,
- Les indicateurs financiers de l'activité de la gestion des déchets, dans le cadre du service public d'élimination des déchets (SPED) et du Budget Annexe.

Les principales informations du rapport annuel Déchets 2020 sont reprises ci-dessous. Les indicateurs techniques et financiers de l'activité sont exprimés dans le document par rapport à la population municipale INSEE en vigueur au 1er janvier 2020.

La population municipale est stable avec une évolution de +0,02% entre 2019 et 2020.

3 - Les données quantitatives et qualitatives de l'activité déchets :

Le gisement des déchets ménagers et assimilés (DMA) est constitué des tonnages suivants :

- Le tonnage des **Ordures Ménagères et Assimilées (OMA) : 131 052 tonnes, soit 334 kg/hab/an**. Le tonnage diminue de 5 % par rapport à l'année précédente soit 6 948 tonnes en moins, dues en partie à l'arrêt de la collecte des Déchets d'Activité en ZAE et à un contexte sanitaire particulier pendant l'année 2020.
- Le tonnage issu des **collectes sélective et séparatives : 21 972 tonnes, soit 56 kg/hab/an**. Le tonnage diminue de 3,9 % par rapport à 2019 soit 903 tonnes en moins dues à l'arrêt des collectes sélectives pendant 1,5 mois lors du premier confinement de la crise sanitaire.

Les 21 972 tonnes sont constituées de 21 519 tonnes issues de la collecte sélective des emballages et des papiers journaux revues auprès des ménages et de 420 tonnes de collecte séparative des cartons sur certains centres-villes (Aix-en-Provence, Les Pennes-Mirabeau, Gardanne, Pertuis...) et de 33 tonnes de sapins.

Les évolutions pour les différents flux de la collecte sélective issue des ménages sont :

- 7,5 % pour les emballages (hors verre)
- 18 % pour les papiers / journaux / magazines
- + 6,1 % pour le verre

- Le tonnage de déchets collectés en **déchèteries : 130 666 tonnes, soit 333 kg/hab/an**. Le tonnage diminue de 6 % par rapport à 2019 soit 8 258 tonnes en moins dues à la fermeture des déchèteries pendant 1 mois lors du premier confinement de la crise sanitaire.

Remarque : la gestion des textiles étant considérée comme une action de prévention des déchets, les tonnages ne sont pas comptabilisés comme pris en charge par le service de collecte. Néanmoins, la collecte des textiles via une convention avec la société Provence TLC représente un tonnage de 521 tonnes.

- Le tonnage des autres apports en provenance des autres collectes (déchets verts, encombrants) et des services techniques (gravats, balayeuses, bois ...) utilisant directement les installations de valorisation et de traitement du Pays d'Aix : 12 044 tonnes dont 47 % sont valorisés. Le tonnage a augmenté de 2,7 % par rapport à 2019.

Le tableau ci-dessous récapitule l'ensemble des tonnages collectés et traités en fonction des différents modes de collecte :

	Tonnages 2020	Kg/hab/an (base pop. municipale)	Evolution des tonnages 2019/2020
Collecte Ordures Ménagères et Assimilées	131 052	334	-5 % soit -6 948 tonnes
Collecte Sélective	21 519	56	-3,9 % soit -903 tonnes
Collecte Séparative	420		
Collecte en Déchèterie	130 666	333	-6 % soit -8 258 tonnes
Sous-Total	282 990	724	-6,4 % soit -16 109 tonnes
Autres apports directs sur les différents sites de traitement et de valorisation	12 044	31	+2,7 % soit 321 tonnes
TOTAL	295 034	754	-5,08 % soit -15 788 tonnes

- On constate une **diminution de 5 % des tonnages par rapport à 2019** sur le Territoire du Pays d'Aix.

La **proportion de déchets entrant dans les filières de valorisation est de 50%** du total des déchets traités (rappel en 2019 : 48,8%). Le taux de valorisation (hors gravats et DDS) est de 33 %.

4 - Les moyens et modes de gestion

Concernant les moyens matériels :

- 20 installations sont à disposition des habitants dont 18 déchèteries en propriété et 2 accessibles via des conventions ou contrats de prestations,

- 4 centres de transfert existent sur le Territoire sur lesquels 75% des tonnages des déchets ménagers résiduels transitent et 76% des tonnages de la collecte sélective au porte-à-porte,

- 3 centres de traitement des déchets ultimes utilisés dont 1 en propriété (l'ISDnD de l'Arbois) et 2 accessibles via des marchés publics,

- un parc de plus de 130 véhicules de collecte pour assurer la collecte en régie sur une partie des communes et 8 véhicules pour assurer le transport en régie des déchets dont 6 semi-remorques à fond mouvant alternatif FMA,

- un parc important de dispositifs de pré-collecte composé de bacs roulants, de colonnes aériennes et de dispositifs semi-enterrés, enterrés et escamotables (bacs ou colonnes).

Concernant les moyens humains :

359 agents font partie du Pôle Services à la Population-Déchets constitué de 4 Directions.

Concernant les modes de gestion des prestations :

- pour la collecte traditionnelle : 17 Communes sont collectées en régie, les autres en prestation déléguée au privé.

- pour la collecte sélective : 100 % de la population bénéficie de la collecte sélective en porte-à-porte ou en apport volontaire. Concernant les Communes bénéficiant du porte-à-porte, 12 Communes sont collectées en régie et les autres en prestation.

- pour la collecte sélective en apport volontaire : l'exploitation est réalisée en prestation déléguée au privé.

- pour la gestion des déchèteries : l'exploitation des installations est externalisée auprès de prestataires privés excepté le site de Puylobier pour le haut de quai, le bas de quai étant systématiquement confié à des entreprises privées.

- pour les centres de transfert : l'exploitation est effectuée par des opérateurs privés sauf pour les sites d'Aix-en-Provence et Rousset.

5 - Les données financières – Le coût de la compétence :

Le coût de la compétence du service de collecte et d'élimination des déchets ménagers est de 171,37€ TTC/hab/an (ou 227 €/tonne).

La répartition par service des 171,37€ TTC/hab/an est la suivante :

- 74,47 €/hab/an pour la Collecte DMA et prestations associées,
- 25,56 €/hab/an pour la Collecte sélective et le tri
- 30,42 €/hab/an pour le Traitement
- 40,92 €/hab/an pour le Transport/Logistiques et les Déchèteries.

Les recettes pour financer le service proviennent à 88 % de la TEOM et à 12 % des produits de valorisation matière, de la régie compostage, des subventions et de la vente de services sur le site de l'Arbois (traitement). Aucune recette complémentaire n'est perçue en provenance du budget général.

6 - Les données financières – Compte de gestion 2019 du Budget Annexe du Service Public :

Dans le cadre des règles comptables énoncées par l'instruction budgétaire M57, le résultat de l'exercice 2020 du SPED en section d'investissement et de fonctionnement a été constaté au compte administratif.

Le compte de gestion 2020 fait apparaître un solde d'exécution positif de la section d'investissement et de la section de fonctionnement. Il a été décidé que l'excédent de l'exercice 2020 soit reporté en année 2021.

7 - Les actions fortes de l'activité déchets 2020 :

L'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire liée à la COVID19 et par l'adaptation du service de gestion des déchets. Pendant toute l'année, malgré les périodes de confinement, les collectes d'ordures ménagères ont été maintenues. Pendant le premier confinement, les collectes sélectives au porte à porte et celles des encombrants ont été arrêtées et les déchèteries ont été fermées. Seuls les dispositifs d'apport volontaire dédiés au tri fonctionnaient et ont été collectés. Puis, la réouverture des déchèteries a eu lieu avec prise de rendez-vous. Et à partir du 11

mai, tous les services liés à la collecte des déchets ont repris en respectant les conditions sanitaires et les gestes barrières nécessaires.

→ Concernant la **sécurité des collectes**, les actions engagées et mises en place depuis 2011 se poursuivent et ont permis de diminuer le nombre d'accidents afin de stabiliser la situation à environ 40 déclarations d'accidents par an. L'année 2020 a été particulièrement satisfaisante par rapport à la moyenne avec seulement 34 accidents déclarés.

→ Concernant les actions de **prévention des déchets** dans le cadre du Plan Métropolitain de Prévention des Déchets, les actions suivantes ont été réalisées :

- Établir un niveau de service aux professionnels

L'année 2020 a été consacrée à la mise en œuvre effective de la phase 1 (Arrêt de la collecte du Service Public des DAE en ZAE) et à la préparation de la phase 2 (Arrêt de la collecte des Gros Producteurs en zone INTER).

Attribution d'un bail emphytéotique pour la construction d'une déchèterie professionnelle par un prestataire privé sur un terrain de la Commune de Bouc-Bel-Air avec une ouverture prévue fin 2021. Ouverture d'une déchèterie professionnelle d'initiative privée à Aix-en-Provence (la Calade) exploitée par l'entreprise PASINI.

- Favoriser la gestion de proximité des bio-déchets

Distribution de 1 558 composteurs individuels et 263 lombricomposteurs individuels, Développement du compostage collectif dans 6 nouveaux sites collectifs de plusieurs résidences, 147 interventions pour le suivi des sites collectifs déjà en fonctionnement (62 sites opérationnels). Interventions auprès de 125 élèves pour les sensibiliser à la lutte contre le gaspillage alimentaire, Une opération de don de compost dans les déchèteries de Pertuis, Les Pennes-Mirabeau et Saint-Cannat.

- Développer le réemploi

Poursuite du soutien des ressourceries existantes. En 2020, 566 tonnes ont été détournées des circuits de collecte et traitement.

- Sensibiliser à la réduction des déchets, à l'économie circulaire et accompagner des démarches transversales et innovantes

Accompagnement et suivi des 111 commerces bénéficiant du Label « Commerces engagés ». Sensibilisation de 2 584 élèves à la réduction des déchets Opération « Stop Pub » avec plus de 10 800 autocollants distribués, soit presque 174 000 depuis le début de l'opération. Exemplarité en interne de la collectivité avec la collecte de 400 kg de textiles usagés.

→ **Poursuite du déploiement de dispositifs enterrés pour les déchets résiduels et recyclables :**

Mise en place de 11 nouveaux dispositifs en 2020. Depuis le début du lancement du programme, ce sont 810 colonnes enterrées, semi-enterrées ou dispositifs escamotables installés sur 34 Communes.

→ **Concernant la poursuite de l'amélioration de la performance des recyclables :**

Poursuite de l'optimisation de tri auprès de la Commune de La Roque-d'Anthéron et du secteur des Milles à Aix-en-Provence : les actions en termes de communication de proximité ont été réalisées en fin d'année (compte tenu du contexte sanitaire),

Poursuite des opérations auprès des étudiants du CROUS avec la distribution de 3 600 sacs de pré-collecte,

Poursuite des collectes séparatives : collectes des textiles, des cartons, des papiers dans les Directions et des sapins de Noël.

→ **Concernant l'information et la communication de proximité :**

Compte-tenu du contexte sanitaire, de nombreuses manifestations ont été annulées. Les conseillers du tri du Territoire du Pays d'Aix ont été présents lors des quelques manifestations sur le Territoire qu'elles soient sportives, culturelles, éco-citoyennes ...

La communication auprès des Communes et de la presse locale a également été renforcée en 2020 et relayée par les sites internet.

→ **Concernant les déchèteries :**

Poursuite du plan d'action déchets verts : amélioration des conditions d'ouverture du « point vert » situé à Puyricard avec une ouverture les lundis en plus des mercredis et samedis.

Poursuite du service de collecte de l'amiante sur 4 déchèteries. Ce sont 50 tonnes réceptionnées et traitées dans un centre spécialisé.

Afin de lutter contre les actes de vandalisme et les vols de métaux, l'ensemble des déchèteries a été équipé de systèmes de vidéo-surveillance.

Démarrage des travaux d'aménagement sur les déchèteries de Bouc-Bel-Air, les Pennes-Mirabeau et Vitrolles en vue d'installer les équipements pour le contrôle d'accès par identification des plaques minéralogiques.

→ **Concernant les centres de transfert :**

Fin des travaux de modernisation du centre de transfert de la Parade à Aix-en-Provence qui permettent de passer du mode de transfert des déchets par compaction au mode de transfert des déchets par remorques à Fond Mouvant Alternatif (FMA).

→ **Dans le domaine du traitement :**

Le site d'enfouissement de l'Arbois est certifié ISO 14001. La plateforme de valorisation des biogaz a produit 20,3 GWh d'électricité verte, correspondant à la consommation de 14 600 habitants. Grâce à un taux de valorisation des biogaz supérieur à 75%, le Territoire du Pays d'Aix a bénéficié d'un taux de TGAP réduit, ce qui a représenté en 2020, un complément pour le fonctionnement des services du Territoire obtenu grâce la valorisation des biogaz.

- L'éco-plateforme de valorisation des matériaux réalisée en collaboration avec la société Durance Granulats a permis en 2020 l'apport de 213 000 tonnes pour la réalisation de la digue 2 de rehausse et 40 000 tonnes pour les matériaux d'exploitation (couvertures, diguettes, pistes, ...).

En 2020, 27 354 m3 de lixiviats ont été traités.

Organisation de visites sur site de classes primaires dans le cadre de l'éducation à l'environnement : 20 classes auraient dû découvrir l'installation de stockage qui reçoit la majorité des déchets ménagers. Mais elles ont été annulées à cause de la crise sanitaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés doit faire l'objet d'un rapport annuel relatif au prix et à la qualité de ce service.
- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de Territoire et mis à la disposition du public.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel Déchets 2020 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés 2020 du Territoire du Pays d'Aix.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2021 CT2 411

Attribution d'une subvention à l'Association De Fil En Aiguille dans le cadre d'un projet de réemploi pour l'année 2021

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La prévention est une priorité dans la chaîne de gestion des déchets.

Les structures de réemploi « ressourceries » sont des acteurs performants de cette politique et le Territoire du Pays d'Aix a décidé de favoriser leur émergence en mettant en place un fonds de subvention spécifique et une convention cadre.

Cette convention cadre a été approuvée par le Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 26 septembre 2013, ajustée par délibérations des Bureaux communautaires des 10 juillet et 29 octobre 2015 et enfin modifiée par délibération du Conseil de Territoire du 23 mars 2017.

La convention cadre a été signée avec l'association De Fil En Aiguille en 2019 pour une durée de cinq ans. A titre informatif la convention cadre est annexée au présent rapport.

En 2019 l'association De Fil En Aiguille a sollicité auprès du Territoire du Pays d'Aix une subvention de 20.000 € pour un montant réalisé de 8.727 € correspondant à un tonnage réemployé de 37,27 tonnes et un taux de valorisation de 100 %.

En 2020 l'association De Fil En Aiguille a sollicité auprès du Territoire du Pays d'Aix une subvention de 20.000 € pour un montant réalisé de 7.614 € correspondant à un tonnage réemployé de 26,14 tonnes et un taux de valorisation de 100%.

Pour l'année 2021, période de novembre 2020 à octobre 2021, l'association De Fil En Aiguille sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention de 20.000 € estimée sur la base des tonnages prévisionnels 2021 soit approximativement 180 tonnes.

N°	Subvention demandée par De Fil En Aiguille	Subvention votée	Tonnages réemployés estimés n	Tonnages réellement réemployés n	Subvention versée en fonction tonnages réemployés n
2 619 n	20 000 € n	20 000 € n	163,88 n	37,27 n	8 727 € n
2 620 n	20 000 € n	20 000 € n	163,88 n	26,14 n	7 614 € n
2 621 n	20 000 € n	20 000 € n	50,00 n	%	%

L'association n'a pas réalisé en 2019 et 2020 les tonnages estimés, les subventions versées - à savoir 8.727 € en 2019 et 7.614 € en 2020 - ont donc été recalculées en fonction des tonnages réellement réemployés.

Par conséquent, pour l'année 2021, il est proposé d'ajuster la subvention au plus près des tonnages effectivement réalisés les années précédentes et d'attribuer 10.000 € de subvention et non 20.000 € sur une base de 50 tonnes réemployées estimées pour l'année 2021.

Au regard des éléments présentés ci-dessus, il est proposé de répondre en partie favorablement à cette

demande et d'attribuer une subvention d'un montant de 10 000 € selon les caractéristiques suivantes :

N°	Intitulé de la subvention	Association	Destination et bénéficiaire	Montant n° 1	Budget global en euros	Subvention sollicitée n°	Subvention proposée par le territoire en euros	Convention d'attribution
2021-06719 n	Subvention à l'association De Fil En Aiguille	De Fil En Aiguille	Association	20 000 € n	0 n	20 000 € n	10 000 € n	En cours

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération 2013_B433 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 approuvant la création d'un fonds de subvention à destination des structures de réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération 2015_B367 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'évolution du dispositif d'aides aux structures de réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération 2017_CT2_142 du Conseil de Territoire du 23 mars 2017 approuvant l'évolution de la convention cadre du dispositif d'aides aux ressourceries positionnées sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'attribuer à l'association De Fil En Aiguille une subvention de 10.000€ pour l'année 2021.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association De Fil en Aiguille de 10.000 € pour l'année 2021.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe du Service Public d'Elimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, Chapitre 65, Fonction 7211, Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 412**Approbation du programme de travaux pour la construction de la Déchèterie de la Calade à Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans quelques années, une Zone d'Aménagement Concerté (ci-après ZAC) va voir le jour sur la Commune d'Aix-en-Provence dans le secteur de la Calade à proximité de Puyricard où un emplacement d'une surface d'environ 10 000 m² y est réservé pour construire un équipement de type déchèterie.

Le site, éloigné des déchèteries existantes, est propice à la mise en place d'un tel équipement dans un secteur aujourd'hui mal desservi.

De plus, la Ville d'Aix-en-Provence avec près de 150 000 habitants n'a sur son territoire qu'une seule

déchèterie qui collecte à elle seule 16 000 tonnes de déchets par an pour près de 100 000 visites.

Le Territoire du Pays d'Aix projette donc de construire une déchèterie sur cet emplacement avec pour objectif de créer un équipement nouvelle génération qui privilégie le réemploi avant toute autre forme de valorisation. L'enjeu est de changer l'image traditionnelle de la déchèterie et le regard que chacun porte sur les déchets avec l'idée de transformer les déchets des uns en ressources pour les autres.

En parallèle des études d'aménagement de la ZAC de la Calade, le Territoire du Pays d'Aix a réalisé une étude de faisabilité spécifique pour la construction d'un équipement innovant. Cette étude a permis de définir :

- Les flux concernés par le réemploi, quantités et qualités,
- Les flux valorisables et les filières de valorisation correspondantes,
- L'organisation de l'espace réemploi, matériaux et valorisation matière (moyens humains et matériels),
- Le dimensionnement des différents espaces,
- Plusieurs propositions d'aménagement du site tenant compte des contraintes qui ont été identifiées et de la réglementation des ICPE,
- Les estimations financières des différentes propositions et l'estimation des coûts de fonctionnement correspondants.

L'aménagement proposé est le suivant :

- Bâtiment dédié au réemploi, indépendant de la déchèterie, situé à l'entrée de la parcelle : espace de 350 m² pour les objets réemployables, espace de 100 m² pour un repair café et un atelier de bricolage, espace de 250 m² de pré-tri et stockage des objets et matériaux avec parking déposants et visiteurs (15 places environ),
- Local pour les agents de déchèteries,
- Plusieurs alvéoles pour le vidage au sol des déchets bois, métaux, mobilier, végétaux, gravats, tout venant,
- Compacteur pour cartons et benne à plâtre,
- Locaux pour les déchets électriques et électroniques, les déchets dangereux, les pneumatiques,
- Alvéoles pour la mise à disposition des usagers de broyats de végétaux, de compost, de GNT recyclé, de matériaux de construction,
- Pont bascule en entrée et sortie,
- Bassin de rétention et aménagement paysager.

Des options d'aménagement pourraient être envisagées :

- Mise en place d'un auvent au-dessus des alvéoles (900 m²) avec panneaux photovoltaïques,
- Compacteurs pour certains flux (bois, métaux, tout venant),

- Léger décalage de hauteur (< 50 cm) entre la plateforme usagers et la plateforme d'exploitation (reprise facilitée des déchets par l'engin de chargement et renforcement de la sécurité des usagers).

La configuration du site avec une circulation des usagers au centre et des véhicules d'exploitation en périphérie permettra de séparer les flux de véhicules.

L'espace réemploi pourra être géré via une ressourcerie avec revente ou don de certains produits apportés ou être géré par les agents de déchèteries avec échange gratuit des objets déposés.

Le tonnage attendu est d'environ 16 000 tonnes annuelles pour 100 000 visites. Le tonnage réemployé (tonnage de déchets évités) est estimé à 800 tonnes par an.

Les travaux (hors options) sont estimés à 4 000 000 € HT.

Le Territoire du Pays d'Aix sera accompagné par un maître d'œuvre qui sera chargé de réaliser les missions nécessaires à l'aboutissement de cette opération. Le montant de l'ensemble des études (maîtrise d'œuvre, étude de sol) et missions annexes liées au chantier (contrôle technique, sécurité et protection de la santé des travailleurs) peut être estimé à 300 000 € HT.

Après une phase d'études d'environ un an, le dépôt du permis de construire et du dossier ICPE puis la procédure d'appel d'offres pour le marché travaux, les travaux pourraient démarrer en 2024.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le programme de travaux de la construction de la déchèterie de la Calade sur la Commune d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de travaux pour la construction de la déchèterie de la Calade à Aix-en-Provence pour un montant estimé de 4 300 000 € HT y compris les études.

Article 2 :

Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les pièces relatives à la ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Service Prévention Elimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix Autorisation de programme (AP) 2015218000 AP – Fonction : 7213 – Nature : 2031, 2128, 21728.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Claudie HUBERT - Philippe KLEIN - Marc PENA - Anne-laure PETEL

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 413

Approbation du programme de travaux pour la construction d'un nouveau bassin de lixiviats sur l'installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois et l'étanchéification des bassins existants

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

A l'occasion de la réalisation d'une campagne de maintenance engagée au printemps 2021 sur les bassins de stockage de lixiviats de grande capacité (BGC) de l'ISDnD de l'Arbois, il a été mis en avant la nécessité de reprendre intégralement l'étanchéité de ces équipements essentiels au fonctionnement du site.

En effet, la mise en période de chômage - arrêt de l'apport de concentrats provenant du process d'osmose inverse et du sous-tirage alimentant l'évapo-concentrateur - a permis de constater une baisse significative des hauteurs d'effluents stockés (5cm en 72h sur 100m²), attestant la défaillance de l'étanchéité du bassin.

Un géosynthétique benthonitique a été installé, sur le fond et les flancs du bassin, sous la géomembrane afin de sécuriser ces ouvrages. Or les constats réalisés ont mis en avant les manquements globaux du dispositif d'étanchéité (géomembrane et GSB) sur tout ou partie du bassin.

Compte-tenu des inquiétudes et incertitudes quant à la localisation des problématiques rencontrées, il est proposé dans un premier temps de sécuriser ces ouvrages et dans un second temps de lancer la réfection de l'intégralité de l'étanchéité, passive et active, de ces deux bassins.

En corolaire, pour pouvoir procéder simplement et rapidement aux opérations de vidange nécessaires à la reprise de l'étanchéité des bassins tout en garantissant une bonne gestion des lixiviats de l'ISDnD, le Territoire du Pays d'Aix devra procéder à la création d'un nouveau bassin de stockage tampon de grande capacité. Pour cela, il est proposé d'anticiper partiellement la construction de la future extension du site, actuellement en cours d'instruction par les instances préfectorales. Le bassin de stockage des lixiviats réalisé disposera d'une étanchéité de fond identique à celle du futur casier déchets et sera donc converti en zone de traitement des déchets dès la réception des travaux de réfection des Bassins à Grande Capacité (BGC). Il est à noter que cet ordonnancement des travaux permettra de réutiliser les ouvrages réalisés et ainsi maîtriser les dépenses de gestion de l'ISDnD.

Dans le cadre de ces travaux et compte-tenu du décaissement des matériaux, il est également prévu d'anticiper le remblai paysager du bassin n°3 pour utiliser ces matériaux, réaliser le dévoiement des réseaux associés (assainissement, eau, pluvial, lixiviats, etc) et réaliser le bassin de stockage d'eaux pluviales de ce bassin.

Les investissements nécessaires à la réhabilitation de l'étanchéité des BGC ont été estimés à 1.000.000 € HT, les grandes lignes du programme technique des travaux sont les suivantes :

- Réalisation des travaux de terrassement et génie,

- Réalisation des barrières passives et actives des différents casiers déchets et bassin lixiviats,
- Dévoiement et réalisation des réseaux secs et humides (lixiviats, électricité, assainissement, eau pluviale) nécessaires au bon fonctionnement du site,
- Réalisation et sécurisation des accès aux différents équipements,
- Réalisation du remblai paysager du bassin n°3.

Ces estimations reposent sur les travaux similaires réalisés précédemment. En amont des travaux, le Territoire du Pays d'Aix lancera une consultation afin de choisir un maître d'œuvre dont les missions seront les suivantes :

- Détailler la conception et le chiffrage du projet,
- Proposer des aménagements conformes aux spécifications de la réglementation nationale et aux exigences formulées par la DREAL,
- Déposer un porté à connaissance adressé à la Préfecture détaillant l'ensemble de l'opération,
- Préparer la consultation des entreprises pour les marchés de travaux,
- Assurer le suivi des travaux et la réception des ouvrages.

En parallèle à cette mission de maîtrise d'œuvre, et notamment au moment des travaux, le Territoire du Pays d'Aix devra également s'attacher les compétences d'un contrôleur technique qui sera en charge de vérifier les conditions de mise en œuvre des étanchéités.

La prestation de maîtrise d'œuvre, complétée de la mission SPS et Contrôle Technique a été estimée à 100.000 € HT.

Par conséquent, les estimations relatives à la réalisation des travaux de réfection des étanchéités des bassins de grandes capacités s'élèvent à :

- 150.000 € HT pour les missions de maîtrise d'œuvre, SPS et de Contrôle Technique ;
- 2.500.000 € HT pour la réalisation des travaux de requalification.

Soit 2.650.000 € HT au total.

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Début de la mission de maîtrise d'œuvre : Début 2022 ;
- Dépôt du porté à connaissance auprès des Services Préfectoraux : Mai 2022
- Démarrage des travaux : Octobre 2022.
- Fin des travaux : 1^{er} Semestre 2023.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANT HT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches du Rhône	28 %	538 000 euros
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur	18 %	265 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	70 %	1 852 000 euros
TOTAL	100 %	2 655 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le programme de travaux de construction d'un nouveau bassin de lixiviats et d'étanchéification des bassins existants sur le site de l'Arbois.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de travaux de construction d'un nouveau bassin de lixiviats et d'étanchéification des bassins existants sur le site de l'ISDnD de l'Arbois.

Le montant total prévisionnel du programme de travaux s'élève à 2.650.000 € HT.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône, de la Région Sud ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous documents relatifs à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Service Prévention Élimination des Déchets - Territoire du Pays d'Aix Autorisations de programme (AP) : 2019231002 – Fonction 7213 – Nature : 2031, 2128, 2138
2019231001 – Fonction 7213 – Nature : 2031, 2128, 2138

Les recettes d'investissement correspondantes seront constatées sur Budget Annexe du Service Public d'Élimination des Déchets Territoire du Pays d'Aix – Fonction : 7212 - Nature : 1313.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 414

Approbation d'une convention pluriannuelle de recherche et développement avec le BRGM pour améliorer la connaissance des circulations d'eaux souterraines sur l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les services du Territoire du Pays d'Aix ont été confrontés début 2021 à une pollution par des lixiviats avérée en aval du site, nécessitant d'améliorer leur connaissance des circulations d'eaux souterraines sur le site. Pour ce faire, une première étude géophysique a été menée par le Bureau de Recherche et de Géologie Minière

(BRGM) sur le site de l'Arbois à l'aval des casiers déchets et des ouvrages techniques de gestion des lixiviats, au début de l'année 2021. Sur la base de 4 profils de tomographie de résistivité, cinq zones présentant des anomalies ont été identifiées et positionnées.

Compte tenu des résultats de cette expertise, il est important de poursuivre les investigations réalisées autour et sous les déchets situés sous les casiers afin d'améliorer la connaissance des circulations d'eaux souterraines et notamment clarifier les origines des anomalies rencontrées.

Le BRGM est un établissement public de recherche qui est aussi chargé d'une mission d'appui aux politiques publiques dans le domaine des sciences de la Terre et en particulier sur les pollutions anthropiques et leur transfert dans les sols, il mène des actions de recherche partenariale avec des collectivités, des filières industrielles, des entreprises de toutes tailles. Il propose des solutions novatrices pour la gestion des sols et du sous-sol, des matières premières, des ressources en eau, de la prévention des risques naturels et environnementaux. Ces actions concernent globalement trois principaux domaines: Energie & Ressources minérales ; Eau et Environnement ; Infrastructures et Aménagement.

Compte tenu du contexte du réseau hydrogéologique local au fonctionnement complexe, et de la multiplicité des activités présentes sur l'ISDnD de l'Arbois, la caractérisation et l'identification de ces anomalies est particulièrement ardue et présente à la fois un réel intérêt scientifique et pratique pour le Territoire du Pays d'Aix.

Compte tenu de la nouveauté et la complexité du sujet, il est proposé de confier par convention, au BRGM, la réalisation d'un programme de recherche et de développement partagé avec le Territoire du Pays d'Aix, relatif à l'amélioration de la détection des pollutions par méthodes géophysiques.

Ce programme sera cadré par une convention dans laquelle les parties établissent en commun le programme qui répond à leurs besoins respectifs et cofinancent les actions réalisées.

La durée prévisionnelle de réalisation du programme est de 24 mois à compter de l'entrée en vigueur de la convention.

Le montant du programme est fixé à 210 000 Euros Hors Taxes. Le BRGM cofinance le budget du programme, dans le cadre de ses actions de service public.

Le montant du programme fait l'objet de la répartition financière suivante :

ORGANISME S/S	Taux	Montant HT
Financement externe		
BRGM	20 %	42 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	80 %	168 000 euros
TOTAL	100 %	210 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la signature de la convention et la réalisation du programme d'investigations et des dépenses associées.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention pluriannuelle de recherche et développement avec le BRGM pour améliorer la connaissance des circulations d'eaux souterraines sur l'ISDnD de l'Arbois, pour un montant estimé de 210 000 €HT (soit 231 000 € TTC) dont 168 000 €HT à la charge de la Métropole et 42 000 € HT financés par le BRGM.

Article 2 :

Madame Le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous documents relatifs à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le sur Budget Annexe du Service Public d'Élimination des Déchets Territoire du Pays d'Aix - Territoire du Pays d'Aix Fonction : 7213 Nature : 617.

Répartition des crédits nécessaires sur les 2 années :

96 364 € pour l'année 2022
84 436 € pour l'année 2023

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 415

Approbation du programme de travaux pour la requalification de la voie d'accès et de l'entrée de l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'arrêté Ministériel du 15 février 2016 exige une mise en conformité du traitement des eaux pluviales et autres eaux de voiries des Installations de Stockage de Déchets non Dangereux existantes. Le Territoire du Pays d'Aix en tant que gestionnaire du site de l'Arbois se retrouve donc dans l'obligation d'engager un programme de travaux ayant pour objectif de mettre en conformité le dispositif de gestion des eaux de voiries de l'entrée de l'unité.

Les travaux d'aménagement porteront sur la zone de l'entrée du site de l'Arbois, ainsi que sur les abords de la voie d'accès au casier. La superficie des emprises concernées est de 1,5 ha environ.

Le projet d'aménagement porte sur les points suivants :

- Limitation de l'impact sur la circulation de la remontée de file des camions arrêtés en attente en pleine voie au droit de l'entrée du site,
- Séparation des zones d'entrée/sortie des poids lourds déchets qui empruntent les ponts bascules et des autres véhicules accédant au site,
- Reprise des revêtement/voirie pour clarifier les cheminements piétons avec notamment

un renforcement du balisage au droit des croisements avec les flux de véhicules,

- Aménagement de la voie d'accès aux casiers imposant une réduction de la vitesse des véhicules sans présenter une gêne pour l'exploitation du site,
- Aménagement d'une zone de stationnement plus sécurisée pour deux poids lourds en attente à l'intérieur du site, qui ne modifie pas les circulations de la zone lorsqu'elle est occupée,
- Reprise des aménagements de voiries avec la mise en place de bordures, la pose ponctuelle de caniveaux/cunette et la recharge ponctuelle de voirie en enrobé afin de supprimer les points bas et canaliser les eaux superficielles selon des fils d'eau continus,
- Séparation des écoulements d'eaux superficielles provenant des différents secteurs du site afin de réduire les quantités (débits) des ruissellements reçus par chaque zone,
- Collecte des eaux des voiries d'entrée et mise en place d'un séparateur débordant/déshuileur,
- Création d'un stationnement pour bus avec zone de circulation piétonne attenante pour circulation entre le stationnement et les locaux d'accueil du public,
- Création de 20 places de stationnement au minimum au droit du parking « visiteurs »,
- Création de 5 places de stationnement véhicules légers aux abords des locaux techniques,
- Matérialisation d'une aire de livraison à proximité des locaux techniques.

Les aménagements seront réalisés dans le respect de la réglementation en vigueur pour les ICPE applicable au site.

Les aménagements du site et les travaux devront être impérativement conçus et réalisés de manière à garantir le maintien de l'activité du site durant la totalité des travaux.

Les investissements nécessaires à l'aménagement de l'entrée de l'ISDND de l'Arbois ont été estimés à 400.000 € HT. Les grandes lignes du programme technique des travaux sont les suivantes :

- La démolition des équipements de l'ancienne entrée du site (pont bascule, citerne, édicule, ...) à réaménager,
- La démolition partielle des revêtements existants, bordures, caniveaux et maçonneries,
- La démolition et terrassement d'espaces verts existants,
- Des déblais et/ou remblais afin de constituer des assises de voiries nouvelles et les espaces verts à créer ainsi que le réglage des terrains et créations de fossés périphériques,
- La pose de bordures de chaussée,
- La création d'espaces verts,

- La reprise de revêtements de voirie,
- La création de voiries neuves,
- L'adaptation et/ou la modification du réseau pluvial, avec notamment la mise en place d'un décanteur déshuileur, afin de traiter les eaux du site en conformité avec la réglementation en vigueur pour les ICPE, en particulier pour les voiries,
- La mise en place de dispositif (réseau ou géométrie de voirie) éloignant les eaux pluviales des bâtiments techniques (ateliers notamment),
- La création de génie civil pour réseaux secs,
- La modification de la signalisation horizontale et verticale,
- La mise à la cote de regards, tampons et bouches à clé,
- L'équipement de la nouvelle entrée pour gestion par le poste de contrôle du site (portail, barrière, vidéo, interphone, ...).

Ces estimations reposent sur une étude de définition réalisée fin 2019. En amont des travaux, le Territoire du Pays d'Aix lancera une consultation afin de choisir un maître d'œuvre dont les missions seront les suivantes :

- Détailler la conception et le chiffrage du projet ;
- Proposer des aménagements conformes aux spécifications de l'ISDND de l'Arbois ;
- Déposer un Porté à Connaissance adressé à la Préfecture, détaillant l'ensemble de l'opération ;
- Préparer la consultation des entreprises pour les marchés de travaux si nécessaire ;
- Assurer le suivi des travaux et la réception des ouvrages.

La prestation de maîtrise d'œuvre, complétée de la mission SPS, a été estimée à 50.000 € HT.

Par conséquent, les estimations relatives à la réalisation des travaux de requalification des voies d'accès et de l'entrée s'élèvent à :

- 50.000 € HT pour les missions de maîtrise d'œuvre et de SPS ;
- 400.000 € HT pour la réalisation des travaux d'aménagement ;

Soit 450.000 € HT au total.

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Début de la mission de maîtrise d'œuvre : Début 2022 ;
- Démarrage des travaux : septembre 2022 ;
- Fin des travaux : 1^{er} Semestre 2023.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	Taux	MONTANT HT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	20 %	90 000 euros
Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur	10 %	45 000 euros
Autofinancements		
Métropole Aix-Marseille-Provence	70 %	315 000 euros
TOTAL =	100 %	450 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver programme de travaux de réfection des voies d'accès et de l'entrée de l'ISDnD de l'Arbois.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de travaux de réfection détaillé ci-dessus.

Le montant total prévisionnel du programme de travaux s'élève à 450.000 € HT.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône, de la Région Sud ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous documents relatifs à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Service Prévention Élimination des Déchets - Territoire du Pays d'Aix Autorisations de programme (AP) : 2017220002 – Fonction 7213 – Nature : 2031, 2128, 2138
2017220001 – Fonction 7213 – Nature : 2031, 2128, 2138

Les recettes d'investissement correspondantes seront constatées sur Budget Annexe du Service Public d'Élimination des Déchets Territoire du Pays d'Aix– Fonction : 7212 - Nature : 1313.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 416

Approbation de la convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône pour la mise à disposition de broyats de déchets verts à destination d'agriculteurs du Territoire

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

De multiples études menées par la Chambre d'Agriculture montrent que les sols agricoles méditerranéens sont fortement carencés en matières organiques grévant de fait leur fertilité. Afin de maintenir une production agricole importante et pérenne, la Chambre d'Agriculture accompagne plusieurs initiatives visant à promouvoir l'apport de broyats de végétaux sur les sols agricoles.

En effet, associée à de bonnes pratiques agro-écologiques, l'utilisation de matières végétales affinées de type broyat permet notamment d'assurer le maintien et le développement de la biodiversité, de protéger les sols contre l'érosion, de limiter les

besoins en eau pour la culture ou encore de participer à la séquestration du carbone.

Dans ce contexte, le Territoire du Pays d'Aix avait accompagné une expérimentation menée par la Chambre d'Agriculture en 2020/2021 auprès d'un panel d'agriculteurs implantés dans la vallée de la Durance. L'ensemble des participants à cette expérimentation ayant trouvé la démarche concluante, il est proposé de relancer l'opération en augmentant les quantités (de 1000t à 5000t par an) de broyats mis à disposition par le Territoire du Pays d'Aix et en élargissant la zone de distribution du broyat à l'ensemble du Territoire.

Au travers de la nouvelle convention, le Territoire du Pays d'Aix s'engage pendant 2 ans à fournir gratuitement 5000t par an de broyats de végétaux aux agriculteurs désignés et à verser 3.750€TTC par an à la Chambre d'Agriculture pour l'aider à effectuer le suivi des opérations de mise à disposition.

Cette expérimentation pourrait inciter une demande au niveau du monde agricole de matières fertilisantes et ainsi développer un réseau de proximité de débouchés pour une partie des déchets collectés pour le Territoire du Pays d'Aix. L'ouverture du monde agricole à ces pratiques pourrait être une réelle alternative au traitement en masse de déchets verts dans des centres de traitement spécialisés actuellement saturés.

Au-delà du soutien apporté au monde agricole local, en s'inscrivant dans cette démarche, le Territoire du Pays d'Aix apporte également une réponse pertinente aux enjeux de gestion des déchets ménagers que sont la maîtrise des dépenses (diversification et multiplication des exutoires, limitation des transports, etc) ainsi que la gestion locale et durable de ses flux (traitement des gisements à proximité immédiate de leur lieu de production → circuit court).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du

Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver la convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône pour la mise à disposition de broyats de déchets verts à destination d'agriculteurs du Territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Chambre d'Agriculture et le Territoire du Pays d'Aix pour le l'opération pilote de mise à disposition de broyat.

Article 2 :

Sera versée chaque année pendant deux ans la somme de 3.750€TTC par le Territoire du Pays d'Aix à la Chambre d'Agriculture, comme prévu dans la convention ci-annexée, pour l'aider à effectuer le suivi des opérations de mise à disposition.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer la convention avec la Chambre d'Agriculture.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget annexe Service Public d'Élimination des Déchets, Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : Chapitre 65, Nature 657382, Fonction 7211.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 417

AVIS - Approbation des modalités de réalisation de centres de tri de collecte sélective métropolitain

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération DEA 018-2836/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des déchets. Pour la valorisation matière et organique, un des axes définis est la maîtrise de son outil de tri des collectes sélectives.

En effet, l'extension des consignes de tri des plastiques nécessite d'adapter les centres de tri par des modifications coûteuses qui vont d'une part réduire le nombre d'installations en capacité d'extraire ces nouveaux matériaux et d'autre part induire une augmentation des coûts de la prestation. Les six Territoires de la Métropole produisent désormais un gisement de collecte sélective largement suffisant pour justifier la réalisation et l'exploitation d'un centre de tri dédié à leurs seules collectes.

Les premières études réalisées ont montré que l'évolution attendue des performances de tri, notamment grâce à la mise en œuvre des extensions de consignes, génère un besoin de prise en charge à terme de 95 000 tonnes. Afin de mailler le territoire et ainsi minimiser les distances parcourues, il est préconisé d'édifier deux centres de tri de 58 000 tonnes/an et de 37 000 tonnes/an. La construction de ces deux centres de tri se fera de manière échelonnée dans le temps afin de ne pas créer de « vide de tri », en commençant par la construction du centre de capacité 58 000 tonnes/an.

Sur propositions des Présidents de territoires concernés, deux terrains ont été retenus compte-tenu de leur position, leur facilité d'accès et l'éloignement des zones d'habitat. Un premier centre de tri sera édifié sur le plateau de l'Arbois, au cœur des gisements les plus importants de la Métropole. Un second centre d'une capacité de 37 000 tonnes sera construit plus tard plus à l'Ouest sur la la ZA Euroflory Sud à Berre l'Etang.

Concernant la réalisation du premier centre de tri, le recours à un marché global de performances apparaît être le montage contractuel le plus adapté, s'agissant d'un équipement de haute technicité avec un haut niveau de performances attendu.

Un tel montage ouvre par ailleurs la possibilité d'aide aux financements de différentes structures.

Il permet également à la Métropole de conserver la propriété des matériaux issus du tri. Leur vente avec TVA ouvre la possibilité de récupérer celle-ci sur toutes les opérations ayant concouru à la production de ces produits, collecte séparative et tri.

Des études complémentaires vont prochainement définir précisément le contenu du dossier de consultation de ce marché global de performances et affiner le cout d'investissement pour ce premier centre de tri de 58 000 tonnes, évalué à ce stade aux alentours de 50 M€.

Il est donc proposé d'adopter les modalités de réalisation des centres de tri de collecte sélective métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEA 018-2836/17/CM du 19 octobre 2017 approuvant les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets ;
- L'information du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de préciser les modalités de réalisation de centres de tri de collecte sélective métropolitain.

Délibère

Article 83 :

Est approuvée la réalisation de deux centres de tri de collecte sélective, un premier de 58 000 tonnes situé sur le plateau de l'Arbois à Aix-en-Provence, un second de 37 00 tonnes positionné dans la ZA Euroflory Sud à Berre l'Etang.

Article 2 :

Est approuvé le recours à un marché global de performances pour la réalisation du premier centre de tri sur le plateau de l'Arbois, d'une capacité de 58 000 tonnes.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional Sud Provence Alpes Côte-d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches du Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME ainsi qu'auprès tout autres organismes susceptibles d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau - Cycle de l'eau et assainissement

2021 CT2 418

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 au contrat de concession du service public de l'assainissement collectif de la Commune du Tholonet

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT), le contrat de concession du service public de l'assainissement collectif de la Commune du Tholonet a été attribué à la Société Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto, filiale de VEOLIA, pour une durée de 10 ans, avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2018.

Le contrat prévoit en son article 40.2 les dispositions suivantes : « Lorsque l'usager s'alimente en eau, totalement ou partiellement, à une source autre qu'un service public de distribution, la facturation est réalisée conformément à la délibération prise par la Collectivité ».

En l'absence de délibération, la facturation de ces abonnés, qui bénéficient du service rendu, n'est pas possible.

Il est donc proposé de préciser les modalités de calcul de la redevance d'assainissement pour les usagers de la Commune du Tholonet non abonnés au service public de l'eau potable et d'approuver l'avenant n°1 ayant pour objet de les intégrer au contrat de concession du service public d'assainissement collectif.

En complément de la part fixe, le délégataire percevra auprès des abonnés une part proportionnelle ainsi fixée:

- En l'absence de dispositif de comptage : une redevance semestrielle de 56 € HT en valeur de base du contrat, correspondant à une consommation moyenne de 60 m³ par semestre ;
- En présence d'un dispositif de comptage fonctionnel : la part proportionnelle contractuelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de concession du service public de l'assainissement collectif – Commune du Tholonet n°109/17 du 11 décembre 2017 ;
- L'avis de la Commission Concession du 16 septembre 2021.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant-

- Qu'il est nécessaire de fixer les modalités et les tarifs applicables aux abonnés du service d'assainissement collectif, non raccordés au réseau public d'eau potable.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat de concession du service public d'assainissement collectif de la Commune du Tholonet.

Délibère

Article 84 :

Sont approuvées les modalités de calcul et de facturation de la redevance d'assainissement pour les usagers de la Commune du Tholonet non abonnés au service public de l'eau potable.

Article 85 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de concession du service public d'assainissement collectif de la Commune du Tholonet.

Article 86 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Article 4 :

La recette sera constatée sur le budget annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aix – chapitre 70 nature 70611.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 419

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 au contrat de concession du service public d'assainissement collectif de la Commune d'Eguilles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT), le contrat de concession du service public d'assainissement collectif de la Commune d'Eguilles a été attribué à la Société Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto, filiale de VEOLIA, pour une durée de 15 ans, avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2018.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

A compter du 1^{er} septembre 2020 a été intégré un nouvel ouvrage dans le patrimoine délégué : le poste de relèvement des Petites Fourques.

Conformément à l'article 12.1 du contrat, une révision des rémunérations du délégataire doit être engagée, afin de tenir compte de la prise en charge du poste de relèvement des Petites Fourques.

Le présent avenant a dès lors pour objet d'intégrer les charges d'exploitation générées par l'intégration de cet ouvrage. Les charges sont constituées de charges de personnel ; sous-traitance, matières et fournitures ; d'énergie électrique ; poste et télécommunications ; véhicules, engins et frais de déplacement et frais généraux de structure.

Ces modifications apportées au contrat ont pour conséquence, à compter de la notification de l'avenant et jusqu'à la fin du contrat, le 31 décembre 2032, une augmentation de la part délégataire du prix de l'eau, pour sa partie proportionnelle, pour compenser les nouvelles charges d'exploitation.

Pour l'ensemble des abonnés, la part proportionnelle aux volumes consommés passe de :
0,8333 € HT/m³ à 0,8376 € HT/m³, soit + 0,5 %.

Impact sur une facture d'assainissement type INSEE de 120 m³, base des tarifs au 1^{er} janvier 2021 :
Avant avenant : 277,49 € TTC ;
Après avenant : 278,11 € TTC, soit une augmentation de 0,62 €, ce qui représente + 0,22 %.

Impact sur une facture d'eau (parts eau et assainissement) type INSEE de 120 m³, base des tarifs au 1^{er} janvier 2021 :
Avant avenant : 616,60 € TTC ;
Après avenant : 617,22 € TTC, soit une augmentation de 0,62 €, ce qui représente + 0,10 %

Le Compte d'exploitation prévisionnel du contrat est modifié en ce sens.

L'évolution des charges et du prix de l'eau a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de 0,28 %, soit 17 133 €.

Par ailleurs, l'article 5.6.4 du contrat prévoyait que les boues soient intégralement valorisées dans le cadre d'un plan d'épandage agricole. Or, dans le cadre de la pandémie de Covid-19, une évolution réglementaire impose une complète hygiénisation des boues : la circulaire du 2 avril 2020, puis l'arrêté du 30 avril 2020 précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période de Covid-19. Cette décision a remis en cause la filière d'évacuation des boues et entraîné des surcoûts non prévus au contrat pour le délégataire.

Par conséquent, le présent avenant prévoit la création de prix supplémentaires au Bordereau de Prix Unitaires du contrat, afin d'intégrer le surcoût de traitement des boues d'épuration.

Le surcoût de traitement des boues, évalué à 15.000 HT / an, durant la période d'obligation de traitement complémentaire, sera financé par le budget de fonctionnement de la Collectivité

L'évolution des charges et du prix de l'eau a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de 1,16 %, soit 77 133 €.

Conformément aux dispositions de l'article R.3135-1 du Code de la commande publique, le contrat de concession peut être modifié, car les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux.

L'incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence est estimée à 15.000 € HT/an durant la période d'obligation réglementaire d'hygiéniser les boues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de concession du service public d'assainissement collectif – Commune d'Eguilles ;
- L'avis de la Commission Concession du 28 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prendre en compte des charges d'exploitation supplémentaires jusqu'à la fin du contrat, pour assurer l'exploitation, la maintenance et le renouvellement du matériel défaillant.
- Qu'il est nécessaire de créer des prix supplémentaires au Bordereau des Prix Unitaires, relatifs aux frais supplémentaires engagés pour le traitement hygiénisé des boues et que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de fonctionnement du Service Public de l'assainissement.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat de concession du service public d'assainissement collectif de la Commune d'Eguilles.

Délibère

Article 87 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de concession du service public d'assainissement collectif de la Commune d'Eguilles, et ses annexes Compte Prévisionnel d'Exploitation et Bordereau des Prix Unitaires.

Article 88 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 420

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation par affermage du service public d'assainissement collectif de la Commune de Ventabren

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT), le contrat d'affermage du service public de l'assainissement collectif de la Commune de Ventabren a été attribué à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 15 ans, avec prise d'effet au 28 février 2008.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

A compter du 1^{er} janvier 2020 a été intégré un nouvel ouvrage au patrimoine délégué : le poste de relevage de Ventabren et ses réseaux associés.

Conformément à l'article 14.1 du contrat, une révision des rémunérations du délégataire doit être engagée,

afin de tenir compte de la prise en charge du poste de relevage de Ventabren et de ses réseaux associés.

Le présent avenant a dès lors pour objet d'intégrer les charges d'exploitation générées par l'intégration de cet ouvrage. Les charges sont constituées de charges de personnel ; matériel et fourniture ; sous-traitance ; transport et déplacement ; poste et télécommunications. L'avenant prévoit également l'ajout d'une précision à apporter au contrat pour la protection des données informatiques personnelles des abonnés.

Ces modifications apportées au contrat ont pour conséquence, à compter de la notification de l'avenant et jusqu'à la fin du contrat, le 28 février 2023, une augmentation de la part délégataire du prix de l'eau, pour sa partie proportionnelle, pour compenser les nouvelles charges d'exploitation.

Pour l'ensemble des abonnés, la part proportionnelle aux volumes consommés passe de :
0,063 € HT/m³ à 0,135 € HT/m³

Impact sur une facture d'assainissement type INSEE de 120 m³, base des tarifs au 1^{er} janvier 2021 :
Avant avenant : 152,14 € TTC ;
Après avenant : 163,28 € TTC, soit une augmentation de 11,14 €, ce qui représente + 7,32 %.

Impact sur une facture d'eau (parts eau et assainissement) type INSEE de 120 m³, base des tarifs au 1^{er} janvier 2021 :
Avant avenant : 423,78 € TTC ;
Après avenant : 434,92 € TTC, soit une augmentation de 11,14 €, ce qui représente + 2,63 %

Le Compte d'exploitation prévisionnel du contrat est modifié en ce sens.
L'évolution des charges et du prix de l'eau a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de + 13 %, soit 30 561 €.

Ce rapport n'a aucune incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Conformément aux dispositions de l'article R.3135-1 du Code de la commande publique, le contrat de concession peut être modifié, car les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation par affermage du service public d'assainissement collectif – Commune de Ventabren ;
- L'avis de la Commission Concession du 14 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prendre en compte des charges d'exploitation supplémentaires jusqu'à la fin du contrat, pour assurer l'exploitation et la maintenance du matériel défaillant.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat de délégation par affermage du service public d'assainissement collectif de la Commune de Ventabren.

Délibère

Article 89 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de délégation par affermage du service public d'assainissement collectif de la Commune de Ventabren, et son annexe Compte Prévisionnel d'Exploitation.

Article 90 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 421

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 au contrat de concession du service public de l'assainissement collectif de la Commune du Puy-Sainte-Réparate

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT), le contrat de concession du service public de l'assainissement collectif de la Commune du Puy-Sainte-Réparate a été attribué à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 12 ans, avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2017.

A compter du 1^{er} janvier ont été intégrés de nouveaux ouvrages au patrimoine délégué : il s'agit des deux postes de relevage dits du Hameau de Rousset, du poste de relevage de la Ferratière, du poste de relevage de la Garde et des réseaux associés

Conformément à l'article 43 du contrat, une révision des rémunérations du délégataire doit être engagée, afin de tenir compte de la prise en charge de ces nouveaux ouvrages.

Le présent avenant a dès lors pour objet d'intégrer les recettes générées par les nouveaux abonnés, ainsi que charges d'exploitation générées par l'intégration de cet ouvrage. Les charges sont constituées de charges de personnel ; énergie électrique ; produits de traitement ; sous-traitance, matières et fournitures ; charges générales ; renouvellement fonctionnel et patrimonial. L'avenant prévoit également l'ajout d'une précision à apporter au contrat pour la protection des données informatiques personnelles des abonnés.

Ces modifications apportées au contrat ont pour conséquence, à compter de la notification de l'avenant et jusqu'à la fin du contrat, le 31 décembre 2028, une augmentation de la part délégataire du prix de l'eau, pour sa partie proportionnelle, pour compenser les nouvelles charges d'exploitation.

Pour l'ensemble des abonnés, la part proportionnelle aux volumes consommés passe de :
0,5752 € HT/m³ à 0,6500 € HT/m³, soit + 13 %.

Impact sur une facture d'assainissement type INSEE de 120 m³, base des tarifs au 1^{er} janvier 2021 :

Avant avenant : 205,15 € TTC ;

Après avenant : 215,58 € TTC, soit une augmentation de 10,43 €, ce qui représente + 5,08 %.

Impact sur une facture d'eau (parts eau et assainissement) type INSEE de 120 m³, base des tarifs au 1^{er} janvier 2021 :

Avant avenant : 408,10 € TTC ;

Après avenant : 418,53 € TTC, soit une augmentation de 10,43 €, ce qui représente + 2,56 %

Le Compte d'exploitation prévisionnel du contrat est modifié en ce sens.

L'évolution des charges et du prix de l'eau a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de + 7,12 %, soit 163 417 €.

Conformément aux dispositions de l'article R.3135-1 du Code de la commande publique, le contrat de concession peut être modifié, car les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux.

Ce rapport n'a aucune incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de concession du service public de l'assainissement collectif – Commune du Puy-Sainte-Réparate ;
- L'avis de la Commission Concession du 14 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prendre en compte des charges d'exploitation supplémentaires jusqu'à la fin du contrat, pour assurer l'exploitation, la maintenance et le renouvellement du matériel défectueux.

- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat de concession du service public de l'assainissement collectif de la Commune du Puy-Sainte-Réparate.

Délibère

Article 91 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de concession du service public de l'assainissement collectif de la Commune du Puy-Sainte-Réparate, et ses annexes Compte Prévisionnel d'Exploitation, Inventaire des biens et Plan de renouvellement patrimonial.

Article 92 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 422

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public pour l'eau potable sur le territoire de la Commune des Pennes-Mirabeau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

Par délibération n° DEA 036-8020/19/CM du Conseil de la Métropole en date du 19 décembre 2019, la Métropole a délégué le service public eau potable de la Commune des Pennes-Mirabeau à la Société SAUR pour une durée de 9 ans et 4 mois, avec prise d'effet au 1 mars 2020.

Le dispositif contractuel de reversement de la « part collectivité » (appelée également redevance ou surtaxe) par le Déléguataire n'est pas adapté à la fréquence de relève des compteurs et de facturation. Il convient de modifier cette partie du contrat pour permettre au Déléguataire d'établir ses états comptables de reversement à la Collectivité.

En effet, le contrat initial prévoyait un reversement mensuel de la part Collectivité encaissée au cours du mois passé. Le versement devant être accompagné d'un état du compte détaillé, faisant apparaître notamment les volumes facturés et encaissés.

Cependant, il n'y a qu'une seule relève des compteurs par an et deux facturations, une facture sur estimation et la suivante au réel après la relève des compteurs. Par ailleurs, de nombreux usagers optent pour la mensualisation de leur facture annuelle.

Dès lors, il n'est pas possible pour le Déléguataire d'établir un décompte précis des volumes encaissés chaque mois pour garantir l'exactitude des sommes reversées à la collectivité et également au Déléguataire de l'assainissement pour lequel il assure la facturation.

Aussi, afin de permettre un parfait suivi comptable des sommes facturées aux abonnés par le Déléguataire, le présent avenant prévoit :

- 11 versements à la Collectivité d'acomptes mensuels établis sur la base de 8% des produits encaissés l'année n-1.
- 1 versement annuel accompagné du décompte complet des produits encaissés pour le compte de la collectivité.

L'avenant objet du présent rapport n'a aucune incidence financière.

Le même dispositif est prévu pour le Déléguataire de l'assainissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° DEA 036-8020/19/CM du 19 décembre 2019 portant approbation du contrat de délégation de service public eau potable sur le territoire de la Commune des Pennes-Mirabeau ;
- L'avis de la Commission Concession du 16 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de modifier des articles du contrat de délégation de service public pour l'eau potable sur le territoire de la Commune des Pennes-Mirabeau pour permettre au Déléataire d'établir ses états comptables de reversement à la collectivité et au Déléataire de l'assainissement.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un 1^{er} avenant au contrat.

Délibère

Article 93 :

Est approuvé l'avenant n° 1 ci-annexé au contrat de délégation de service public pour l'eau potable sur le territoire de la Commune des Pennes-Mirabeau.

Article 94 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 423

AVIS - Approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public pour l'assainissement sur le territoire de la Commune des Pennes-Mirabeau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

Par délibération n° DEA 037-8021/19/CM du Conseil de la Métropole en date du 19 décembre 2019, la Métropole a délégué le service public assainissement de la Commune des Pennes-Mirabeau à la Société SUEZ pour une durée de 9 ans et 4 mois, avec prise d'effet au 1 mars 2020.

Le délégataire « eau potable » facture les parts eau, assainissement et collectivité dans le cadre d'une facture unique à l'abonné.

Dans le contrat « eau potable », le dispositif contractuel de reversement des parts collectivité et assainissement par le délégataire eau potable n'est pas adapté à la fréquence de relève des compteurs et de facturation. Le contrat de concession eau potable a été modifié par avenant pour permettre au délégataire eau potable d'établir ses états comptables en tout transparence avec la collectivité et le délégataire assainissement.

En conséquence, la partie reversement des montants facturés dans le contrat assainissement doit être modifiée pour correspondre aux nouvelles dispositions arrêtées par avenant au contrat de concession eau potable.

Le contrat initial prévoyait un reversement mensuel par le délégataire eau potable au délégataire assainissement des montants encaissés au cours du mois passé, le versement devant être accompagné d'un état du compte très détaillé, faisant apparaître notamment les volumes facturés et encaissés.

Pour le suivi comptable des sommes facturées au titre de l'assainissement aux abonnés, l'avenant prévoit :

- 11 versements au délégataire d'acomptes mensuels établis sur la base de 8% des produits encaissés l'année n-1.
- 1 versement annuel accompagné du décompte complet des produits encaissés pour le compte du délégataire assainissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEA 037-8021/19/CM du 19 décembre 2019 portant approbation du contrat de délégation de service public d'assainissement sur le territoire de la commune des Pennes Mirabeau ;
- L'avis de la Commission Concession du 16 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de modifier des articles du contrat de délégation de service public d'assainissement sur le territoire de la Commune des Pennes-Mirabeau pour permettre au Déléataire de percevoir sa part exploitation et suivre les états comptables de reversement.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un second avenant au contrat.

Délibère

Article 95 :

Est approuvé l'avenant n° 2 ci-annexé au contrat de délégation de service public d'assainissement sur le territoire de la Commune des Pennes-Mirabeau.

Article 96 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 424

Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation, par la Commune de Vitrolles, de travaux d'aménagement de réseaux et d'équipements d'eaux pluviales dans les secteurs inondés par les pluies des automnes 2019 et 2020

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

L'article L.5218-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les Communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Elle est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, sur l'ensemble de son territoire, ce transfert s'étant accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage.

Toutefois, les Communes ont conservé certains services techniques transversaux qui se trouvaient en charge du suivi de ces opérations.

Dans un souci de conduite optimale de certaines de ces opérations que la proximité des services techniques municipaux peut faciliter, il apparaît parfois souhaitable de confier aux Communes le suivi technique, administratif et financier de certains travaux relevant désormais de la compétence de la Métropole.

À cette fin, les articles L.2422-5 à L.2422-11 du Code de la commande publique permettent de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une Commune membre. CommuneCommune En application de cette convention, la Commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les dépenses

nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

La Commune de Vitrolles a été fortement impactée en automne 2019 et 2020 par des pluies intenses qui ont engendré des dégâts dans plusieurs quartiers et notamment au droit d'écoles élémentaires.

Un diagnostic hydraulique a permis de proposer suivant les sites différents types d'actions en lien avec la gestion des eaux pluviales urbaines.

Aujourd'hui, il s'avère nécessaire de confier à la Commune par le biais d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, la réalisation des aménagements suivants :

Allée de la Brigantine : reprise de 2 tronçons du réseau pluvial,

Secteur Ecole Picasso – Quartier de la Frescoule :

- Dilatation du réseau pluvial en aval du fossé de Fontblanche,
- Amélioration de la collecte au droit de la zone de rétention de l'allée Philippe de Brocard,
- Aménagement du cheminement piéton le long du bassin de rétention de la Frescoule et modelage des berges de celui-ci pour favoriser l'écoulement des eaux dans le bassin.

L'enveloppe financière prévisionnelle arrêtée pour ces travaux est estimée à 170.000,00 €HT soit 204.000,00 €TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANTS
Financement externe	
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial (80% du montant HT de l'opération)	136'000,00
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur	*
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	68'000,00
TOTAL TTC	204'000,00

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour des travaux d'aménagement de réseaux et d'équipements d'eaux pluviales sur la Commune de Vitrolles dans les secteurs inondés par les pluies des automnes 2019 et 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de travaux d'aménagement de réseaux et d'équipements d'eaux pluviales dans les secteurs inondés par les pluies des automnes 2019 et 2020 sur la Commune de Vitrolles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, pour la réalisation par la Commune de Vitrolles, de travaux d'aménagement de réseaux et d'équipements d'eaux pluviales dans les secteurs inondés par les pluies des automnes 2019 et 2020.

Le montant prévisionnel des travaux prévus pour cette opération s'élève à 204.000,00 €TTC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581182909, Nature 4581, Fonction 734, Autorisation de Programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 425

Approbation de l'avenant n°2 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°Z200141COV pour l'opération de réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre du réaménagement de la rue Jean Jaurès à Puyloubier

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1^{er} janvier 2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée

par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n°DEA 003-6996/19/BM du 24 octobre 2019, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la Commune de Puyloubier portant sur l'opération de réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement rue Jean Jaurès. Cette convention portait sur l'enveloppe de travaux suivante :

- 42.475,00 € HT, soit 50.970,00 € TTC, pour l'eau potable,
- 26.363,00 € HT, soit 31.635,60 € TTC pour l'assainissement.

Par décision de la Présidente n°20/440/D du 29 mai 2020, un premier avenant à cette convention a été adopté afin d'intégrer les travaux nécessaires sur le réseau pluvial dans le périmètre de l'opération de travaux pour un montant de 8.605,00 € HT.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'un avenant n°2 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au bénéfice de la Commune de Puyloubier afin d'ajuster les montants de la convention aux montants réellement engagés par la Commune.

En effet, à l'issue de la réalisation des travaux, il s'avère que les quantités réellement exécutées diffèrent légèrement des quantités prévues à la signature de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, entraînant un dépassement du plafond de la convention initiale sur la compétence eau potable.

Le montant global de l'opération est ainsi porté de 77.443,00 € HT à 79.540,18 € HT, soit une augmentation de 2,71% répartis comme suit :

- pour la compétence Eau potable, 45.382,32 € HT, soit une augmentation de 6,84%,
- pour la compétence Assainissement, 25.552,86 € HT, soit une baisse de 3,07%,
- pour la compétence Eaux pluviales, 8.605,00 € HT, sans variation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEA 003-6996/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 portant approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réhabilitation par la Commune de Puyloubier de réseaux d'eau potable et d'assainissement rue Jean Jaurès ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La décision de la Présidente de la Métropole n°20/440/D du 29 mai 2020 portant approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation par la Commune de Puyloubier de travaux sur le réseau pluvial rue Jean Jaurès ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver un avenant n°2 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°Z200141COV pour la réhabilitation, par la Commune de Puyloubier, des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre du réaménagement de la rue Jean Jaurès à Puyloubier,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°Z200141COV, ci-annexé, pour la réhabilitation, par la Commune de Puyloubier, des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre du réaménagement de la rue Jean Jaurès à Puyloubier

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant

n°2 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°Z200141COV et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget Annexe de l'Eau en Délégation – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : Opération Budgétaire 2019290000, Nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement en Délégation - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : Opération Budgétaire 2019200100, Nature 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 426

Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux de DECI par la Commune de Vitrolles

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

L'article L.5218-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les Communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Elle est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, sur l'ensemble de son territoire, ce transfert s'étant accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage sur un ensemble d'opérations en cours et rattachées à cette compétence.

Toutefois, les Communes ont conservé certains services techniques transversaux qui se trouvaient en charge du suivi de ces opérations.

Dans un souci de conduite optimale de certaines de ces opérations que la proximité des services techniques municipaux peut faciliter, il apparaît parfois souhaitable de confier aux communes le suivi technique, administratif et financier de certains travaux relevant désormais de la compétence de la Métropole.

À cette fin, les articles L.2422-5 à L.2422-11 du Code de la commande publique permettent de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une Commune membre.

En application de cette convention, la Commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

Aujourd'hui, suite à des contrôles débit/pression réalisés sur un certain nombre de points d'eau d'incendie du parc de la Commune de Vitrolles, il s'avère nécessaire de réaliser des réhabilitations (grosses réparations/renouvellement) ou de déplacer certains des points d'eau d'incendie diagnostiqués comme non conformes. Cette opération intègre également la création/suppression/déplacement (autre que pour des raisons de mise en conformité) de points d'eau d'incendie.

L'enveloppe financière prévisionnelle arrêtée pour ces travaux est estimée à 77.500€TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANT
Financement externe	
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenariat Métropolitain (83% du montant HT de l'opération)	51 000,67
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	25 833,33
TOTAL TTC	77 500,96

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de travaux de DECI par la Commune de Vitrolles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de travaux de DECI par la Commune de Vitrolles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, pour la réalisation de travaux de DECI par la Commune de Vitrolles.

Le montant prévisionnel des travaux prévus par cette convention s'élève à 77.500 €TTC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de maîtrise d'ouvrage déléguée et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581182908, Nature 4581, Fonction 76, Autorisation de Programme DI908.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 427

Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux de DECI par la Commune des Pennes-Mirabeau

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

L'article L.5218-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les Communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Elle est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, sur l'ensemble de son territoire, ce transfert s'étant accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage sur un ensemble d'opérations en cours et rattachées à cette compétence.

Toutefois, les Communes ont conservé certains services techniques transversaux qui se trouvaient en charge du suivi de ces opérations.

Dans un souci de conduite optimale de certaines de ces opérations que la proximité des services techniques municipaux peut faciliter, il apparaît parfois souhaitable de confier aux Communes le suivi technique, administratif et financier de certains travaux relevant désormais de la compétence de la Métropole.

À cette fin, les articles L.2422-5 à L.2422-11 du Code de la commande publique permettent de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une Commune membre.

En application de cette convention, la Commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

Aujourd'hui, suite à des contrôles débit/pression réalisés sur un certain nombre de points d'eau d'incendie du parc de la Commune des Pennes-Mirabeau, il s'avère nécessaire de réaliser des réhabilitations (grosses réparations/renouvellement) ou de déplacer certains des points d'eau d'incendie diagnostiqués comme non conformes. Cette opération intègre également la création/suppression/déplacement (autre que pour des raisons de mise en conformité) de points d'eau d'incendie.

L'enveloppe financière prévisionnelle arrêtée pour ces travaux est estimée à 38.000 €TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISME(S)	MONTANT (€)
Financement externe	
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial Métropolitain (80% du montant HT de l'opération)	29 333,33
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	12 666,67
TOTAL TTC	38 000,00

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de travaux de DECI par la Commune des Pennes-Mirabeau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de travaux de DECI par la Commune des Pennes-Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, pour la réalisation de travaux de DECI par la Commune des Pennes-Mirabeau.

Le montant prévisionnel des travaux prévus par cette convention s'élève à 38.000 € TTC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de maîtrise d'ouvrage déléguée et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581182908, Nature 4581, Autorisation de Programme DI908, Fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 428

Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux de DECI par la Commune de Gardanne

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

L'article L.5218-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les Communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Elle est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, sur l'ensemble de son territoire, ce transfert s'étant accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage sur un ensemble d'opérations en cours et rattachées à cette compétence.

Toutefois, les Communes ont conservé certains services techniques transversaux qui se trouvaient en charge du suivi de ces opérations.

Dans un souci de conduite optimale de certaines de ces opérations que la proximité des services techniques municipaux peut faciliter, il apparaît parfois souhaitable de confier aux Communes le suivi technique, administratif et financier de certains travaux relevant désormais de la compétence de la Métropole.

À cette fin, les articles L.2422-5 à L.2422-11 du Code de la commande publique permettent de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une Commune membre.

En application de cette convention, la Commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la

limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

Aujourd'hui, suite à des contrôles débit/pression réalisés sur un certain nombre de points d'eau d'incendie du parc de la Commune de Gardanne, il s'avère nécessaire de réaliser des réhabilitations (grosses réparations/renouvellement) ou de déplacer certains des points d'eau d'incendie diagnostiqués comme non conformes. Cette opération intègre également la création/suppression/déplacement (autre que pour des raisons de mise en conformité) de points d'eau d'incendie.

L'enveloppe financière prévisionnelle arrêtée pour ces travaux est estimée à 34.000 €TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES<<	MONTANT S<
Financement externe<<	
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône<< Plan Partenariat Métropolitain (50% du montant HT de l'opération)<<	22.666,67<<
Autofinancement<<	
Métropole Aix-Marseille-Provence<<	11.333,33<<
TOTAL TTC<<	34.000,00<<

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de travaux de DECI par la Commune de Gardanne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la

réalisation de travaux de DECI par la Commune de Gardanne.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, pour la réalisation de travaux de DECI par la Commune de Gardanne.

Le montant prévisionnel des travaux prévus par cette convention s'élève à 34.000 €TTC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de maîtrise d'ouvrage déléguée et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581182908, Nature 4581, Autorisation de Programme DI908, Fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 429

Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux de DECI par la Commune de Bouc-Bel-Air

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58

du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

L'article L.5218-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les Communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Elle est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, sur l'ensemble de son territoire, ce transfert s'étant accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage sur un ensemble d'opérations en cours et rattachées à cette compétence.

Toutefois, les Communes ont conservé certains services techniques transversaux qui se trouvaient en charge du suivi de ces opérations.

Dans un souci de conduite optimale de certaines de ces opérations que la proximité des services techniques municipaux peut faciliter, il apparaît parfois souhaitable de confier aux Communes le suivi technique, administratif et financier de certains travaux relevant désormais de la compétence de la Métropole.

À cette fin, les articles L.2422-5 à L.2422-11 du Code de la commande publique permettent de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une Commune membre.

En application de cette convention, la Commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

Aujourd'hui, suite à des contrôles débit/pression réalisés sur un certain nombre de points d'eau d'incendie du parc de la Commune de Bouc-Bel-Air, il s'avère nécessaire de réaliser des réhabilitations (grosses réparations/renouvellement) ou de déplacer certains des points d'eau d'incendie diagnostiqués comme non conformes. Cette opération intègre également la création/suppression/déplacement (autre que pour des raisons de mise en conformité) de points d'eau d'incendie.

L'enveloppe financière prévisionnelle arrêtée pour ces travaux est estimée à 34.500 €TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANTS
Financement externe	
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial Métropolitain (80% du montant HT de l'opération)	23 000
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	11 500
TOTAL TTC	34 500

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de travaux de DECI par la Commune de Bouc-Bel-Air.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de travaux de DECI par la Commune de Bouc-Bel-Air.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, pour la réalisation de travaux de DECI par la Commune de Bouc-Bel-Air.

Le montant prévisionnel des travaux prévus par cette convention s'élève à 34.500€TTC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de maîtrise d'ouvrage déléguée et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581182908 Nature 4581, Autorisation de Programme DI908, Fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 430

Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux de DECI par la Commune de Cabriès

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

L'article L.5218-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les Communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Elle est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, sur l'ensemble de son territoire, ce transfert s'étant accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage sur un ensemble d'opérations en cours et rattachées à cette compétence.

Toutefois, les Communes ont conservé certains services techniques transversaux qui se trouvaient en charge du suivi de ces opérations.

Dans un souci de conduite optimale de certaines de ces opérations que la proximité des services techniques municipaux peut faciliter, il apparaît parfois souhaitable de confier aux Communes le suivi technique, administratif et financier de certains travaux relevant désormais de la compétence de la Métropole.

À cette fin, les articles L.2422-5 à L.2422-11 du Code de la commande publique permettent de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une Commune membre.

En application de cette convention, la Commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

Aujourd'hui, suite à des contrôles débit/pression réalisés sur un certain nombre de points d'eau d'incendie du parc de la Commune de Cabriès, il s'avère nécessaire de réaliser des réhabilitations (grosses réparations/renouvellement) ou de déplacer certains des points d'eau d'incendie diagnostiqués comme non conformes. Cette opération intègre également la création/suppression/déplacement (autre que pour des raisons de mise en conformité) de points d'eau d'incendie.

L'enveloppe financière prévisionnelle arrêtée pour ces travaux est estimée à 30.000 €TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANTS
Financement externe	
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Particulier Métropolitain (50% du montant HT de l'opération)	20 000€
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	10 000€
TOTAL TTC	30 000€

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de travaux de DECI par la Commune de Cabriès.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de travaux de DECI par la Commune de Cabriès.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, pour la réalisation de travaux de DECI par la Commune de Cabriès.

Le montant prévisionnel des travaux prévus par cette convention s'élève à 30.000 €TTC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de maîtrise d'ouvrage déléguée et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581182908, Nature 4581, Autorisation de Programme DI908, Fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 431

Approbation du programme de travaux relatifs à l'équipement du forage des Chênerilles sur la Commune du Puy-Sainte-Réparate

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le captage des Chênerilles est un captage existant en exploitation constituant l'un des deux points d'approvisionnement du réseau d'eau potable de la Commune du Puy-Sainte-Réparate.

Les études et recherches aquifères réalisées préalablement ont permis d'évaluer les conditions techniques et environnementales de sécurisation et de production du captage.

Conformément aux recommandations établies en concertation avec les services de tutelle et l'hydrogéologue agréé, il convient de procéder aux travaux d'équipement d'un forage existant mais non encore exploité sur le site du captage, ainsi qu'aux essais hydrauliques préalablement à la mise en service.

Ce programme a pour objectif de pérenniser le captage et ainsi d'optimiser et sécuriser l'approvisionnement du réseau d'eau public.

Le Territoire du Pays d'Aix souhaite réaliser ce programme avant la fin du premier semestre 2022. L'enveloppe financière prévisionnelle arrêtée pour ces travaux est estimée à 90.000,00 €TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISME S=	MONTANT €=
Financement externe	
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	6.000,00€
Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée Corse Programme de financement «Nabandis» (jusqu'à 50% du montant HT)	37.500,00€
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	46.500,00€
TOTAL TTC=	90.000,00€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement Déchets et Cycle de l'Eau du 22 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'optimiser et sécuriser l'approvisionnement du réseau d'eau public de la Commune du Puy-Sainte-Réparate et, à cette fin de pérenniser la captage des Chênerilles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de travaux relatifs à l'équipement du forage des Chênerilles sur la Commune du Puy-Sainte-Réparate,

L'enveloppe financière prévisionnelle est estimée à 90.000,00 € TTC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous documents relatifs à la réalisation de l'opération de travaux d'équipement du forage des Chênerilles sur la Commune du Puy-Sainte Réparate,

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe de l'Eau en Délégation – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : Opération Budgétaire 2019290000, Nature 21531.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 432

Approbation du programme de travaux relatifs aux opérations de réduction des eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées de la Commune de Vitrolles

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La station d'épuration (STEP) de Vitrolles a été déclarée en 2019 en « alerte hydraulique » par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (ci-après DDTM). Concrètement, cela signifie qu'elle ne fait pas encore l'objet d'une non-conformité hydraulique, mais qu'elle a été identifiée par la DDTM comme présentant un fonctionnement qui s'en approche.

Par ailleurs, le réseau d'assainissement présente des problématiques de débordement en temps sec et en temps de pluie, témoignant d'une grande quantité d'eaux claires circulant dans les canalisations.

De fait, en vue de réduire ces anomalies et d'anticiper un dysfonctionnement réhibitoire qui pourrait placer cette station d'épuration en défaut vis-à-vis de la réglementation locale et européenne, le Territoire du Pays d'Aix s'est donné pour objectif de réduire les infiltrations d'eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées.

Pour ce faire, des travaux de réhabilitation des réseaux en divers endroits de la Commune, doivent être réalisés sur les canalisations les plus sensibles aux infiltrations de nappe :

- Chemisage de canalisations et branchements ;
- Reprise d'étanchéité de regards et boîtes de branchement ;
- Réhabilitation de branchements pénétrants ou mal scellés.

Le montant total prévisionnel du programme de travaux ainsi prévu pour la réduction des eaux claires parasites, s'élève à 1 500 000 € HT, à engager en plusieurs tranches jusqu'en 2023.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANTS
Financement externe	
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse Contrat Métropolitain (50% du montant HT de l'opération)	750'000
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	1'900'000
TOTAL TTC	1'950'000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le programme de travaux relatifs aux opérations de réduction des eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées de la Commune de Vitrolles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de travaux relatifs aux opérations de réduction des eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées de la Commune de Vitrolles.

L'enveloppe financière prévisionnelle est estimée à 1 800 000 € TTC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous documents relatifs à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Assainissement – Territoire du Pays d'Aix en section

d'Investissement : Opération Budgétaire
2019200100, Nature 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 433

Approbation du programme de travaux relatifs aux opérations de réduction des eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées de la Commune de Cabriès

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La station d'épuration (STEP) de Cabriès – Lagremouse a été déclarée en 2019 en « alerte hydraulique » par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (ci-après DDTM). Concrètement, cela signifie qu'elle ne fait pas encore l'objet d'une non-conformité, mais qu'elle a été identifiée par la DDTM comme présentant un fonctionnement qui s'en approche.

De fait, en vue d'anticiper un dysfonctionnement rédhibitoire qui pourrait placer cette station d'épuration en défaut vis-à-vis de la réglementation locale et européenne, le Territoire du Pays d'Aix s'est donné pour objectif de réduire les infiltrations d'eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées.

Pour ce faire, des travaux de réhabilitation des réseaux en divers endroits de la Commune, doivent être réalisés sur les canalisations les plus sensibles aux infiltrations de nappe :

- Chemisage de canalisations et branchements ;
- Reprise d'étanchéité de regards et boîtes de branchement ;
- Réhabilitation de branchements pénétrants ou mal scellés.

Le montant total prévisionnel du programme de travaux ainsi prévu pour la réduction des eaux claires parasites, s'élève à 250 000 €HT, à engager en plusieurs tranches jusqu'en 2023.

À titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANT
Financement externe	
Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée Corse Central Métropole (50% du montant HT de l'opération)	125 000
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	175 000
TOTAL TTC	300 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le programme de travaux relatifs aux opérations de réduction des eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées de la Commune de Cabriès.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de travaux relatifs aux opérations de réduction des eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées de la Commune de Cabriès.

L'enveloppe financière prévisionnelle est estimée à 300 000 €TTC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous documents relatifs à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Assainissement – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019200100, nature 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 434

Approbation du programme de travaux relatifs aux opérations de réduction des eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées de la Commune d'Eguilles

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La station d'épuration (STEP) d'Eguilles a été déclarée en 2019 en « alerte hydraulique » par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (ci-après DDTM). Concrètement, cela signifie qu'elle ne fait pas encore l'objet d'une non-conformité hydraulique, mais qu'elle a été identifiée par la DDTM comme présentant un fonctionnement qui s'en approche.

De fait, en vue d'anticiper un dysfonctionnement réducteur qui pourrait placer cette station d'épuration en défaut vis-à-vis de la réglementation locale et européenne, le Territoire du Pays d'Aix s'est donné pour objectif de réduire les infiltrations d'eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées.

Pour ce faire, des travaux de réhabilitation des réseaux en divers endroits de la Commune, doivent être réalisés sur les canalisations les plus sensibles aux infiltrations de nappe :

- Chemisage de canalisations et branchements ;

- Reprise d'étanchéité de regards et boîtes de branchement ;
- Réhabilitation de branchements pénétrants ou mal scellés.

Le montant total prévisionnel du programme de travaux ainsi prévu pour la réduction des eaux claires parasites, s'élève à 400 000 €HT, à engager en plusieurs tranches jusqu'en 2023.

À titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANT
Financement externe	
Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée Corse Contrat Métropolitain (50% du montant HT de l'opération)	200 000
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	200 000
TOTAL TTC	400 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le programme de travaux relatifs aux opérations de réduction des eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées de la Commune d'Éguilles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de travaux relatifs aux opérations de réduction des eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées de la Commune d'Éguilles.

L'enveloppe financière prévisionnelle est estimée à 480 000 €TTC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous documents relatifs à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Assainissement – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : Opération Budgétaire 2019200100, Nature 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 435

Approbation du programme de travaux relatifs aux opérations de réduction des eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées de la Commune des Pennes Mirabeau

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La station d'épuration (STEP) de Vitrolles, à laquelle est raccordé le réseau d'assainissement de la partie nord de la Commune des Pennes-Mirabeau, a été déclarée en 2019 en « alerte hydraulique » par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (ci-après DDTM). Concrètement, cela signifie qu'elle ne fait pas encore l'objet d'une non-conformité hydraulique, mais qu'elle a été identifiée par la DDTM comme présentant un fonctionnement qui s'en approche.

Par ailleurs, le réseau d'assainissement présente des problématiques de débordement en temps sec et en temps de pluie, témoignant d'une grande quantité d'eaux claires circulant dans les canalisations.

De fait, en vue de réduire ces anomalies et d'anticiper un dysfonctionnement récurrent qui pourrait placer cette station d'épuration en défaut vis-à-vis de la

réglementation locale et européenne, le Territoire du Pays d'Aix s'est donné pour objectif de réduire les infiltrations d'eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées.

Pour ce faire, des travaux de réhabilitation des réseaux en divers endroits de la Commune, doivent être réalisés sur les canalisations les plus sensibles aux infiltrations de nappe :

- Chemisage de canalisations et branchements ;
- Reprise d'étanchéité de regards et boîtes de branchement ;
- Réhabilitation de branchements pénétrants ou mal scellés.

Le montant total prévisionnel du programme de travaux ainsi prévu pour la réduction des eaux claires parasites, s'élève à 600 000 €HT, à engager en plusieurs tranches jusqu'en 2023.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANT
Financement externe	
Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée Corse Contrat Métropolitain (50% du montant HT de l'opération)	300'000
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	420'000
TOTAL TTC	720'000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le programme de travaux relatifs aux opérations de réduction des eaux claires parasites dans le réseau

d'eaux usées de la Commune des Pennes-Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de travaux relatifs aux opérations de réduction des eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées de la Commune des Pennes-Mirabeau.

L'enveloppe financière prévisionnelle est estimée à 720 000 €TTC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous documents relatifs à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Assainissement – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : Opération Budgétaire 2019200100, Nature 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 436

Approbation du Rapport annuel 2020 sur le Prix et la Qualité des Services Publics de l'eau et de l'assainissement du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n°95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, a introduit diverses réformes dans la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Cette loi s'inscrit dans une perspective de transparence vis-à-vis des élus et des consommateurs. L'article 73 de ladite loi, et le Code général des collectivités territoriales (CGCT) dans ses articles D.2224-1 à D.2224-5 et ses annexes V et VI, prévoient la réalisation d'un rapport annuel du Président sur les prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Pour l'année 2020, le Territoire du Pays d'Aix a établi un rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif.

Ce rapport a pour objet de préciser les missions et les objectifs des services publics de l'eau potable et de l'assainissement. Il détaille des indicateurs d'activités des services obligatoires et prend en compte l'analyse des rapports d'activité des exploitants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 22 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les services publics de l'eau et de l'assainissement du Territoire du Pays d'Aix doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif aux prix et à la qualité desdits services.
- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de Territoire.
- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de la Métropole et mis à disposition du public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité des Services Publics de l'eau potable et de l'assainissement du Territoire du Pays d'Aix et ses trois annexes, ci-jointes, pour l'exercice 2020.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 437

AVIS - Approbation du rapport annuel 2020 sur le Prix et la Qualité des Services Publics de l'eau potable et de l'assainissement métropolitain et des six rapports annuels 2020 sur le Prix et la Qualité des Services Publics de l'eau potable et de l'assainissement des Conseils de Territoire

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n°95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, a introduit diverses réformes dans la gestion des services publics de l'eau et l'assainissement.

Cette loi s'inscrit dans une perspective de transparence vis-à-vis des élus et des consommateurs ; L'article 73 de ladite loi, et le code général des Collectivités Territoriales (CGCT) dans ses articles D2224-1 à D2224-5 et ses annexes V et VI, prévoient la réalisation d'un rapport annuel de la Présidente sur les prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Pour l'année 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé le rapport de synthèse Métropolitain commun sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif avec ses annexes :

- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire de Marseille-Provence ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays d'Aix ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays Salonais ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays de Martigues ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire Istres-Ouest-Provence ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Ces rapports ont pour objet de préciser les missions et les objectifs des services publics de l'eau potable et de l'assainissement. Ils détaillent un certain nombre d'indicateurs d'activités des services obligatoires et sont construits le cas échéant en prenant en compte l'analyse des rapports d'activité des exploitants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'arrêté du 2 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur les prix et la qualité des services publics d'eau et d'assainissement ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les services publics de l'eau et de l'assainissement de la Métropole doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif aux prix et à la qualité de ces dits services.
- Que ce rapport et ses annexes (RPQS des six Territoires) doivent être présentés au Bureau de la Métropole et mis à disposition du public.

Délibère

Article unique :

Sont approuvés le Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'eau potable et de l'assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses six annexes, ci-joints, pour l'exercice 2020.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 438

AVIS - Attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets "loi Oudin-Santini" 2020/2021 - Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement - Approbation des conventions

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre d'un programme de Solidarité et de Coopération internationale pour l'eau et l'assainissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses délégataires souhaitent soutenir des actions de coopération décentralisée permettant d'améliorer l'accès à l'eau dans les pays en développement.

A ce titre, il est prévu un fonds constitué des contributions annuelles prévisionnelles suivantes :

- Contrat de Délégation du Service Public de l'Eau du Conseil de Territoire Marseille Provence : 0,5 % des recettes HT de vente d'eau, soit environ 440 000 euros par an ;
- Contrats de Délégation du Service Public de l'Eau et de l'Assainissement de la commune de Vitrolles du Conseil de Territoire du Pays d'Aix : participations forfaitaires annuelles respectivement de 6 200 euros et 6 800 euros ;
- Contrat de Délégation du Service Public de l'Eau de la commune des Pennes-Mirabeau du Conseil de Territoire du Pays d'Aix : 0,5 % des recettes HT de vente d'eau, soit environ 13 000 euros par an ;
- Contrats de Délégation du Service Public de l'Eau et de l'Assainissement des communes d'Istres, Miramas, Port-Saint-Louis du Rhône et Fos-sur-Mer, du Conseil de Territoire Istres Ouest-Provence : 0,25% des recettes HT de vente d'eau, soit environ respectivement 11 750 euros et 13 750 euros.

Un reliquat des sommes non consommées les années précédentes vient abonder cette année l'enveloppe disponible annuelle ci-dessus précisée, la portant à près de 660 000 euros.

Ces contributions permettent de participer à la mise en œuvre de projets répondant aux objectifs suivants :

- Permettre l'accès à l'eau potable des populations en stress hydrique.
- Améliorer l'assainissement et la sécurité sanitaire.
- Agir sur le territoire d'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence défini à l'article 3.2 du dossier de consultation.
- Favoriser l'émergence de nouveaux acteurs et proposer des modalités originales de gestion, permettant de protéger la ressource en eau potable.

Ainsi, depuis 2016, la Métropole lance chaque année un appel à projets Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement.

Lors du dernier appel à projets lancé le 16 octobre 2020 par décision n°20/794/D, quarante-cinq dossiers ont été déposés avant la date limite des offres qui était fixée au 13 février 2021. Le montant total des projets s'élève à 8 742 784,19 € et le montant total des subventions demandées s'élève à 4 037 504,90 €.

Le jury, composé de huit membres (quatre représentants des élus, trois représentants de l'administration et un représentant de l'Agence de l'Eau) s'est réuni le 8 juin 2021. Douze dossiers ont été retenus par le jury et le montant total des

subventions proposées s'élève à 614 517,50 €, soit 27,77% du montant total de ces projets.

Par ailleurs, l'Agence de l'Eau attribuera à chacune des associations retenues par le jury une subvention qu'elle versera directement aux associations conformément aux conventions qui seront conclues entre les deux parties.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'attribution de subventions aux associations retenues dans le cadre de l'appel à projets et les conventions de partenariat afférentes. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin ;
- La loi n° 2007-147 du 2 février 2007 dite loi Thiollière ;
- La délibération n°10/5331/CC du 1er octobre 2010 portant sur la coopération décentralisée de l'accès à l'eau des populations en stress hydrique ;
- La délibération n°DEA 003-7145/19/CM du 24 octobre 2019 qui approuve le lancement de l'appel à projets relatif à la mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini ;
- La convention de délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération n° AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La convention de délégation de service public de l'eau potable attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération n°14-33 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 25 février 2014 ;
- La convention de délégation de service public de l'assainissement attribuée à la SAUR par délibération n°14-34 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 25 février 2014 ;
- La convention de délégation de service public de l'eau potable sur la commune des Pennes-Mirabeau attribuée à la SAUR par

délibération n° DEA 036-8020/19/CM du 19 décembre 2019;

- La convention de délégation de service public de l'eau sur les communes d'Istres, de Miramas, de Port-Saint-Louis-du-Rhône et de Fos-sur-Mer attribuée à la SEERC par délibération n°TCM 001-8387/20/CM du 31 juillet 2020 ;
- La convention de délégation de service public de l'assainissement sur les communes d'Istres, de Miramas, de Port-Saint-Louis-du-Rhône et de Fos-sur-Mer attribuée à la SEERC par délibération n°TCM 002-8388/20/CM du 31 juillet 2020 ;
- La décision n°20/794/D du 16 octobre 2020 qui approuve le lancement de l'appel à projets relatif à la mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini ;
- La décision du jury en date du 8 juin 2021.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite par cet appel à projets soutenir, sous la forme de subventions, des actions de coopération décentralisée permettant d'améliorer l'accès à l'eau dans les pays en développement.
- Que les projets retenus répondent aux objectifs fixés par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 97 :

Sont attribuées des subventions aux associations retenues conformément au tableau ci-joint pour une enveloppe globale de 614 517,50 euros.

Article 98 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les conventions qui seront conclues avec les associations retenues.

Article 99 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets annexes de l'eau et de l'assainissement du Territoire Marseille-Provence Sous Politique F170 - Nature 748 – 3DEAE et Sous Politique F110 - Nature 748 – 3DEAA.

Les dépenses seront constatées sur les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement du Territoire Marseille-Provence Sous Politique F170 - Nature 6743 – 3DEAE et Sous Politique F110 - Nature 6743 – 3DEAA.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 439

AVIS - Présentation des rapports annuels 2020 des exploitants (délégataires, régies) des services publics de l'assainissement et de l'eau potable sur le Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant.

Conformément à l'article R.2221-52 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Régie personnalisée transmet à la Métropole un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant.

Ces rapports sont présentés en Commission Consultative des Services Publics Locaux.

L'examen de ces rapports est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Les exploitants des services publics de l'eau et de l'assainissement pour le Territoire du Pays d'Aix ont remis leur rapport pour l'exercice 2020, à savoir :

- Régie de l'eau et de l'assainissement du Pays d'Aix en charge des services publics de l'eau potable et de l'assainissement sur les communes d'Aix-En-Provence, Gardanne, Saint-Marc Jaumegarde, Saint-Paul-Les-Durance, Saint-Estève-Janson, Venelles et du service public de

l'assainissement sur les communes de Châteauneuf-le-Rouge, Fuveau et de Saint-Antonin-sur-Bayon

- Société des Eaux de Marseille (SEM), titulaire des contrats de délégation de service public de l'eau potable des communes de Beaucueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Fuveau, Lambesc, La Roque d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Les Pennes Mirabeau (jusqu'au 29 février 2020), Meyrargues, Peynier, Peyrolles en Provence, Puyloubier, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Trets, Vauvenargues, Ventabren et Vitrolles
- SAUR, titulaire des contrats de délégation de service public de l'eau potable des communes de Eguilles, les Pennes Mirabeau (à partir du 1^{er} mars 2020) et Meyreuil.
- CEO (Véolia), titulaire du contrat de délégation de service public de l'eau potable de la commune de Le Tholonet.
- Société des Eaux de Marseille (SEM), titulaire des contrats de délégation de service public de l'assainissement des communes de Beaucueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Coudoux, Lambesc, La Roque d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Les Pennes Mirabeau (jusqu'au 29 février 2020), Meyrargues, Peynier, Peyrolles en Provence, Puyloubier, Rousset, Trets, Vauvenargues, Ventabren.
- CEO (Véolia), titulaire des contrats de délégation des services publics de l'assainissement des communes d'Eguilles et Le Tholonet.
- SEERC (Suez), titulaire des contrats de délégation des services publics de l'eau et de l'assainissement des communes de Jouques, Rognes, Saint-Cannat et les Pennes-Mirabeau (à partir du 1^{er} mars 2020).
- SAUR, titulaire du contrat de délégation des services publics de l'assainissement des communes de Meyreuil et Vitrolles
- GER (groupement OTV SUD AFRIQUE/ SEM) titulaire du contrat de délégation de service public pour l'exploitation de la station d'épuration industrielle de Rousset.
- Régie du Bassin Minier et du Garlaban (ex SIBAM) en charge des services publics de l'eau et de l'assainissement des communes de Greasque, Mimet, Simiane-Collongue.
- SIVOM Durance Lubéron en charge des services publics de l'eau et de l'assainissement de la commune de Pertuis.

Ces rapports ont pour objet de préciser les activités et travaux réalisés par les exploitants ainsi que les résultats financiers relatifs aux contrats de délégation. Ils détaillent les indicateurs d'activités du service.

Ces rapports sont analysés et contrôlés par les services de l'eau et l'assainissement et sont pris en compte pour la rédaction du Rapport sur le Prix et la

Qualité du Service public de l'eau et de l'assainissement (RPQS) 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016, spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 4 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que les activités des délégataires des services publics de l'assainissement et de l'eau doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités.
- Que les activités des Régies personnalisées et des SPL doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités.
- Que les rapports annuels des exploitants pour l'année 2020 ont été remis par l'ensemble des prestataires.

Délibère

Article unique :

Est pris acte de la présentation des rapports annuels des exploitants (délégataires, régies à personnalité juridique et morale et autonomie financière) des services publics de l'eau et de l'assainissement pour le Territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2020, remis par les sociétés citées ci-dessus, ci-annexés.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 440

AVIS - GEMAPI - Actualisation des relations contractuelles avec le Syndicat d'Aménagement du Bassin Versant de l'Arc pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés - Approbation de l'avenant n° 3 à la convention de quasi-régie 1 - Approbation de l'avenant n° 2 à la convention de quasi-régie 2 - Approbation de l'avenant n° 2 à la convention de délégation de compétence

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application du programme d'action adopté en Conseil de Métropole du 28 juin 2018, la mise en œuvre de la compétence GEMAPI s'organise, pour une partie du territoire, au travers de programmes d'actions portés par des syndicats de rivière compétents pour assurer en tout ou partie les missions de la GEMAPI. C'est le cas, notamment, sur la partie du territoire inclus dans le bassin versant de l'Arc, dont la gestion est assurée par le Syndicat d'Aménagement du Bassin versant de l'Arc, SABA.

A cet effet, il assure sur ce périmètre, en lieu et place de ses membres, l'entretien des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que la protection des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines.

Le syndicat a également vocation à réaliser ou se voir confier par ses membres, sur ce périmètre et par convention, la réalisation de toutes études et de toutes prestations de services et de travaux, de toutes délégations et tous transferts de propriété, de

maîtrise d'ouvrage ou de gestion, sous quelque forme, concourant :

- à l'aménagement et à la restauration des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines ;
- à la réalisation, l'entretien et la gestion des aménagements visant à préserver, réguler ou restaurer les caractères hydrologiques ou géomorphologiques des cours d'eau ;
- à la prévention et à la défense contre les inondations.

Approbation de l'avenant n° 3 à la convention de quasi-régie n°Z190810COV :

Par délibération n° DEA 001-5762/19/CM du 28 mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le SABA ont conclu une convention de quasi-régie n° Z190810COV, par laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié au Syndicat les missions visant à :

- participer aux démarches métropolitaines liées à la GEMAPI,
- l'animation et le portage de l'AMO accompagnant la mise en œuvre de la cellule veille hydrométéo à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite que le syndicat l'assiste via des moyens mobilisés de façon mutualisée pour :

- des Missions GEMA (Gestion des Milieux Aquatiques) sur les bassins versants de La Cadière et de la Touloubre.

En outre, dans l'attente de la mise en œuvre de la phase 2 de la démarche SOCLE (Schéma d'Organisation de la Compétence Locale de l'Eau) pour la compétence GEMAPI, il y a lieu de prolonger jusqu'au 31 décembre 2022, la convention de quasi-régie n° Z190810COV afin que le syndicat puisse poursuivre les missions qui lui ont été confiées par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans ce cadre.

La contribution de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la durée de la convention pour la réalisation de cette mission est d'un montant total de 92 000 € portant le montant total de la participation au titre de la convention de quasi-régie 1 à : 284 000 €.

Par voie d'avenant n°3 à la convention de quasi régime n° Z190810COV, il convient de confier cette nouvelle mission au SABA pour un montant de 92 000 € et de prolonger la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2022.

Approbation de l'avenant n° 2 à la convention de quasi-régie n° Z200430COV :

Par délibération du 19 décembre 2019 n° DEA 025-7567/19/BM, la Métropole et le SABA ont conclu une convention spécifique de quasi-régie n° Z200430COV, Celle-ci confie au syndicat la réalisation de la mission suivante :

- Participation aux astreintes « Anticipation Alerte Inondation » pour un montant de 6000 €.

Par avenant n°1, délibéré le 17 décembre 2020, la durée de la convention avait été prolongée jusqu'au 31 décembre 2021, sans incidence financière.

Dans l'attente de la mise en œuvre de la phase 2 de la démarche SOCLE (Schéma d'organisation de la compétence locale de l'eau) pour la compétence GEMAPI, il y a lieu de prolonger jusqu'au 31 décembre 2022, la convention de quasi régie 2 n° Z200430COV, afin que le Syndicat puisse poursuivre les missions qui lui ont été confiées par la Métropole dans ce cadre.

L'incidence financière pour la :

- Participation aux astreintes « Anticipation Alerte Inondation »

Pour la période prolongée jusqu'au 31 décembre 2022 est de 8 000 €, portant le montant total de la participation au titre de la convention de quasi régie 1 à 14 000 €.

Par voie d'avenant n°2 à la convention de quasi régie 2 n° Z200430COV, il convient de prolonger la prestation d'astreinte jusqu'au 31 décembre 2022 pour un montant prévisionnel de 8 000 €.

Approbation de l'avenant n° 2 à la convention de délégation de compétence n° Z190809COV :

Par convention de délégation n° Z190809CO suivant délibération n° DEA 001 5762 19 CM du 28 mars 2019, la Métropole a confié au SABA l'exercice de différentes missions.

Par délibération n° 16922 de décembre 2020, la Métropole a voté un programme pluri annuel 2021-2024 d'opérations dont un enjeu principal est la diminution du risque inondation par ruissellement cumulé au risque débordement des cours d'eau. La réintégration vertueuse des cours d'eau en milieu urbain cumulé à une gestion pluviale au plus près de la source permet d'augmenter la résilience du territoire. Sur chaque bassin versant des opérations GEMAPI sont lancées dans cet objectif. La Métropole souhaite confier au SABA la conduite d'une telle opération sur la Ville de Fuveau, dont le centre-ville est traversé par un sous affluent de l'Arc, la Tèze, et sur la Ville d'Aix-en-Provence - village Les Milles sur un tronçon de l'Arc.

La contribution de la Métropole pour la phase études est d'un montant de 100 000 €, portant le montant total de la convention de délégation de compétence de 130 000 € à 230 000 €.

Par voie d'avenant n°2 à la convention de délégation de compétence n° Z190809CO, il convient de confier au SABA une mission en vue de réaliser les études pour une opération GEMAPI sur la commune de Fuveau ainsi que sur la commune d'Aix-en-Provence Les Milles pour un montant global de 100 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement dans son ensemble, notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 et en particulier les articles introduits ou modifiés par :
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels ») ;
- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole Aix-Marseille-Provence dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération n° DEA 014-2832/17/CM du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération n° DEA 011-4230/18/CM du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM ;
- La délibération n° FAG 019-4068/18/CM du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM ;
- La délibération n° DEA 005-5766/19/CM du 28 mars 2019 approuvant la convention de délégation de compétence pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés du bassin versant de l'Arc, au Syndicat d'Aménagement du Bassin versant de l'Arc (SABA) ;
- La délibération n° DEA 023-7565/19/BM du 31 juillet 2020 n° MET 19/13602/BM approuvant l'avenant n°1 à la convention en quasi-régie n°1 de prestations liées à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI avec le Syndicat d'Aménagement du Bassin versant de l'Arc (SABA) ;
- La délibération n° TCM 001-9338/20/CM du 17 décembre 2020 n° MET 20/16922/CM

portant approbation du programme d'actions pluriannuel GEMAPI 2021-2024 ;

- La délibération TCM 011-9056/20/BM actualisation des conventions avec le Syndicat d'Aménagement du Bassin versant de l'Arc pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés - approbation de l'avenant n° 2 à la convention de quasi-régie 1 - approbation de l'avenant n°1 à la convention de quasi-régie 2 - approbation de l'avenant n°1 à la convention de délégation de compétence ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que le programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain délibéré le 28 juin 2018 prévoit l'accompagnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence par le SABA sur son territoire situé sur le bassin versant de l'Arc.
- Que la convention de délégation de compétence pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés du bassin versant de l'Arc fixe les modalités d'accompagnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence par le SABA pour la délégation de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole situé sur le bassin versant de l'Arc.
- Que la convention de quasi-régie n°1 fixe les modalités d'accompagnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence par le SABA aux démarches métropolitaines et à l'animation et le portage de l'AMO accompagnant la mise en œuvre de la cellule veille hydrométéo à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Que la convention de quasi-régie n°2 fixe les modalités d'accompagnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence par le SABA à la participation aux astreintes «Anticipation Alerte inondations ».
- Qu'un avenant n°3 à la convention de quasi-régie n° Z190810CO, confie au SABA une mission GEMA sur les bassins versants de La Touloubre et de la Cadière, et prolonge le délai de la convention.
- Qu'un avenant n°2 à la convention de quasi-régie n° Z200430COV prolonge le délai de la convention.
- Qu'un avenant n°2 à la convention n° Z190809CO de délégation de compétence pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés du bassin versant de l'Arc confie au SABA une mission pour la conduite de l'opération

PLUVIAL/GEMAPI sur la commune de Fuveau.

Délibère

Article 100 :

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé à la convention de quasi-régie n°Z190810CO avec le Syndicat d'Aménagement du Bassin versant de l'Arc, confiant une mission GEMA sur les bassins versants de La Touloubre et de la Cadière et prolongeant le délai de la convention jusqu'au 31 décembre 2022. L'incidence financière de l'avenant n°3 à la convention de quasi-régie 1 n° Z190810CO est d'un montant de 92 000 euros portant le montant total de la convention à 284 000 euros.

Article 101 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention de quasi-régie n°Z200430COV avec le Syndicat d'aménagement du Bassin versant de l'Arc, prolongeant le délai de la convention jusqu'au 31 décembre 2022. L'incidence financière de l'avenant n°2 à la convention de quasi-régie 2 n° Z190810CO est d'un montant de 8 000 euros portant le montant total de la convention à 14 000 euros.

Article 102 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention n° Z190809CO relative à la délégation de la compétence GEMAPI avec le Syndicat d'Aménagement du Bassin versant de l'Arc, lui confiant une mission pour la conduite de l'opération Pluvial/GEMAPI sur la commune de Fuveau, et sur la commune d'Aix-en-Provence, Les Milles. L'incidence financière de l'avenant n°2 à la convention de délégation de compétence n° Z190809CO est de 100 000 euros portant le montant total de la convention à 230 000 euros.

Article 103 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les avenants à ces conventions avec le Syndicat d'aménagement du Bassin Versant de l'Arc.

Article 104 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe GEMAPI 2021 et 2022 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et sous réserve de l'approbation du Budget 2022 de la Métropole.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2021_CT2_441

AVIS - GEMAPI - Approbation de l'avenant n°1 à la convention en quasi-régie de prestations liées à la mise en oeuvre de la compétence GEMAPI avec le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD)

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° DEA 004-5765/19/CM du 28 mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié au Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD), par une convention de quasi-régie, les missions d'accompagnement du SMAVD à la prise en charge de la compétence GEMAPI de cours d'eau orphelins et d'accompagnement technique du SMAVD à la prise en charge des enjeux inondations concernant l'Eze à Pertuis.

Cette convention est passée pour une durée de 3 ans, du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2022. Etait prévue au sein de cette convention la réalisation d'un travail de diagnostic sur le cours d'eau de l'Eze. Or, les inondations de décembre 2019 et les travaux d'urgence rendus nécessaires sur l'Eze à Pertuis, ont conduit à différer le calendrier des démarches programmées sur ce cours d'eau de sorte que le diagnostic n'a pas pu être réalisé.

Par ailleurs, la dissolution du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Eze (SMAE) a été décidée par délibérations en 2021 par ses deux membres, la Métropole Aix-Marseille-Provence en juin et la Communauté Territoriale Sud Luberon (COTELUB) en juillet. L'objectif de cette procédure est de permettre aux intercommunalités membres de confier l'exercice de la compétence GEMAPI sur ce cours d'eau au SMAVD, dans une logique de gestion de bassin versant. Dans l'attente du dépôt de la demande de dissolution auprès des services de l'Etat et de l'arrêté préfectoral qui actera le retour de la compétence GEMAPI à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à COTELUB dans son intégralité, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le SMAVD se préparent à signer une convention de délégation de compétence par laquelle le Syndicat s'emparera progressivement des problématiques sur l'Eze, selon une feuille de route définie entre les parties.

Au vu des missions qui seront confiées au SMAVD par la Métropole Aix-Marseille-Provence par délégation de compétence dès la dissolution du SMAE, et dans la mesure où le travail sur l'Eze n'a pas encore été initié, il est proposé d'annuler les missions prévues sur l'Eze dans le cadre de la convention de quasi-régie liant la Métropole Aix-Marseille-Provence et le SMAVD.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels ») ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20 CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropoles Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole Aix-Marseille-Provence dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° DEA 014-2832/17/CM du 19 octobre 2017 actant de l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° TCM 001-9338/20/CM du 17 décembre 2020 actant la définition du programme d'actions 2021-2024 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 019-4068/18/CM du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 007-9109/20/CM du 17 décembre 2020 approuvant le produit de la taxe sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations pour l'année 2021 ;
- La convention de délégation de compétence pour les ouvrages GEMAPI entre le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD) et la Métropole Aix-Marseille-Provence, approuvée par délibération du Conseil de la

Métropole Aix-Marseille-Provence n°DEA 003-5764/19/CM du 28 mars 2019 ;

- La convention en quasi-régie de prestations liées à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI entre le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD) et la Métropole Aix-Marseille-Provence, approuvée par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° DEA 004-5765/19/CM du 28 mars 2019 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° TCM 008-10187/21/CM du 4 juin 2021 actant la sollicitation de la dissolution du Syndicat Mixte d'Aménagement et d'entretien du bassin de l'Eze (SMAE).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le programme d'actions 2021-2024 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain délibéré le 17 décembre 2020 prévoit l'accompagnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence par le SMAVD sur son territoire situé sur le bassin versant de la Durance.
- Que le SMAVD est un Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB), et peut à ce titre exercer la compétence GEMAPI par délégation.
- Que les deux membres du SMAE ont décidé de demander la dissolution du syndicat, et qu'il est prévu que celle-ci soit effective à la fin de l'année 2021.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et le SMAVD préparent une convention de délégation pour une période de 6 ans au cours de laquelle le SMAVD se saisira progressivement de la compétence GEMAPI sur l'Eze.
- Que les missions initialement prévues par la convention de quasi-régie sur l'Eze n'ont pas pu être réalisées à temps pour être achevées avant la fin de cette convention.

Délibère

Article 105 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention en quasi-régie de prestations liées à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI avec le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2021 CT2 442

AVIS - GEMAPI - Approbation d'une convention de délégation de compétence au Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance sur l'Eze à Pertuis

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En vertu des dispositions de la loi MAPTAM, la Métropole assure, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations, dite « GEMAPI ». Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique.
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer.
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

En application du programme d'actions adopté en Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 pour la période 2021-2024, la mise en œuvre de cette compétence s'organise, pour une partie du territoire, au travers de programmes d'actions portés par des syndicats de rivière compétents pour porter en tout ou partie les missions de la GEMAPI. C'est le cas notamment sur la partie du territoire inclus dans le bassin versant de la Durance, dont la gestion est assurée pour l'axe Durance par le syndicat de la Durance, le SMAVD. La gestion de l'Eze, dont la confluence avec la Durance se situe à Pertuis, est quant à elle assurée par le Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Eze ou SMAE.

La demande de dissolution du syndicat a été votée par ses deux membres :

- Par la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de la Métropole du 4 juin 2021.
- Par la Communauté de Communes COTELUB au Conseil Communautaire du 22 juillet 2021.

La dissolution du syndicat sera effective à l'issue de l'instruction de cette demande par les services de l'Etat et actée par arrêté préfectoral mettant fin à l'exercice des compétences du SMAE. Elle aura pour effet le retour de l'exercice des missions du syndicat à ses membres. Ces derniers deviendront pleinement compétents en matière de GEMAPI sur la partie du bassin de l'Eze qui les concerne, mettant fin à une situation inconfortable d'un point de vue juridique et opérationnel.

Le SMAVD a pour objet de participer à l'aménagement, la restauration et la mise en valeur de l'espace alluvial de la Durance et des espaces naturels associés, tant sur les sites dont il est propriétaire ou concessionnaire que sur le territoire de la Métropole coïncidant avec son périmètre d'intervention.

Il a également pour objet de participer à la cohérence de l'action publique, à l'échelle du bassin versant de la Durance, en menant toute action permettant de coordonner et de faciliter l'exercice des compétences tant par ses membres que par d'autres opérateurs publics ou privés, visant à :

- la prévention des inondations, y compris la réduction de la vulnérabilité et la gestion de crises ;
- la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ;
- la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides, ainsi que des milieux naturels associés.

A compter de l'arrêté préfectoral mettant fin à l'exercice des compétences du SMAE, la Métropole souhaite à terme confier au SMAVD par délégation, pour la partie du bassin versant de l'Eze qui la concerne, l'exercice de la compétence GEMAPI. Afin de permettre au SMAVD de se saisir progressivement de ces missions, une période transitoire au cours de laquelle seule une partie de la compétence lui sera déléguée est prévue. Cette période transitoire concerne le temps de la présente convention. Par la suite, et si l'avancement des actions et procédures le permet, il est prévu de déléguer plus globalement la compétence GEMAPI au SMAVD dans le cadre d'une prochaine convention de délégation. Cette délégation s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article L.213-12 du Code de l'Environnement.

La convention de délégation de compétence sur l'Eze à Pertuis fixe les principes et modalités de l'intervention du SMAVD pour la mise en œuvre des missions relevant de la compétence GEMAPI sur cet affluent de la Durance. Ces missions concernent :

- L'élaboration d'un nouveau Programme Pluriannuel de Restauration et d'Entretien (PPRE) et de la DIG qui en permettra la mise en œuvre.

- La prise en main des problématiques posées par les ouvrages de l'Eze, la mise en œuvre des actions à court terme nécessaire et l'élaboration d'une stratégie de gestion à moyen/long termes.

A titre accessoire à l'exercice de la délégation de compétence, la Métropole souhaite également confier au SMAVD, dans les limites fixées à l'article 4 de la convention, une veille hydro-météorologique, une mission d'information préventive en crue et un accompagnement à la gestion de crise ainsi qu'une mission de conseil et accompagnement technique de la Métropole.

Pour la première phase de la convention, c'est-à-dire la phase d'étude qui permettra de définir les travaux mis en œuvre en phase 2, un montant total de 2 706 000 € HT est prévu. Les montants associés à ces dépenses seront inscrits au budget annexe GEMAPI à partir de 2022. et correspondent :

- Aux coûts forfaitaires de délégation pour un montant de 198 000 € par an.
- Aux prestations externalisées prévues dans le cadre de la phase 1 pour un montant de 310 000 € HT.
- A l'anticipation des opérations de la phase 2 pour sécuriser la situation et être en mesure d'apporter des informations aux communes en situation de crue (instrumentation du cours d'eau) : 2 000 000 € HT.

Un avenant viendra par la suite préciser les montants à engager dans le cadre de la deuxième phase, pour laquelle les coûts forfaitaires sont évalués à ce jour à 291 000 € par an comme indiqué dans la convention. La convention ci-annexée prévoit également la mise en place d'un fonds d'urgence, d'un montant de 100 000 € par an, par la Métropole, afin de permettre le financement de travaux d'urgence suite à un événement. Ce montant, inscrit au budget annexe GEMAPI chaque année, pour ainsi être débloqué rapidement en cas de nécessité.

Il est précisé que la Métropole prévoit également de confier des missions au SMAVD sur les affluents de la Durance pour lesquels il n'existait pas de structure gestionnaire avant la prise de compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018. De plus, ces nouvelles conventions de délégation ne remettent pas en question la convention de délégation de compétence signée en 2019, confiant au SMAVD la gestion des ouvrages sur l'axe Durance.

Enfin, d'autres missions dans le cadre de conventions distinctes et spécifiques, en quasi-régie, sont confiées par la Métropole au SMAVD pour des prestations de services et d'études, dans le cadre de la mise en œuvre de ses compétences en matière de GEMAPI.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels ») ;

- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° DEA 014-2832/17/CM du 19 octobre 2017 actant de l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° TCM 001-9338/20/CM du 17 décembre 2020 actant la définition du programme d'actions 2021-2024 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 019-4068/18/CM du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FBPA 007-9109/20/CM du 17 décembre 2020 approuvant le produit de la taxe sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations pour l'année 2021. La convention de délégation de compétence pour les ouvrages GEMAPI entre le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD) et la Métropole Aix-Marseille-Provence, approuvée par délibération du Conseil de la Métropole n° DEA 003-5764/19/CM du 28 mars 2019;
- La convention en quasi-régie de prestations liées à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI entre le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD) et la Métropole Aix-Marseille-Provence, approuvée par délibération du Conseil de la Métropole n°DEA 004-5765/19/CM du 28 mars 2019 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° TCM 008-10187/21/CM du 4 juin 2021 actant la sollicitation de la dissolution du Syndicat Mixte d'Aménagement et d'Entretien du bassin de l'Eze (SMAE).

- Que la dissolution du SMAE entraînera le plein exercice de la compétence GEMAPI par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la partie du bassin versant de l'Eze qui la concerne.
- Que le programme d'actions 2021-2024 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain délibéré le 17 décembre 2020 prévoit l'accompagnement de la Métropole par le SMAVD sur son territoire situé sur le bassin versant de la Durance.
- Que l'Eze est un affluent de la Durance intégré dans le périmètre d'intervention du SMAVD ;
- Que le SMAVD est un l'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB), et peut à ce titre exercer la compétence GEMAPI par délégation.
- Que la convention de délégation proposée décrit l'ensemble des missions confiées au SMAVD sur la partie du bassin versant de l'Eze située sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Que cette convention est conditionnée à l'arrêté préfectoral mettant fin à l'exercice des compétences du SMAE.
- Que la durée de la convention proposée est de 6 ans avec une clause de revoyure à 2 ans afin de préciser les opérations à mener sur les 4 années qui suivront.

Délibère

Article 106 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à la délégation de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole situé sur le bassin versant de l'Eze.

Article 107 :

Est approuvé le montant financier de 2 310 000 euros HT, soit 2 772 000 euros TTC pour les prestations externalisées, auquel s'ajoutent 198 000 euros par an de coûts forfaitaires pour la phase 1 sur deux ans et 291 000 euros par an sur quatre ans pour la phase 2, soit un total de coûts forfaitaires de 1 560 000 euros.

Article 108 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention à compter de la publication de l'arrêté préfectoral mettant fin à l'exercice des compétences du SMAE.

Article 109 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe GEMAPI 2021 et suivants, en section investissement sur l'opération 2021001300 – sous-politique A468 – chapitre 21 et 23 – fonction 735 et en section fonctionnement – sous politique A468 – Nature 611 – Fonction 735. Ils seront confirmés à l'occasion des votes des budgets,

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2021 CT2 443

AVIS - GEMAPI - Approbation d'une convention de délégation de compétence au Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance sur les cours d'eau orphelins affluents de la Durance

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En vertu des dispositions de la loi MAPTAM, la Métropole assure, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations, dite « GEMAPI ». Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

En application du programme d'actions adopté en Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 pour la période 2021-2024, la mise en œuvre de cette compétence s'organise, pour une partie du territoire, au travers de programmes d'actions portés par des syndicats de rivière compétents pour porter en tout ou partie les missions de la GEMAPI. C'est le cas notamment sur la partie du territoire inclus dans le bassin versant de la Durance, dont la gestion est assurée pour l'axe Durance par le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance, le SMAVD.

Sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les affluents situés en rive gauche de la Durance n'ont jamais eu de syndicat consacré. La GEMAPI étant par définition une compétence métropolitaine, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenu de fait, au 1^{er} janvier 2018, la structure gestionnaire sur ces cours d'eau très peu étudiés jusqu'alors.

Le SMAVD a pour objet de participer à l'aménagement, la restauration et la mise en valeur de l'espace alluvial de la Durance et des espaces naturels associés, tant sur les sites dont il est propriétaire ou concessionnaire que sur le territoire de la Métropole coïncidant avec son périmètre d'intervention.

Il a également pour objet de participer à la cohérence de l'action publique, à l'échelle du bassin versant de la Durance, en menant toute action permettant de coordonner et de faciliter l'exercice des compétences

tant par ses membres que par d'autres opérateurs publics ou privés, visant à :

- La prévention des inondations, y compris la réduction de la vulnérabilité et la gestion de crises.
- La gestion équilibrée et durable de la ressource en eau.
- La préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides, ainsi que des milieux naturels associés.

La Métropole souhaite progressivement confier l'exercice de la compétence GEMAPI à cet Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB), dans une logique de gestion de bassin versant. Une première mission confiée au SMAVD, par une convention de quasi-régie s'achevant en 2023, vise à établir un diagnostic des enjeux en présence et de la connaissance disponible en lien avec ces cours d'eau affluents de la Durance. La présente convention de délégation vise à permettre la poursuite du travail engagé sur ces cours d'eau, avec d'abord l'élaboration d'un Programme Pluriannuel de Restauration et d'Entretien (PPRE), puis dans une seconde phase la mise en œuvre des travaux prévus dans ce PPRE.

Cette délégation s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article L.213-12 du Code de l'Environnement. La convention de délégation de compétence sur les affluents orphelins de la Durance fixe les principes et modalités de l'intervention du SMAVD pour la mise en œuvre des missions relevant de la compétence GEMAPI sur ces cours d'eau. Dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, et dans un souci d'égalité de traitement sur l'ensemble de son périmètre d'intervention, la Métropole souhaite ainsi déléguer au SMAVD la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de prise en gestion d'ouvrages existants ou d'établissement d'ouvrages nouveaux aux fins de la prévention des inondations, l'établissement et la mise en œuvre d'un Programme Pluriannuel de Restauration et d'Entretien des cours d'eau (PPRE) ainsi que les interventions d'urgence et travaux post-crues.

A titre accessoire à l'exercice de la délégation de compétence, la Métropole souhaite également confier au SMAVD, dans les limites fixées à l'article 4 de la convention, une veille hydro-météorologique, une mission d'information préventive en crue et un accompagnement à la gestion de crise ainsi qu'une mission de conseil et accompagnement technique de la Métropole.

Pour la première phase de la convention, c'est-à-dire la phase d'étude qui permettra de définir les opérations mises en œuvre en phase 2, un montant total de 280 000 € HT est prévu. Les montants associés à ces dépenses seront inscrits au budget annexe GEMAPI à partir de 2022 et correspondent :
- Aux coûts forfaitaires de délégation pour un montant de 25 000 € par an.

- Aux coûts des prestations externalisées pour un montant total de 230 000 € HT.

La convention ci-annexée prévoit également la mise en place d'un fonds d'urgence, d'un montant de 100 000 € par an, par la Métropole, afin de permettre le financement de travaux d'urgence suite à un événement. Ce montant, inscrit au budget annexe GEMAPI chaque année, pour ainsi être débloqué rapidement en cas de nécessité.

Un avenant viendra par la suite préciser les montants à engager dans le cadre de la deuxième phase, pour laquelle les coûts forfaitaires sont évalués à ce jour à 61 000 € par an comme indiqué dans la convention. Il est précisé que la Métropole prévoit également de confier des missions au SMAVD sur l'Eze dès la dissolution du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Eze (SMAE), cette dissolution étant nécessaire à la délégation ensuite, de la Métropole au SMAVD, des missions aujourd'hui exercées par le syndicat.

De plus, ces nouvelles conventions de délégation ne remettent pas en question la convention de délégation de compétence signée en 2019, confiant au SMAVD la gestion des ouvrages sur l'axe Durance.

Enfin, d'autres missions dans le cadre de conventions distinctes et spécifiques, en quasi-régie, sont confiées par la Métropole au SMAVD pour des prestations de services et d'études, dans le cadre de la mise en œuvre de ses compétences en matière de GEMAPI.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels ») ;
- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;

- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°DEA 014-2832/17/CM du 19 octobre 2017 actant de l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° TCM 001-9338/20/CM du 17 décembre 2020 actant la définition du programme d'actions 2021-2024 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 019-4068/18/CM du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FBPA 007-9109/20/CM du 17 décembre 2020 approuvant le produit de la taxe sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations pour l'année 2021 ;
- La convention de délégation de compétence pour les ouvrages GEMAPI avec le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD) approuvée par délibération du Conseil de la Métropole n° DEA 003-5764/19/CM du 28 mars 2019 ;
- La convention en quasi-régie de prestations liées à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI avec le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD) approuvée par délibération du Conseil de la Métropole n°DEA 004-5765/19/CM du 28 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente en matière de GEMAPI sur les affluents orphelins de la Durance.
- Que le programme d'actions 2021-2024 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain délibéré le 17 décembre 2020 prévoit l'accompagnement de la Métropole par le SMAVD sur son territoire situé sur le bassin versant de la Durance.
- Que le SMAVD est un l'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB), et peut à ce titre exercer la compétence GEMAPI par délégation.
- Que la convention de délégation proposée décrit l'ensemble des missions confiées au

SMAVD sur les trois cours d'eau principaux concernés.

- Que la durée de la convention proposée est de 6 ans avec une clause de revoyure à 2 ans afin de préciser les opérations à mener sur les 4 années qui suivront.

Délibère

Article 110 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à la délégation de la compétence GEMAPI sur les affluents rive gauche de la Durance situés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 111 :

Est approuvé le montant financier 230 000 euros HT, soit 276 000 euros TTC pour les prestations externalisées, auquel s'ajoutent 25 000 euros par an de coûts forfaitaires pour la phase 1 sur deux ans et 61 000 euros par an pour la phase 2 sur quatre ans, soit un total de coûts forfaitaires de 294 000 euros.

Article 112 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 113 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe GEMAPI 2021 et suivants, en section investissement sur l'opération 2021001700 – Sous politique A 468 – Chapitre 21 et 23 – Fonction 735 et en section fonctionnement – Sous politique A468 – Nature 611 – Fonction 735.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive - Sports

2021 CT2 444

PRODAS 2021 – Attribution de subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives).

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en QPV (quartier prioritaire ville).

En partenariat avec les services des sports et Politique de la Ville des différentes Communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le

dispositif PRODAS a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif PRODAS a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quatre Communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec de nombreuses associations.

En 2019, ce dispositif a été lauréat de la 16ème édition du concours « Fais-nous rêver » organisé par l'Agence Pour l'Education Par le Sport (APELS) de Provence-Alpes-Côte d'Azur permettant de reconnaître des projets labellisés d'éducation par le sport.

L'APELS est une association loi 1901 nationale et indépendante. Depuis 20 ans, l'APELS est un acteur de l'innovation sociale qui construit des programmes pour insérer et éduquer les jeunes par le sport. Grâce à un réseau de 1.000 associations repérées sur l'ensemble du territoire français, elle a accompagné plus de 100.000 jeunes talents éloignés de l'emploi ou décrocheurs scolaires.

Le dispositif PRODAS permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix de subventionner à 100% les projets d'actions proposés par les associations du Territoire.

Ces associations de proximité conduisent des actions d'initiation à la pratique sportive dont la liste et le calendrier sont joints au dossier de demande de subvention et dont la réalisation est contrôlée avant le versement du solde.

Les 2 subventions proposées sont détaillées dans le tableau joint pour un montant total de 16.000 €.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvé par délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix pourra être recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

Par ailleurs, l'article 59 du Règlement Budgétaire et Financier fixe les modalités de versement des subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :

- un acompte de 80% sera versé au bénéficiaire après signature de la convention correspondante et ce pour l'ensemble des subventions.

- le solde de 20% sera versé à la fin de l'année sur présentation avant le 1er novembre 2021 :

- d'un compte de résultat définitif ou d'un compte de résultat provisoire accompagné dès lors du compte de résultat définitif de l'année N-1, signés du Président et du Trésorier de l'association ;
- s'il y a lieu, du dernier rapport du Commissaire aux Comptes certifié.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à la validation du projet PRODAS ;
- La délibération n°2017_CT2_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif PRODAS ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2021_CT2_019 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 février 2021 relative à l'attribution de subventions en fonctionnement aux grands opérateurs culturels ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 13 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le dispositif sportif, éducatif et social PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives) répond aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en QPV (quartier prioritaire ville).

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées 2 subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives dans le cadre du PRODAS telles que décrites dans le tableau ci-annexé pour un montant total de 16.000 €.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnement - Chapitre 65, Fonction 326, Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 445

PRODAS 2021 – Attribution de subventions d'investissement à des associations pour l'achat de matériels sportifs - Approbation de conventions

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives).

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en QPV (quartier prioritaire ville).

En partenariat avec les Services des Sports et Politique de la Ville des différentes Communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif PRODAS a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif PRODAS a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quatre Communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec de nombreuses associations.

Dans ce cadre, la présente délibération a pour objet de soutenir financièrement deux associations qui projettent d'acheter du matériel sportif nécessaire au développement de leurs activités sportives et en particulier à l'organisation des stages et animations à destination des enfants dans le cadre du PRODAS :

- Subvention de 3.000 € à l'association Club de Voile Canoë Kayak de Vitrolles permettant l'achat d'un petit voilier dont le montant total s'élève à 17.100 €. Cette participation représente 17,6 % du coût total prévisionnel du projet d'investissement (Guichet unique n°2021/00514).

Cette association n'étant pas assujettie à la TVA, le montant de la subvention est calculé sur la base des dépenses TVA incluse (montants TTC)

- Subvention de 2 452 € à l'association Club Hippique Aix Marseille permettant l'achat de petits matériels d'équitation dont le montant total s'élève à 2 452 €. Cette participation représente 100 % du coût total prévisionnel du projet d'investissement (Guichet unique n°2021-00000059).

Cette association étant assujettie à la TVA, le montant de la subvention est calculé sur la base des dépenses hors taxes (montant HT).

Il convient d'indiquer que :

- l'association Club de Voile Canoë Kayak de Vitrolles a déjà bénéficié en 2021 de l'attribution d'une subvention de 10.000 €

dans le cadre du dispositif PRODAS pour l'organisation de stages de voile (cf. délibération n°2021_CT2_288 du Conseil de Territoire du 8 juillet 2021) ;

- l'association Club Hippique Aix Marseille a déjà bénéficié en 2021 de l'attribution d'une subvention de 10.000 euros dans le cadre du dispositif PRODAS pour l'organisation de stages équestres (cf. délibération n°2021_CT2_016 du Conseil de Territoire du 11 février 2021).

Concernant les modalités de paiement, elles seront fixées par la convention annuelle à conclure avec chaque association sportive qu'il est proposé d'approuver.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération du Conseil de la Métropole n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

Par ailleurs, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 50% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire, après la signature par les deux parties de la convention comprenant le plan de financement et dès production de la déclaration de commencement du projet d'investissement (devis...), le cas échéant.
- le solde, sur demande du bénéficiaire, dès la réalisation de l'investissement et après la production :

- du compte rendu financier du projet d'investissement incluant les dépenses et les recettes signé par le Président de l'association ou toute personne habilitée,
- de l'ensemble des factures de l'opération,
- de l'attestation d'achèvement du projet d'investissement et du paiement complet de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24

juin 2010 relative à validation du projet PRODAS ;

- La délibération n°2017_CT2_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2021_CT2_016 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 février 2021 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives ;
- La délibération n°2021_CT2_288 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 juillet 2021 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 13 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées deux subventions d'investissement aux associations «Club de Voile Canoë Kayak de Vitrolles» (3.000 € - GU n°2021/00514), et « Club Hippique Aix Marseille » (2 452 € - GU n°2021-00000059). au titre de l'exercice 2021 pour l'achat de matériels sportifs.

Article 2 :

Sont approuvées les deux conventions annuelles d'investissement ci-annexées à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les associations «Club de Voile Canoë Kayak de Vitrolles», et « Club Hippique Aix Marseille ».

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581162750, Nature 4581, Fonction 325, Autorisation de Programme DI750AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 446

Soutien aux clubs amateurs de sports collectifs de niveau national (saison 2020/2021) - Attribution d'une subvention à l'AUC Rugby et approbation d'une convention d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix, dans la continuité de la politique sportive initiée par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix depuis 2002, s'attache à développer une politique sportive globale permettant de promouvoir la pratique pour tous, de loisirs ou de haut niveau.

La délibération cadre n°2012_A006 relative à la politique sportive communautaire approuvée par le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 15 mars 2012 modifiée par la délibération cadre n°2014_A278 du Conseil communautaire du 11 décembre 2014 définit la mise en œuvre de plusieurs dispositifs de soutien aux clubs de haut niveau.

Ces différents dispositifs permettent de répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipement que d'accompagnement de pratique amateur et professionnelle autour notamment du soutien aux clubs amateurs de sports collectifs de niveau national.

Ce dispositif de soutien aux clubs amateurs permet au Pays d'Aix de participer à la prise en charge des frais inhérents à la tenue des matchs de compétition des championnats de France de niveaux Nationale 1, 2 et 3, tels que les frais fédéraux, les frais de

déplacement et les frais de couchage et de restauration.

Compte tenu des mesures sanitaires en vigueur dans le département des Bouches-du-Rhône depuis le 1^{er} novembre 2020, la plupart des compétitions de clubs amateurs de sports collectifs ont été interrompues par les fédérations délégataires, après la tenue de quelques matchs seulement en début de saison.

Dans le cadre des compétences déléguées par le Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire, il est proposé de soutenir le club amateur de sport collectif de niveau national, l'AUC Rugby, au titre de la saison 2020/2021, et d'approuver la convention d'objectifs ci-annexée.

Il convient de préciser la nature des frais inhérents aux compétitions et les conditions de leur prise en charge :

- Les frais fédéraux : il est proposé de prendre en compte 100 % des dits frais, en excluant les sanctions ou amendes, ainsi que les frais de mutation des joueurs constituant les équipes. Les frais fédéraux correspondent aux frais d'engagement de l'équipe seniors en championnat de France et coupe de France, les frais d'affiliation, les frais d'arbitrage et de table de marques, les frais pour douze licences joueurs et deux licences entraîneurs, et les autres frais imputables au fonctionnement en championnat de France.

Compte tenu de la particularité de la pratique du rugby nécessitant la présence d'au moins 30 joueurs pour assurer la tenue d'un match de championnat que ce soit en déplacement ou à domicile, il est proposé de prendre en compte les frais ci-dessus énoncés pour trente licences de joueurs et deux licences entraîneurs en ce qui concerne les clubs de rugby.

- Les frais de déplacement : ils correspondent à des charges difficiles à assumer pour la plupart des clubs. Il est proposé de prendre en compte 100 % du montant total des frais liés aux déplacements relatifs aux jours de matchs officiels inscrits au calendrier national des championnats de la Fédération concernée. Le calcul sera effectué sur la base de remboursement d'indemnités kilométriques pour 2 véhicules 8 cv type minibus 9 places. Le calcul prendra en compte les kilomètres aller-retour à 0,32 euros du kilomètre ainsi que les frais de péage. Concernant la particularité des clubs de rugby telle qu'énoncée ci-dessus, il est proposé de porter le remboursement d'indemnités kilométriques pour 4 véhicules de 9 places ou moyen de transport équivalent à une quarantaine de personnes.

Les déplacements suscitant d'autres moyens de transport (avion, train) seront indemnisés à hauteur de 50% pour 20 personnes, et jusqu'à 30 personnes

pour les clubs de rugby, sur présentation des justificatifs.

- Les frais de couchage et de restauration : les frais d'hôtel peuvent être pris en compte pour les déplacements train ou avion ne permettant pas un retour dans la même journée. Le calcul de remboursement sera effectué sur la base de 7 chambres doubles et sur la base de 16 chambres doubles pour les clubs de rugby. Le prix des chambres pris en compte est de 50 euros maximum. Les frais de couchage seront pris en charge à hauteur de 50% et sur présentation des pièces justificatives.

Les frais de restauration ou de collation seront forfaitisés au prix de 10 euros par personne sur la base de 14 personnes (12 joueurs et 2 entraîneurs) et de 30 personnes pour les clubs de rugby, multipliés par le nombre de déplacement en championnat de France ainsi que le 1^{er} tour de la coupe de France.

Ce dispositif est plafonné à 20.000 € par club et par année civile.

Compte tenu des bilans financiers des frais de la saison 2020/2021 présentés en fin d'année 2021, il est proposé de définir une somme forfaitaire et globalisée maximum pour chaque club sportif représentant les disciplines suivantes, le basket, le handball, le rugby et le volley-ball, comme suit :

- Nationale 1 : 20.000 €
 - Nationale 2 : 15.000 €
 - Nationale 3 : 10.000 €
- } maximum

Il convient de noter que ces sommes forfaitaires et globalisées représentent un maximum que le Territoire du Pays d'Aix pourra verser, dans le cadre du présent dispositif, sous réserve des disponibilités financières correspondant au budget voté de l'année en cours.

Le club AUC Rugby peut prétendre aujourd'hui à une subvention de la part du Territoire du Pays d'Aix, d'un montant total de 2.500 €, tel que ventilé dans le tableau ci-dessous :

Club Niveau Qualification	BP de la 2020/2021	Subvention indivisible	Subvention à 1%	Subvention attribuée	Total	Commentaire
AUC Rugby - Fédération RF 2021/2022	2500 €	2 500 €	9 000 €	2 500 €	2 500 €	Classe
TOTAL					2 500 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvé par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix pourra être recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

Par ailleurs, l'article 59 du Règlement Budgétaire et Financier fixe les modalités de versement des subventions.

Le montant de la subvention étant inférieur à 5 000 €, le paiement peut se faire en un versement unique, avec un contrôle a posteriori.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2012_A006 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire ;
- La délibération cadre n°2014_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 13 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 2.500 € au club amateur de sport collectif de niveau national l'AUC Rugby au titre de la saison 2020/2021 (GU n°2021/00504).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et le club amateur de sport collectif de niveau national bénéficiaire de la subvention, l'AUC Rugby.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnement - Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 30.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 447

Attribution d'une subvention exceptionnelle au Vitrolles Sport Volley Ball (saison 2021/2022) - Approbation d'une convention d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix, dans la continuité de la politique sportive initiée par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix depuis 2002, s'attache à développer une politique sportive globale permettant de promouvoir la pratique pour tous, de loisirs ou de haut niveau.

Plusieurs dispositifs ont été délibérés afin de mieux répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipement que d'accompagnement de pratique amateur et professionnelle autour notamment du soutien au sport de compétition de niveau national pour les sports collectifs comme pour les sports individuels.

Cette politique de soutien à certains clubs amateurs de sports collectifs évoluant en niveau national vise à mettre en valeur leur pratique et à valoriser les résultats obtenus par les clubs.

Le Vitrolles Sport Volley Ball est un des clubs phares de sports collectifs soutenus depuis dix ans par le Pays d'Aix.

A ce titre, le club Vitrolles Sport Volley Ball a bénéficié en 2021 d'une subvention pour ses frais de compétition au titre de la saison sportive 2020/2021 telle que rappelée dans le tableau ci-dessous :

Club Niveau Géographique	BP des frais 2021	Subvention attribuée 2021	Subvention n-1	Subvention attribuée	Total	Convention
Vitrolles Sport Volley Ball Etre Niveau n°202100000000	20 000 €	20 000 €	10 000 €	20 000 €	20 000 €	Oui
TOTAL					20 000 €	0

Au regard de ses actions de compétitions et de ses résultats sportifs lors de la saison 2020/2021 mais également de charges exceptionnelles de fonctionnement prévues lors de la saison sportive 2021/2022 en lien notamment avec les conséquences de la crise sanitaire, le Territoire du Pays d'Aix souhaite attribuer au Vitrolles Sport Volley Ball une aide exceptionnelle de fonctionnement en 2021 au titre de sa saison 2021/2022.

Ainsi, le Territoire du Pays d'Aix souhaite soutenir ce club par l'attribution d'une subvention exceptionnelle de fonctionnement de 5.000 € comme définie dans le tableau ci-dessous :

Club Niveau Géographique	BP 2021/2022	Subvention attribuée	Subvention attribuée	Total	Convention
Vitrolles Sport Volley Ball Etre Niveau n°202100000000	275 750 €	10 000 €	5 000 €	5 000 €	Oui
TOTAL					5 000 €

Ce qui porte la totalité des subventions allouées en 2021 au Vitrolles Sport Volley Ball à 25.000 €, comme indiqué dans la convention d'objectifs entre le club et le Territoire du Pays d'Aix annexée au présent rapport qui permettra de consolider l'aide financière supérieure à 23.000 € apportée à ce club.

Il convient de rappeler que, conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvé par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de du Territoire du Pays d'Aix pourra être recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

Par ailleurs, l'article 59 du Règlement Budgétaire et Financier fixe les modalités de versement des subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :

- un acompte de 80% sera versé au club dès la signature de la notification d'attribution de la subvention.
- le solde de 20% sera versé à la fin de l'année sur présentation avant le 1er novembre 2021 d'un compte de résultat définitif ou d'un compte de résultat provisoire accompagné dès lors du compte de résultat définitif de l'année n-1, signés du Président

et du Trésorier de l'association, s'il y a lieu, du dernier rapport du Commissaire aux Comptes certifié.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2012_A006 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire ;
- La délibération cadre n°2014_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2021_CT2_170 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 avril 2021 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du soutien aux clubs amateurs de sports collectifs de niveau national ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 13 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le dispositif de soutien aux clubs amateurs de sports collectifs de niveau national, les actions de compétition du Vitrolles Sports Volley Ball lors de la saison sportive 2020/2021 et ses charges exceptionnelles de fonctionnement lors de la saison sportive 2021/2022.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention exceptionnelle de fonctionnement de 5.000 € au Vitrolles Sport Volley

Ball au titre de la saison sportive 2021/2022 (GU n°2021/00000050).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association Vitrolles Sport Volley Ball.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnement - Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 30.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 448

AVIS - Approbation de l'avenant n°6 à la convention avec la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires, dans le cadre de l'opération de construction de l'Arena du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix (ci-après CPA) du 3 juillet 2014 a validé le Programme Général et le coût d'opération relatifs au projet de construction du Palais des Sports et Pôle d'échanges à Aix-en-Provence, confié à la SPLA « Pays d'Aix Territoires », dans le cadre d'une convention d'aménagement approuvée par le Bureau Communautaire du 15 janvier 2014.

Le Bureau Communautaire de la CPA du 17 juillet 2014 approuvait un avenant n°1 à la convention, formalisant notamment la prise en compte du nouveau coût global d'opération à 55.904.701€HT soit 67.085.641€TTC ;

Un avenant n°2, approuvé par le Bureau Communautaire du 17 décembre 2015, a modifié la rédaction de l'article 3 « Délai de validité et délai d'exécution » afin de prendre en compte le nouveau calendrier d'opération.

Le Bureau de la Métropole du 17 octobre 2016 a validé un avenant n°3 à la convention portant sur la sécurisation et l'aménagement des accès depuis la RD59 par l'intermédiaire de la réalisation d'un giratoire d'accès à l'équipement et au pôle d'échanges indispensables au fonctionnement de l'équipement dénommé aujourd'hui Aréna du Pays d'Aix. Cet avenant portait le coût de l'opération à 56 654 700,83 € HT, soit 67 985 641 € TTC.

Le Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 a validé l'avenant n°4 à la convention d'aménagement avec la SPLA portant sur le lancement des études et la réalisation d'une troisième voie sur la RD 59, la mise en œuvre de la couverture WIFI haute définition et GSM 4G, ainsi que les travaux relatifs à la centralisation de la fermeture des issues de secours (UGIS) pour homologation par la commission de sécurité en rapport avec le risque attentats.

Le Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 a validé l'avenant n°5 à la convention d'aménagement avec la SPLA portant sur le paiement des taxes d'aménagement et contributions réclamées par les Services Fiscaux et les Services de la Régie des Eaux du Pays d'Aix, ainsi que le coût de prestations supplémentaires relatives à l'amélioration de la sécurité et de l'accessibilité des abords de l'Aréna et augmentant le coût global d'investissement de 1 750 000 euros T.T.C., le portant à 72 035 641 euros T.T.C.

Le Comité Technique du 22 février 2021 a validé la nécessité de réaliser les prestations supplémentaires suivantes dans l'Arena :

- Etudes et travaux des modifications du grill scénographique à la demande du délégataire de service public
- Travaux de modification du système SSI de la brasserie à la demande des services de secours
- Divers travaux d'amélioration de la performance énergétique (ECS des locaux du club, développement de la GTC)
- Etudes et travaux du remplacement des éclairages sportifs de la grande salle par une technologie LED à protocole full DMX
- Ajout d'un complément de clôture derrière le bâtiment chaufferie

Ces travaux occasionnent une augmentation de l'enveloppe financière de 200000€HT, dont 9 500€HT de rémunération complémentaire de la SPLA.

Par ailleurs, à la demande des services de la DREAL en charge de l'aménagement du rond-point des 3 Pigeons en place à feux, il est également proposé de mener des travaux anticipés et provisoires d'élargissement à 2 voies de la RD59 en direction du Pôle d'Echanges.

Suite aux décisions prises par le Comité Technique de l'opération du 22 février 2021, il convient donc de modifier les Articles 3 "Délais de validité de la convention", 4.1 "Objectifs Généraux", 9.1 « Coût global de l'opération de la Convention » et 9.2 « Rémunération pour l'Exécution de la Convention »

Tel est l'objet du présent Avenant n° 6.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° 2013_A305 du Conseil Communautaire du 19 décembre 2013, approuvant le projet de construction d'un équipement Palais des Sports / ARENA du Pays d'Aix ;
- La délibération N° 2014_B076 du Bureau Communautaire du 15 janvier 2014 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention de la SPLA « Pays d'Aix territoires » afin de réaliser l'opération d'aménagement du Palais des Sports / ARENA du Pays d'Aix ;
- La délibération N° 2014_A175 du Conseil Communautaire du 03 juillet 2014 approuvant le Programme Général du Palais des Sports / ARENA du Pays d'Aix ;
- La délibération N° 2014_B318 du Bureau Communautaire du 17 juillet 2014 approuvant l'avenant n° 1 ;
- La délibération N° 2015_B764 du Bureau Communautaire du 17 décembre 2015 approuvant l'avenant n° 2 ;
- La délibération N° CSGE 008_1001_16 BM du Bureau Métropolitain du 17 novembre 2017 autorisant de signer un avenant N° 3 à la convention ;
- La délibération n° 2017_CT2_519 du Conseil de Territoire du 29 novembre 2017 autorisant de signer un avenant n° 4 ;
- La délibération n° CSGE 009-7038/19/BM du Bureau de Métropole du 24 octobre 2019 approuvant l'avenant n° 5 ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020

portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 30 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'intégrer des travaux et aménagements supplémentaires au programme de l'opération de construction de l'Arena du Pays d'Aix.

Délibère

Article 114 :

Est approuvé l'avenant n°6 ci-annexé à la convention d'aménagement confiée à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour la réalisation de l'opération de construction d'un Palais des Sports et d'un pôle d'échanges multimodal sur le site des trois Pigeons à Aix-en-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°6 et à signer tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162476, nature 4581, fonction 321, autorisation de programme DI476AP2.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive - Culture

2021_CT2_449

Attribution d'une subvention en investissement à l'Institut d'Enseignement Supérieur de la Musique (IESM) - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement.

La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003_A080). La politique culturelle de la CPA confirme les objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du Territoire. Elle adjoint dans sa politique culturelle spécifique les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels.

Le Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

L'Institut d'Enseignement Supérieur de la Musique - Europe & Méditerranée (IESM) est un établissement d'enseignement supérieur de la musique habilité par le Ministère de la Culture et de la Communication à délivrer le Diplôme National Supérieur Professionnel de Musicien (DNSPM), et le Diplôme d'État (DE) de professeur de musique. Le projet pédagogique de l'IESM est notamment fondé sur la volonté d'accompagner individuellement les étudiants musiciens dans leur parcours professionnalisant.

L'IESM est affilié à l'Association Nationale d'Établissements d'Enseignement Supérieur de la Création Artistique (ANESCAS) et l'Association Européenne des Conservatoires (AEC).

Actuellement installé au sein des locaux du Conservatoire de la Ville d'Aix-en-Provence, espaces mis à disposition par la Ville, l'IESM a un projet d'investissement conduisant à la construction de ses futurs locaux. Le Ministère de la Culture a inscrit pour cette opération 10 M€ sur le programme 224 et la Région Sud a annoncé une participation de 2 à 3 M€. Par délibération n°CSGE 006-5293/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Institut Supérieur d'Enseignement de la Musique » du Territoire du Pays d'Aix (DI491AP).

N°	Nom	Intitulé	Lib. de	Genre	Total Budget	Subvention	Montant	Proportion	Commune	Date	Statut
20	IESM	Investissement	Métropole	Artiste	30 000 000	30 000 000	30 000 000	100%	Décl.	13	2018

L'Institut de l'Enseignement Supérieur de la Musique a sollicité le Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 30 000 € pour acquérir l'ensemble des instruments issus des familles des spécialités instrumentales pour lesquelles il a reçu son agrément. Il s'agit ici d'un parc instrumental répondant aux exigences de l'excellence artistique et instrumentale pour l'ensemble des esthétiques et disciplines des cursus. L'IESM s'engage à privilégier le "made in France" pour les instruments pour lesquels cela est possible. Dans ce cadre, il est aujourd'hui proposé d'apporter une aide en investissement à l'Institut d'Enseignement Supérieur de la Musique pour le doter d'un parc instrumental répondant aux exigences artistiques et instrumentales pour l'ensemble des esthétiques et disciplines des cursus. La convention conclue pour cette opération d'investissement précise en particulier les objets du financement, le plan de financement de l'opération, les délais d'exécution et les modalités de paiement. Elle est conclue pour une durée de 2 ans et pourra être prolongée par voie d'avenant.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération d'investissement est le suivant :

PLAN DE FINANCEMENT	Recettes en €	% Financement du TIT
TOTAUX	102 507	100%
Métropole Aix-Marseille-Provence-Territoire du Pays d'Aix	30 000	29.25%
Conseil Régional Sud	50 000	48.74%

Pour information, l'IESM a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'attribution d'une subvention en fonctionnement général d'un montant de 20 000 € - Numéro de dossier n° 2021_00786.

Base de calcul - Art 54.3 du Règlement Budgétaire et Financier (RBF)

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « Hors TVA ». Cependant, lorsque l'organisme subventionné justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA

(FCTVA), le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « TVA incluse ».

L'Institut d'Enseignement Supérieur de la Musique n'est pas assujéti à la TVA.

Modalités de versement- Art 55 du RBF

Les modalités de paiement de cette subvention sont les suivantes:

- 50% d'acompte sur production d'un plan de financement global et des coûts prévisionnels de projet, signés par le représentant légal bénéficiaire de la subvention, à la signature de la convention.

- Le versement du solde en année N+1 ne peut être effectué en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Il est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention, accompagné des factures correspondantes acquittées. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, le Territoire du Pays d'Aix se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

L'aide du Territoire du Pays d'Aix en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé par la convention d'investissement.

Révision du montant subventionné- Art 55.4 du RBF
Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire prévus. Elle fait dans ce cas l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement en cas de trop-perçu.

Il est donc proposé de procéder à l'attribution d'une subvention en investissement d'un montant total de 30 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver la convention afférente annexée au présent rapport avec « l'Institut d'Enseignement Supérieur de la Musique » pour le doter d'un parc instrumental répondant aux exigences artistiques et instrumentales pour l'ensemble des esthétiques et disciplines des cursus.

Sont annexés au présent rapport: Le projet d'investissement 2021 - Le plan de financement 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après:

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°CSGE 006-5293/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018, approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Institut Supérieur d'Enseignement de la Musique » du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 13 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1:

Est attribuée une subvention en investissement à l'Institut d'Enseignement Supérieur de la Musique,

telle que présentée dans le présent rapport pour un montant total de 30 000,00 €.

Article 2:

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'Institut d'Enseignement Supérieur de la Musique.

Article 3:

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581162445, Nature 4581, Fonction 311, Autorisation de Programme DI445AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 450

Mémorial du Camp des Milles - Approbation de l'avenant n°3 à la convention relative à l'aménagement des espaces extérieurs situés entre la tuilerie et le wagon souvenir

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de permettre à la Fondation du Camp des Milles de réaliser les travaux d'aménagement des espaces extérieurs situés entre la tuilerie et le wagon souvenir, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016 a attribué une subvention d'investissement d'un montant de 100 000 € par délibération n°2016_CT2_241.

La convention afférente (GU 2016_00949), signée le 7 novembre 2016, prévoyait un délai de deux ans

pour la réalisation de ces travaux, soit jusqu'au 7 novembre 2018.

Par délibération n°CSGE 004-4046/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018, l'avenant n°18/0744, ci-annexé, a permis de prolonger la convention initiale d'une année, soit jusqu'au 7 novembre 2019.

Cependant, la Fondation du Camp des Milles n'a pas été en mesure de poursuivre ces travaux pour des raisons d'autorisations d'urbanisme indépendantes de sa volonté.

Ainsi, par délibération n°CSGE 002-7031/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019, un deuxième avenant a été signé prolongeant les délais d'exécution des travaux de deux ans, soit jusqu'au 7 novembre 2021.

A ce jour, les travaux d'aménagement des espaces extérieurs situés entre la tuilerie et le wagon souvenir ont été réalisés à hauteur de 60% du budget.

Néanmoins, la fin de cette opération est conditionnée par l'accord de la Ville d'Aix-en-Provence pour réaliser une fermeture temporaire du chemin des déportés (voie d'accès au wagon souvenir).

C'est pourquoi il convient de prolonger de deux années supplémentaires les délais d'exécution des travaux par avenant n°3, soit jusqu'au 7 novembre 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2016_CT2_241 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement de 100 000 € et la convention afférente ;
- La délibération n°CSGE 004-4046/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant l'avenant de prolongation n°1 jusqu'au 7 novembre 2019 ;
- La délibération n°CSGE 002-7031/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 approuvant l'avenant n°2 prolongeant les délais d'exécution des travaux de deux ans, soit jusqu'au 7 novembre 2021 ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire culture et sports du 13 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir la Fondation du Camp des Milles pour la finalisation des travaux d'aménagement des espaces extérieurs situés entre la tuilerie et le wagon souvenir.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 prolongeant de deux ans la durée de la convention d'investissement avec la Fondation du Camp des Milles signée le 7 novembre 2016, telle que modifiée par les avenants 1 et 2, de deux années supplémentaires, soit jusqu'au 7 novembre 2023.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°3 annexé au présent rapport et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires pour cette opération sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581162445, Nature 4581, Fonction 311, Autorisation de Programme DI445AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 451

Mémorial du Camp des Milles - Approbation de l'avenant n°1 à la convention relative aux travaux de création de nouveaux espaces muséographiques

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°CSGE 001-7030/19/BM, le Bureau de la Métropole du 24 octobre a accordé une subvention d'investissement d'un montant de 121 838,48 € pour le renforcement de l'accueil des publics scolaires et adultes ainsi que la création de nouveaux espaces muséographiques (GU 2019-01351).

A ce jour, les travaux sont réalisés à hauteur de 40 % du budget. Le coût global de cette opération est estimé à 578 344,26 TTC.

La fin de l'opération était prévue le 2 décembre 2021, date de fin de la convention initiale. Compte tenu d'un nouveau report de réunion entre l'ABF, la DRAC et l'architecte de la Fondation, les travaux ont été repoussés en fin d'année et il convient de prolonger les délais d'exécution de cette convention de deux années supplémentaires, par voie d'avenant, soit jusqu'au 2 décembre 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°CSGE 001-7030/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 relative à l'attribution d'une subvention à la Fondation du Camp des Milles et approuvant la convention afférente ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre

2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire culture et sports du 13 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir la Fondation du Camp des Milles pour la réalisation des travaux de création de nouveaux espaces muséographiques.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 prolongeant de deux années supplémentaires la durée de la convention d'investissement avec la Fondation du Camp des Milles signée le 2 décembre 2019, soit jusqu'au 2 décembre 2023.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°1 annexé au présent rapport et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires pour cette opération sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : Opération budgétaire 4581162445, Nature 4581, Fonction 311, Autorisation de Programme DI445AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 452

Tournées intercommunales - Approbation du dispositif

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le dispositif « Tournées Intercommunales » a été créé par l'ancienne Communauté de Communes, repris et élargi par la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, et aujourd'hui par le Territoire du Pays d'Aix.

Il répond à trois objectifs essentiels :

1. Soutenir la diffusion des créations des opérateurs du Pays d'Aix et permettre d'accorder des subventions de fonctionnement objectives et lisibles aux associations ;
 2. Contribuer à l'élaboration d'une programmation culturelle par les plus petites Communes du Pays d'Aix;
 3. Permettre aux habitants du Pays d'Aix d'accéder sur leur lieu de résidence à des propositions artistiques gratuites.
- Les tournées intercommunales (expositions, spectacles, ateliers pédagogiques...) sont par essence des opérations dont l'organisation dépasse le strict cadre communal.

La notion d'œuvre artistique unique est au centre du dispositif et entre dans le champ des dispositions de l'article R.2122-3 du Code de la commande publique selon lesquelles : « L'acheteur peut passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable lorsque les travaux, fournitures ou services ne peuvent être fournis que par un opérateur économique déterminé, pour l'une des raisons suivantes :

1° Le marché a pour objet la création ou l'acquisition d'une œuvre d'art ou d'une performance artistique unique ; [...] ».

Le dispositif « Tournées Intercommunales » permet aux Communes d'enrichir leur programmation et leurs collaborations culturelles. Chaque Commune propose la ou les œuvres qu'elles souhaiterait proposer aux habitants dans le cadre de sa programmation culturelle pour l'exercice budgétaire à venir.

Dans le cadre d'une enveloppe prédéterminée définie par l'exercice budgétaire concerné, chaque Commune propose la ou les œuvres qu'elles souhaiterait proposer aux habitants dans le cadre de sa propre programmation culturelle. Le Territoire du Pays d'Aix prend en charge la ou les représentations pour partie ou en totalité dans le cadre de cette enveloppe répartie en parts égales pour chaque Commune.

Quelle qu'en soit la nature artistique, les représentations entrant dans le cadre du dispositif des Tournées Intercommunales sont accessibles gratuitement à tous les spectateurs.

Afin de faciliter et fluidifier la diffusion des spectacles retenus, les choix exprimés par les Communes font l'objet d'un récapitulatif par la Direction de la Culture du Territoire permettant une concertation en préalable à l'approbation du programme définitif par la Commission Culture.

Dès lors, des contrats de cession sont établis entre le Territoire du Pays d'Aix et les producteurs disposant des droits exclusifs de diffusion. Ces contrats fixent le cadre général de mise en œuvre, les contreparties et accessoires pour la représentation y compris droits d'auteur. Le modèle type de contrat de cession est présenté en annexe 1.

Par ailleurs une convention de partenariat pour l'accueil des spectacles est établie entre le Territoire du Pays d'Aix et chaque Commune participante. Cette convention précise les conditions d'accueil des spectacles dans la Commune et complète le contrat de cession. Le modèle type de convention d'accueil est présenté en annexe 2.

Pour la mise en œuvre de ce dispositif, une enveloppe budgétaire sera allouée à la Direction de la Culture lors du vote du budget primitif annuel. Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, chapitre 011 nature 611 fonction 311.
Pour mémoire, le budget voté en 2021 était de 222 000 €.

Il est proposé d'approuver la poursuite du dispositif « Tournées Intercommunales », de façon à permettre au Territoire d'anticiper l'organisation de ces tournées d'une année sur l'autre et d'établir une programmation culturelle en concordance avec celles des Communes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la commande publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission Culture et Sports du Territoire du 13 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire, démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le dispositif « Tournées Intercommunales ».

Article 2 :

Sont approuvés le contrat type de cession de droits d'exploitation d'un spectacle à conclure avec les associations (annexe 1) et la convention qui fixe les conditions d'accueil des spectacles avec les Communes (annexe 2).

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et les contrats, ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, chapitre 011 nature 611 fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Néant

2021 CT2 453

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003_A081). Cette politique culturelle aujourd'hui mise en œuvre par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et affirmant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Les caractéristiques du fonds d'intervention à destination des associations sont les suivantes :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations financées doivent être en rapport avec la compétence intercommunale et dépassent le strict cadre communal.

Les associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 59 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020.

Modalités de versement - Art 59 du RBF:

- Les subventions inférieures à 5 000 € (cinq mille euros) pourront faire l'objet d'un versement unique avec un contrôle a posteriori.

Par ailleurs, conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

La proratisation pourra donc éventuellement être appliquée après analyse des documents transmis par l'association.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, la Métropole Aix-Marseille-Provence se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 3 subventions de fonctionnement à trois associations pour un montant total de 9 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.

[illegible]

Total : 9 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003_A081 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays

d'Aix du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;

- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire culture et sports du 13 septembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées pour l'exercice 2021 trois subventions en fonctionnement à 3 associations pour un montant total de 9 000 €, telles que présentées dans le tableau ci-dessus.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 454

AVIS - Attribution d'une subvention à l'association Ballet Preljocaj dans le cadre de la promotion de la danse contemporaine/Education Artistique et Culturelle dans les établissements scolaires de petites et moyennes communes de la métropole (GUID) – Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine permet à Aix-Marseille Provence de devenir une des premières métropoles disposant d'une compétence culturelle spécifique avec une priorité donnée à la mise en réseau des structures culturelles du territoire notamment dans le domaine de la lecture publique, cette dernière étant la première pierre angulaire du développement culturel proposé.

A ce titre, la Métropole peut coordonner et structurer, accompagner et soutenir des initiatives participant à l'irrigation culturelle du territoire métropolitain.

Le Ballet Preljocaj, Centre chorégraphique national, installé au Pavillon noir à Aix-en-Provence depuis 2006 est composé de 24 danseurs permanents, assurant 100 représentations par an en France et à l'étranger, le ballet s'associe par ailleurs régulièrement à d'autres artistes dans une logique interdisciplinaire, et assure, par ses résidences, à l'émergence de nombreux jeunes talents : Preljocaj Junior a été mis en place en 2017 dans cet esprit.

Par son activité foisonnante à l'international, il participe incontestablement au rayonnement du territoire métropolitain tout en s'impliquant dans de nombreuses actions culturelles de proximité qui soutiennent son ancrage territorial.

Ainsi, afin d'aller à la rencontre de tous les publics, le Ballet Preljocaj propose une action à travers son Groupe urbain d'intervention dansée (G.U.I.D.), formé de six danseurs, qui présentent dans des lieux variés, sans dispositif scénique, des extraits de spectacles créés de 1985 à nos jours.

A la rentrée scolaire 2021, le ballet prolongera le travail dans les établissements scolaires de différentes communes de la métropole, à savoir des mises en espaces et des ateliers de danse contemporaine afin de renforcer l'Education Artistique et Culturelle dans cette discipline.

Le budget prévisionnel de l'action s'élève à 27 414 €.

Pour le renouvellement et l'extension de cette action à des établissements scolaires supplémentaires, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 20 000 € pour la deuxième partie de l'action 2021 (n°GU SEDIT 2021 - 00000035), la Métropole propose un financement à hauteur de 72,95 % de l'action pour la réalisation de ce projet qui correspond à la relance de l'action culturelle et artistique post-Covid 19 sur le territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le règlement budgétaire et financier.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir la danse contemporaine dans les établissements scolaires métropolitains.

Délibère

Article 115 :

Est attribuée une subvention de 20 000 euros au Ballet Preljocaj afin de promouvoir la danse contemporaine dans les établissements scolaires métropolitains.

Article 116 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2021 ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tous documents afférents à la présente délibération.

Article 117 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Principal Métropolitain, en section Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.